

Prochaine publication du rapport sur l'affaire Pechiney

## M. Mitterrand souhaite défendre la renommée de la place financière de Paris

### Pour une COB européenne

Faire de Paris la première place financière continentale : les « affaires » — Pechiney, Société générale, Paribas — vont-elles rendre inaccessibles cette ambition commune à l'ensemble de la classe politique française ? Pour la presse étrangère, si, comme l'écrit par exemple le « Times » de Londres, « le scandale Pechiney a ébranlé le palais de l'Élysée », il n'est pas sûr que le déroulement actuel des différents feuilletons politico-financiers chasse les investisseurs étrangers du palais Brongniart. Au contraire.

En proclamant sa volonté que soit connue toute la vérité sur les différentes affaires et en agissant en conséquence, le gouvernement impressionne. Les propos du président de la République en faveur de la « transparence », la détermination de Pierre Bérégovoy, démontrée notamment à l'occasion de sa prestation, jeudi 26 janvier, devant la commission des finances de l'Assemblée nationale : tout cela est accueilli favorablement par les milieux financiers étrangers.

Certaines opérations, notamment lors du raid sur la Société générale, avaient choqué. Mais, aujourd'hui, les projets de renforcement des moyens et pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse — le gendarme du marché — sont pris au sérieux. Des défits, il y en a toujours eu, mais ils vont désormais pouvoir être pourchassés et sanctionnés, ont tendance à penser les intervenants étrangers. Ils se réjouissent de ce que, finalement, les scandales — dont Paris n'a pas le monopole — vont conduire à une certaine moralisation de la vie financière.

Jusqu'à présent, en tout cas, le climat d'affaires qui règne en France n'a pas eu de conséquence sur le marché financier. Depuis que la SEC a transmis à la COB sa demande d'enquête sur l'affaire Pechiney, le 14 décembre dernier, la Bourse de Paris a gagné 13 %. Comme à Tokyo et à New-York, le marché français reste donc euphorique. Il pourrait retrouver dans les jours qui viennent le sommet historique qu'il avait atteint le 26 mars 1987, bien avant le krach.

Les étrangers — les Anglais et les Japonais notamment — continuent à s'intéresser à la place parisienne. Comme l'écrit l'« International Herald Tribune » en « une » de son édition du 27 janvier à côté d'une énorme photographie de Pierre Bérégovoy : « Le scandale des défits d'intérêt ne devrait pas réduire l'intérêt des étrangers » pour le marché parisien.

Face aux promesses de transparence et au projet de renforcement de la police des marchés, les observateurs étrangers conservent cependant un certain scepticisme. L'indépendance réelle des institutions de contrôle apparaît pour beaucoup comme une nécessité. A ce sujet, de nombreux opérateurs commencent à suggérer, plutôt qu'une simple réforme de la COB, la création d'une véritable police européenne des marchés financiers. Une « COB européenne » indépendante des pouvoirs politiques nationaux pourrait aussi mieux coopérer avec ses homologues étrangers, et par exemple mener réellement ses enquêtes dans les paradis fiscaux.

M 0147 - 01280 - 4,50 F



3790147004500 01280

Grève dans les collèges et lycées

## M. Lionel Jospin se heurte à la grogne des enseignants

Malgré les appels à la raison du ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, plusieurs syndicats d'enseignants des collèges et des lycées ont manifesté, vendredi 27 janvier, leur mécontentement contre les projets gouvernementaux de revalorisation de la profession. Leur appel à la grève semblait, vendredi matin, assez largement suivi. (Lire nos informations page 30.)



La reprise du retrait soviétique d'Afghanistan

## Kaboul saisie par la peur

Assiégée par la résistance et de plus en plus difficile à ravitailler, Kaboul est saisie par la peur, l'essentiel des troupes soviétiques encore présentes en Afghanistan s'apprêtant, selon des sources diplomatiques, à quitter le pays dès le début du mois de février.

KABOUL  
de notre envoyé spécial

La peur est une lépre qui ronge toute la ville. Elle a contaminé la communauté diplomatique, grignoté des pans entiers de l'appareil d'Etat, envahi les esprits de ceux qui n'auraient même rien à lui opposer. C'est une panique sourde et statique, une appréhension collective et muette en

prévision de la bataille prévue lorsque les Soviétiques auront quitté la scène : les moudjahidins se lanceront à l'assaut de la capitale.

Un scénario parmi d'autres ? Peu importe : Kaboul a peur, parce que le « parapluie » soviétique se dérobe. La ville est calme, immobile dans un hiver dont la rigueur est sans précédent depuis seize ans, ouatée par la neige qui la recouvre. Les roquettes de la résistance, qui explosaient au centre de la ville, sont désormais rares. Parfois, à l'aube, on entend le grondement de départ des missiles soviétiques. Soudain, on sait qu'ils retombent sans grande efficacité du côté de Jalalabad, non loin de la frontière pakistanaise.

La guerre semble s'éloigner, et pourtant elle n'a jamais été aussi proche parce que plus perni-

cieuse : elle prend la forme de pénuries et d'une spéculation galopante. Les rumeurs alarmistes qui courent Kaboul et qui ne cessent de s'enfler à mesure que la date du 15 février se rapproche, ont pris naissance en août dernier, lors de la chute de Kunduz.

En quittant la ville encerclée par la résistance, l'armée afghane s'est livrée au pillage et, paraît-il, à des exécutions sommaires de civils. Au cours des quelques jours pendant lesquels ils ont tenu la cité, les moudjahidins se seraient rendus coupables de mêmes exactions. La population civile a ensuite subi les bombardements des avions soviétiques.

Dans la communauté diplomatique de Kaboul, comme parmi la population afghane, « l'effet Kunduz » a fait des ravages. Dès la mi-octobre, les ambassades ont

réduit leurs effectifs, en commençant par les femmes et les enfants. Une seconde vague de départs a eu lieu début janvier : les Allemands de l'Ouest ont été les premiers à évacuer leur ambassade, la laissant à la garde d'une employée. Les Américains, qui ne comptaient plus que huit diplomates (contre vingt-deux il y a deux mois), ont annoncé, jeudi 26 janvier, leur intention d'évacuer tous leurs diplomates dans les prochains jours.

La France, dont le personnel diplomatique comptait quinze personnes l'été dernier, ne sera plus représentée que par son chargé d'affaires, M. Raymond Petit, et par un gendarme à la fin de la semaine...

LAURENT ZECCHINI  
(Lire la suite page 4.)

Second tour de l'élection législative partielle

## L'indécise bataille de Marseille

Le second tour de l'élection législative partielle dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône (Marseille, neuvième arrondissement et parties des dixième et onzième arrondissements) opposera, le dimanche 29 janvier, le candidat de l'opposition UDF-RPR, M. Guy Teissier, conseiller général (PR) et maire du neuvième arrondissement, député invalidé, à celui de la majorité présidentielle, l'homme d'affaires Bernard Tapie, soutenu par le Parti socialiste.

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

Déjà rude avant le premier tour, la campagne a franchement viré à l'aigre à l'approche du second. Le ton est d'abord monté au sujet de la mystérieuse disparition de cinq cents enveloppes vidées dans l'un des bureaux de vote de la circonscription. Prémisses d'une fraude ? On l'a insinué dans chaque camp en se dis-

putant l'antériorité de la saisine de l'administration préfectorale.

Puis sont venus les brocards, les imputations désobligeantes et les attaques ad hominem. Guy Teissier ? Pour Bernard Tapie, une « marionnette de Gaudin », voire un « rien du tout ». Quelqu'un « qui a pris la tronche parce que le fait de [me] rencontrer lui a donné une importance qui disparaîtra dans la semaine suivant sa défaite ». Un homme « qui se proclame, il y a quelques mois, pour l'apartheid ». Bernard Tapie n'étant, lui, aux yeux de Guy Teissier, qu'un « petit mec », accessoirement « un menteur et un imposteur » et, pour tout dire, « un homme dont la structure mentale, même, est douteuse ».

En fait, un affrontement révélateur de la crispation de deux candidats en proie au doute. Déçu, sans l'avouer, de n'avoir pu creuser davantage l'écart avec son adversaire, Bernard Tapie est reparti à la bataille en ne négligeant aucun des procédés dont usent les politiciens de métier pour glaner des voix. Le démarchage des commerçants, les apéritifs dans les cafés, les déjeuners-

débats, les réunions privées qu'il avait déjà pratiquées, mais aussi les sorties d'école, qu'il jugeait auparavant triviales, ou des animations avec un camion-podium, en fin de journée, dans les cités populaires, musique, harangues et distribution de ballons. Sans oublier le marketing téléphonique : des milliers d'appels avec lecture d'un message enregistré suivis de lettres individuelles confirmant l'ouverture d'un dossier ou apportant des solutions aux problèmes posés par les correspondants. Bref, une campagne encore plus large et plus accrocheuse « pour donner tout ce dont on est capable et pour ne rien avoir à se reprocher ». Reste à vérifier, dimanche, si elle sera plus fructueuse que celle de Guy Teissier, axée sur le projet de Jean-Claude Gaudin pour Marseille. Le maire du neuvième arrondissement, pour sa part, n'a pas changé de rythme, mais il s'est enhardi à faire du porte-à-porte dans les grands ensembles de la circonscription les moins ouverts à sa candidature.

GUY PORTE.  
(Lire la suite page 9.)

Alain FINKIELKRAUT

La mémoire vaine

Du crime contre l'humanité

GALLIMARD nrf

سكنا من الاصل



# Débats

## LES AFFAIRES ET LES SOCIALISTES

### L'Incorruptible

par MAX GALLO (\*)

LES « affaires » ? Difficiles à vivre pour les socialistes. Sur un marché du quatorzième arrondissement, le dimanche 22 janvier, des Parisiens refusent les tracts socialistes, certains s'indignent avec fureur, d'autres, ironiques, lancent aux militants : « Vous n'êtes pas initiés ? ». Continuer quand même. Répondre à la droite, celle du brigandage immobilier, des SAC en tous genres, d'un ministre de la justice qui, de son bureau, aperçoit la vitrine d'une joaillerie qui ne lui était pas indifférente (celle du romancier oserait imaginer cela ? Même pas Zola !), celle des privatisations, celle dont l'un des premiers actes de gouvernement fut d'amnistier les fraudeurs à l'exportation des capitaux, etc.

Combattre donc cette droite impudente. Mais, il faut continuer, répondre, s'affirmer solidaires face aux diffamations et aux exploitations politiques, on ne peut se contenter de cela. Il faut chercher à comprendre pourquoi un tel climat existe, pourquoi quelle que soit la réalité des faits — ils restent à prouver, à délimiter — la suspicion se répand. Et c'est aux socialistes, s'ils veulent continuer, dans les années à venir, à représenter une perspective et à exprimer l'exigence de plus de justice et d'égalité, à incarner l'espoir des salariés, de poser des questions. Non sur le détail de telle ou telle affaire : le gouvernement, la presse, la COB, la justice y pourvoiront. Mais quant au fond, c'est-à-dire à ce qui les rend possibles, sinon probables.

#### Une autre organisation sociale

Longtemps la gauche, en ce pays, a symbolisé face à tous les « manieurs d'argent » un système de valeurs, une vision de la société — une autre organisation sociale dont l'argent, précisément, n'aurait pas été le ciment — sur lesquels s'appuyait le mouvement socialiste, qui fondaient une éthique de la République et, pour finir, par le jeu des élites intellectuelles — de l'école donc — imprégnaient l'Etat et ses fonctionnaires. On s'est moqué de cela. C'était, dit-on, archaïque. Et pourquoi pas, ajoutent-ils, l'argent n'est pas, aujourd'hui, le ciment de la République ? L'argent n'est pas, aujourd'hui, le ciment de la République ? L'argent n'est pas, aujourd'hui, le ciment de la République ?

Quand, en 1857, plein de dégoût et de rage, Vallès publie *l'Argent*, qu'il écrit : « Je suis descendu du Panthéon à la Bourse », car « la Bourse est l'hôtel de ville de la République moderne » et qu'il ajoute : « Faisons de l'argent moribond ! gagnons de quoi venger le passé triste, de quoi faire le lendemain joyeux, de quoi acheter l'amour, des chevaux et des hommes » et qu'il s'écrie : « Vive l'argent ! », il a saisi l'essence même du second Empire. Une époque qui, avec ses bouleversements technolo-

giques, ses restructurations industrielles, sa fête impériale, son « consensus », ressemble tant à la nôtre. Et il n'y manque même pas la « charité », qui vient jeter le manteau de la bonne conscience sur la misère. Comme dit le saint-simonien — déjà ! — Napoléon III, il faut en finir avec le « paupérisme ». Et roule carrosse.

Or la République s'est construite à la fois contre le pouvoir impérial et contre cette hypocrisie sociale, cet argent ruisselant, facile, cette débauche de luxe pour quelques-uns. Elle s'est pensée comme une volonté de moralisation de la politique, pas toujours réussie, il s'en faut et de beaucoup. Mais elle a voulu « brider » l'argent. Le « concourir » pour accéder aux fonctions, l'élection, les valeurs de l'école, le travail, les vertus républicaines, toute une idéologie s'est mise en place, avec sa part de tromperie certes, mais faisant néanmoins du « mérite », du diplôme, de l'effort, de l'égalité, les piliers officiels de l'Etat républicain. En rupture avec la « corruption », l'affairisme louis-philippard et impérial.

#### Logique des intérêts

Certes il y a eu des « affaires » sous la III<sup>e</sup> République naissante. Mais elles étaient « scandaleuses » et non pas admises comme « normales ». Une éthique « laïque » s'affichait : indépendance rigoureuse, tenue, de l'Etat républicain face aux idéologies officielles et au pouvoir de l'argent.

Mais qu'est-il advenu ? Nous nous sommes, dit-on, modernisés. Bad Godesberg ? Qu'à Dieu ne plaise ! Mais où est la social-démocratie ? On répète que l'objectif prioritaire est de faire de Paris une grande place financière. On se félicite de voir flamber les valeurs de la Bourse (400 %...). La vulgate politique se décline en quelques mots : entreprise, investissements, rentabilité, profit, spéculation, libération du marché des capitaux. On sous-entend qu'un gouvernement ne peut rien ou si peu contre la logique des intérêts. Les chefs d'entreprise sont nos héros et nos héros. Ils décernent en grande pompe des diplômes aux ministres de la République (quel symbole !). Parfois ils sont même candidats des socialistes. Le « patronat » n'existe plus. Et naturellement les classes sociales. Il y a les « gagnants » et les « perdants ». Aux uns les honneurs, aux autres le RMI et les restaurants du cœur. La culture d'entreprise vaut la culture tout court. Et celle-ci est un « look » utile pour faire vendre les « produits culturels » et faire tourner les « industries culturelles ».

Hier la France était une nation, une idée, un Etat ; aujourd'hui c'est l'« entreprise France ». Ce n'est plus vers la rue d'Ulm qu'on se dirige mais vers les business schools, et ce nous dit (les intellectuels à la mode) qu'il faut renoncer au français, puisque les affaires se traitent en anglais : il n'est question, de « La route de la fortune » aux « Nouvelles de la Bourse » en passant par les couvertures des hebdomadaires, que

(\*) Membre du secrétariat national du PS.

de profit, d'argent, de cours des actions, de listes des plus riches Français, des plus hauts salaires, etc.

Et l'on voudrait, puisque tout cela est, qu'il n'y ait pas d'« initiés » ? Le mot dit naïvement que ceux-là ont découvert le vrai ressort des choses et que, simplement, ayant percé les mystères du temps, ces initiés appliquent à leur avantage la loi qui demeure secrète aux autres. Les autres ? Les électeurs de la gauche et qui lui ont fait confiance. Inférieurs, salariés en tous genres à moins de 6 500 F par mois, enseignants, etc. Et aussi militants qui veulent encore « changer la vie », élus qui versent une large part de leurs indemnités au parti, et qui « labourent » le terrain, au contact des « non-initiés ».

A tous ceux-là on demande d'être raisonnables, réalistes, de comprendre les grands équilibres. On ne veut les augmenter qu'au « mérite » (tiens, le mérite est encore une valeur...), sans doute de 300 F par mois — au mieux — alors que quelques coups de téléphone suffisent à faire gagner quelques milliards de centimes. Qu'on soit initié ou pas. Que les pauvres courent à la Bourse, disais déjà Vallès. « La misère a fait son temps, je passe du côté des riches ».

Une gauche ne peut tenir longtemps l'entente au-delà d'une législation ou de deux serments : mais sommes-nous socialistes si nous ne voulons pas garder intact l'espoir d'une autre chose ?) avec une telle contradiction. On s'abstiendra de voter pour elle. On sera démoralisé. Tous pareils, dira-t-on. Et peut-être tous « pourris ». Injuste, certes. Mais il s'agit non de jugement porté sur telle ou telle personne, mais d'un climat, de politique donc, et de valeurs autres que boursières. L'argent n'est pas condamnable en soi, mais il faut savoir comment, et aux dépens de qui, et au profit de qui on le gagne. La Bourse, la spéculation ou le développement industriel ? Le jeu financier ou le travail productif ?

#### L'exception française

Dans ce pays nous n'avons ni la Bible des nations anglo-saxonnes pour soutenir la morale individuelle ni des contre-pouvoirs suffisants. Tout ce qui peut les renforcer est positif. Mais nous avons une tradition d'Etat, des valeurs républicaines, une certaine conception du citoyen et une référence à l'égalité. Et ceux qui veulent en finir avec l'« exception française » oublient que c'est là notre « bible » et que, quand on la ferme, il reste le cynisme. Il serait temps de retrouver cette adhésion aux vertus républicaines et à leurs exigences, ce qui signifie avoir un projet.

Et parce que tout se tient — passé, présent, avenir — une remarque. En cette année du bicentenaire de 1789, il est de bon ton d'exclure Robespierre. Terroriste, sanguinaire, etc. Il fut et il demeure cependant, même aux yeux de ses adversaires, l'Incorruptible. Barnas, Tallien, Fouché, qui furent plus tard dénoncés. Ils gardèrent leurs vertus, souvent le pouvoir, et firent de solides fortunes. C'est aussi une culture de gouvernement.

## ENTREPRISES

### Le capitalisme ne peut pas être sauvage

par OLIVIER LECERF (\*)

J'E suis entré en 1956 chez Lafarge, aujourd'hui Lafarge-Coppée, il y a trente-trois ans. J'en suis président depuis 1974. Je voudrais ici répondre à une question qui m'est fréquemment posée, notamment par des étudiants : « A quoi croyez-vous comme chef d'entreprise ? »

Ces convictions ne sont pas le fruit de réflexions spéculatives. Je n'ai aucune prétention en ce domaine. Elles s'appuient au contraire sur mon expérience à Lafarge-Coppée. Peut-être ces propos trouveront-ils quelque résonance dans l'actualité...

I. — Depuis la première révolution industrielle et certainement à l'aube du vingt et unième siècle, l'entreprise est l'entité la mieux adaptée pour organiser et valoriser le travail des hommes dans l'industrie et dans les services. Corps vivant, au service de ses clients, elle évolue constamment dans sa stratégie, son champ d'action, ses modes d'organisation.

II. — L'histoire du vingtième siècle prouve abondamment que l'entreprise la plus efficace est la libre entreprise, faisant appel au capital privé et opérant dans une économie de marché. Moins l'Etat se mêle des entreprises, mieux elles fonctionnent.

III. — Pour les entreprises moyennes ou grandes, la cotation en Bourse permet le mieux aux actionnaires d'acheter, ou de vendre, les actions de l'entreprise. En cela, ils participent aux risques pris par l'entreprise et acquièrent le droit de porter, selon leurs propres critères, un jugement sur elle et sur ceux qui la dirigent.

IV. — Le profit n'est pas la finalité de l'entreprise, mais l'indispensable condition de sa pérennité. C'est aussi la meilleure mesure de son succès. La finalité est de créer des richesses ou de fournir des services : l'entreprise est faite pour l'homme et non l'homme pour l'entreprise. Seul le succès économique permet le progrès social.

V. — Comme toutes les réalisations humaines marquantes, une entreprise doit s'inscrire dans la durée. Elle a des racines. Elle doit aussi avoir des ambitions à long terme.

VI. — Dans un pays moderne, en particulier dans une démocratie parlementaire, le capitalisme ne peut être sauvage. La loi décide du droit des sociétés et du droit des affaires. Les organismes dont c'est la mission (Commission des opérations de Bourse en France, Securities and Exchange Commission aux Etats-Unis) doivent imposer certains règlements. Les intervenants dans les transactions boursières doivent respecter ces règlements et décider d'un code de bonne conduite. La Société des Bourses françaises a décidé de se doter d'un code de bonne conduite.

VII. — L'offre publique d'achat ou d'échange fait partie intégrante du capitalisme moderne. Elle doit être réglementée, comme c'est le cas aux Etats-Unis. Les dirigeants d'une entreprise doivent accepter de courir le risque de changer

d'actionnaires. Mais l'entreprise, pour assurer sa pérennité, doit être protégée contre les « radeurs » et « raiders ». Si elle est attaquée, l'entreprise doit pouvoir, dans des délais très rapides, faire appel au marché qui est juge et arbitre de son capital.

VIII. — Les entreprises performantes sont soudees et musées par un système de valeurs auquel se soumettent dirigeants et collaborateurs. Lafarge, comme d'autres grands groupes européens, américains ou asiatiques, a consacré par écrit en 1977, en concertation avec son personnel, des « principes d'action ». Pour la plupart, ils faisaient partie du patrimoine non écrit de l'entreprise. Au centre de ces valeurs : la place de l'homme dans l'entreprise.

IX. — Les entreprises les plus performantes sont celles dont les dirigeants partagent certaines valeurs telles que l'esprit d'équipe, le travail créatif, l'initiative, la liberté, la responsabilité, etc. Au même titre que la compétence technique, ces valeurs sont des conditions du succès d'une entreprise et de la réconciliation du travail commun des hommes qui la composent.

X. — Les dirigeants d'entreprise performants sont ceux qui sont connus ou perçus comme se référant dans leur action à un système de valeurs. Ces valeurs peuvent être pluralistes. Certaines d'entre elles appartiennent au secret des cours. Ce que résumait Alfred Fréchet, l'un de mes prédécesseurs : « La légitimité des dirigeants réside dans leur pouvoir de servir ».

(\*) PDG de Lafarge-Coppée.

## Au courrier du Monde

### MONTESQUIEU

#### Contresens

Dans *l'Esprit des lois*, Montesquieu a écrit cet admirable et efficace réquisitoire contre l'esclavage des Noirs, qui commence ainsi (je cite de mémoire) : « Si j'avais à soutenir le droit que nous avons eu de rendre les nègres esclaves, voici ce que je dirais : Les peuples d'Europe ayant exterminé ceux de l'Amérique, ils ont dû mettre en esclavage ceux de l'Afrique, pour s'en servir à défricher tant de terres. Le sucre valait trop cher, si l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves... »

Avec une allégre ironie, masque de l'émotion, qui se continue pour notre joie tout au long du chapitre, cet homme mesuré écrase plus sûrement l'infâme système esclavagiste que ne le font les plus véhémentes déclarations. D'autant que, pour ceux qui n'auraient pas compris ou mal lu, la fin du morceau exprime, au premier degré cette fois, le bon sens et le bon sens (je cite) : « ... ne serait-il pas venu dans la tête des princes d'Europe, qui font entre eux tant de conventions inutiles, d'en faire une

générale en faveur de la miséricorde et de la pitié ? »

Le professeur Sale-Molins (*Le Monde*, du 19 janvier), qui déplore chez Montesquieu une prétendue « justification de l'esclavage », se méprend.

On répète un contresens commis par d'autres auteurs.

ROBERT FABRE (Paris).

### RÉPONSE A J.-F. SIX

#### Prisme déformant

M. Jean-François Six a écrit dans le *Monde* du 28 décembre 1988 un article intitulé : « Le cœur et la peur ».

Désireux de « faire la vérité » pour une Eglise de France en danger selon lui de devenir une secte, il voit dans la peur l'origine de tous les maux. On avait entendu dire que l'Eglise était très attaquée et contestée. L'article nous révèle que, fasciné par la stratégie des lefebvristes, elle communique la rage incoercible de conviction, et oriente son activité vers la revendication agressive, voulant à toute force imposer son magistère.

Qui pourrait sérieusement assimiler l'Eglise de France à une secte : tant (certains disent trop) de sensibilités différentes s'y expriment, et ne semblent pas souffrir d'un excès d'autorité de la part de la hiérarchie ! De multiples actions assurent la communication avec l'extérieur. Oh donc est la rage de convaincre ?

Peut-on étendre la « frilosité » face au modernisme à des évêques qui acceptent de se jeter dans la grande du loup, je veux dire de s'affronter aux médias, qui posent rarement les questions pertinentes ? Tout évêque — à l'instar de tout chrétien et de tout citoyen — n'a-t-il pas le droit d'exprimer ses opinions ?

Qui acceptera un manichéisme simpliste distinguant le peuple de la peur et le peuple de l'espérance ; la hiérarchie la tête du premier pour vaincre à force de convaincre ? Si M. Six ne peut distinguer « le cœur brillant d'amour de l'Eglise », ne serait-ce pas qu'il regarde la réalité à travers un prisme déformant ? Et cet article apporte-t-il quel que soit qu'il préconise de revenir à l'Evangile, « à la douceur et à la paix de Jésus de Nazareth », et commence par manier le vitriol ?

M. VERPEAUX, M. CHALVET, G. VALLER.

AU SOMMAIRE DE FÉVRIER

**Le Monde** des PHILATELISTES

Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

Un entretien avec : Pierre Perret, pionnier de l'air.

Thématique : les perles.

Première carte correspondance de Grèce.

**LE MONDE DES PHILATELISTES**

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Autres directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woods

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - TAPES LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les révisions et index du Monde au (1) 42-47-89-61.

**Le Monde** TÉLÉMATIQUE Composer 36-15 - Tapes LEMONDE

**Le Monde** PUBLICITE 5, rue de Montesseny, 75007 PARIS Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télécopieur : 206 136 F

**ABONNEMENTS** BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	EUROPE	AFRIQUE	ASIE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F	
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F	
9 mois	1 030 F	1 095 F	1 404 F	2 040 F	
1 an	1 380 F	1 460 F	1 800 F	2 620 F	

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse : les abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



POLOGNE : reprise des discussions entre le gouvernement et Solidarité

## La recherche d'un « compromis historique »

VARSOVIE  
de notre envoyé spécial

On prend les mêmes et on recommence. Quatre mois après l'échec des pourparlers sur la table ronde, Solidarité et le pouvoir polonais se retrouvent face à face, vendredi 27 janvier, sous l'œil des représentants de l'épiscopat, pour une nouvelle tentative de sortir ensemble de la crise. Mais cette fois-ci, M. Lech Walesa et ses experts d'un côté, le général Czesław Kiszczak et M. Stanisław Ciolek, membres du bureau politique du POUF, et leur équipe, de l'autre, savent qu'ils ne peuvent pas échouer : le 17 janvier, la direction du parti a fait accepter au comité central, après des heures de débats aussi dramatiques que laborieux, le principe de la légalisation de Solidarité, et donc du pluralisme syndical. C'est l'absence de cette déclaration d'intention qui avait fait capoter les négociations en septembre-octobre.

La rumeur, reste de mise. A la veille de cette nouvelle rencontre, dépend l'ouverture de la table ronde aux alentours du 6 février, aucun des protagonistes ne se risquerait à pécher par optimisme. « Si l'on veut discuter des symboles et non pas de la réalité, alors nous ne pouvons pas avancer », nous a déclaré M. Ciolek à la veille de cette rencontre, et tout est possible. Même l'échec. Le bureau de Stanisław Ciolek, l'un des principaux artisans de la politique de dialogue avec l'opposition, est à l'image de l'évolution de la situation politique en Pologne : on y croise telle personnalité de l'opposition modérée, tandis que le général Jaruzelski s'annonce au téléphone, avant que la secrétaire déborde ne fasse savoir que tel conseiller de Lech Walesa est encore joignable chez lui pendant cinq minutes. « Bien sûr, nous avons fait des erreurs, j'ai même beaucoup de craintes, avoue cet homme direct et énergique. Nous n'avons pas remporté une majorité de 90 % au vote du comité central. Il faut voir les choses calmement. »

Autre architecte de ce dialogue avec l'opposition, M. Józef Czerwinski, depuis le début, servi d'intermédiaire dans les contacts pour l'organisation de la table ronde. Aujourd'hui, il pense que la Pologne est au seuil d'un « compromis historique » qui « impose à tous ses acteurs une responsabilité particulière » : c'est la construction du modèle socialiste

Les représentants du Parti communiste et ceux de Solidarité, ces derniers conduits par Lech Walesa, se réunissent vendredi 27 janvier à Varsovie pour préparer la table ronde tant attendue qui doit réunir les bases d'un pluralisme à la polonaise. La veille, près de 8 000 personnes avaient assisté aux funérailles du père Stefan Niedzielak, en présence du primate de Pologne, Mgr Glemp, dans la petite église Saint-Charles Borromée, dont il était le curé. A l'issue de la cérémonie, plusieurs centaines de jeunes se sont rendus en cortège à l'église où reposent les restes du père Popieluszko, assassiné il y a deux ans par les membres de la police politique, en scandant des slogans favorables à Solidarité.

polonais, démocratique et humaniste qui incarne le phénomène de l'opposition ». M. Ciolek est convaincu du rôle de « pionnier » que joue actuellement son pays dans le monde socialiste. « Nous allons être les premiers à légaliser l'opposition », a-t-il estimé dans un entretien accordé au Monde.

### Tout est à faire

Car, à entendre M. Ciolek, les termes du « deal » avec Solidarité sont relativement clairs : c'est la promesse de la légalisation du premier syndicat indépendant à l'Est contre la promesse de l'opposition de participer à des élections législatives anticipées en mai. « Le problème général se pose ainsi : veut-on une politique d'entente nationale ou une politique de confrontation ? Si l'on se décide pour la première, certains ajustements sont nécessaires, c'est-à-dire la légalisation du syndicat et la participation de l'opposition à la vie de l'Etat. » Rien de plus logique donc que d'envisager une « plate-forme commune » qui réunirait « sur les problèmes essentiels » les candidats du pouvoir et de l'opposition aux élections à la Diète. Mais sous quelle forme l'opposition se trouverait-elle donc « légalisée », puisqu'il n'est visiblement pas question de la laisser se constituer en partis politiques ? Là, M. Ciolek devient plus vague, évoquant des « clubs de députés » ou d'autres formules aux contours imprécis.

Bien évidemment l'opposition n'a pas tout à fait la même vision des choses. Une plate-forme électorale commune est tout bonnement « impossible », observe le professeur Bronisław Geremek, l'un des principaux stratèges de Solidarité, qui relève que le flux artistique entretenu par le pouvoir autour d'une éventuelle participation au processus électoral sème la

confusion dans les esprits. Une fois posé le principe de la légalisation de Solidarité, estime-t-il, « tout est à faire, rien n'est décidé ». Il reste en particulier à « définir le prix à payer pour cette légalisation » : ce sera l'objet de la table ronde. « Pour tous, poursuit M. Geremek, il s'agit de quitter la période de la loi martiale. Le pas le plus important vient d'être fait ; maintenant s'ouvre une période plus difficile encore. » Solidarité veut donc trouver avec le pouvoir « des profils à la démocratie, des mécanismes de transition ». Selon M. Geremek, « la société civile veut être libre, elle demande des élections libres, le multipartisme. Or le pouvoir voit là les moyens de son anéantissement ».

C'est la grande aventure. Pour M. Ciolek, il est maintenant possible de « mettre en commun » certaines choses qui unissent le camp du pouvoir et celui de l'opposition, notamment dans le domaine économique, tout en respectant l'identité de chacun. « C'est pratiquement une question de survie », les deux n'ont rien à faire de nos querelles sur le passé, ils parlent un langage tout à fait différent du nôtre et cela pose une menace, dit M. Ciolek. Si l'on ne résout pas le problème des jeunes, si l'on ne veut pas leur donner des logements, on ne va plus les contrôler, ils vont s'organiser tout seuls contre nous. »

Aucun dirigeant de Solidarité ne démentira M. Ciolek sur ce point. La prise de conscience de la gravité de la crise en Pologne et de son aggravation constante a sans doute contribué à pousser la direction du parti à opérer un revirement des idées qu'elle défendait — en l'espace de quatre mois sur la question des relations avec l'opposition. « Il y a eu un freinage », concède M. Ciolek, car nous avons affaire à un processus très difficile.

Les deux parties devaient décider leur base. Mais le processus continuait, et de façon très intense. Je pense qu'un élément important du processus a été le débat télévisé — qui a opposé le 30 novembre dernier M. Lech Walesa au chef des syndicats officiels (OPZZ), M. Alfred Miodowicz, membre du bureau politique. « Ce débat a brisé une barrière psychologique et politique. Il a montré un nouveau Walesa animé d'une volonté d'entente. »

La décision d'autoriser ce débat, reconnaît aujourd'hui M. Ciolek, « n'a pas été facile ». En fait, elle aurait même fait l'objet d'une réunion de six heures au bureau politique. Convaincu qu'il allait « écraser » M. Walesa, M. Miodowicz était demandeur. Erreur magistrale : les sondages commandés par le pouvoir après le débat donnaient 90 % d'opinions favorables au président de Solidarité. Puis il y eut le voyage de M. Lech Walesa à Paris. Varsovie — et Moscou sans doute — vit le traitement réservé par l'Occident à MM. Walesa et Geremek, observa la rencontre du Pologne Walesa et du Soviétique Sakharov.

Quelques jours plus tard, la direction du POUF prenait la décision politique de reconnaître Solidarité. Il restait à la faire accepter au parti : ce fut l'objet d'un plénum du comité central en deux sessions, avant Noël et à la mi-janvier. Entre les deux, des contacts aussi intenses que secrets — dans lesquels l'Eglise a joué un grand rôle, et il faut lui rendre hommage —, selon M. Ciolek — étaient noués entre le pouvoir et l'opposition pour mettre au point ce qui se passe aujourd'hui au grand jour.

Ces contacts sont loin d'avoir tout résolu. Même des questions concrètes concernant l'avenir de Solidarité demeurent en suspens. Des deux côtés, les états-majors se trouvent confrontés à leur base, qui très souvent comprend mal les décisions prises, quand elle ne les rejette pas ouvertement, comme le fait désormais l'OPZZ. Dépechés en province au lendemain du plénum, les membres du bureau politique ont entendu de toutes les couleurs, surtout dans les grandes entreprises. « Si le parti n'organise pas dans l'année un congrès extraordinaire, on va tout droit à l'éclatement », avertit en privé un fonctionnaire membre du POUF.

SYLVIE KAUFFMANN

ROUMANIE

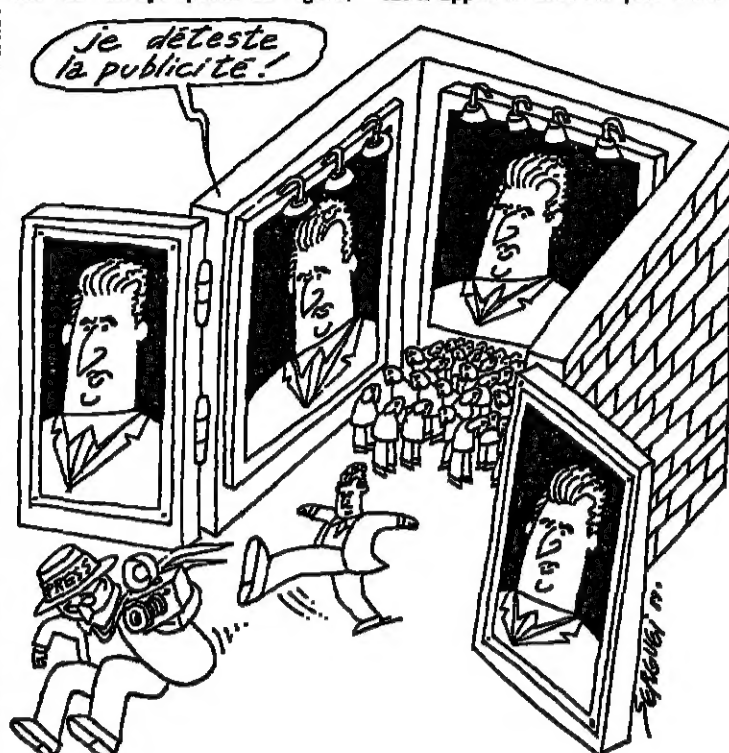
## Des journalistes français demandent de pouvoir exercer librement leur métier

Parce qu'il leur est impossible de « couvrir » la Roumanie dans des conditions normales, les journalistes français concernés par ce pays ont mis au point, le jeudi 26 janvier, une déclaration, adressée aux autorités de ce pays, leur demandant que « l'accès [y] soit aussi libre que dans tout autre pays respectueux du droit international ».

Cette mobilisation intervient après l'expulsion de plusieurs journalistes occidentaux, notamment celle de l'envoyé spécial du Figaro,

expulsé alors qu'il s'apprêtait à rencontrer un pasteur dissident, à Cluj. Par ailleurs, un groupe de jeunes Belges vient de lancer une opération contre la politique de « systématisation » du numéro un roumain, M. Nicolae Ceausescu. Le projet, soutenu par les trois plus importants partis politiques belges, consiste à jumeler chaque village destiné à être détruit avec un village de la Communauté européenne.

A Paris, la création d'un comité de soutien à la dissidence roumaine Doña Cornu, assignée à résidence à Cluj, a été annoncée, jeudi, par sa fille, qui vit en France. On a également appris la mise sur pied d'une



Pierre Bocey, obligé, en septembre dernier, de regagner la France après quatre jours d'enquête sur place. Le dernier exemple en date est récent. Samedi 21 janvier, un journaliste américain, Peter Klebnikov, correspondant pour l'Europe de l'Est du New York City Tribune, a été

mission humanitaire en Roumanie par le Comité international d'urgence, une nouvelle organisation humanitaire fondée par des médecins, des journalistes et des avocats. Enfin, annonçant le magazine « Résistance », consacré à la Roumanie — diffusé jeudi sur Antenne 2 — le quotidien l'Humanité écrivait notamment dans son édition du 26 : « (...) L'œil de la caméra n'éclaire que partiellement la réalité. La réalité, c'est que, en dépit des difficultés, les Roumains continuent de vivre et de travailler. La vie culturelle se poursuit, malgré les nombreuses restrictions, de chauffage particulièrement. L'éclairage trop faible des théâtres n'empêche pas les acteurs de jouer, le froid ne nous pas la voix des chanteurs de l'Opéra. »

Conclusion de l'article : « La politique intérieure des dirigeants roumains représente une aubaine pour les adversaires du socialisme. (...) Contrairement à ce qu'affirme un exilé roumain devant les caméras, la politique actuelle de la Roumanie n'est pas « la conséquence logique du système ». Sur bien des aspects, c'est une déviation du socialisme. »

● SUÈDE : l'homme soupçonné du meurtre d'Olof Palme refuse de quitter sa cellule. — Le mandat d'arrêt contre l'homme de quarante et un ans soupçonné d'avoir assassiné l'ancien premier ministre suédois Olof Palme a une nouvelle fois été prolongé jeudi 26 janvier à Stockholm.

Le tribunal a entendu la défense qui a présenté de nouveaux éléments plaçant, selon elle, contre la culpabilité de son client. Le tribunal a donné jusqu'au 1<sup>er</sup> février aux enquêteurs pour vérifier les affirmations des avocats. Le suspect, arrêté à son domicile il y a plus de deux mois, nie formellement son implication dans le meurtre commis le 28 février 1986 au centre de Stockholm. Il a été soumis à dix auditions mais refuse désormais de quitter sa cellule. — (AFP.)

RFA : élections régionales à Berlin-Ouest

## La présence des Alliés irrite de plus en plus mais n'est pas sérieusement remise en question

BONN  
De notre correspondant

M. Eberhard Diepgen (chrétien-démocrate), bourgmestre sortant de Berlin-Ouest, a les meilleures chances de se succéder à lui-même à l'issue des élections au Sénat (parlement de la ville) qui auront lieu dimanche 29 janvier. La coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux, qui gouverne la ville depuis 1981, dispose d'une telle avance dans les sondages qu'une victoire de l'opposition (sociaux-démocrates et alternatifs) constituerait une énorme surprise.

M. Eberhard Diepgen, qui a succédé en 1984 à M. Richard von Weizsäcker, devenu président fédéral, avait en 1985 mené une première campagne victorieuse, obtenant pour son parti 46,4 % des suffrages. Les sociaux-démocrates avaient enregistré avec 32,4 % leur plus mauvais score de l'histoire électorale de la ville divisée. Berlin-Ouest, place forte du SPD, comme elle le fut au temps où Willy Brandt, obtenait plus de 60 % des suffrages, cela semble bien terminé !

Alors qu'à l'échelon national, la CDU subit une baisse sensible de la faveur de l'opinion, qui se traduit dans les sondages et les élections locales, à Berlin la popularité personnelle de M. Diepgen permet de

compenser cette tendance. Le bourgmestre est parvenu, à l'étonnement de beaucoup, à s'imposer dans une ville difficile, soumise plus que d'autres aux tensions internationales. Il a réussi, avec parfois un brin de démagogie, à apparaître comme le porte-parole d'une population de plus en plus irritée par la tutelle des Alliés, sans toutefois remettre sérieusement en question le statut quadripartite de la ville.

### Potémique

Un moment ébranlé par les scandales immobiliers dans lesquels étaient impliqués certains de ses amis politiques, M. Diepgen a rétabli la situation. Il peut se prévaloir de la santé économique retrouvée de l'ex-capitale du Reich de deux opérations de prestige réussies : le 750<sup>e</sup> anniversaire de la ville en 1987 et Berlin capitale culturelle européenne en 1988. De plus, un hommage appuyé lui a été rendu avant les élections par les dirigeants de Berlin-Est, avec qui il entretenait des contacts aussi étroits que possible, provoquant parfois l'irritation des puissances occidentales garantes du statut.

La campagne électorale, peu animée dans l'ensemble, aura été marquée principalement par une polémique autour des activités de la section

berlinoise de l'office fédéral de protection de la Constitution, équivalent à la DST, accusée par le SPD et les milieux d'extrême gauche d'avoir fait espionner des élus sociaux-démocrates et des journalistes de gauche. Pour la première fois, Tageszeitung, une formation d'extrême droite, les Républicains, est autorisée à se présenter à des élections berlinoises (1).

Le meeting de cette formation, le 18 janvier, a été l'occasion d'affrontements très violents entre la police et une extrême gauche berlinoise particulièrement remuante. Les Alternatifs, qui sont les seuls à faire ouvertement campagne pour l'abolition du statut quadripartite de la ville et le retrait des troupes étrangères, devraient maintenir leur score aux alentours des 10 %. Pour la petite histoire, l'avocat Klaus Croissant, l'ancien défenseur de la « bande à Baader », qui défraya la chronique dans les années 70, alors qu'il s'était réfugié en France pour échapper à la justice ouest-allemande, est aujourd'hui lui-même de liste dans le quartier de Kreuzberg, place forte de la scène berlinoise.

LUC ROSENZWEIG

(1) Pour se présenter aux élections, les partis doivent obtenir l'autorisation des Alliés (Français, Britanniques, Américains). Aucune formation d'extrême droite n'avait été jusqu'à autorisée à présenter des candidats.

FINLANDE

## M. Pertti Paasio, nouveau ministre des affaires étrangères

M. Pertti Paasio, social-démocrate, a été nommé jeudi 26 janvier ministre des affaires étrangères. Il remplace M. Kalevi Sorsa, qui avait présenté sa démission au début de la semaine au président de la République, M. Mauno Koivisto. Agé de quarante-neuf ans, M. Paasio n'était pas membre du gouvernement. Il dirigeait depuis juin 1987 le Parti social-démocrate, au pouvoir avec les conservateurs au sein de la « grande coalition ».

STOCKHOLM  
de notre correspondante

L'annonce, mardi 24 janvier, de la démission de M. Kalevi Sorsa, a suscité une vive surprise en Finlande. Trois fois premier ministre, trois fois ministre des affaires étrangères, M. Sorsa, âgé de cinquante-huit ans, était l'homme fort du Parti social-démocrate finlandais, dont il avait été le chef de file de 1973 à 1987.

M. Harri Holkeri, conservateur, chef du gouvernement de coalition mis en place au lendemain des élections législatives de mars 1987, a regretté ce départ. Il avait trouvé en M. Sorsa un précieux collaborateur, connu à l'étranger, avec une expérience de l'exercice du pouvoir qui lui faisait personnellement défaut.

### La probable présidence du Parlement

Depuis un an, le Parti social-démocrate, la plus grande formation politique du pays, connaissait des trahissements dus principalement au fait que son nouveau secrétaire général, M. Pertti Paasio, n'était pas membre du gouvernement. Beaucoup pensaient qu'il devait y siéger, et de préférence occuper une fonction « importante ». En mars 1988, M. Sorsa avait déjà offert de lui céder sa place.

En commentant, mardi, sa décision, celui-ci n'avait rien de « sacrifié », au contraire. Il a annoncé qu'il se retirerait le 1<sup>er</sup> février. Il exercera néanmoins son mandat parlementaire jusqu'en 1991, et sera sans doute élu président du Parlement la semaine prochaine.

F. N.

ITALIE : trouvé pendu à Londres en 1982

## Roberto Calvi, ancien patron du Banco Ambrosiano, aurait bien été assassiné

Après plus de six ans d'enquête, les juges du tribunal civil de Milan sont arrivés à la conclusion que Roberto Calvi, l'ancien président du Banco Ambrosiano, trouvé pendu sous un pont de la Tamise le 18 juin 1982 à Londres, ne s'était pas suicidé, mais qu'il avait été assassiné.

Le tribunal civil de Milan avait été saisi d'un différend opposant la veuve de Roberto Calvi et la société d'assurances Assicurazioni Generali. M. Calvi réclamait les 4 milliards de lires (environ 20 millions de francs) prévus par l'assurance-vie de son mari. La compagnie avait

jusqu'ici refusé de payer, arguant qu'il s'agissait d'un suicide.

Les juges ont écarté l'hypothèse du suicide après avoir fait « mimer » les derniers instants de Roberto Calvi par deux personnes. Toutes deux ont affirmé qu'il fallait un physique d'athlète pour arriver aux poutrelles du pont — effort inconcevable pour M. Calvi, qui était âgé de soixante-deux ans et souffrait de vertiges. De surcroît, son corps était lesté de cinq briques. Le tribunal a émis une hypothèse : le banquier aurait été conduit sous le pont en

barque, puis étranglé. L'expertise médico-légale va dans le sens de cette théorie, puisque Roberto Calvi ne portait aucune trace de lésion aux vertèbres cervicales comme cela aurait été le cas pour un suicide par pendaison.

Dans le sillage de la faillite retentissante (8 milliards de francs) du Banco Ambrosiano, pris dans un réseau d'activités dangereuses allant de Licio Gelli et de la Loge P2 à la Mafia, Roberto Calvi avait quitté clandestinement l'Italie le 11 juin 1982. — (AFP, Reuters.)

BARI WOOD/JACK GEASLAND

## FAUX SEMBLANTS

La lente et irrésistible descente aux enfers de deux jumeaux qui ne peuvent échapper au lien malsain qui conduit leurs destins.

Le roman qui a inspiré le film de David Cronenberg.

GRAND PRIX DU FESTIVAL D'AVORIAZ 1989

PRESSES DE LA CITÉ

هكذا من الاصل



## Asie

### CAMBODGE

# Une mise en garde de Pékin contre « la guerre civile et le chaos »

La Chine a mis en garde, jeudi 26 janvier, contre « la guerre civile et le chaos » au Cambodge si les quatre parties khmères ne parviennent pas à former une coalition, et renouvelé son soutien au prince Sihanouk. Interrogé sur la décision du prince de ne pas participer aux prochaines élections inter-cambodgiennes (le 27 janvier), le porte-parole du ministre chinois des affaires étrangères a

déclaré que son pays a « toujours respecté et soutenu les efforts » de l'ancien souverain.

Le porte-parole a estimé que le plan en cinq points du prince, qui exige le démantèlement du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh avant la tenue d'élections générales, « est juste et raisonnable ». La Chine est « favorable » à l'envoi d'un contingent des Nations unies au Cambodge

après le retrait des troupes vietnamiennes, mais « seul » un gouvernement quadripartite incluant les Khmers rouges pourra sauver le Cambodge de la guerre civile. Une telle solution, a-t-il ajouté, n'est pas seulement dans l'intérêt des Khmers, mais aussi dans celui du Vietnam et de la Thaïlande et des autres pays voisins. La Chine s'est abstenue de commenter la récente

visite à Bangkok du dirigeant de Phnom-Penh, M. Hun Sen.

« Aucune partie ne doit être exclue de la coalition et personne ne doit être autorisé à monopoliser le pouvoir » après le retrait des Vietnamiens, a conclu le porte-parole, ajoutant qu'un tel monopole était non seulement « impossible », mais « qu'il ne serait pas acceptable pour la communauté internationale ». — (AFP.)

## Dans la campagne : l'ombre des Khmers rouges

KAMPOT  
correspondance

A la limite entre les provinces de Takeo et de Kampot, le long de la route nationale 3, un grand panneau de béton se dresse, seul au milieu d'un paysage d'herbes folles. On y lit : Université royale de Takeo-Kampot. C'est tout ce qui reste d'une institution prestigieuse. Des villas bordant autrefois cette route qui, pour les Phnompenhois, était celle des week-ends au bord de la mer, rien ne subsiste sinon, çà et là, un escalier de pierre qui ne mène nulle part. En dehors des bâtiments officiels, les chefs-lieux de district ne sont plus que des villages de palloches traversés par des routes défoncées. Seuls les temples ont été récemment remis en état.

Aller de Phnom-Penh à Kampot prend entre cinq et six heures, selon le véhicule et l'habileté du chauffeur à négocier les rids de poule. A quelques kilomètres de Kampot-ville, au moment de traverser la porte de Kampot, une passe entre de modestes collines, la voiture accélère. L'endroit est dangereux, les Khmers rouges traînent encore dans le coin.

Combien ? M. Uk Savath, secrétaire adjoint du Parti révolutionnaire du peuple cambodgien de la ville, se veut rassurant. « Quelques petits groupes d'une dizaine d'hommes. Scénario politico-militaire au pire », explique-t-il.

Le responsable militaire de la province est plus circonspect. Il évalue la présence ennemie à près de quatre cents hommes. « Un tiers du territoire de Kampot est couvert de forêts. Voilà qui avantage les hommes de Pol Pot », dit-il.

Les « pol pots », comme on dit un peu partout au Cambodge, un sujet dont on essaie de parler le moins possible et auquel on semble penser le plus.

La première tentation des officiels est toujours de dire que tout va de mieux en mieux, que les Khmers rouges sont à bout de souffle, que le cœur n'y est plus. « En 1979, Pol Pot a promis de libérer le pays pour 1980 », ironise M. Hun Sen, le jeune premier ministre, que nous accompagnons dans sa tournée en province. « Et puis, en 1980, on a dit que la « libération » serait pour 1981... Mais nous tenons bon et les Khmers rouges perdent espoir. Le temps joue

pour nous. » Tenir bon, ce fut, certes, la première ambition de la République populaire du Cambodge (RPK), mise en place en janvier 1979 par les Vietnamiens.

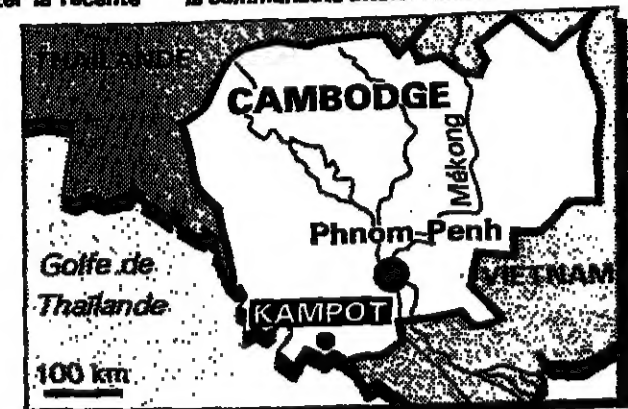
M. Hun Sen est venu prêcher la bonne parole aux habitants de Kampot. Au volant d'une modeste Lada, accompagné du chef local du parti, de son secrétaire privé et d'un officier d'ordonnance, le premier ministre nous explique qu'il veut prendre le pouls du Cambodge. Première étape, une petite pagode, Chum Kriel, bâtiment de bois sur pilotis protégé par l'ombre d'une palmette. L'accueil des bonzes et des paysans qui l'attendent depuis deux heures est plutôt chaleureux. Hun Sen s'est agenouillé devant le Vénérable avant d'improviser un discours.

Tout à tour, il évoque ses négociations avec le prince Sihanouk, « qui s'abstient de vouloir ramener Pol Pot », la terreur des années Khmers rouges et les erreurs du régime actuel envers la religion. « Certains disent que la RPK veut supprimer la religion. C'est faux. Heng Samrin, le chef de l'Etat, et Chea Sim, le président de l'Assemblée nationale, ont été bonzes. Les dirigeants du parti sont croyants.

Moi-même, je dois toute mon éducation aux bonzes. » Hun Sen s'anime, décrit sa vie dans un temple de Phnom-Penh, puis conclut : « Oui, nous avons commis des erreurs vis-à-vis de la religion. Nous avons abusé de la taxe sur les temples. Au nom du gouvernement, je vous prie de nous excuser. » Il ajoute : « Nous allons vous rendre les terres qui n'appartiennent pas à l'Etat. »

### Un M-16 à la main

Plus tard, aux gardiens d'une saline, il offre un peu d'argent et s'enquiert des salaires. « J'ai conclu ainsi, sans escorte », raconte le premier ministre. Son premier livre, à l'occasion du dixième anniversaire, le 7 janvier, de la RPK, est sorti à Phnom-Penh. « Mais ma grande spécialité, c'est la chose militaire. C'est par nécessité que je suis devenu politicien », dit-il, un vieux M-16 américain à la main. Il vérifie le graissage de l'arme avant de la rendre au militaire un peu ébahi. Kampot, avec près de 400 000 habitants, est une province maritime importante du Sud-Ouest



cambodgien. On y cultive le riz et son poivre est justement réputé. On n'est pas très loin, par la mer, de la riche Thaïlande voisine, et la contrebande y bon train. Certains, y compris les diplomates est-européens en poste dans la capitale, accusent les instances locales du parti de consacrer plus d'énergie à l'importation de biens allemands et de voitures japonaises qu'au bien-être du peuple.

La centre-ville est occupé par les organisations officielles. Le gros de la population vit à la périphérie, dans des maisons de bois et des palloches. On a construit un nouveau marché que le premier ministre, sous un soleil

de plomb, inaugure au son des tambours et trompettes des pionniers. Durant ces jours de fête, il n'y a pas trace de couvre-feu et les petits bistrot vietnamiens du centre-ville débordent de bière importée et de café filtré jusque tard dans la nuit. Plus que les films de Hongkong doublés en khmer, les séries des gars, les hôtels de Kyo, la saison balnéaire, ont été rattrapés par les Khmers rouges. Une visite à Bokor, autre lieu de villégiature ? « Désolé, la route est mauvaise », s'excuse un cadre. « Elle est trop dangereuse », ajoute un notable du cru.

JACQUES BEKAERT.

### AFGHANISTAN

## Kaboul saisie par la peur

(Suite de la première page.)

Les Britanniques, tout en consultant à leurs ressortissants de quitter le pays dès que possible, ont pour le moment décidé de rester. Mais il est probable que la décision américaine va hâter ce mouvement général de repli. Les Nations unies, pour leur part, ne sont plus représentées que par les chefs de mission des différentes agences, soit moins d'une dizaine de personnes. Seuls les effectifs de la Croix-Rouge et des ambassadeurs des pays de l'Est sont en augmentation.

### Camps retranchés

« Tout le monde s'observe, résume un diplomate, et les décisions qui sont prises actuellement par nos gouvernements ne sont pas très rationnelles. » Tous les pays ont transformé leurs locaux diplomatiques en camps retranchés. Sacs de sable, tôles, barbelés et gardes armés entourent maintenant les ambassades. Chacune a constitué des stocks de nourriture en prévision d'un éventuel blocus économique de la ville. Les diplomates passent leurs journées à échanger des informations et surtout des rumeurs au cours de multiples « réunions de sécurité ».

Les autorités afghanes ont fait part à plusieurs pays de leur mécontentement devant ces réactions jugées précipitées et « inamicales », mais rien n'y fait : le sentiment d'être pris au piège dans une ville encerclée gagne du terrain. Les apparences, il est vrai, semblent parfois justifier cette inquiétude. Subissant les effets d'une température qui descend jusqu'à -20 degrés, la population de Kaboul souffre depuis plusieurs semaines de pénuries alimentaires et de carburant. Les files de gens, souvent des femmes et des enfants, s'allongent devant les boulangeries. Le riz, ce pain qui, avec le sucre, constitue la base de la nourriture coûte toujours le même prix, mais sa dimension, sur instruction gouvernementale, a diminué de moitié.

Les pénuries touchent pour l'essentiel la farine, l'huile, le riz, le sucre, l'essence et le fuel domestique... Les fonctionnaires et les membres du PDPA, le parti communiste afghan, disposent de carnets de rationnement, et sont donc moins frappés par les augmentations des prix, qui dépassent parfois 50 %. Cette inflation, alimentée par un fructueux marché noir et une spéculation galopante, n'a également que peu d'effet sur la communauté étrangère et sur les classes aisées.

« Tout est disponible à Kaboul pourvu que l'on puisse y mettre le prix », constate un diplomate asiatique. Ces pénuries sont largement artificielles.

Le syndrome de la « bataille de Kaboul »... en est responsable : « Les gens qui ont les moyens achètent massivement, soit parce qu'ils appréhendent de vraies pénuries lorsque la ville sera assiégée, soit pour revendre au marché noir de fort bénéfice. » L'armée afghane multiplie les « descentes » aux domiciles de particuliers et parfois la « prise » est bonne : il y a quelques jours, 2 tonnes de riz ont été saisies dans une maison du centre-ville. Entourée de montagnes, Kaboul dépend de deux axes routiers pour son approvisionnement : à l'est, la route qui mène vers Jalalabad, puis à la frontière pakistanaise, et, au nord, celle du tunnel de Salang, en direction de l'Union soviétique. La route du sud, vers Kandahar, est fermée. Il est donc facile d'asphyxier Kaboul.

### Situation confuse au nord

Aujourd'hui, les effets conjugués de la neige (de nombreuses avalanches) et des moudjahiddins (l'arme du blocus économique peut être l'un des moyens pour faire « tomber » le régime du président Najibullah) rendent la situation de la ville plus faible que jamais. La route de Jalalabad est, semble-t-il, coupée la plupart du temps, mais certains convois passent, moyennant un droit de péage en nature prélevé par les moudjahiddins. « Quand le taux du dollar augmente, explique un gros commerçant, cela signifie que la route de Jalalabad est coupée. » Or, le taux de change de la monnaie américaine n'a jamais été si élevé : 234 afghanis pour 1 dollar, contre 185 afghanis en mai dernier.

Au nord, la situation est plus confuse. La route de Salang est aussi celle que doivent emprunter les troupes soviétiques pour continuer leur retrait. Des rumeurs invérifiables se multiplient depuis quelques jours : de durs combats opposeraient les moudjahiddins du commandant Massoud à l'armée afghane, celle-ci tentant de garder le contrôle de cet axe de communication vital.

La farine de blé dont se nourrit la population kabouli provient pour l'essentiel de l'Union soviétique et, selon un fonctionnaire, elle est prélevée sur les stocks achetés par l'URSS aux Etats-Unis... Face à une situation alimentaire qui ne cessait de se dégrader, les Soviétiques ont organisé un point aérien depuis trois semaines. A raison de 25 tonnes par appareil, une quinzaine d'Antonov-76 atterrirent chaque jour à Kaboul pour décharger des sacs de farine. Les Soviétiques ont prévu d'acheminer 3 500 tonnes d'ici à la fin du mois.

Mercredi, le général Serebrov, représentant du haut commandement

de l'armée rouge dans la capitale afghane, avait convié la presse étrangère à assister à une distribution de sacs de farine. Le spectacle, évidemment destiné à montrer que l'armée soviétique n'hésite pas lorsqu'il s'agit de venir en aide à la population afghane « affamée », se déroulait dans la périphérie de la ville, derrière l'aéroport.

### Une ambiance de fin de règne

En une journée, d'après le général Serebrov, 275 tonnes de farine ont été distribuées à 4 803 personnes, tous des travailleurs d'une usine de matériaux de construction. Le général, relayant en cela les commentaires de la presse soviétique depuis quelques jours, a eu des mots durs envers l'administration afghane dont « certains responsables » sont coupables d'organiser le « sabotage » et la « spéculation », et ne remplissent pas « leur devoir ». Un colonel soviétique ajouta que les distributions organisées par l'armée rouge « sont la meilleure solution ».

Les Soviétiques fournissent également du fuel domestique, à raison de 10 litres par personne. Dans les rues de Kaboul, de longues files de taxis et de voitures particulières se forment devant les pompes à essence. Le litre de carburant coûte 30 afghanis au taux officiel, mais le noir, il peut atteindre 100, voire 150 afghanis.

Selon un Afghan, qui cherche par tous les moyens à quitter la capitale, des passeports mal limités sont en vente. Dans les rangs du PDPA et de l'administration, la course au passeport et au visa de sortie est lancée. Depuis six mois, le prix d'un passeport a chuté, passant de 20 000 afghanis à 5 000 afghanis, sur décision ministérielle. Trente-cinq mille nouveaux passeports seraient déjà délivrés depuis cette date. S'agissant des visas, seule l'ambassade de l'Inde doit faire face à un afflux de demandes. Plusieurs centaines de personnes qui ont des raisons de craindre l'arrivée des moudjahiddins ont obtenu un visa indien. Selon des sources occidentales, les Soviétiques ne souhaitent pas accueillir ces cadres du PDPA chez eux et auraient obtenu de l'Inde qu'elle joue le rôle de pays d'asile.

Kaboul vit, par bien des aspects, une ambiance de fin de règne — que la situation militaire ne justifie cependant pas encore — certains membres du Parti communiste ou du gouvernement ne parvenant pas à cacher qu'ils sont déjà contaminés par cette nouvelle épidémie sans remède : la peur.

LAURENT ZECCHINI.

## Amériques

### ÉTATS-UNIS : après le massacre d'enfants dans une école

## « Boom » sur la vente de kalachnikovs...

Quatre personnes, dont trois écoliers, ont été blessées par balles par un inconnu, jeudi 26 janvier, à Washington. La veille, un garçon de huit ans avait tué sa petite sœur en jouant avec l'arme que venait d'acheter sa grand-mère. La multiplication de ces drames quotidiens aux Etats-Unis remet l'accent sur le problème de la libre circulation des armes à feu. Avec parfois des conséquences auxquelles on s'attend peu : un véritable « boom » sur la vente des fusils d'assaut.

WASHINGTON  
de notre correspondant

Un massacre d'enfants commis dans une école primaire : c'était le 17 janvier, à Stockton, en Californie. Un homme, apparemment pris de démence, vide de sens, a tiré sur une vingtaine d'enfants de six à huit ans qui jouaient dans la cour de l'école dont lui-même avait été élève autrefois. Cinq morts, trente blessés, l'horreur absolue, et même dans un Etat comme la Californie, le sacro-saint principe de la liberté de vente des armes à feu semble en prendre un coup.

L'auteur du carnage, pourtant notoirement déséquilibré, n'avait-il pas acheté le plus légalement du monde sa Kalachnikov dans un magasin spécialisé ? Comment justifier qu'une arme de guerre comme le fusil d'assaut AK-47 (Kalachnikov) soit en vente libre pour 300 à 400 dollars ? Bien sûr, l'acheteur signe un formulaire par lequel il assure avoir un casier judiciaire vierge — mais personne ne l'empêche de mentir, et le marchand n'est pas censé vérifier. Certains « clients » en achètent cinq ou six à la fois, et il arrive d'ailleurs qu'un commerçant, au sens critique particulièrement développé, le signale après coup aux autorités.

Et puis, comment faire semblant d'ignorer que les AK-47, vendus aux Etats-Unis (et fabriqués le plus souvent en Chine ou en Egypte) sont devenus l'instrument de prédilection des trafiquants de drogue, qui s'en servent « sur place » ou les font passer en grand nombre en Amérique latine ?

Une semaine après le massacre de Stockton les naifs déchantent et les armuriers se frottent

les mains : les ventes d'AK-47 montent en flèche. Un marchand, qui vient d'en vendre une quinzaine, avance une explication impeccable : « Beaucoup de gens ignorent qu'ils pourraient acheter une telle arme. (...) et ils ont été étonnés par son efficacité. » Sans doute les amateurs ont-ils aussi estimé qu'il fallait faire vite, avant que des mesures restrictives ne viennent compliquer l'acquisition de leur beau joujou. Auquel cas ils ont sans doute déçu d'inutiles inquiétudes. A l'automne dernier, le Congrès a repoussé à une échéance indéfinie une proposition de loi pourtant très modeste : elle aurait contraint les acheteurs d'armes de tous les Etats-Unis à patienter pendant quinze jours avant de prendre possession de leur achat, pour permettre entre-temps que leur casier judiciaire soit vérifié (comme c'est déjà le cas dans certains Etats du Nord-Est).

Depuis, il est vrai, les élections ont eu lieu, et les fonds généreusement distribués par la National Rifle Association (NRA) — le lobby des armuriers et des amateurs d'armes — sont peut-être moins immédiatement nécessaires aux élus. Un effort héroïque de leur part n'est donc pas tout à fait exclu, du moins sur un dossier précis comme celui de la Kalachnikov, mais il reste très improbable.

Pour sa part, la NRA ne trouve aucun motif de réflexion dans le massacre de Stockton : un de ses porte-parole est venu expliquer à la télévision qu'intéressés par les armes semi-automatiques (et donc les Kalachnikovs) constituaient « une sérieuse violation des libertés constitutionnelles ».

Certains signes montrent tout de même que le public finit par se lasser de ce type d'arguments. Parmi la multitude de référendums qui ont eu lieu en même temps que les élections de novembre dernier, l'un d'entre eux a particulièrement retenu l'attention : malgré les millions de dollars dépensés par la NRA, les électeurs du Maryland ont approuvé une décision de leur assemblée locale qui avait interdit la vente libre d'un revolver spécial ; comme son nom l'indique cette arme était devenue l'instrument privilégié des meurtriers d'après-bai et d'après-boire du week-end.

JAN KRAUZE.

● JAPON : protestation contre un documentaire de la BBC. — Le gouvernement japonais a vivement critiqué jeudi 26 janvier un documentaire de la BBC sur le rôle de l'empereur Hirohito avant et durant la dernière guerre. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a qualifié ce reportage, diffusé en Grande-Bretagne et qui montrait que l'ancien souverain avait été beaucoup plus qu'un pion entre les mains de ses généraux, de « malhonnête et partial ». La diffusion de ce documentaire, a-t-il ajouté, « n'affecte pas la représentation » des pays étrangers aux obsèques de Hirohito. — (AFP.)



## Diplomatie

La fin de la visite en France du premier ministre québécois

### Des «petits pas encourageants» ont été accomplis

Au terme d'une visite officielle de quatre jours en France, le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, a quitté jeudi 26 janvier Toulouse, où il avait visité les installations de l'aérospatiale, pour Zurich où il se rend en visite privée.

Accompagné d'une vingtaine d'hommes d'affaires québécois, bien décidés à ce que Paris et Québec se servent mutuellement de «*l'île de pont*», sur l'autre continent, dans la perspective «*atlantique*» du marché unique européen de 1993 et de la mise en place du traité de libre-échange américain-canadien, M. Bourassa s'était fait l'avocat, la veille à Paris, des avantages de la «*Belle Province*» : après de la direction du CNPF : «*un climat social serein, une réduction en deux ans d'un tiers du déficit budgétaire du Québec et les impôts les plus compétitifs du Canada*», a-t-il souligné auprès des représentants du patronat. Avantages déjà bien

perçus par les Français, qui ont signé en 1987 cent trente-huit ententes avec des entreprises québécoises, tandis que les budgets de la coopération entre les deux capitales, en hausse de 15 % en 1988, devraient, estimait-on côté québécois, se maintenir dans les années à venir.

Pourtant, si, selon le mot de M. Michel Rocard, les échanges franco-québécois «*passent par l'essentiel par les PME*», il ne faut pas oublier non plus la «*solidarité linguistique*» qui sert de moteur à la coopération culturelle et technique. Largement abordées, lundi dernier, au cours des entretiens entre M. Bourassa et Mitterrand, ces questions ont permis d'enregistrer, de part et d'autre, des «*petits pas encourageants*». Notamment sur l'épineux problème des films doublés au Québec et diffusés en France.

Le prochain sommet francophone de Dakar, qui se tiendra en mai, a été le sujet principal de la discussion car selon M. Bourassa «*c'est l'une des rares instances internationales dans lesquelles le Québec peut jouer un rôle distinct*». L'accent devrait y être mis sur deux thèmes qui tiennent à cœur à MM. Bourassa et Mitterrand : l'environnement et la formation.

Seule et minuscule ombre au tableau — ou plus exactement au revers du veston de M. Bourassa, — l'absence de cette rosette que M. Rocard se proposait de lui remettre. Mais, confronté à une véritable crise linguistique dans sa province après sa décision de maintenir l'affichage essentiellement en français, le premier ministre québécois n'a pas voulu, en se montrant trop lié à la France, mécontenter un peu plus sa minorité anglophone. Et officiellement avec l'accord «*compréhensif*» de Paris, la décoration est restée dans un tiroir.

### La croisade des Canadiens qui voulaient être Français

«*Par manque de courage, M. Michel Rocard a ratifié pour la deuxième fois l'abandon du Québec par la France*», M. François Lubrina, président du Rassemblement des Français canadiens (RFC), qui est actuellement à Paris, ne mâche pas ses mots. Son combat ? Obtenir la révision du code français de la nationalité afin que les Canadiens de souche française puissent disposer de la double nationalité — canadienne et française — revendiquée par 52 % des Québécois (francophones), dit-il, en citant un sondage réalisé en janvier 1988.

Interrogé à ce sujet lors d'une conférence de presse, mardi 24 jan-

vier, à l'occasion de la visite en France du premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, M. Rocard s'est clairement montré opposé à cette idée, certes «*sympathique*», a-t-il ajouté. Et pourtant, explique M. Lubrina, «*la seule solution pour sauver la langue et le fait français au Canada, c'est de se faire rendre par la France, sur une base volontaire et individuelle, la nationalité française*». Ce qui ne signifierait pas, selon lui, un «*envahissement de la France*», mais la «*restitution d'un droit historique*».

Bien que ses multiples démarches soient toujours restées sans réponse,

M. Lubrina ne baisse pas les bras. Sa croisade a commencé dès son arrivée sur le sol québécois, où il s'est installé comme vétérinaire il y a vingt et un ans. «*La première chose qu'on m'a dit*», explique-t-il, c'est : «*La France nous a abandonné* » — une allusion au traité de 1763, par lequel la France cède le Canada à la Grande-Bretagne.

Une pétition qui a recueilli plusieurs milliers de signatures — dont celle de l'écrivain Antoine Maillet et du chanteur Claude Léveillée, a été remise jeudi 26 à l'Élysée. Mais M. Lubrina ne se fait pas d'illusions. Pourtant, rappelle-t-il, le général de Gaulle, n'avait-il pas déclaré, en 1967 : «*Vous êtes Français (...)*. La France va vous rendre ce qu'elle vous doit... ? C'était il y a plus de vingt ans... Depuis, le Québec a pris certaines orientations, plus nord-américaines qu'européennes. Réalisme économique oblige...

M.-P. S.

J.-P. P.-H.

### FRANCOPHONIE

M<sup>me</sup> Veil a «*boudé*» la fin du colloque de Franceville

FRANCEVILLE de notre envoyé spécial

Les dirigeants gabonais ont très mal pris que M<sup>me</sup> Veil ait refusé de participer, jeudi 26 janvier, comme cela était prévu, à la cérémonie finale du colloque organisé par l'Agence de coopération culturelle et technique à Franceville (sud-est du Gabon) sur le thème de la francophonie et l'Acte unique européen.

M<sup>me</sup> Veil, qui avait été invitée à présider ce colloque, inauguré lundi par M. Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie, et par le premier ministre gabonais, n'était arrivée à Franceville que mercredi soir, dans l'avion personnel du président Omar Bongo. Elle ne s'attendait pas, selon ses proches, que les débats se prolongent pendant plusieurs heures jeudi, mais participa cependant à diverses réunions.

Son absence à la cérémonie de clôture a mis un houleux point final à une rencontre où n'avaient pas manqué les sujets de friction. La majorité des participants africains et arabes, qui avaient déjà le sentiment de n'avoir pas été écoutés (aucun responsable politique français n'avait suivi les discussions après le départ, lundi, de M. Alain Decaux, hormis deux représentants des ministères de la coopération et de la francophonie, qui n'étaient là qu'en tant qu'observateurs), se sont sentis boudés par la bien théorique «*présidente*» du colloque. «*C'est la première fois qu'un invité du Gabon nous boude*», s'est écrit le chef du gouvernement de Libreville, M. Léon M'Ekoué, sous les applaudissements nourris de la plupart des participants, en majorité africains. Quant au président Omar Bongo, il a annulé le rendez-vous qu'il avait fixé à M<sup>me</sup> Veil, jeudi soir à Libreville, et l'a fait recevoir par un de ses vice-premiers ministres.

### M. Bush se rendra en Chine après les obsèques de Hirohito

Les États-Unis et la Corée du Nord, qui n'entretennent pas de relations diplomatiques, ont pris contact à deux reprises au cours des dernières semaines à Pékin, a indiqué, jeudi 26 janvier, le département d'État. Ces rencontres, en «*terrain neutre*» et organisées grâce aux bons offices de la Chine, ont été «*utiles*». Lors de la seconde réunion, mardi 24 janvier, les représentants américains ont remis à leurs interlocuteurs une réponse au message que leur avait adressé, le 6 décembre dernier, le ministre nord-coréen des affaires étrangères, M. Kim Yong-Nam. Washington avait autorisé, le 31 octobre 1988, ses diplomates à avoir des «*discussions de fond*» avec les Nord-Coréens afin d'encourager ces derniers à abandonner leur «*politique de confrontation et de violence*».

WASHINGTON de notre correspondant

L'occasion était belle, et M. Bush l'a saisie prestement. Après avoir assisté, le 24 février, aux obsèques de Hirohito à Tokyo, le nouveau président américain se rendra pour deux jours en Chine populaire — visite qui s'annonce à l'avance comme une excellente opération diplomatique et médiatique. Dans la foulée, une escale en Corée du Sud semblerait logique, mais cette dernière étape de la tournée n'a pas été officiellement confirmée.

#### Un environnement familial

La visite à Pékin sera pour Washington l'occasion de réaffirmer la qualité de ses relations avec la Chine et d'exprimer le «*soutien*» américain aux efforts déployés en faveur des réformes économiques et d'une plus grande ouverture de la société, a indiqué, jeudi 26 janvier, le porte-parole de la Maison Blanche. Outre cette explication officielle, les justifications à ce joli coup d'envoi diplomatique ne manquent pas : en se rendant en Chine un mois à peine après son entrée en fonctions, M. Bush confirmera, comme lui-même et ses aides l'ont déjà laissé entendre, que la nouvelle administration n'est pas obsédée par son dialogue avec Moscou.

Du même coup, M. Bush damnera un peu le pion à M. Gorbatchev, qui lui-même devrait se

rendre en Chine dans le courant de l'année. Certes, les deux visites ne sont pas vraiment comparables — les présidents américains sont depuis belle lurette les bienvenus en Chine, alors que M. Gorbatchev serait le premier secrétaire général du PC soviétique à rencontrer les dirigeants chinois depuis la grande brouille de la fin des années 60. Mais au moins, en précédant M. Gorbatchev à Pékin, M. Bush réduirait-il un peu l'effet psychologique, un peu inquiétant pour les Américains, de ces retrouvailles communistes.

Accessoirement, le nouveau président devrait se trouver en Chine dans un environnement à la fois familial et susceptible de mettre en valeur son expérience. N'a-t-il pas été ambassadeur à Pékin (en fait chef du bureau de liaison américain) en 1974 et en 1975, avant d'y retourner à deux reprises en qualité de vice-président ? Tout cela devrait, du moins sur le papier, bénéficier à l'image du nouvel hôte de la Maison Blanche.

Ce voyage en Asie ne sera toutefois pas le premier déplacement à l'étranger de M. Bush. Relations de bon voisinage obligent, cette faveur sera réservée au Canada, dès la fin du mois de janvier. Entre-temps, M. Bush aura eu la visite du premier ministre japonais, M. Takeshita, qui, sur le chemin du retour, s'arrêtera à Los Angeles, pour y saluer — délicate attention — un président à la retraite, M. Ronald Reagan.

JAN KRAUZE.

## Amériques

### Les Reagan saisis par le démon de l'écriture...

WASHINGTON correspondance

Ronald Reagan a décidé de publier ses Mémoires à une date encore indéterminée, mais ils seront précédés, dès la fin de cette année, d'un volume contenant une sélection de ses principaux discours. Le montant du contrat passé avec une grande maison d'édition new-yorkaise serait de l'ordre de 5 millions de dollars, une somme substantielle, mais relativement raisonnable par comparaison avec les honoraires des conférences de personnalités comme Henry Kissinger (50 000 dollars) ou Oliver North, principal protagoniste de l'affaire de l'irangate (25 000 dollars). «*J'ai mon stylo en main et suis prêt à commencer*», a déclaré l'ancien président qui affirme son intention d'écrire «*lui-même*» son livre.

Décidément, les Reagan sont saisis par le démon de l'écriture. En octobre prochain, Nancy Reagan publiera ses propres Mémoires, mais dans une autre maison d'édition que son mari, sans doute pour corriger sa biographie écrite par une jeune

femme sans son autorisation. D'autre part, Maureen Reagan, fille de l'ancien président et de sa première femme, l'actrice Jane Wyman, publiera en avril ses souvenirs d'un mariage très malheureux. Mariée à vingt ans, en 1961, elle divorça en 1962 de son premier mari, un policier qui la brutalisait fréquemment. Récemment, un autre Reagan, Michael, fils adoptif, publiait une autobiographie qui lui a valu des démentis judiciaires avec un photographe dont il avait utilisé les clichés sans permission. Enfin, en 1986, Patty Davis, fille de Nancy et de «*Ron*», avait publié un roman à clé très déplaisant pour ses parents.

A plusieurs reprises déjà, Ronald Reagan avait condamné les livres de ses anciens collaborateurs, se plaignant à juste titre de leurs indiscretions. Vis-à-vis de l'histoire, un président à la retraite est-il tenu au devoir de réserve, ignoré par tant de ses amis ? Malheureusement, il est à craindre que l'ancien président résistera à la tentation de tout dire sur sa vieillesse de huit ans avec le pouvoir.

HENRI PIERRE.

### ARGENTINE : militants d'extrême gauche

### Les assaillants de la garnison de La Tablada ont été identifiés

Buenos-Aires. — Au lendemain de la publication de la liste officielle des personnes tuées ou démunies après l'attaque, lundi 23 janvier, de la garnison de La Tablada, les milieux d'extrême gauche ont reconnu que les assaillants étaient bien pour la plupart des militants appartenant à leur famille politique. Plusieurs des membres du commando avaient participé à la guérilla des années 70, et nombre d'entre eux adhéraient depuis 1985 à un groupuscule nommé «*Mouvement Tous pour la patrie*» (MTP). Le chef présumé du commando, l'avocat Jorge Banos — tué lors de la fusillade — avait déjà annoncé à plusieurs reprises, depuis trois ans, son intention de reprendre la lutte armée.

Parmi les noms des morts, on relève ceux de Jose Luis Caldu et de Claudia Elsa Larrea, tous deux ex-membres de l'Armée révolutionnaire


du peuple (ERP), une organisation clandestine d'origine trotskiste qui avait mené la guérilla en province de 1970 à 1978. Roberto Felicetti, et son épouse, Dora Ester Molina, Juan Manuel Burgos, Miguel Angel Faldutti et Daniel Gabioud Almiron, arrêtés après l'attaque et actuellement détenus, étaient également connus pour leur appartenance à l'ERP. La plupart des membres du commando militaient désormais au sein du PTP, qui n'avait jamais réussi à être reconnu en tant que parti, faute d'avoir pu recueillir le nombre légalement nécessaire de signatures. On n'attribue à ce groupuscule que deux à trois cents militants permanents et actifs. En 1987, les services de renseignement de l'armée avaient établi un rapport sur le MTP affirmant que ses membres recevaient un entraînement au combat et avaient commencé à stocker des armes. — (AFP.)

CD PRESENTE

# Scanson

## L'Olympia

à partir du 28 février



LOCATIONS/OLYMPIA/3 FNACS/TOUTES AGENCES  
PAR TELEPHONE 47 42 25 49/ COLLECTIVITES 45 72 11 22  
NOUVEL ALBUM - K7 - CD «*MOI, LE VENIN*» wea

هكذا من الامل



# Afrique

UGANDA : le troisième anniversaire de l'accession de M. Museveni à la présidence

## Les premiers signes d'une embellie

KAMPALA  
de notre envoyée spéciale

Il y a encore un an, le trajet Entebbe-Kampala constituait à lui seul un calvaire. La route qui mène de l'aéroport international jusqu'aux collines de la capitale ougandaise était prodigieuse en nids de poule - profonds parfois comme des baïnettes - et en road blocks (contrôles militaires) aussi nombreux que tatillons. A sept reprises, il fallait dévaler son identité, sa destination, et soumettre ses bagages à la fouille, débarrasser mais longuement, de jeunes soldats en treillis léopard.

Pour le voyageur qui revient en ce début de 1989, le changement de décor est plutôt surprenant : le bitume a été réasphalé, les nids de poule ont tous ou presque disparu, et le nombre des road blocks a miraculeusement diminué de sept à deux. Anecdote, sourient les sceptiques. Ces signes d'amélioration, certainement dérisoires aux yeux des Occidentaux, ont pourtant un sens différent pour la plupart des Ougandais : celui, nouveau, d'une renaissance, fût-elle relative.

Que le Nile Mansion, ancien lieu de détention et de torture du temps des présidents Amin Dada et Obote, ait été réconverti en hôtel de luxe, n'empêche pas, en soi, le retour à la dictature. Que les cellules d'interrogatoire aient été transformées en chambres paisibles et coquettes à l'interdit pas, c'est vrai, que l'on torture ailleurs. Mais voir les riches familles ougandaises et les couples d'expatriés s'attabler dans la salle à manger flambant neuve de l'ex-Nile Mansion (aujourd'hui Nile Hotel), voir les sources courtoises et le costume-cravate remplacer les hurlements des suppliciés et la matraque des soldats ivres, tout cela n'en prend pas moins valeur de symbole.

C'est ici, au Nile Hotel, que plusieurs délégations étrangères ont été logées pour les célébrations du 26 janvier. Ce troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Yoweri Museveni, chef de file des maquis-

sards du Mouvement national de résistance (NRM), consacrer cette embellie dont les Ougandais commencent prudemment à goûter les fruits.

« Une nuit, on revenait du journal, il était 2 heures du matin, raconte le directeur du magazine indépendant Weekly Topic, Ogutru Wafuta. Sur le bord de la route, on voit deux femmes dont la voiture était en panne. Un groupe de soldats était là aussi. On s'est arrêté pour donner un coup de main : tout le monde a aidé à pousser, et la voiture, finalement, a pu redémarrer. Il y a trois ans encore, ça ne se serait jamais passé comme ça. Les soldats auraient cogné, ils auraient violé les deux femmes et seraient repartis avec la voiture. »

« Cela fait quatorze ans que je vis à Kampala », reprend une Européenne. « Pour le 1<sup>er</sup> janvier, avec mon mari, on avait décidé d'aller passer la journée chez des amis, à Jinja (dans l'est du pays). Quand on est revenu, il faisait nuit déjà. Mais la ville était calme, vous ne pouvez pas savoir. On n'a même pas eu peur. C'était la première fois, s'émerville-t-elle. »

### Terre brûlée

Bien que ces récits teintés d'euphorie méritent d'être nuancés - attaques à main armée et fusillades nocturnes sont loin d'avoir complètement disparu - personne ne conteste plus aujourd'hui le recul de la criminalité dans les rues de la capitale. Saisies d'armes aidant, les kalachnikovs d'occasion seraient devenus plus difficiles à se procurer. « En cherchant bien, on trouve toujours », lâche un amateur anonyme. « Mais les prix ont monté. Au marché noir, pour une bonne kalach, il faut compter autour de 400 à 500 dollars. » Même les cow-boys sont fatigués. Du moins à Kampala.

C'est en province, dans le nord (district de Gulu) et dans le centre-est (district de Soroti), que demeurent ce que le jargon officiel appelle

les « zones conflictuelles ». Pour contrer les attaques des rebelles opposés au nouveau régime, les troupes régulières de l'armée nationale de résistance (NRA) ont développé, ces derniers mois, la tactique dite de la terre brûlée. Ce procédé, souvent utilisé dans les situations de guérilla, a eu pour première conséquence de vider les campagnes : celui qui s'accroche à son champ ou à son pâturage risque la mort pour complicité avec les maquisards. Résultat : entre 50 000 et 70 000 réfugiés autour de Gulu. Soroti abrite une population d'environ 45 000 affamés, dont les trois quarts sont aussi des réfugiés, victimes de la guerre civile.

Privés de terres et de ressources, ces « déplacés » ne survivent désormais que grâce à l'aide humanitaire. Celle-ci a bien du mal, parfois, à se frayer son chemin. Début janvier, sur la piste qui va de Soroti au village d'Armura, un véhicule de la Croix-Rouge internationale en a fait l'amère expérience : embuscadé, fusillé, un mort et un blessé. « Généralement, ce n'est pas vraiment dangereux. Les routes sont très mauvaises, ce qui oblige à rouler lentement : en cas de pépin, on donne sageusement les clés », nuance un responsable de Médecins sans frontières (MSF), dont une équipe, installée tout au nord, à Moyo, reçoit un ravitaillement régulier.

« Depuis un an, on a eu trois véhicules volés de cette manière - dont un qu'on a récupéré... », sourit-il. Pour certains habitants du district de Gulu, le scénario ne connaît pas de Happy End. Harcelés par les rebelles, ils sont aussi la cible des troupes gouvernementales. Selon un rapport d'Amnesty International publié en décembre, « des villageois ont été forcés à rester dans leurs huttes en train d'être incendiées par les soldats de la NRA ». Plusieurs bavures de ce genre ont été signalées à moins de 25 kilomètres de Gulu.

« En 1986 et 1987, plusieurs milliers de personnes ont été détenues par l'armée, dans le nord et le centre. Elles étaient généralement suspectées d'avoir apporté une aide aux rebelles. Souvent, ces personnes ont été gardées en détention, pendant plus d'un an dans de nombreux cas, sans qu'aucune inculpation n'ait été notifiée. La plupart de ces personnes arrêtées n'avaient eu aucune part dans la rébellion, souligne le rapport. En 1988, beaucoup de ces détenus ont été relâchés. Mais plusieurs centaines seraient aujourd'hui encore prisonniers de la NRA. » Les excès de zèle de l'armée ougandaise, malgré un renforcement de la discipline et la condamnation à mort de plusieurs soldats reconnus coupables d'atrocités, ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Pour mettre fin aux horreurs de la guerre civile, il faudrait mettre fin... à la guerre tout court.

Plus le temps passe, plus le fossé qui sépare le nord et le sud de l'Ouganda risque de se creuser, en particulier dans le domaine économique. « Aucun projet de réhabilitation ne peut être mené à bien là où règne encore l'insécurité », estime Charles Loum Alai.

Natif de la région de Gulu et membre de l'ethnie Acholi, cet ancien rebelle de l'UPDM (une organisation hostile au nouveau régime) ne s'est pas fait tirer l'oreille pour rallier le gouvernement au lendemain des accords signés par les dirigeants de son mouvement et les autorités de Kampala, en juin dernier.

Selon la rédaction du quotidien gouvernemental New Vision, quelque 25 000 opposants, ou supposés tels, auraient rendu les armes depuis les mesures d'amnistie de juillet 1987. Certains d'entre eux, comme Charles Alai, se sont vu offrir une retraite plutôt dorée, portefeuille ministériel à la clé. L'actuel gouvernement, appétits tribaux obligent, ne comprend pas moins de soixante-treize ministres, ministre d'Etat et autres vice-ministres. Si l'achat de Mercedes supplémentaires peut faire baisser le bruit des armes, qui s'en plaindra ? D'autant que, mis à part ces nominations de circonstance, l'équipe dirigeante ne manque pas, dit-on, de personnalités compétentes.

### Fonctionnaires de papier

Dans le domaine économique, la volonté de redressement affichée par Kampala aura réussi à séduire, en tout cas, les donateurs occidentaux. Ces derniers ne se sont-ils pas engagés à verser une somme de 3,3 milliards de francs en 1989 pour aider le gouvernement ? La CEE, qui avait accordé entre 17 et 18 millions d'ECU en 1986, a donc aujourd'hui plus de double : 40 millions d'ECU. Si la confiance ne règne pas encore totalement, elle revient à grands pas. L'économie ougandaise, sinistrée par près de vingt ans de guerre civile, en aura fort besoin. Les routes, les chemins de fer, les usines, les puits d'irrigation, les écoles et les hôpitaux : tout est à faire ou à refaire.

Les réformes engagées par le gouvernement depuis trois ans (assouplissement des procédures d'importation, impatriation des capitaux, augmentation des prix à la production, etc.) commencent à donner leurs premiers résultats. Les pénuries de sucre, de savon ou de carburant sont moins douloureuses et moins fréquentes. On trouve désormais, dans les boutiques de Kampala, des chaussures italiennes et des tissus brillants fabriqués à Hongkong.

L'inflation n'en continue pas moins de battre des records : on espère la réduire à 150 %, voire à 100 % d'ici la fin de 1989. La corruption et les détournements de fonds vont aussi bon train : sur les 271 000 fonctionnaires officiellement enregistrés et payés par l'Etat, on s'est aperçu récemment que 30 000 environ n'existaient que sur le papier. Le chemin du redressement économique ne va pas sans cahots...

CATHERINE SIMON.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

AFRIQUE DU SUD : la démission d'un ministre et de deux députés

## Le parti au pouvoir est secoué par des affaires de corruption

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Alors que le président Botha se remet, dans sa résidence du Cap, de la congestion cérébrale qui l'a frappé le 18 janvier, le Parti national au pouvoir, dont il est le dirigeant, est secoué par une succession de démissions liées à des scandales politico-financiers. Un ministre et deux députés viennent d'annoncer qu'ils renoncent à leurs fonctions de parlementaires et, pour le premier, M. Pietie du Plessis, chargé de la main-d'œuvre et des travaux publics, de membre du cabinet. Une démission acceptée par le président par intérim, M. Chris Heunis, sans qu'aucune explication ne soit fournie tant par lui que par l'intéressé, qui s'est borné, dans un communiqué, à justifier son départ par la « controverse entourant sa vie personnelle ».

Un rendez-vous, vendredi, avec le magistrat chargé de faire la lumière sur une affaire de corruption serait à l'origine de cette démission précipitée. M. du Plessis aurait utilisé ses fonctions pour aider son fils à réaliser une importante acquisition immobilière à Pretoria dans des conditions très avantageuses. Ce n'est pas la première fois que ce type d'accusation est porté contre cet homme politique soupçonné de mêler étroitement ses intérêts personnels et sa fonction ministérielle, des allégations chaque fois démenties avec vigueur par l'intéressé qui a poursuivi en diffamation, en décembre dernier, un hebdomadaire en langue africaine, Rapport.

Cette semaine aussi, deux députés nationalistes ont démissionné du Parlement. Léon de Beer avait été suspendu par le parti à la suite de sa condamnation en décembre dernier à deux ans de prison ferme pour

fraude électorale. Pas moins de soixante-dix votes irréguliers avaient été relevés contre cet élu de Johannesburg, actuellement en liberté sous caution.

Son collègue d'East London, M. Piet de Ponts, a préféré, lui aussi, renoncer à son mandat après avoir été mis en cause pour ses relations d'affaires avec un truand italien qui a été emprisonné en Suisse sous l'accusation de « blanchissage » d'argent provenant du trafic de drogue. Le rapport d'une commission d'enquête doit être prochainement remis à la justice sud-africaine afin que celle-ci se prononce sur les charges de fraude, corruption et faux témoignage.

### Complicités

Ces trois affaires distinctes illustrent des pratiques de corruption à un niveau élevé du pouvoir, auxquelles s'ajoute le dossier d'un homme d'affaires de Pretoria, Albert Vermaas, dont les liens avec certains ministres ont été évoqués à plusieurs reprises. Cet homme aurait bénéficié de complicités dans la classe dirigeante pour mener à bien des activités frauduleuses qui font actuellement l'objet d'enquêtes, notamment une vaste escroquerie au contrôle des changes qui fait des remous à la Reserve Bank, la banque centrale.

Autant de mines à retardement dont on ne connaît pas encore tous les tenants et aboutissants. Ces affaires peu reluisantes ternissent la formation majoritaire au moment même où celle-ci s'interroge sur son avenir après la maladie du président Botha. Le Parti national est plongé dans un climat d'incertitude alourdi par ces scandales politico-financiers.

MICHEL BOLE-RICHARD.

### MAROC

## Durcissement du conflit minier de Jerada

Le conflit social se durcit à Jerada, la principale mine de charbon du Maroc, dans la région d'Oujda (le Monde daté 22-23 janvier). En grève depuis décembre, les sept mille employés de la société étatique de charbonnages demandent une augmentation de 20 % de leur salaire et l'amélioration de conditions de travail jugées déplorable par leur syndicat. Neuf d'entre eux ont été condamnés, jeudi 26 janvier, à trois mois de prison ferme pour « entrave à la liberté du travail ».

Les habitants de la région font état d'une atmosphère extrêmement tendue et d'un important déploiement policier. La Confédération démocratique du travail (CDT), proche de l'Union socialiste des forces populaires, a annoncé la poursuite du mouvement après le verdict. Selon elle, la majorité des mineurs perçoivent un salaire dérisoire de l'ordre de 700 F par mois, et les accidents de travail sont nombreux, sans que les avantages sociaux prévus par la loi soient accordés effectivement aux victimes.

Le chef de la confédération, M. Noubil El Amoui, avait déclaré mercredi, au cours d'une conférence de presse : « La situation est très préoccupante, il n'est pas seulement question du sort des mineurs de Jerada, mais de celui de toute la classe ouvrière marocaine, qui est menacée tant au niveau social qu'au niveau démocratique. (...) Nous constatons que le droit syndical est bafoué et, même là où il est imposé, les militants syndicaux sont menacés et tout dialogue avec eux est refusé, y compris le dialogue avec nous en tant que centrale. »

Il s'agit du plus grave conflit social survenu au Maroc après cinq années d'austerité imposées par la Banque mondiale, et le risque de s'étendre.

De source proche de la CDT, on indiquait que les ouvriers de la première raffinerie de pétrole du pays, à Mohamédia, près de Casablanca, avaient participé, jeudi, à un arrêt de travail de deux heures pour exiger que les autorités examinent leurs revendications. (AFP, Reuters.)

### A TRAVERS LE MONDE

#### Hongrie

La dépouille mortelle d'Imre Nagy recevra une nouvelle sépulture

Les dépouilles mortelles de l'ancien premier ministre de l'insurrection hongroise de 1956, Imre Nagy, et de quatre de ses collaborateurs, vont être exhumées des fosses anonymes où ils avaient été enterrés après leur exécution, en 1958, pour recevoir une nouvelle sépulture. Cette décision, annoncée jeudi 26 janvier par le gouvernement hongrois, représente un geste symbolique à l'égard de l'opposition, sans aller toutefois aussi loin que celle-ci le souhaiterait. Elle ne constitue pas en effet une véritable réhabilitation d'Imre Nagy.

La porte-parole du gouvernement a précisé que l'exhumation aurait lieu en mars prochain. Les familles ont été invitées à choisir, avec les représentants des autorités, des experts qui auront la tâche difficile et sans doute longue d'identifier les dépouilles mortelles.

L'insurrection de 1956 avait été étouffée au bout de deux semaines par l'armée soviétique. Elle a coûté près de 2 000 morts, 500 personnes avaient été pendues et enterrées

dans des fosses communes dans les deux années qui suivirent. (AFP, UPI.)

#### URSS

Le lituanien proclamé langue officielle dans la République balte

Après l'Estonie la semaine dernière, la Lituanie vient à son tour de faire de sa langue nationale la langue officielle de la République. Adoptée par le présidium du Soviet suprême lituanien, cette décision a été annoncée jeudi 26 janvier par l'agence Tass.

Aux termes d'un décret qui a été rendu public, le lituanien devra être utilisé dans l'administration et dans les organismes publics, ainsi que dans les congrès et conférences. Le russe se voit reconnaître le statut de « langue de communication entre les nationalités ». La population de cette République balte est à 80 % lituanienne.

Un autre décret a décidé que le 16 février, jour anniversaire de la création de l'Etat à bourgeoisie lituanien, en 1918, sera la « journée de la renaissance de l'Etat lituanien ». Ce jour sera désormais férié. (AFP, Reuters.)

# Le Monde

## BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

### Rebond

La crise financière d'octobre 1987 n'a pas eu les conséquences redoutées. Au lieu de sombrer dans la récession, l'économie mondiale a rebondi : une accélération de la croissance, une reprise des investissements et une inflation contenue. Une heureuse surprise qui ne doit pas occulter les problèmes actuels : une crise de l'emploi durable, une dette difficilement contrôlable et des échanges internationaux déséquilibrés. Le Bilan économique et social - véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde - rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année, dans leur environnement social et politique.

**EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE.**  
200 p., 45 F

#### AU SOMMAIRE

- La situation en France  
L'embellie de l'économie : une croissance positive, une poussée des investissements et une diminution encourageante du chômage.
- L'environnement international  
Le mystère américain : de bons résultats économiques, mais un déséquilibre budgétaire persistant et un commerce extérieur déficitaire.
- La dette du tiers-monde  
L'évolution de la dette de 1973 à 1988. Son poids dans les grandes régions du monde. Un dossier spécial en couleurs avec de nombreux graphiques commentés.
- Cent cinquante pays à la loupe  
Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du Monde.

#### BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1988

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITE \_\_\_\_\_

Nombre d'exemplaires : x 50 (port inclus) : \_\_\_\_\_ F  
Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.  
Commande et règlement à retourner à :  
Service vente au numéro  
7, rue des Italiens  
Le Monde 75427 Paris Cedex 09



La polémique sur les « affaires » après l'audition de M. Bérégovoy par la commission des finances

## M. Mitterrand invite le gouvernement à publier le rapport de la COB

L'autorisation donnée jeudi 26 janvier par le président de la République à son premier ministre de publier le rapport de l'enquête de la COB sur l'affaire Pechiney constitue une « première » dans les annales des enquêtes boursières, déclare-t-on à Matignon.

Dans l'entourage de M. Michel Rocard, on précise que cette décision est « la preuve que les plus hautes autorités de l'Etat souhaitent que toute la vérité soit faite » et que sa publication immédiate vise à couper court aux spéculations et aux fuites éventuelles.

Dans sa lettre à M. Rocard, M. Mitterrand souhaite en effet « vivement » la publication du rapport

d'enquête. « Je vous avais indiqué qu'il m'apparaissait indispensable à la transparence et à l'honnêteté de l'information, ainsi qu'à la renommée de notre place financière, que ce rapport d'enquête fût connu de tous », écrit notamment le chef de l'Etat, qui doit se rendre en Inde le 31 janvier, jour prévu pour la remise du rapport par la COB.

« L'obstacle juridique de principe » que constituait le secret auquel sont tenus les membres du collège de la COB a pu être levé par le garde des sceaux, car le commissaire du gouvernement, qui siège à la COB et

transmet le rapport au ministre de l'économie, n'y est pas tenu, souligne-t-on à Matignon.

Habituellement, le travail de la COB fait l'objet d'un rapport annuel remis au président de la République.

D'autre part, après l'intervention devant la commission des finances de l'Assemblée nationale de M. Pierre Bérégovoy, assurant que « toute la vérité serait faite sur ces affaires », le secrétaire général du RPR s'est déclaré « satisfait » qu'une information judiciaire soit prochainement ouverte, comme cela avait été demandé par le mouvement chiraquien. M. Alain

Juppé a toutefois indiqué qu'il continuait de craindre l'« étouffement » des affaires. De son côté, M. Laurent Fabius a affirmé jeudi soir à Chelles (Seine-et-Marne) que, « si l'on cherche à déstabiliser François Mitterrand, on échouera, car il y a des millions et des millions de Français qui n'accepteront pas que l'on s'engage sur ce terrain ».

Enfin, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a demandé la création d'une commission d'enquête « sur les conditions dans lesquelles se sont effectuées les opérations de privatisation » des entreprises publiques par le gouvernement de M. Chirac.

### La lettre du président de la République au premier ministre

Voici le texte intégral de la lettre adressée jeudi 26 janvier par le président Mitterrand au premier ministre et autorisant ce dernier à publier le rapport de la COB dans l'affaire Pechiney dès sa parution.

Monsieur le premier ministre, La Commission des opérations de Bourse doit décider prochainement de la suite qu'elle entend donner au rapport d'enquête que ses services ont établi dans le cadre de l'affaire Pechiney. Elle est naturellement seule juge de cette décision.

Je vous avais indiqué qu'il m'apparaissait indispensable à la transparence et à l'honnêteté de l'information, ainsi qu'à la renommée de notre place finan-

cière, que ce rapport d'enquête fût connu de tous.

M. le garde des sceaux, consulté par vos soins, a estimé que cette publication ne soulevait pas d'obstacle juridique de principe.

En conséquence, je souhaite vivement comme vous-même et le ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances, que celui-ci rende public le texte intégral du rapport d'enquête dès qu'il lui aura été communiqué par la COB.

Veuillez agréer, monsieur le premier ministre, l'assurance de mes sentiments bien cordiaux.

FRANÇOIS MITTERRAND.

### Le « gendarme de la Bourse » va enquêter sur la Société générale

Tout en confirmant, dès jeudi 26 janvier, avoir acheté massivement des actions de la Société générale au cours de l'été et les avoir revendues à l'automne avec de substantielles plus-values, M. Samir Traboulsi, l'homme d'affaires libanais vivant à Paris et qui a conseillé les Américains dans la vente de Triangle à Pechiney, a rejeté avec force toutes les insinuations sur un éventuel délit d'initié dans cette affaire.

« J'ai acheté des actions Société générale sur la recommandation de mon agent de change », a déclaré M. Traboulsi sur TF1. Il a ainsi confirmé les révélations de l'Express (daté du 27 janvier), selon lesquelles M. Traboulsi a acheté au cours de l'été 1988 (entre le 22 juin et la fin août), par l'intermédiaire d'une société non enregistrée au registre du commerce, Pamlico Entreprises, environ cinq mille actions de la banque privatisée. Les ayant revendues pour l'essentiel en septembre et octobre, il aurait réalisé une plus-value totale de plus de 20 millions de francs.

#### « J'en ai voulu à mon agent de change... »

L'homme d'affaires libanais a-t-il réalisé ces opérations d'achat et de vente à partir de sa connaissance du projet de rachat envisagé alors par M. Georges Pèbeureau sur la Société générale ? Il y aurait dans ce cas-là délit d'initié, puisque utilisation d'informations privilégiées, non connues du public, pour réaliser des plus-values personnelles.

M. Traboulsi s'en défend. Il affirme avoir acheté, « sur la seule recommandation de son agent de change », M. Eric De Lavandeyra, le président de la société de Bourse du même nom (aujourd'hui possédée par le GAN). « Mon agent de change a estimé que le cours de la Société générale était en retard par rapport aux autres banques nationales », a-t-il expliqué, « il m'a amené des graphiques et c'est à ce moment-là que je lui ai donné le feu vert pour acheter, car c'est lui qui gère mon compte. » Selon l'homme d'affaires libanais, ces achats de titres de la Société générale ont été effectués au sein d'un « compte conseil », ce serait donc du « trading pur », c'est-à-dire des opérations d'achat et de vente purement spéculatives.

M. Traboulsi a même précisé au Monde : « J'ai revendu le gros, 300 000 actions, en septembre, à 420 ou 430 francs, beaucoup trop tôt, un mois avant que le titre ne se mette à exploser. J'en ai voulu à mon agent de change, qui m'avait fait faire une mauvaise affaire... » Effectivement, un mois plus tard, le titre dépassait, certains jours, les 600 francs. M. De Lavandeyra a confirmé les propos de M. Traboulsi, ajoutant : « Je souhaite que la COB vienne chez moi ; elle verra réellement que tous les titres ont été remis sur le marché et que ce compte fait seulement du trading. »

A la suite de ces révélations, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du bud-

get, a indiqué, jeudi devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, qu'il allait demander à la Commission des opérations de Bourse de s'occuper de cette affaire. La COB avait déjà enquêté sur le raid de M. Pèbeureau sur la Société générale et avait alors conclu n'avoir relevé aucune irrégularité. M. Jean Farge, le président de la COB, avait même indiqué qu'« il n'avait détecté aucun délit d'initié », mais que celle-ci ne signifiait pas qu'« il n'en existait pas ».

Outre la régularité des opérations d'achat et de vente, les enquêteurs de la COB vont donc devoir rechercher si M. Traboulsi — dont on sait par ailleurs qu'il est un ami personnel de M. Alain Boubill — les a réalisées à partir d'informations privilégiées sur le projet d'attaque de la banque par M. Pèbeureau. L'homme d'affaires libanais a déclaré, jeudi, qu'il n'avait « eu aucune conversation avec Georges Pèbeureau à ce sujet ».

La COB s'interrogera également sur les dates d'achat et de vente de M. Traboulsi : celui-ci a acheté alors que s'engageaient les discussions entre MM. Lion, Pèbeureau et ses autres alliés pour mener l'offensive de dénoyautage de la banque privatisée. Il a vendu au moment où la SIGP (Société immobilière de gestion et de participation) de M. Pèbeureau a acheté (fin septembre en particulier). Alors que M. Traboulsi affirmait, jeudi, avoir réalisé toutes ses opérations sur le marché, M. Pèbeureau a lui-même publié un communiqué dans lequel il a indiqué que « M. Traboulsi n'a à aucun moment été ni pressenti ni partie prenante dans le dispositif SIGP », ajoutant que « la SIGP ne connaît pas l'identité des vendeurs » auxquels elle a acheté les 10,3 % du capital de la Société générale.

E. L.

### M. Traboulsi et « l'Événement du jeudi »

#### « Pas d'agression intolérable »

Le tribunal de Paris, statuant en référé sur une demande de M. Samir Traboulsi en vue d'une saisie du numéro du l'Événement du jeudi daté 26 janvier, a débouté le demandeur qui a été condamné aux dépens.

M. Traboulsi visait particulièrement trois articles publiés par l'hebdomadaire dont il soutenait dans son assignation qu'ils le mettaient en cause « dans des termes d'une gravité extrême » en le présentant comme le personnage principal des délits d'initié dans l'affaire Pechiney.

Dans ses attendus, le tribunal, qui siègeait sous la présidence de M. Robert Diet, déclarait notamment : « Si même l'affirmation que M. Traboulsi soit à l'origine des faits délictueux dénoncés dans

l'opinion constitue, à l'évidence, l'allégation d'un fait précis et déterminé qui porte atteinte à son honneur et à sa considération, le trouble illicite ainsi causé (...) ne présente pas le caractère d'une agression intolérable (...) qui lui cause un dommage irréparable alors que la mesure de saisie d'un journal doit être une mesure exceptionnelle. »

Le tribunal estime en outre que « les propos incriminés (...) ne sont donnés que comme l'expression d'une conviction personnelle pour laquelle le journal a d'ailleurs offert au demandeur l'exercice d'un droit de réponse » et que, « même si les imputations restent particulièrement graves, l'atteinte ainsi portée peut être réparée par l'allocation de dommages et intérêts. »

« C'est l'ordonnance du 17 novembre 1958 qui fixe le

### Les commissions d'enquête

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a déposé, jeudi 26 janvier, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête « sur les conditions dans lesquelles ont été privatisées des entreprises publiques, industrielles et bancaires ainsi que les conditions dans lesquelles l'avenir économique du pays se trouve aujourd'hui engagé ». Le texte de cette proposition demande notamment que toute la clarté soit faite sur les conditions d'évaluation des prix des sociétés privatisées de 1986 à 1988.

Dernière semaine, le RPR et le PCF avaient réclamé une commission d'enquête parlementaire sur les affaires Pechiney et la Société générale. Une demande reprise par M. Michel Noir, qui comptait l'activer pour Pechiney dans l'hypothèse où la justice ne serait pas saisie. Or M. Bérégovoy a promis qu'elle le serait.

Depuis 1958, une vingtaine de commissions d'enquête ont été constituées, par exemple dans l'affaire de Broglie (1980), les avions rétrogrades (1984), les manifestations étudiantes (1986). En 1985, le projet de constitution d'une commission d'enquête sur l'affaire Greenpeace n'avait pas abouti.

C'est l'ordonnance du 17 novembre 1958 qui fixe le

mode de formation et de fonctionnement des commissions d'enquête. Elles ne peuvent être constituées que durant les sessions parlementaires. C'est pourquoi le PC demande la convocation du Parlement en session extraordinaire. Donc, la commission ne pourrait être créée avant le 2 avril (sauf session extraordinaire), date du début de la session ordinaire de printemps. Un vote majoritaire est nécessaire pour la formation d'une commission d'enquête (trente membres maximum). Elle est chargée de « recueillir des éléments d'information sur des faits déterminés », et ceux-ci « ne doivent pas avoir donné lieu à des poursuites judiciaires ».

Les membres de la commission d'enquête sont soumis au secret pendant toute la durée des travaux et ils disposent de six mois pour présenter leurs conclusions. Le dépôt d'un rapport est annoncé au Journal officiel. Normalement, il est publié, sauf si l'Assemblée s'y oppose. Une loi de juillet 1977 a élargi les moyens d'investigation de ces commissions : tous les renseignements de nature à faciliter leur mission doivent leur être fournis à l'exception toutefois de tous ceux qui revêtent un caractère secret et concernant la sécurité de l'Etat.

« Excellent mais insuffisant. » C'est par ce jugement abrupt que M. Pierre Bérégovoy a apprécié devant la commission des finances de l'Assemblée nationale le rapport remis par M. Yves Le Portz, ancien président de la COB, sur la réforme de cet organisme.

Contrairement à ses espérances, M. Le Portz n'avait pas été renouvelé, au mois d'août dernier, à la tête des gendarmes de la Bourse, où il a été remplacé par M. Jean Farge. Le ministre des finances lui avait alors confié « une mission de réflexion sur les nouveaux pouvoirs nécessaires pour la COB », en le faisant assister d'une dizaine de professionnels et de responsables de la place financière de Paris.

Leur réflexion était quasiment achevée à la fin de l'automne, avant que n'éclate véritablement les différents « affaires ». Ces dernières les obligent à remodeler certains pas-

sages et surtout à y ajouter une nouvelle partie consacrée aux OPA (offres publiques d'achat). Mais sur le fond rien n'a été changé. La COB, « version Le Portz », reste avant tout une autorité morale, dont il n'est pas question de rompre les liens avec le ministère de l'économie et des finances.

Les travaux ont porté principalement sur deux thèmes : les relations entre les différents organismes de fonctionnement des marchés et les sanctions disciplinaires. Sur ce dernier point, le rapport propose de doter de pouvoirs disciplinaires chaque autorité de marché (conseil des bourses de valeurs pour la Bourse, conseil du marché à terme pour le MATIF). Un organisme serait même créé pour régir et surveiller les OPCVM (organismes de placements collectifs de valeurs mobilières). A un échelon au-dessus, une instance judiciaire serait instituée pour se prononcer en appel sur les sanctions. Toutefois, en cas d'infra-

ction grave, la COB pourrait ester en justice, c'est-à-dire saisir elle-même les tribunaux.

Ce rapport, pas encore rendu public, propose donc plutôt des petites réformes qu'un renforcement des pouvoirs comme le souhaite M. Pierre Bérégovoy pour le projet de loi qui sera déposé à la prochaine session. Le ministre devrait demander que la COB soit indépendante des pouvoirs publics, qu'elle dispose de pouvoirs d'investigation judiciaires, qu'elle puisse infliger de lourdes amendes pécuniaires, et enfin qu'elle dispose de plus de moyens. C'est seulement sur ce dernier point, nécessitant un renforcement du personnel, que le consensus sera obtenu avec les intervenants boursiers. Pour eux, « la COB est déjà dotée de suffisamment de pouvoirs mais elle n'a pas assez de moyens ». C'est sans doute un peu l'esprit du rapport Le Portz.

DOMINIQUE GALLOIS.

### Le rapport Le Portz sur la réforme de la COB

#### Des propositions qui ne vont pas assez loin

« Excellent mais insuffisant. » C'est par ce jugement abrupt que M. Pierre Bérégovoy a apprécié devant la commission des finances de l'Assemblée nationale le rapport remis par M. Yves Le Portz, ancien président de la COB, sur la réforme de cet organisme.

Contrairement à ses espérances, M. Le Portz n'avait pas été renouvelé, au mois d'août dernier, à la tête des gendarmes de la Bourse, où il a été remplacé par M. Jean Farge. Le ministre des finances lui avait alors confié « une mission de réflexion sur les nouveaux pouvoirs nécessaires pour la COB », en le faisant assister d'une dizaine de professionnels et de responsables de la place financière de Paris.

Leur réflexion était quasiment achevée à la fin de l'automne, avant que n'éclate véritablement les différents « affaires ». Ces dernières les obligent à remodeler certains pas-

sages et surtout à y ajouter une nouvelle partie consacrée aux OPA (offres publiques d'achat). Mais sur le fond rien n'a été changé. La COB, « version Le Portz », reste avant tout une autorité morale, dont il n'est pas question de rompre les liens avec le ministère de l'économie et des finances.

Les travaux ont porté principalement sur deux thèmes : les relations entre les différents organismes de fonctionnement des marchés et les sanctions disciplinaires. Sur ce dernier point, le rapport propose de doter de pouvoirs disciplinaires chaque autorité de marché (conseil des bourses de valeurs pour la Bourse, conseil du marché à terme pour le MATIF). Un organisme serait même créé pour régir et surveiller les OPCVM (organismes de placements collectifs de valeurs mobilières). A un échelon au-dessus, une instance judiciaire serait instituée pour se prononcer en appel sur les sanctions. Toutefois, en cas d'infra-

ction grave, la COB pourrait ester en justice, c'est-à-dire saisir elle-même les tribunaux.

Ce rapport, pas encore rendu public, propose donc plutôt des petites réformes qu'un renforcement des pouvoirs comme le souhaite M. Pierre Bérégovoy pour le projet de loi qui sera déposé à la prochaine session. Le ministre devrait demander que la COB soit indépendante des pouvoirs publics, qu'elle dispose de pouvoirs d'investigation judiciaires, qu'elle puisse infliger de lourdes amendes pécuniaires, et enfin qu'elle dispose de plus de moyens. C'est seulement sur ce dernier point, nécessitant un renforcement du personnel, que le consensus sera obtenu avec les intervenants boursiers. Pour eux, « la COB est déjà dotée de suffisamment de pouvoirs mais elle n'a pas assez de moyens ». C'est sans doute un peu l'esprit du rapport Le Portz.

DOMINIQUE GALLOIS.

صحة من الاحول



# Politique

## Les difficultés PC-PS et la préparation

### Patinage

Il y a trois mois, on se demandait s'il y aurait un accord entre les socialistes et les communistes pour les élections municipales. L'accord ayant été signé le 12 janvier, par MM. Pierre Mauroy et Georges Marchais, la question devenait : sera-t-il appliqué ? A deux jours de la convention nationale du PS, qui doit arrêter la liste des villes où les socialistes s'efforcent aux communistes et celle des villes où ils iront à la bataille séparément, on se demande si l'accord servira à quelque chose.

Les communistes, initialement, n'en voulaient pas. M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, se l'était entendu signifier en une demi-heure par M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF. C'était le 26 octobre dernier. Selon M. Laurent, une autre rencontre n'était pas nécessaire.

Jeudi 26 janvier, MM. Debarge et Laurent se sont vus une énième fois, qui n'est pas la dernière, pour constater que les discussions « patinent ». Les négociations à la base, que le PCF considérait comme seules significatives, menacent de rendre inopérante la déclaration commune signée par les dirigeants des deux partis. Les uns et les autres se renvoient l'accusation de ne pas tenir compte du rapport des forces sur le terrain.

Pour les socialistes, la justification de la recherche d'un accord était simple : il n'y a pas, en l'état actuel des choses, d'autre majorité possible pour le PS, qui doit rester fidèle à sa stratégie du rassemble-

ment à gauche. Les communistes, eux, traînaient les pieds pour une raison toute aussi simple : il n'est pas sûr que tous les socialistes veulent, aujourd'hui, maintenir leur lien avec les communistes aux conditions que ceux-ci sont en mesure de leur imposer.

La pression maximale s'exerçait, dans ces conditions, sur la direction du PS, et ce n'est pas fini. La commission électorale, puis la commission des résolutions, qui se réunissent samedi avant la convention nationale, elle-même convoquée pour dimanche, vont avoir fort à faire pour imposer le principe du « plus petit nombre de primaires possible », réaffirmé par M. Debarge dans l'entretien qu'il nous a accordé. Certains chefs de file socialistes

parisiens, par exemple, estiment qu'un accord avec le PCF serait plus nuisible qu'utile face à M. Jacques Chirac — et les communistes les sident en plaçant la barre très haut. Le porte-parole du gouvernement lui-même, M. Claude Evin, bras droit de M. Rocard, se prépare à disputer au PCF une des rares mairies qu'il détient en Loire-Atlantique.

L'occasion est belle, pour le PCF, d'amener la cohésion unitaire du PS et son image de rassembleur de la gauche. Il est vrai que les communistes ne paraissent pas eux-mêmes unanimes et qu'ils doivent composer, ici, avec des cadres jusqu'au boutistes, là — au Mans — avec un maire tenté de prêter son autonomie par rapport à l'appareil. Il reste que, au moment où les « affaires » font craquer au PS une aggravation de la tendance abstentionniste de son électorat, plus d'un socialiste est tenté de n'en faire qu'à sa tête.

P. J.

### Un entretien avec M. Marcel Debarge

#### Le PS tentera d'enlever « huit ou neuf » mairies aux communistes

M. Marcel Debarge (PS) et M. Paul Laurent (PCF) se sont rencontrés, jeudi 26 janvier, pour la dernière fois avant la convention nationale socialiste qui se réunit dimanche. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Debarge fait le point des discussions avec les communistes.

« L'accord signé le 12 janvier entre le Parti socialiste et le Parti communiste sera-t-il appliqué ?  
— Oui. Sous réserve des décisions de notre convention nationale, qui aura le dernier mot, l'accord sera appliqué de manière satisfaisante. Le nombre de « primaires » dans des villes dirigées par le PCF ne devrait pas excéder huit ou neuf.

« Dans la plupart des vingt-huit villes de plus de vingt mille habitants que les communistes avaient perdues par les socialistes en 1983 au profit de la droite, les socialistes estiment que la tête de la liste de gauche leur revient. D'ores et déjà, il est apparu, dans la discussion avec le PCF, qu'il conduira la liste de gauche dans certaines de ces villes et que le PS la conduira dans d'autres. Nous nous reverrons lundi, après la convention nationale, pour en discuter, dans l'intention de parvenir au plus petit nombre de « primaires » possible. En tout état de cause, il ne pourra, dans ces villes, excéder une vingtaine.

« Les communistes acceptent donc des « primaires » dans certaines villes qu'ils dirigent ?  
— Ils les acceptent.  
« Rien n'indique qu'ils envisagent des mesures de rétorsion contre des mairies socialistes ?  
— Nous verrons bien, mais si c'était le cas, de mesure de rétorsion en mesure de rétorsion, on aboutirait à dénaturer l'accord.

« Les demandes de « primaires » initiales de vos fédérations portaient sur environ vingt-cinq municipalités à direction communiste...  
— Le bureau exécutif du PS a retenu à l'unanimité, le 25 janvier, le chiffre maximum de huit à neuf « primaires » possibles. Nous avons pris entre nous l'engagement d'être solidaires sur ce point, à condition que l'accord se fasse avec les communistes sur la composition des listes. Seule la convention nationale pourrait modifier la position du bureau exécutif. Pierre Mauroy a été à l'origine de cette démarche et il a été très net sur cette question.

« Je précise que, dans mes conversations avec Paul Laurent, il a bien été établi que là où il y aura pas accord au premier tour, la fusion des listes — ou le « désistement républicain » si la fusion n'est pas possible en raison d'un score trop faible — aura force de loi pour le second tour. Les fusions de liste se feront strictement sur la base des résultats du premier tour.

« Quelles sont les villes communistes où vous disputerez des « primaires » ?  
— Je ne vous le dirai pas. Il convient de respecter les prérogatives de la convention nationale.

« Vous avez parlé de la composition des listes. Cette question constitue-t-elle un point de friction avec le PCF ?  
— C'est une question préoccupante. Jusqu'à présent, les propositions des communistes dans certaines villes qu'ils dirigent ne tiennent pas compte, semble-t-il, de la représentativité réelle des socialistes. Il arrive, même, qu'ils nous proposent une représentation inférieure à ce qu'elle était en 1983, en invoquant la nécessité de conforter l'assise du maire ou de faire entrer

au conseil municipal certaines personnalités. Cela n'est pas acceptable.

« Il doit être bien clair que chaque famille politique a, sur la liste commune, une quote-part dont elle dispose librement. Nous n'exercions aucune pression sur la façon dont les communistes pourvoient aux sièges qui leur reviennent là où nous avons la mairie. Ils ne doivent en exercer aucune en sens inverse.

« Le PCF, lui, reproche aux socialistes de formuler des propositions « démentielles »...  
— Que le PCF le veuille ou non, le PS a amélioré sa représentativité électorale depuis 1983, et celle des communistes a diminué. Nous conseillons, cependant, à nos camarades de ne pas avoir un comportement de domination et de ne pas condamner à la désespérance l'électorat communiste. Cela dit, M. Marchais m'a souvent fait penser à quelqu'un qui jouerait à « qui perd des voix gagne des sièges ».

#### Empêcher à Paris le « grand chelem »

« Est-ce le cas à Paris ?  
— Il faut parvenir, à Paris, à disposer le plus efficace pour empêcher Chirac de réussir le « grand chelem ». Il faut, pour cela, tenir compte de l'électorat communiste, qui a contribué à élire des députés socialistes dans la capitale et ne pas oublier, pour l'aveugement des bienveillants, il est donc souhaitable que l'accord s'applique à Paris, même si cette application ne correspond pas complètement à ce que demandent les communistes.

« Y a-t-il des villes où le maire socialiste sortant refuse de faire alliance avec les communistes ?  
— Je ne connais qu'un cas de ce genre, c'est Besançon. Quel qu'il soit, à partir du moment où une

organisation politique a pris une orientation, cette ligne s'applique partout. Il ne peut, à nos yeux, y avoir de « primaires » que là où le PCF refuse de prendre en compte la représentativité actuelle du PS. Aucun autre motif ne peut la justifier.

« M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et porte-parole du gouvernement, qui veut disputer au PCF la mairie de Montoir-de-Bretagne, a-t-il connaissance de ce principe ?  
— La convention sera saisie de ce problème.

« Quel sort allez-vous faire au Mouvement des rénovateurs communistes, dont le PCF ne veut pas entendre parler ?  
— On ne peut pas nier qu'il y ait des hommes de gauche authentiques qui s'intitulent « rénovateurs communistes ». Il appartient à nos camarades, localement, de négocier pour les intégrer sur les listes, sans que les représentants du PCF ne s'en retirent.

« Que répondez-vous à ceux qui vous reprochent de garantir la quasi totalité de ses mairies au PCF sans être assurés qu'il vous aidera à conserver les vôtres ?  
— Je n'ai jamais fait de politique sans prendre des risques. Je ne peux pas commencer une campagne électorale en me méfiant de mon partenaire. On ne peut pas partir sur l'hypothèse qu'un accord accepté de part et d'autre serait, finalement, inopérant. La raison d'être de cet accord est de mettre en branle la dynamique du rassemblement à gauche, voulu par la convention nationale d'Épinay, en novembre dernier, en même temps que l'ouverture à la majorité présidentielle.

« Considérez-vous comme suffisant l'engagement pris par le PCF de s'opposer à toutes les initiatives (de la droite et de l'extrême droite) pour revenir au pouvoir ?  
— Il a été clairement explicité, dans nos conversations avec le PCF, que cette formule sous-entend l'engagement de ne pas voter une motion de censure. C'est l'interprétation que j'en ai comprise et entendue. Mais la meilleure assurance, quant au comportement du PCF, ne peut être apportée que par le rapport des forces et par la politique que mène le gouvernement.

Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD et PATRICK JARREAU.

### Le Mans : M. Jarry sera-t-il le « Vigouroux » du PCF ?

LE MANS  
de notre correspondant

Au Mans, c'est l'impasse à gauche. Entre l'approche socialiste et l'analyse communiste, deux logiques s'affrontent. Avec un risque de rupture qui se précise de jour en jour. Sur le terrain : on fait encore comme si le dialogue était toujours possible. C'est du sommet que la rupture pourrait être provoquée.

Le Mans est devenue l'une des pierres d'achoppement des négociations entre MM. Paul Laurent et Marcel Debarge. Avec une inconnue majeure : jusqu'où le Parti communiste est-il disposé à laisser aller M. Robert Jarry, le maire communiste sortant, dans sa volonté de prendre du champ avec l'appareil, au point de marginaliser certains de ses adjoints les plus en vue politiquement ?

Deux logiques s'affrontent ? Côté socialiste, la situation est « claire » depuis l'accord réalisé en tout début d'année sur une plate-forme mise au point au sein du bureau municipal sous la houlette de M. Jarry. Un accord qui se fonde sur une quasi-parité entre socialistes et communistes, derrière un maire communiste reconduit, secondé par un premier adjoint également communiste. Le maire n'avait-il pas été mandaté à l'unanimité par le bureau municipal, adjoints socialistes et communistes au grand complet, pour mener à bien les discussions ?

Mais M. Jarry a fini par trahir son parti. Tout au long de son deuxième mandat, lui et certains de ses amis, sans aller jusqu'à entrer dans le sillage de M. Pierre Juquin, ont pris du champ avec l'appareil, éloignant les appareils encombrants, oubliant les grandes-messes du parti, allant jusqu'à dédaigner d'assister au meeting du Mans de MM. Lajoinie et Marchais lors de la dernière campagne présidentielle.

Le secrétaire général avait eu beau prétendre, ce soir-là, en excusant son absence, que M. Jarry était l'archétype du « bon gestionnaire communiste », et qu'il avait eu l'occasion de le mesurer au cours d'une conversation franche et amicale quelques heures plus tôt. Le mot « franche » n'avait trompé personne.

L'autonomie prise par M. Jarry s'est concrétisée depuis qu'il a formé

un tandem parfait avec le président de la communauté urbaine : un président socialiste, celui-là même qui avait osé le défi dans une primaire en 1983, et qui était venu se ranger à ses côtés au soir du premier tour reconnaissant son échec. M. Jean-Claude Boulard, le rocardien, aujourd'hui député.

Les communistes d'appareil ne peuvent pas lui pardonner d'avoir « cédé » aux socialistes sur le premier adjoint. Des socialistes qui revendiquent ce poste et que M. Jarry a certes préservé, mais en acceptant de choisir une de ses proches, comme pour mieux écarter les orthodoxes, et surtout M. Daniel Boulard, son actuel premier adjoint. Une posture, M. Boulard : ancien député et membre du Comité central.

#### « Exit » Daniel Boulard

Récemment encore premier secrétaire de la fédération de la Sarthe, il ne l'est plus depuis septembre 1988 : pour « mieux se consacrer à ses tâches d'élu », il a décidé d'abandonner ses mandats politiques. Celui qui comptait si fort se voir confirmer dans sa position de « second », et donc de successeur possible de M. Jarry, se retrouve ainsi hors course. Avec cette ultime pichenette du maire : « Quand on abandonne ses mandats politiques pour mieux jouer son rôle d'élu, c'est que pendant ce temps-là la vie municipale a été menée par d'autres... » Exit Daniel Boulard.

Du côté du PCF, on fait semblant d'ignorer ce passif. Avec M. Jarry. Pourtant, certains ne se font pas prier pour rappeler que si le maire du Mans a su se forger une image de rassembleur, c'est pourtant au sein du Parti communiste qu'il a construit toute sa carrière. Pour la fédération de la Sarthe, toute négociation ne peut s'amorcer que sur la base de l'accord national du 12 janvier. Et de revendiquer les mêmes dosages qu'en 1983, largement favorables au Parti communiste. Si les derniers scrutins ont donné la majorité au PS au Mans, dit-on, ce n'est pas parce que le PCF a reculé (il a retrouvé son niveau de 1983), mais parce que les socialistes ont progressé en mordant... sur la droite. Et pas un mot sur M. Jarry.

Lourd dossier pour les instances nationales des deux partis. Au PS on ne va pas tarder à rappeler aux Manceaux que tout accord doit être validé par les fédérations des deux partis. Jeudi 26 janvier, à la fédération socialiste de la Sarthe, on affirmait qu'aucune injonction de cet ordre n'était encore parvenue. La fédération compte faire valoir jusqu'au bout la double légitimité de l'accord qu'elle défend : il est le résultat d'un mandat confié à l'unanimité à M. Jarry, et celui-ci n'est-il pas un représentant légitime du PCF ?

Reste à savoir pour combien de temps. A vouloir ne rendre de comptes à personne qu'à ses électeurs, M. Jarry n'a-t-il pas pris le risque de se faire carrément exclure ? Lorsqu'on lui demande s'il est vrai que M. Jarry et ses proches, n'ont pas eu leur carte renouvelée, la fédération du Parti ne dément pas. Le maire sortant en a pris le risque, il l'assume apparemment en toute sérénité.

Le maire semble déterminé. Les socialistes aussi. Sans doute M. Boulard a-t-il affirmé haut et fort : « Tant que Robert Jarry sera là, je le soutiendrai ». Le Parti communiste est-il prêt à faire de M. Jarry « son » Robert Vigouroux, un jumeau communiste, dans la deuxième ville de France gérée par le PCF, du maire socialiste dissident marseillais ?

ALAIN MACHEFER.

### SITUATIONS

● ALPES-MARITIMES : Contre-offensive PR. — Conséquence directe de la rupture des accords passés entre le RPR et le PR pour la constitution d'une liste unique d'opposition à Aix-en-Provence, le Parti républicain a décidé de soutenir officiellement M. Michel Mouliet (PR) à Cannes et M. Jean-Claude Guibal (CDS) à Menton qui se présentent tous deux contre des maires sortants RPR : M<sup>me</sup> Anne-Marie Dupuy à Cannes (Le Monde du 26 janvier) et M. Emmanuel Aubert à Menton. Lundi 23 janvier, M. Jean-Pierre Bouvet, conseiller général RPR à Aix-en-Provence, avait annoncé officiellement son intention de conduire une liste face au maire sortant UDF M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca qui avait été désigné comme tête de liste officielle RPR-UDF.

● VITRY-SUR-SEINE (Val-de-Marne). — Une liste qui se veut entre la majorité et l'opposition se présentera à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), ville administrée par le Parti communiste. Regroupant quatre des dix conseillers municipaux d'opposition sortants (2 rad., 1 CDS et 1 PR), elle est conduite par M. Fernand Saël (rad.) qui veut tenter de l'élargir à gauche. Le Parti radical, le CDS et les barbares lui ont apporté leur soutien officiel, alors que l'UDF et le RPR ont désigné comme chef de file, M. Jean-Marc Aubert (RPR). En 1983, M. Saël avait déjà présenté une liste indépendante qui, avec 9 % des voix, avait eu deux élus au sein d'un conseil municipal de 53 membres dont 32 PC. — (Corresp.).

### Saint-Paul de la Réunion : M. Pota défie M. Vergès

Une primaire opposera, le 12 mars prochain dans la commune de Saint-Paul, deux responsables du Parti communiste réunionnais. M. Alexis Pota, médecin, député non inscrit, et M. Paul Vergès, député européen, maire du Port et secrétaire général du PCR.

Saint-Denis de la Réunion  
de notre correspondant

Après plus d'un mois de réflexion, M. Pota a donc confirmé sa candidature à Saint-Paul, la même commune choisie par M. Paul Vergès pour porter les couleurs du PCR lors de ces élections municipales. En quittant le Port, où il fut élu pour la première fois en 1971, pour Saint-Paul, M. Vergès visait un objectif précis : verrouiller toute la côte ouest et sud de l'île qui compte déjà cinq municipalités communistes, et renforcer, par là même, le puissant syndicat intercommunal à vocations multiples (SIVOM) qu'il préside et qui regroupe six mairies conservées ou conquises par le PCR en 1983. Le SIVOM, qui gère pour ces municipalités la politique d'habitat social, de transports urbains, de collecte des ordures ménagères et de restauration scolaire, est de plus en plus apparenté à une sorte de troisième assemblée locale et suscite quelques inquiétudes, aussi bien du côté de la droite locale que chez les socialistes. Fort du succès de sa gestion au Port et du dynamisme du SIVOM, M. Vergès a engagé le combat à Saint-Paul sur ces thèmes en opposant son bilan aux difficultés multiples que les élus saint-paulois n'ont pas su surmonter au cours des dernières années. M. Vergès, le week-end dernier a étendu sa criti-

que à M. Pota, élu municipal depuis 1983, qui a été incapable, a-t-il soutenu, de faire inféchir la politique menée par l'ancien sénateur et maire de Saint-Paul, M. Paul-Julius Bénard et celle du maire actuel, M. Cassan, Moussa, un barbare.

Dans son organe de presse quotidien, *Témoignages*, le PCR accuse ouvertement M. Pota d'avoir cédé à la pression de son entourage — sa famille et quelques dissidents du parti — et de ne pas avoir la dimension politique nécessaire à la gestion de Saint-Paul, seconde commune de France en superficie et principal pôle balnéaire de La Réunion : des arguments que le député communiste juge particulièrement méprisants à son égard et qui ont renforcé sa volonté d'en découdre avec M. Vergès. M. Pota estimant que la venue du secrétaire général du PCR à Saint-Paul « perturbe l'électorat de gauche » alors que lui-même conduit depuis près de trente ans le combat quotidien sur le terrain.

M. Pota reste pour l'instant membre du PCR. Prudent, M. Vergès préfère repousser la clarification au lendemain du scrutin. D'autant que, de part et d'autre, on se refuse pour l'heure à aborder la délicate question du désistement au second tour.

Cette prudence de M. Vergès s'explique aussi par le fait que la direction du PCR s'efforce de présenter la dissidence de M. Pota comme une affaire très localisée dans l'espace et dans le temps, alors que, indique-t-on dans les coulisses du parti, M. Pota s'est décidé à être candidat après une large consultation de la base de toutes les sections de l'île. Sans ces appuis, précise-t-on, le médecin saint-paulois n'aurait jamais osé défier son secrétaire général.

ALEX DUJOUX.

### Gagny : manœuvre d'appareil

Rien ne va plus entre la fédération du PCF de Seine-Saint-Denis et sa section de Gagny. Les amis de MM. Jean-Claude Gaysot et Jean-Louis Mons qui dirigent cette instance départementale ont noté le candidat choisi par les camarades de cette ancienne municipalité communiste — perdue en 1983 au profit du RPR et revendiquée par le PS en 1989 — pour conduire une liste d'union en mars. « Il s'est auto-désigné », affirme-t-on à la fédération, dont le comité dirigeant a adopté, le 10 janvier, une motion injonctive contre l'intéressé : M. Jean-Claude Pruski.

Ce texte, qui met implicitement en cause la politique fédérale qui fut celle de M. François Asenot, dénonce un tract signé de l'ancien maire de Gagny, M. Claude Favrotto, « dont il n'est certainement pas l'initiateur, dit la motion, expliquant qu'il ne peut conduire à nouveau la liste en intronisant Jean-Claude Pruski comme tête de liste. Une telle manœuvre, une telle auto-proclamation est inadmissible, d'autant que nous avons, au moment des conférences de sections, demandé à ce camarade d'abandonner ses responsabilités de secrétaire de

section pour des raisons graves concernant son activité, liées à la fois à ses désaccords avec la démarche fédérale et son comportement ». Le choix des termes et la méthode utilisée ne dressent-ils pas le décor d'un mauvais procès ?

Des communistes de Gagny jugent « stalinienne » la démarche fédérale. Car M. Pruski, présenté par ses amis comme « un homme indépendant d'esprit » qui, à leur connaissance, s'est prononcé, en les amendant, en faveur des projets de résolution des deux derniers congrès nationaux, a bien été choisi par le comité de section de Gagny le 12 octobre dernier. Il a obtenu vingt-trois voix sur vingt-cinq, et quatorze des quinze cellules de la commune auraient ratifié ce choix. Président du groupe municipal communiste depuis 1985, M. Pruski a été destitué, en novembre 1987, par la fédération, de sa fonction de secrétaire de section pour des raisons obscures. Des raisons devenues un peu plus claires, sans doute, aux yeux de cette fédération mais toujours aussi opaques pour les communistes de Gagny.

O.B.



# Politique

## des élections municipales

### « Les commissions de révision des listes électorales ne font pas leur travail » écrit M. Joxe à M. Chirac

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et chef de file du Parti socialiste à Paris pour les élections municipales, a adressé le mardi 24 janvier une lettre à M. Jacques Chirac, maire de Paris, pour justifier les mesures de contrôle des opérations de révision des listes électorales qui ont abouti à l'annulation — pour vice de forme — de la plupart des listes dans la capitale par le tribunal administratif saisi par le préfet de Paris.

Dans sa lettre le ministre écrit notamment : « Le magistrat que vous êtes ne regrette-t-il pas avec moi que de telles procédures puissent être entachées de la moindre irrégularité, fût-elle de pure forme ? »

Il y a plus grave, car l'on sera amené à constater que les commissions de révision des listes électorales nommées par vous ne font pas leur travail puisqu'il leur est, dans la plupart des cas, impossible de vérifier le bien-fondé des inscriptions sur les listes électorales de la ville de Paris au regard des critères retenus dans le code électoral : le dossier d'inscription est la plupart du temps inexistant. Et l'on ne sait donc jamais en quelle qualité M. X... a été autorisé à s'inscrire sur les listes électorales de tel arrondissement. C'est l'esprit dans lequel j'ai été amené à demander une enquête de l'inspection générale qui devrait sur ce point apporter les éclaircissements que nous attendons et qui pourraient nous conduire à prendre des mesures législatives pour mieux préciser encore le lieu de rattachement des électeurs.

En revanche, des Parisiens qui, sans être des amis politiques, sont soucieux de transparence, ont appelé mon attention sur des ins-

criptions suspectes sur des listes électorales. Il m'a ainsi été donné de constater que dans un immeuble de la rue Saint-Fargeau, connu pour abriter M. Bariani, trente-cinq personnes inscrites sur les listes électorales sont inconnues à cette adresse. Dans un immeuble de la rue du Château-des-Rentiers connu pour abriter une collaboratrice de M. Toubon, ce sont douze personnes qui présentent cette même particularité. Des adresses comme celles-là, il y en a bien d'autres à Paris, et tout Parisien disposant d'un peu de temps et de perspicacité peut procéder lui-même à ce type de vérification.

M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire de Paris a protesté contre la publication de cette lettre par le ministre alors que le jeudi 26 elle n'était toujours pas parvenue à M. Chirac ajoutant : « Je suis choqué de constater que M. Joxe met en cause le travail des commissions de révision. C'est un moyen de pression intolérable alors que les commissions vont se réunir à nouveau à partir du 31 janvier pour revoir les tableaux des listes électorales existants. Ces commissions travaillent sous le contrôle d'un juge, ce procédé tend à jeter la suspicion sur leur travail. Ce sont des procédés antidémocratiques. »

L'adjoint de M. Chirac souligne que, contrairement aux affirmations de M. Joxe, « les commissions ne sont pas nommées par M. Chirac, celui-ci ne désigne que ses propres représentants, le préfet et le président du tribunal de grande instance désignent les leurs. »

M. Tiberi a ajouté que « la mairie de Paris, qui a fait appel devant le Conseil d'Etat à la suite de l'annulation par le tribunal administratif de la majeure partie des tableaux de listes électorales à Paris, n'a toujours pas eu de réponse. »

## IMMIGRATION

### Des visites dans des préfectures ont marqué la semaine d'action contre la « loi Pasqua »

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, recevra, mardi 31 janvier, une délégation de représentants d'associations qui réclament un meilleur accueil des étrangers dans les préfectures et l'abrogation de la « loi Pasqua » du 9 septembre 1986. Cette rencontre aura lieu après une semaine d'actions organisées dans tous les départements.

La Ligue des droits de l'homme, le MRAP, le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France et d'autres associations présenteront au ministre de l'intérieur un « cahier de revendications » établi à la suite d'observations effectuées dans les hôtels de départements. Ainsi M. Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme, s'est-il rendu, jeudi 26 janvier, à la préfecture de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour étudier les conditions d'accueil des étrangers et de traitement de leurs dossiers. Il a été aidé dans sa tâche par des militants du MRAP qui, à l'aide de questionnaires, interrogeaient des Zairiens, des Guinéens, des Marocains, des Libanais, des

Roumains ou des Sénégalais venus accomplir les formalités nécessaires pour obtenir soit un titre de séjour, soit un droit d'asile, soit une carte de résident.

SOS-Racisme avait fait des « enquêtes » similaires dans le courant de la semaine. Ce remue-ménage des associations aura permis d'obtenir un premier résultat. Selon les militants du MRAP, le traitement des dossiers s'est accéléré dans les préfectures.

Les représentants des associations demanderont à M. Joxe qu'une formation particulière soit donnée au personnel chargé de ces affaires. La pression est en effet « très forte » aux guichets de Nanterre où vingt-cinq dossiers sont traités quotidiennement, alors que deux cent cinquante personnes patientent. L'obstacle de la langue et la méconnaissance de la loi ne contribuent pas à faciliter les choses : de longues files d'attente en résultent, des altercations, des allers et retours incessants pour présenter toutes les pièces réclamées par l'administration.

J. P.

### La CIMADE a remis des propositions à M. Mitterrand

Le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, et M<sup>me</sup> Geneviève Jacques, secrétaire générale de la CIMADE (Service œcuménique d'entraide), ont été reçus jeudi 26 janvier par M. Mitterrand, à qui ils ont fait part de leur propositions en vue d'une « modification profonde » de la loi Pasqua. Le président de la République a reconnu, selon eux, qu'il s'agit d'un « problème capital ».

« Il faut non seulement modifier le contenu, mais aussi l'esprit de la loi Pasqua qui instaure un climat de suspicion et de suspicion à l'égard des étrangers, vivant dans la précarité et l'arbitraire », a déclaré le pasteur Stewart.

La CIMADE a rendu public un document, intitulé « Des droits pour les sans-droits », qui sera remis à tous les parlementaires.

## Le second tour du scrutin législatif partiel

### L'indécise bataille de Marseille

(Suite de la première page.)

A quelques jours du second tour, les deux candidats se sont également livrés à une véritable course aux soutiens. Sur toute une page du *Provençal*, des célébrités de la médecine, des arts, de la littérature, des sports et de la presse, le professeur Léon Schwartzberg en tête, ont ainsi souhaité un « bon anniversaire » à Bernard Tapie, pour ses quarante-six ans. Le président de l'OM n'a pas dédaigné, non plus, l'appui d'un obscur conseiller municipal « non inscrit » de Marseille, qui figurait, en 1983, sur la liste Marseille-Sécurité et fut élu après la fusion de celle-ci avec la liste conduite par Jean-Claude Gaudin.

#### Mobilisation des électeurs socialistes

Inversement, une demi-douzaine de députés de l'opposition, « élus d'ailleurs » sont venus — symboliquement — coller des affiches avec Guy Teissier. Celui-ci, pour faire la nique au professeur Chermann, suppléant de Bernard Tapie, a également invité le professeur Bernard Debré, député d'Indre-et-Loire, devant un parterre de médecins hospitaliers, dont le président du centre régional anti-SIDA... Le président de l'OM et le maire du neuvième

arrondissement se sont, par ailleurs, âprement disputés la clientèle des pieds-noirs (17% des électeurs de la circonscription). A la veille du premier tour, Bernard Tapie avait annoncé la création, à Marseille, d'une Fondation nationale des rapatriés en présence de M. Maurice Benassayag, délégué interministériel aux rapatriés, pour le mouvement du RECOURS, qui s'est engagé aux côtés de Guy Teissier. Plusieurs de ses dirigeants, dont le bouillant porte-parole, Jacques Roseau, se sont déplacés, jeudi 26 janvier, pour de multiples soutiens de la communauté rapatriée — parmi lesquels celui de Jacques Soustelle — et ont défilé en voitures-haut-parleurs au *Chant des Africains*...

« Je suis sûr mais pas sûr », confiait, jeudi, Bernard Tapie, alors que Guy Teissier se proclamait « optimiste ». A l'analyse des résultats du premier tour et des positions prises, respectivement, par le PC et le Front national, les problèmes de chacun sont presque symétriques. Le président de l'OM a incontestablement réalisé un bon score. Dans une circonscription favorable à l'opposition, ses voix ajoutées à celles de la candidate communiste dépassent le total des suffrages recueillis par la droite et l'extrême droite

(49,67% contre 49,05%). Mais le PC (7,92% des voix), qui a appelé ses électeurs « à ne voter ni pour le candidat de droite Teissier ni pour le candidat de droite Tapie », c'est-à-dire à s'abstenir ou à déposer un bulletin blanc, hypothèque ses chances de victoire.

Son seul véritable espoir réside donc dans la mobilisation des électeurs socialistes, qui, au premier tour, a laissé à désirer (on estime que 60% d'entre eux seulement ont voté).

#### Les interlocuteurs du Front national

Candidat de la société civile, il s'était visiblement affranchi de la tutelle de la fédération du PS tout en recevant l'aide « intéressée », sur le terrain, de MM. Charles-Emile Loo et René Olmetti, partisans du maire de Marseille, M. Robert Vigouroux. Or, pour faire la démonstration que l'ensemble du parti était derrière lui, il lui fallait le « sceau » de Michel Pezet, qui, à son invitation, est venu faire un brin de campagne en sa compagnie.

Ce geste sera-t-il suffisant ? Plusieurs proches de Michel Pezet ne cachent pas, en fait, leurs réserves à l'égard de l'homme d'affaires, qu'ils jugent « imprévisible » et dont ils redou-

tent un coup d'état en cas de victoire, comme de se poser en réconciliateur et de se déclarer candidat à la mairie de Marseille.

Guy Teissier a, lui aussi, un contentieux avec ses propres interlocuteurs du Front national. Sommé, avant le premier tour de scrutin, par le candidat des *FN*, Ronald Perdonat (5,84% des suffrages exprimés), de prendre un engagement public de soutien réciproque, il avait gardé le silence. Ayant de représailles et manifestement désireux de faire pression sur Jean-Claude Gaudin, dans la perspective des municipales, M. Perdonat a appelé ses électeurs « à refuser de cautionner des partis qui rejettent les idées et les hommes du Front national ». Pour être moins précis, celle du PC à l'égard de Bernard Tapie, la position du Front peut également être interprétée comme une consigne d'abstention visant Guy Teissier.

Le candidat de l'opposition se dit pourtant certain de bénéficier d'un report de vote satisfaisant, car « les électeurs de l'extrême-droite savent que je ne me suis jamais trompé de combat ». Je « démissionne » d'ailleurs, ajoute-t-il, s'ils sont aussi respectueux que ceux du PC.

GUY PORTE

## V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE - TRENTIÈME ANNIVERSAIRE

VOICI  
LE "DE GAULLE"  
NOUVEAU FRANC

1958  
1988

Une Médaille commémorative du 30<sup>e</sup> anniversaire du "NOUVEAU FRANC" frappée dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles et limitée dans le monde entier à :  
- 500 en OR 6,45 g - 15 000 en ARGENT 6,45 g - 50 000 en BRONZE 6 g - Diamètre réel 21 mm.

DEUX ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES

### LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DU NOUVEAU FRANC.

Face à la dévalorisation du franc qui a marqué toute la période de l'après-guerre, caractérisée par une inflation due aux dépenses de reconstruction, le Général DE GAULLE, par ordonnance du 27 décembre 1958, décida la création d'une nouvelle unité monétaire. Sa valeur était fixée à 100 F pour la distinguer de la précédente, elle fut désignée par le terme "nouveau franc" son symbole était NF. Le 9 novembre 1962 l'appellation nouveau franc fut supprimée et remplacée par celle de "franc" sans changement de parité aucune. Pour célébrer le 30<sup>e</sup> anniversaire du franc actuel, il a été décidé de frapper une médaille commémorative reprenant les caractéristiques du symbole du franc français.

### LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE.

Léon BLUM a dit un jour "c'est à Charles DE GAULLE que la France doit la restauration des institutions démocratiques". 1958 a marqué le retour au pouvoir du Général DE GAULLE, son élection à la Présidence de la République, l'adoption des lois organiques des 25 et 26 octobre. Ainsi naquit la V<sup>e</sup> République. C'est par plus de 67 % des suffrages exprimés que le Général DE GAULLE fut élu Président de la République. 1988 marque le 30<sup>e</sup> anniversaire de la V<sup>e</sup> République et c'est là une double commémoration historique.

### UNE PRÉCIEUSE ÉDITION À TIRAGE LIMITÉ SUSCEPTIBLE D'ACQUÉRIR UNE GRANDE VALEUR NUMISMATIQUE.

La frappe commémorative du "DE GAULLE" 1958-1988 a été confiée au Maître Graveur Henri THIEBAUD. Les matrices ont été directement gravées à la main dans l'acier. Sur le plan technique, le "DE GAULLE" 1988 est frappé en

qualité FLEUR DE COIN, hors du circuit industriel, à l'aide de coins neufs sur des flans sélectionnés ayant subi un traitement spécial destiné à les rendre plus brillants. Les différentes opérations de fabrication sont effectuées dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles. Chaque "DE GAULLE" 1988 sera livré avec son étui sous capsule de protection accompagnée d'un certificat d'authenticité qui indiquera le tirage limité, le poids et le titre du métal précieux.

### TOUTES LES GARANTIES ONT ÉTÉ DONNÉES À CETTE ÉDITION RESTREINTE DU "DE GAULLE" 1988.

1. Le poinçon officiel des Ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles, La Monnaie de Paris, garantissant le titre de chaque unité de cette frappe.
2. Le poinçon de frappe de l'Atelier de l'Administration des Monnaies et Médailles certifiant la frappe.

3. Un tirage mondial garanti extrêmement faible : 7.500 exemplaires en OR - 15.000 en ARGENT - 50.000 en BRONZE. Les pièces commémoratives sont en général frappées à plus de 20.000 exemplaires.

4. Un certificat d'authenticité, accompagné de chaque unité de cette frappe.

### SOUSCRIVEZ SANS TARDER !

Les souscriptions au "DE GAULLE" 1958-1988 sont reçues par correspondance aux Editions Jean-Marc LALETA, Distributeur agréé de la Monnaie de Paris. Elle y seront enregistrées selon leur ordre d'arrivée et ce dans la limite du tirage. Nous nous réservons le droit de réduire l'importance de certaines souscriptions (notamment celles des particuliers) pour donner satisfaction au plus grand nombre de collectionneurs et investisseurs.

En cas de retour du colis dans les 30 jours, vous serez intégralement remboursé. La souscription sera close sans préavis.

Commandes téléphoniques : 47 73 81 96

## BULLETIN DE SOUSCRIPTION

A retourner sans affranchir aux Editions Jean-Marc LALETA

Distributeur Agréé de la Monnaie de Paris

Libre Réponse 634.92 - 92000 Paris La Défense

Je désire souscrire (sous réserve d'épuisement et conformément à vos conditions de souscription) la Médaille "DE GAULLE" 1958-1988 (frappée à tirage limité dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles. Veuillez donc m'adresser dès que possible par colis postal assuré aux frais et risques des Editions LALETA :

☐ DE GAULLE 1958-1988 en OR 24 CARATS au prix unitaire de 2400 F soit ..... F

☐ DE GAULLE 1958-1988 en ARGENT 1<sup>er</sup> Titre au prix unitaire de 320 F soit ..... F

☐ DE GAULLE 1958-1988 en BRONZE Florentine au prix unitaire de 100 F soit ..... F

Je régitais le montant de cette souscription avant l'envoi du colis dès réception de votre facture en 1 seul versement ou en 4 mensualités (seulement pour une commande de plus de 1000 F).

M. M<sup>me</sup> Mlle : .....

Adresse complète : .....

Code postal : ..... Ville : ..... Date : .....

(Écrire en majuscules S.V.P.)

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT.

DEUX GUIDES INDISPENSABLES

LES MUNICIPALES  
élections  
campagne électorale  
69 F

LA COMMUNE  
gestion  
actions municipales  
69 F

en librairie

Editions Syros-Alternatives  
6 rue Montmartre - 75001 Paris

هكذا من الأصل



# Politique

Avant le congrès extraordinaire du RPR

## M. Alain Juppé n'est pas au bout de ses peines

Le congrès extraordinaire que réunit le RPR, dimanche 29 janvier, au Bourget, constituera la première manifestation militante importante de ce mouvement depuis que M. Alain Juppé en est devenu le secrétaire général, après les élections présidentielle et législatives du printemps dernier. Ce congrès, formellement consacré à la définition des thèmes de campagne pour les élections municipales selon trois principes : « Rassembler, débattre, proposer », permettra aussi de dresser une sorte de fiche de santé d'un RPR qui fut assez « choqué » par l'échec de son candidat à l'élection présidentielle de mai 1988.

Choisi par M. Chirac pour succéder à M. Jacques Toubon, M. Alain Juppé avait trouvé un parti assez perturbé, et suffisamment critique pour se donner à lui-même les frissons de la contestation en semblant se diviser entre rénovateurs et conservateurs. Cette velléité n'a pas été concrétisée, mais elle avait révélé l'existence d'un réel malaise. Tandis que M. Chirac se repliait dans son bastion parisien et se consacrait à la préparation des élections municipales, M. Juppé, placé en première ligne, prenait la mesure de l'attente des élus, des cadres et des militants.

Il s'est efforcé d'éviter les menaces de repli sur soi-même, de conservatisme droitier et de comportements réactionnaires qui planaient sur un RPR prêt à faire le dos rond après ses échecs électoraux. Il a eu moins de mal pour enrayer la contestation, celle-ci ne trouvant pas, en M. Philippe Séguin, un leader prêt à prendre

la tête d'une fronde. C'est ainsi que M. Juppé, soutenu en cela par M. Chirac, a fait adopter par le mouvement une attitude enfin officiellement claire pour condamner tout accord électoral national ou local avec le Front national, qu'il a fait évoluer le mouvement, avec l'aide de M. Balladur, vers une conception de la construction européenne moins restrictive que naguère et qu'il a fait admettre à ses cadres un peu frileux la nécessité d'une organisation plus démocratique et plus ouverte vers l'extérieur avec une réforme de ses statuts.

L'évolution, dans tous ces domaines, est perceptible depuis le comité central du 2 juillet 1988 au cours duquel M. Séguin avait présenté un véritable réquisitoire et lancé de sévères avertissements. Aujourd'hui, tous ceux que l'on qualifiait naguère de « rénovateurs » admettent la réalité des virages amorcés et paraissent avoir renoncé à se constituer en « courant » organisé. Tous participent donc au congrès extraordinaire du Bourget.

M. Alain Juppé estime cependant que sa tâche n'est pas encore accomplie. Comme le disait naguère M. Mauroy, pour sa propre action, M. Juppé n'a en effet ébauché que le « socle du changement ». Reste à bâtir sur ces fondations. Car, si le RPR n'a pas subi d'hémorragie militante, s'il a su toujours occuper une place importante dans le débat politique, l'image qu'il donne dans le panorama national ne lui garantit pas de grands progrès pour l'avenir et ne satisfait pas ses dirigeants actuels et l'équipe rajeunie qui est à sa tête.

En effet, selon plusieurs enquêtes commandées à la SOFRES par le RPR auprès des militants et des sympathisants, autant que par des questionnaires envoyés par M<sup>me</sup> Alliot-Marie, secrétaire nationale au projet, il apparaît que le mouvement fondé par M. Chirac en 1976 est toujours perçu comme le défenseur de la tradition et comme l'incarnation des principes gaullistes, comme une organisation possédant une équipe dirigeante dynamique et un chef ayant une forte personnalité.

### Une image à modifier

En revanche, il est reproché au RPR de n'être pas suffisamment à l'écoute des Français, de ne pas défendre de la même façon toutes les catégories sociales, de privilégier l'Etat par rapport aux individus, et les « gros » par rapport aux « petits », en somme d'avoir encore une image « trop dîner ». C'est donc à reformer cette mauvaise image que M. Alain Juppé va s'employer. Il veut le faire en conciliant - voire en réconciliant - les éléments les plus conservateurs, tentés par un accord non-dit avec la droite extrême, et les éléments les plus progressistes ou rénovateurs, qui, eux, se réfèrent au gaullisme populaire et social comme les plus jeunes élus que sont, par exemple, MM. Séguin, Noir et Carignon. M<sup>me</sup> Barzach et Alliot-Marie et d'autres encore qui interviendront au Bourget.

Et pourtant MM. Juppé et Chirac ont encore beaucoup à faire pour redonner au RPR une certaine crédibilité qui n'apparaît

toujours pas vraiment dans les sondages et pour éviter la cacophonie qui se produit parfois dans ses rangs, comme en ce moment avec l'affaire Pechiney et les accusations portées contre les socialistes. N'y a-t-il pas, par exemple, une certaine contradiction à entendre M. Pasqua demander que l'on ne confonde pas le président de la République avec ses amis et le même jour inviter à déjeuner dans les Mauds-de-Seine la commission exécutive du RPR et féliciter M. Juppé pour ses prises de position ?

Ce congrès extraordinaire, qui doit permettre d'établir un premier constat de la « gestion Juppé », ne doit pas encore être celui de la fixation de grandes orientations politiques. A six semaines du premier tour des élections municipales, il doit plutôt donner une tournure pragmatique au comportement des candidats du RPR. Il doit permettre à ceux-ci de répondre à la question-type que se posent les électeurs dans ce genre de scrutin : « Que peut faire un maire dans les domaines concrets de la vie quotidienne des habitants d'une commune ? »

Sept secteurs ont été retenus pour fournir des recettes pratiques : la formation et l'éducation ; l'emploi et le chômage ; la justice et la sécurité ; la famille et l'aide sociale ; la solidarité et les démunis ; l'environnement et l'habitat et, enfin, la culture.

Ce n'est qu'après ce congrès - où la réforme des statuts du RPR sera définitivement votée - que M. Juppé mettra en place, dans chaque fédération, les nouvelles structures caractérisées par un

surcroît de démocratie avec l'élection des responsables et l'organisation de débats sanctionnés par des votes. Le nouvel appareil devrait, dès lors, être en état de marche pour la fin de l'année au moment des « assises nationales » qui devront élire - ou réélire - le président du RPR. L'actuel président interviendra en clôture de la réunion du Bourget.

Pratiquement silencieux depuis les journées d'études des jeunes RPR de La Baule à la fin d'été (le Monde du 7 septembre 1988), M. Chirac ne devrait pas, à cette occasion, effectuer - à proprement parler - une rentrée politique nationale. Son discours devrait surtout rappeler qu'il est toujours effectivement « aux commandes » de son parti, que rien d'important ne s'y fait sans qu'il en soit l'inspirateur, mais que sa

confiance est totale dans la nouvelle équipe. Participant très régulièrement à toutes les instances du RPR, entretenant des relations régulières avec les autres dirigeants de l'opposition (il rencontrera de nouveau M. Giscard d'Estaing le 3 février), s'étant prononcé pour une liste unique de l'opposition conduite par M. Giscard d'Estaing aux élections européennes, M. Chirac ne veut pas participer personnellement aux polémiques actuelles. Il estime que son hibernation au niveau national peut encore se prolonger et il préfère se consacrer activement à ce qu'il appelle « la politique au quotidien », en s'occupant assidûment des élections municipales et d'abord à Paris, où le contexte général, moins favorable qu'en 1983, où il avait gagné tous les arrondissements, lui impose un effort plus soutenu.

ANDRÉ PASSERON.

### Les élections européennes

#### M. Marc Gauquelin conduira la liste du MPPT

Réuni le 15 janvier, le comité national du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) a décidé de présenter M. Marc Gauquelin comme tête d'une liste « Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie », a annoncé ce parti le 21 janvier.

Le MPPT avait présenté M. Pierre Bousset, dit Lambert, dirigeant trotskiste historique du Parti communiste internationaliste (PCI), à l'élection présidentielle de 1988, où il avait obtenu 0,38 % des suffrages. Membre du bureau politique du PCI, M. Gauquelin, dit Lacaze, dirigeait déjà une liste européenne en 1984, intitulée « Pour un parti des travailleurs ». Cette liste

trotskiste avait réalisé un score de 0,9 % des voix. Le PCI-MPPT a décidé de porter ses efforts « résolument sur les élections européennes », indique l'hebdomadaire de cette organisation, Informations ouvrières.

L'absence de cette obédience trotskiste aux élections municipales ne souffrira que trois, voire quatre exceptions : Strasbourg, Saint-Nazaire, Rezé-Nantes, et peut-être Les Mureaux (Yvelines). Dans deux de ces villes (Strasbourg et Rezé-Nantes), des membres du PCI ont pratiqué de longue date de l'« entrisme » à l'intérieur du PS afin de s'y mettre « en fraction ».

Le Monde

JEU PLANTU

cherchez la bonne légende LES GAGNANTS

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> PRIX

UN VOYAGE DE QUINZE JOURS EN TURQUIE POUR DEUX PERSONNES

• M. DENIMAL Jean-Pierre, 55, avenue Tranchée, 37100 TOURS  
• M. BARRAU Patrick, 7, rue Maurice-Selanne, 31400 TOULOUSE.

3<sup>e</sup> au 300<sup>e</sup> PRIX

UN ALBUM PLANTU « A LA SOUPE »

• GHEROLD Michèle, 01250 CEYRIERAT • FALON Eric, 06400 CANNES  
• HECQUET Marcel, 06400 CANNES • REGNAUDOT André, 06400 CANNES  
• CARLIE Jean, 13004 MARSEILLE • CATTIVEU Philippe, 13005 MARSEILLE  
• DESSOLIS Ferny, 13007 MARSEILLE • FRANGIET Robert, 13002 MARSEILLE  
• GIANELLA Florence, 13010 MARSEILLE • LAGET Christian, 13002 MARSEILLE  
• LAMOTTE Maïté, 13010 MARSEILLE  
• MARQUER Marie-Thérèse, 13000 MARSEILLE • MEUNIER Georges, 13008 MARSEILLE  
• TONEL Aline, 13010 MARSEILLE • BRUNET Michel, 14200 HEROUVILLE-ST-CLAIR  
• DURUISSEAU François, 14000 CAEN • GUITTIN Sonia, 14000 CAEN  
• HOUCHEZ Philippe, 14000 CAEN • NEY-ROUMAND Nicolas, 14000 CAEN  
• THIAULT Eric, 18800 MEHUN-SUR-YEVRE  
• LUCAS Michel, 22500 PLOUFRANCAIS • DELOREME Patrick, 27500 PONT-AUDMER  
• ROLAND Olivier, 31290 ST-GERMAIN • BALLOUX Nathalie, 33000 BORDEAUX  
• BOISSON Annie, 33200 BORDEAUX-CAUDERAN  
• CARALIS Hubert, 33000 BORDEAUX • CHALUMEAU Sylvie, 33300 BORDEAUX  
• DE BOISIEU Laurent, 33000 BORDEAUX • LOUVET Carole, 33000 BORDEAUX  
• OUSTRY Jean-Claude, 33300 BORDEAUX • PICOZ Guy, 33700 MERIGNAC  
• SOULARD Marielle, 33000 BORDEAUX • BARTHOLOME Geneviève, 34000 MONTPELLIER  
• TRIQUERO RIVIERE Gérard, 36180 SAZERAY • BILLET Brigitte, 37000 TOURS  
• BORSIER Laurent, 37540 ST-CYR-SUR-LOIRE • BOYER Jacques, 37000 TOURS  
• BREGON Corinne, 37300 JOUE-LES-TOURS • CHALVET Alice, 37700 ST-PIERRE-DES-CORPS  
• COUDERT Diane, 37000 TOURS • DELPORTE Jacques, 37520 LA RICHE  
• DESHOULIERS André, 37000 TOURS • DESMET Françoise, 37000 TOURS  
• FIERDEPIED Françoise, 37210 VERNOU-SUR-BRENNE  
• FRENALTY Fabrice, 37000 TOURS • GAULTIER Catherine, 37000 TOURS  
• GITTON Raphaël, 37000 TOURS • HADAN Jean, 37090 TOURS  
• JEAN Erwan, 37230 LUYNES • LAMBRECHTS Martine, 37000 TOURS  
• LANAUD Jacques, 37550 ST-AVERTIN • LELOUCHE Patrice, 37000 TOURS  
• LEPROUST Michel, 37000 TOURS • MACHEBAUR Cyril, 37400 AMBOISE  
• MARC Laurent, 37520 LA RICHE • MIKOLAJCZAK Michel, 37300 JOUE-LES-TOURS  
• MILTON Céline, 37300 JOUE-LES-TOURS • MILLET Brigitte, 37000 TOURS • NACHEBAU Cyril, 37400 AMBOISE  
• NICOLU Olivier, 37200 TOURS • ROUSSEAU Thierry, 37000 TOURS  
• ROLUX Jacky, 37100 TOURS • SIMON Charlotte, 37340 SAVIGNY-SUR-LATHAN  
• EYNAUD Jean-Paul, 38000 GRENOBLE • GLAY Willy, 38700 RAMBREVILLERS  
• PASSOT Marie-Françoise, 39320 EYBENS • FESSENMEYER Jocelyne, 41200 ROMORANTIN  
• AUDRAN René, 44000 NANTES  
• AUDY Hervé, 44000 NANTES • BARREAU Gilles, 44000 NANTES  
• GARELLE André, 44800 SAINT-HERBLAIN • JEAN Henry, 44340 BOUGUENAIS  
• LE GAL Catherine, 44130 BLAIN • LEGRAND Chantal, 44800 ST-HERBLAIN  
• LOSSSEL Gérard, 44300 NANTES • LOURES Madeleine, 44100 NANTES  
• MELINER Patrice, 44000 NANTES • PRIOR Marie, 44000 NANTES  
• BORSIER Laurent, 45370 MEZIERES-LES-CLESY • BELLIER Olivier, 49000 ANGERS  
• LE BANSAIS Nicolas,

49000 ANGERS • MAILLARD Frédéric, 49000 ANGERS • HOUGHET Claude, 50130 OCTEVILLE  
• LEBARBIER Marie-Noëlle, 50250 LA-HAYE-DU-PUITS  
• CAVADINI Claire, 54520 LAXOU • DAMMAK Marc, 54000 NANCY  
• GUESNEY Cendra, 54500 VANDOEUVRE • LANCERON Philippe, 54000 NANCY  
• LAWSON Philippe, 54000 NANCY • LEONI Stéphane, 54000 NANCY  
• MALFRAGET Georgette, 54000 NANCY • MATHIEU Elisabeth, 54600 VILLERS-LES-NANCY  
• MONLET Robert, 54000 NANCY • TARDIT Patrick, 54000 NANCY  
• TONELLA Elisabeth, 54000 NANCY • WEINHARD Liliane, 54000 NANCY  
• GLATTI Catherine, 58150 CANNES-LA-BOCCA  
• AGOSTINO Damien, 57100 THIONVILLE-VOLKRAANG • LECK Joëlle, 57190 FLORANGE  
• MATTE André, 57070 METZ • GUISSET Laurent, 57000 METZ  
• THOMAS Nathalie, 57070 METZ • MARCHASSON Maurice, 59500 DOUAI  
• DE LAMARRE Louise, 60780 VALDAMPPIERRE • LERETRE Jean, 60240 MONNEVILLE  
• PORNON Yvette, 60410 LOUBEY-RAT/MANZAT  
• JULIOT Benoît, 61130 BELLEME • PAVIE Patrick, 62100 CALAIS  
• CHERPOZAT Marie-Françoise, 63100 CLERMONT • FORNON Yvette, 63410 MANZAT  
• HANNEQUART Maryvonne, 63830 NOHANT • MATTOT Marie-Christine, 63100 CLERMONT-FERRAND  
• SOULIER Gilbert, 63122 CEYRAT  
• LAMBERT Jeanne, 64500 ST-JEAN-DE-LUZ • BOEGLIN Henri, 65580 HIRSHINGUE  
• HOLLERICH Jean-Pascal, 65250 LA BARTHE-DE-NESTLE  
• BLANCK François, 67000 STRASBOURG • BROUDIN Martin, 67200 STRASBOURG  
• CASTEX Géraldine, 67000 STRASBOURG • ESSELE Blaindre, 67100 STRASBOURG  
• KALB Philippe, 67800 BISCHHEIM • KLEINDIENST Daniel, 67200 STRASBOURG • LEFRANC Julien, 67200 STRASBOURG  
• LEGIN Valérie, 67380 RINGOLSHHEIM • MARILLIER Béatrice, 67100 STRASBOURG-NEUDORF  
• RYCKELYNCK Jean-Luc, 67200 MITTELHAUSBERG • SCALL Didier, 67100 STRASBOURG  
• BOGUIN Christian, 68580 HIRSHINGUE • BOULEY Frédéric, 68400 RIEDISHEIM  
• LEBAUD Michel, 68200 MULHOUSE • PORNON René, 68140 CHATEL-GUYON  
• PUTZ Hélène, 68100 MULHOUSE • SPENLIN-HAUER Jean, 68200 MULHOUSE  
• LUDMER Christiane, 69220 BELLEVILLE-SUR-SAONE  
• MONLOT Robert, 74000 NANCY • ABLARD Stéphane, 75019 PARIS  
• ANTON Frédéric, 75017 PARIS • BARON Patrick, 75015 PARIS  
• BERNARD Christian, 75014 PARIS • BOUT Brigitte, 75014 PARIS  
• CASANOVA Francis, 75016 PARIS • DESPECHIN Pascal, 75017 PARIS  
• DETRUAY Catherine, 75018 PARIS • ESCHAUER Jacques, 75002 PARIS  
• FICHELE Anne, 75017 PARIS • FOUCAULT Eric, 75002 PARIS • GICQUEL Alain, 75020 PARIS  
• GRANGETAS Christine, 75015 PARIS • GROUET Blanche, 75004 PARIS  
• GUITIN Claude, 75015 PARIS • GUITIN Jean, 75015 PARIS  
• GUTTMANN Caroline, 75016 PARIS • JUNG Jean-Marc, 75017 PARIS  
• LAMBERT Pierre, 75017 PARIS • LE DEZ Catherine, 75020 PARIS  
• MAALAOUI Zali, 75016 PARIS • MAHIEU Stéphane, 75019 PARIS  
• MANQUIN Frédéric, 75011 PARIS • MARCOU Emillia, 75015 PARIS  
• PERONI Marie-Claude, 75015 PARIS • PERRET Nathalie, 75015 PARIS  
• PERRET Françoise, 75016 PARIS • PREVOST Philippe, 75015 PARIS  
• QUENUM Astrid, 75014 PARIS • RIALLAND Annie, 75018 PARIS  
• SOLAS Anne, 75116 PARIS • TRUFFET Jean-Marc, 75006 PARIS • SCLOLEY Audrey, 76630 NOTRE-DAME-DE-GRAVE  
• DE LAMARRE PORNON Marie, 77170 COMTE-ROBERT • MARGERY Christian, 77470 THILPORT  
• PERRET Françoise, 77000 MELUN • VANHOYE Blaindre, 77410 CLAYE-SOUILLY  
• BRault Patrick, 78000 VERSAILLES • CARIOU Florence, 78590 ELANCOURT  
• CARLIER Bruno, 78290 CROISSY-SUR-SEINE • CERISIER Lucie, 78200 ST-GERMAIN-EN-LAYE  
• CHAPRON Joseph, 78120 LA-HUNIERE • COSSEC Thierry, 78350 JOUY-EN-JOSAS  
• DIEULOT Marie-Claude, 78470 MAGNY-LES-HAMEAUX • FOLLARD Thierry, 78160 MARLY-LE-ROI  
• GASPARD René, 78140 VELIZY • GEOFFROY Jacques, 78000 VERSAILLES  
• GOYAT Joëlle, 78140 VELIZY • ISART Caroline, 78280 GUYANCOURT  
• LIENHAD Pierre, 78350 JOUY-EN-JOSAS • MAUPILLIER Simone, 78110 LE VESINET • MIGEON Alain, 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY  
• MINEUR Richard, 78120 RAMBOUILLET • PARIS Suzanne, 78380 BOUGIVAL  
• PERRIN Jean-

Jacques, 78600 MAISONS-LAFFITTE • POINAS Catherine, 78960 VOISINS-LE-BTX  
• ROUSSEAU Robert, 78150 LE CHESNAY • TERRASSON Laurence, 78320 LE MESNIL-ST-DENIS  
• VIE Alain, 78120 MONTIGNY • BARON René, 81120 REALMONT  
• BARRON Stéphanie, 81120 REALMONT • LAHILLE René, 81120 REALMONT  
• SOULARD Pierre, 85500 MESNARD-LA-BAROTIERE  
• VINET Freddy, 85500 LES HERBIERS • GLAY Willy, 88700 RAMBREVILLERS  
• PEZERAT René, 89100 SAINT-DIE • BARDOT Bernadette, 91236 MONTGERON  
• BATHALLIE Patrick, 91220 LUX • 91070 BOLDUOULE • CORRE Serge, 91940 LES-ULYS  
• CROZET Isabelle, 91400 ORSAY • DAILE Alain, 91200 ATHIS-MONS • FLAUX Mirella, 91540 MENECY  
• FORAZ Michel, 91000 EVRY • GAURRAND Sandrine, 91240 ST-MICHEL-SUR-ORGE  
• GUITTIN Pierre, 91810 BALLANCOURT • HUBERT Colette, 91000 EVRY  
• LE DANTEC Roland, 91210 DRAVEL • LE NOERES S., 91940 LES ULYS  
• MOUAT Christine, 91310 MONTHERY • PAPEX Nathalie, 91220 BRETAGNY-SUR-ORGE  
• PERROT Jacques, 91100 CORBEIL • POURPRIX Simon, 91300 MONTLIERRE  
• REUCHE Claude, 91700 VILLIERS-SUR-ORGE • RICHARD Jacques, 91400 ORSAY  
• RIVIN Alain, 91120 PALAISEAU • ROBINET Pascale, 91610 BALLANCOURT  
• SEB Bérénice, 91120 GIF-SUR-YVETTE • TAVASSOL Dominique, 91190 GIF-SUR-YVETTE  
• THIERRY Benoît, 91840 MENECY • THIAVILLE Jean, 91120 PALAISEAU  
• THIERRY Nicolas, 91810 MENECY • BERLAND André, 92360 MEUDON-LA-FORET  
• BOURGAREL Jose, 92230 GENNEVILLIERS • COLL Jeanne, 92140 CLAMART  
• DELAUNE Béatrice, 92499 COURBEVOIE • DUCOUSSE Laurence, 92400 COURBEVOIE  
• GAILLARD Philippe, 92290 CHATENAY-MALABRY • GARCIA Ange, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON  
• GENEST Odile, 92800 PUTEAUX • JAMET Jean-Michel, 92180 ANTHONY • JUNK Bernard, 92380 GARCHES  
• KREWERS Nicole, 92140 CLAMART • MATHES Alexandra, 92120 MONTROUGE  
• PELLEN Marie-Thérèse, 92300 LEVAL-LOIS • RABILLER Michel, 92140 CLAMART  
• SAINT LEGER Annie, 92140 CLAMART • SCHLIERS Francis, 92230 CHATILLON  
• TERRY Raymond, 92140 CLAMART • TOURTE Jean-Michel, 92400 COURBEVOIE  
• WARSZAWSKI Dominique, 92340 BOURG-LA-REINE • CHITEL Daniel, 93400 ST-OUEN  
• CORREIA Véronique, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS • DE LAMARRE Michel, 93180 NOISY-LE-GRAND  
• GOUPI Chantal, 93100 MONTREUIL • HUTINET Jeanne, 93130 NOISY-LE-SEC  
• LETRAULT Marcel, 93480 GOURNAY-SUR-MARNE • OLOCCO Marcel, 93300 AUBERVILLIERS  
• PECRIX Patrick, 93200 LES LILAS • ROSENBAUM Julia, 93100 MONTREUIL  
• THIEBAUT Guy, 93100 MONTREUIL • VERNIER Christian, 93140 BONDY  
• BONFILL Isabelle, 94000 CRETEIL • COLOMBE Christophe, 94000 CRETEIL  
• DESSEIGNE Gilles, 94510 LA QUELLE-EN-FRANCAIS • DUROUX Nathalie, 94100 SAINT-MAUR  
• GADET Marie-Claude, 94520 MANDRES • GARDEY Denise, 94490 ORMESSON-SUR-MARNE  
• GURVARD Evelyn, 94000 CRETEIL • IRRMANN Philippe, 94100 SAINT-MAUR  
• LAPARA Antoinette, 94000 CRETEIL • LE FERRER Marie-Noëlle, 94220 CHARENTON  
• MEUNIER Henri, 94000 CRETEIL • NOGUE Michel, 94100 SAINT-MAUR  
• PLESSET Germaine, 94130 NOGENT-SUR-MARNE • PRADAUD Bruno, 94100 CRETEIL  
• RIGAUD Caroline, 94000 CRETEIL • ANDOLA Jeanine, 95130 FRANCONVILLE  
• AQUILLYS MME, 95100 ARGENTEUIL • AZARIO Giovanni, 95000 CERGY  
• BICHON Emmanuel, 95000 BOISEMONT-CERGY • BORIES Céline, 95000 CERGY-POINTEAISE  
• CUFFE Valérie, 95000 CERGY • DEJEAN Jean-Paul, 95000 CERGY • ETNA Catherine, 95130 FRANCONVILLE  
• GURVARD Evelyn, 95000 CERGY • AUVERS-SUR-OISE • JOSSE Patrick, 95120 ERMONT  
• LETTER Jean-Michel, 95620 PARMAIN • MAULLER Anne, 95110 SAINNOIS  
• NABET Danielle, 95620 PARMAIN • PRAT Thibaud, 95110 SAINNOIS • RATEL Jacques, 95800 CERGY  
• SALVARY Sylvie, 95880 ENGHEN • TODISCO Jean-Martin, 95270 VIMARRES  
• LANGLAIS Philippe, 97940 ESMANS • MEINI Philippe, 98000 MONACO



## Politique

Après le vote du budget de l'île-de-France  
**M. Joxe dénonce l'accord UDF-RPR-FN**

M. Pierre-Charles Krieg (RPR), président du conseil régional d'Île-de-France, et le mouvement chrétien « sont désormais les otages du Front national », a estimé, jeudi 26 janvier, M. Pierre Joxe, après l'échange de bons procédés intervenu, mercredi soir, entre les élus RPR et UDF et ceux du FN, à l'occasion du vote du budget régional pour 1989.

Faisant allusion à l'adoption d'un amendement déposé par le FN relatif au recensement des immigrés clandestins, le ministre de l'Intérieur, interrogé par l'AFP, a fustigé « M. Krieg et le RPR qui, pour faire adopter à tout prix leur budget, se sont inclinés devant le bras tendu du Front national ». Les conseillers régionaux du FN n'ont, en effet, pas participé au scrutin final, permettant ainsi l'adoption définitive du budget à la majorité relative des voix UDF et RPR.

M. Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, a également dénoncé, jeudi, ces « accords de la honte » conclus entre le Front national et la coalition UDF-RPR, cette dernière ayant « acheté », selon lui, « l'abstention » de la formation d'extrême droite.

le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**LE MONDE ASSOCIATIF**

Envoyer 40 F (francs) à 2 F ou chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

## Bicentenaire

### 1789 sur les rives de la Tamise

LONDRES  
de notre correspondant

L'une des plus importantes contributions hors de France aux festivités du Bicentenaire de la Révolution de 1789 aura lieu sur les rives de la Tamise. M. Ronald Grierson, président du South Bank Centre, l'organisme qui regroupe les grands édifices culturels construits depuis la seconde guerre mondiale, dans un béton pas toujours heureux, au bord du fleuve, presque en face du Parlement, a en effet annoncé, jeudi 19 janvier, le lancement du festival « La Révolution revisitée : une célébration de la France ».

Le public londonien va être invité pendant trois mois, du 11 mars au 11 juin, à se rendre au Royal Festival Hall, au Queen Elizabeth Hall, au National Theatre et dans d'innombrables autres salles, pour y entendre des concerts, des opéras et des pièces de théâtre illustrant « l'esprit d'innovation » des Français à la lumière d'un événement, la rupture avec la tradition monarchique et la création d'une légitimité républicaine, qui continue à laisser

les Britanniques légèrement perplexes.

Le comité de patronage est un peu cocasse puisqu'il réunit la reine mère (la mère de l'actuelle souveraine) et M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand. Mais M. Nicholas Snowman, directeur artistique du South Bank Centre, qui a la double nationalité britannique et française, a réussi son pari, qui consistait à faire venir pour l'occasion des artistes des deux pays et de quelques autres ayant une renommée internationale.

Hector Berlioz avait composé, en 1840, sa *Symphonie funèbre et triomphale* pour célébrer le dixième anniversaire... de l'avènement du roi Louis-Philippe. Elle sera jouée avec un grain de sel, par l'orchestre de la Garde républicaine, venu spécialement de Paris. Mais les amateurs attendent surtout l'interprétation de Marguerite, par la grande cantatrice américaine Jessye Norman, dans la *Damnation de Faust*, avec l'orchestre philharmonique de Londres, dirigé exceptionnellement par Lorin Maazel.

Berlioz, qui était sûrement républicain dans l'âme, a été amplement

utilisé. Son avant-dernière oeuvre, un opéra-comique, *Béatrice et Bénédict*, présentait en outre l'avantage d'être inspirée par la pièce de Shakespeare, *Beaucoup de bruit pour rien*, dont des acteurs du National Theatre liront, en anglais, les passages appropriés, que le musicien français avait traduits lui-même. Il est vrai qu'il avait, trente ans plus tôt, épousé l'actrice anglaise Harriett Smithson.

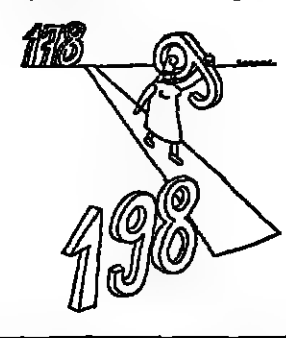
Simon Rattle, qui est, à vingt-quatre ans, le plus célèbre chef d'orchestre britannique, dirigera le Philharmonique de Londres dans des oeuvres de Boulez, Dutilleul et Mahler. Bernard Haitink fera de même pour Debussy, Stravinski et Ravel. *La Chute de la maison Usher*, l'opéra inachevé de Debussy inspiré par la nouvelle d'Edgar Poe, très rarement représenté, sera produit spécialement pour ce festival par Francisco Negrin dans une mise en scène de Juan Allende-Blin avec une distribution britannique.

Les curieux pourront écouter des musiques et des chants révolutionnaires tels que *Peuple,veille-toi!*, de Gossec, le *Ça ira*, de Bécourt,

*l'Hymne à l'agriculture*, de Lefèvre, et celui à l'égalité, de Catel. Rouget de Lisle ne sera évidemment pas oublié. La galerie Hayward, qui dépend du South Bank Centre, proposera enfin une exposition spécialement rassemblée d'oeuvres d'une centaine d'artistes parmi lesquels Ingres, Delacroix, Daumier, Rodin et Picasso, ainsi que de photographes de Cartier-Bresson, sur le thème commun d'« Images de la femme et idées d'une Nation : 1789-1989 ». Presque toutes ces oeuvres seront montrées pour la première fois en Grande-Bretagne.

Il n'en coûtera, au total, que 440 000 livres (environ 4,8 millions de francs) au South Bank Centre, et un peu moins au gouvernement français qui prend seulement en charge les déplacements des musiciens et le transport des oeuvres d'art. Les cachets, aux montants non révélés, des participants atteignent évidemment des sommes beaucoup plus élevées, mais le South Bank Centre fait payer ses entrées dans ses salles de concert, de théâtre et d'exposition, et devrait rembourser dans ses frais.

C'est sans doute la première fois qu'un tel effort est consenti outre-



Manche pour célébrer un événement étranger qui avait, en son temps, d'abord suscité l'intérêt, puis l'inquiétude et enfin une hostilité ouverte du gouvernement dirigé par William Pitt de 1783 à 1801. « L'or de Pitt » et ses soldats combattirent la Révolution, battue en brèche d'autre part, dès 1790, par l'ouvrage très hostile d'Edmond Burke, *Réflexions sur la Révolution française*, qui eut un grand retentissement.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

### Colloquons, colloquons...

Le bicentenaire de la Révolution n'est pas qu'une gigantesque collection de célébrations ou de gadgets de circonstance. C'est aussi un événement intellectuel. M. Jean-Noël Jeanneney l'assure. Il a au moins deux bonnes raisons : il est historien et président de la Mission du Bicentenaire.

En outre, il a pour lui le poids des statistiques : plus de six cents colloques dans le monde, dont deux cent vingt-trois en France, ont au ou auront lieu en 1988 ou 1989. Peut-être M. Jeanneney force-t-il un peu le trait en comparant cette situation et celle du centenaire : l'absence d'élans en 1889 n'explique pas tout. Le développement quantitatif de la recherche, son internationalisation, voire la promotion des colloques au rang de rituel ont aussi leur part dans la singularité de cette explosion.

Donc les temps changent. A 1889 la gigantesque et austère effort de publication des sources, financièrement désintéressé et ins-

piré par la seule ardeur républicaine. A 1989 l'activité éditoriale tonitruante multiforme qui prend la Révolution comme motif ou prétexte et le mouvement planétaire des colloques.

Ce qui s'y dit ? A en juger par les thèmes retenus, fait observer M. Jeanneney, l'histoire sociale et économique, au paradiis il y a une trentaine d'années, est aujourd'hui proche du néant. « Vrai sujet d'étonnement et peut-être d'inquiétude », juge-t-il, si cette tendance se développait encore.

Les droits de l'homme et les idées politiques, en revanche, sont au pinacle (au total une soixantaine de colloques en France), ainsi que la littérature et les arts, les mentalités et la religion ou les préoccupations régionalistes.

La courtoisie, autant que l'histoire, veut que la France consacre vingt-deux réunions d'historiens à l'influence de la Révolution dans le monde au moment où quatre-vingts

autres pays accueillent trois cent soixante-quatorze colloques (au moins) sur la période. Même l'Afrique du Sud, le Vietnam, le Chili, l'Albanie, la Roumanie y vont de leurs réunions savantes pour la circonstance : verbe volant...

Resteront les écrits, actes de la plupart de ces colloques qui viendront augmenter et, il faut l'espérer, enrichir l'énorme bibliothèque qu'engendra 1789.

Beaucoup moins confidentielles, de nombreuses expositions historiques s'ouvriront aussi au public pendant l'année du Bicentenaire. Elles auront été souvent conçues et préparées par des universitaires. Outre l'heureux indice du refus de ces derniers de vivre en vase clos, elles apporteront peut-être la preuve d'une large curiosité pour les tenants et aboutissants de la Révolution. M. Jeanneney serait au moins deux raisons de s'en réjouir...

MICHEL KAJMAN.

### Au Jardin des plantes de Paris

#### M. Mitterrand a planté un « tilleul de la liberté »

M. François Mitterrand a planté un tilleul jeudi 26 janvier au Jardin des plantes de Paris. Cette cérémonie, organisée à l'occasion du Nouvel An des arbres, était destinée à célébrer le bicentenaire de l'accroissement de la communauté juive de Paris de l'égalité des droits civiques.

Le chef de l'Etat a été chaleureusement accueilli par les quelques centaines de personnes présentes, parmi lesquelles le grand rabbin de Paris, M. Alain Goldman, le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, M. Ovadia Soler, ambassadeur d'Israël en France, M. Edouard Knoll, président du Fonds national juif pour Israël.

Après avoir versé dans le trou préparé à cet effet sept pelletées de terre, M. Mitterrand, qui a le coup

de bêche sylvestre, a passé le manche à M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, nettement moins à l'aise dans ce genre d'exercice, puis à M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux, puis terrassier que paysan, et enfin à M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur.

Le « tilleul de la liberté », ainsi installé, M. Mitterrand s'est rendu à pied jusqu'à la grande galerie du Muséum d'histoire naturelle où, répondant à M. Knoll, il a déclaré à propos d'Israël : « Il est très important d'être assuré que tout ce qui touche à la sécurité d'un peuple dans son Etat sera et devra être respecté. En tout cas, si cela n'était pas, la France connaîtrait son devoir et vous le savez bien. »

## Mille cent vingt-trois mercis !

Mille cent vingt-trois mercis, c'est autant de Boeing 737 de la nouvelle génération vendus femme par Boeing. Et autant de braves que nous adressons à la SNECMA pour un triomphe que nous sommes fiers de partager avec elle : plus de mille commandes en cinq ans. Un record.

Nos nouveaux 737 sont tous équipés de moteurs CFM56, créés et coproduits en France par la SNECMA dans le cadre de CFM International. Pour répondre aux besoins des compagnies aériennes

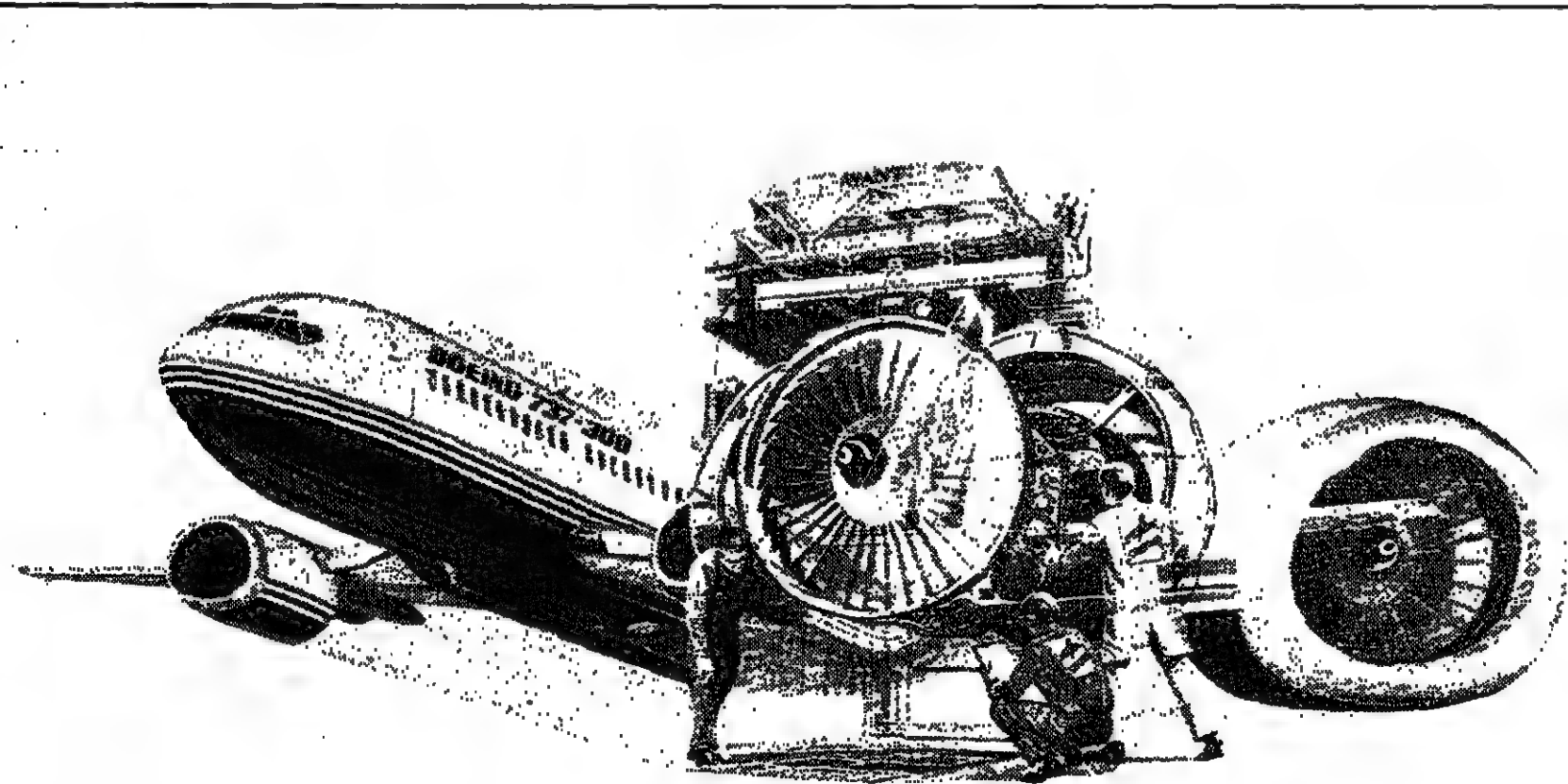
du monde entier et faire du 737 un succès sans précédent, des modifications majeures ont été apportées au CFM56. La SNECMA a pris en charge une grande partie de leur conception technique et engagé des investissements considérables en réoutillage.

Ce partenariat exemplaire a porté ses fruits. Le 737 de la nouvelle génération est peu bruyant, économe

en carburant, ses coûts d'exploitation sont les plus bas de sa catégorie et sa fiabilité est la plus élevée. Le 737 est le courtier à réaction le plus vendu dans l'histoire de l'aviation.

Un grand bravo également à nos nombreux autres fournisseurs français qui, avec la SNECMA, nous permettent de rapporter, sur nos seuls avions civils, plus d'un million de dollars par jour à la France.

**BOEING**



هكذا من الامم



هكذا من الأصل

# Société

## ÉDUCATION

Un projet de réorganisation de l'administration du ministère

### Les classes préparatoires seraient rattachées à l'enseignement supérieur

Un important projet de réorganisation de la direction générale de l'enseignement supérieur est à l'étude au ministère de l'Éducation nationale. Il prévoit notamment la création d'une « direction de la programmation et du développement », la suppression de la direction des bibliothèques, le rattachement des classes préparatoires à l'enseignement supérieur et le renforcement de la direction de la recherche.

Les grands travaux engagés la semaine dernière par M. Lionel Jospin sur l'avenir de l'éducation et la revalorisation de la condition des enseignants n'ont pas empêché le ministre de l'éducation d'ouvrir des chantiers moins spectaculaires mais non négligeables. Ainsi envisage-t-il actuellement une restructuration de l'administration centrale de son ministère et, en particulier, de la direction générale des enseignements supérieurs.

Cette réforme, encore à l'étude, mais que le ministre espère pouvoir mettre en œuvre d'ici le printemps, répond à un double objectif. Tout d'abord, traduire, dans l'organisation administrative, la volonté de mener une politique globale, de la maternelle à l'université. Or — avec ou sans ministère ou secrétaire d'État chargé des universités — la direction générale des enseignements supérieurs fait, depuis longtemps, figure de ministère bis et entérine la coupure entre les cycles collégiaux, d'une part, et les cycles universitaires de l'autre.

Le deuxième objectif de la réforme, selon une note récente établie par le cabinet du ministre de l'éducation, consiste à « mettre en place un système

de pilotage des enseignements supérieurs qui soit à la fois plus rigoureux quant à l'évaluation et moins interventionniste quant à la gestion ». Autrement dit, un système plus ramassé, plus musclé, capable de négocier et de mettre en œuvre dans les mois à venir les contrats pluriannuels entre l'État et les universités annoncés par M. Jospin.

La traduction concrète de ses objectifs bouscule sérieusement l'organisation et les habitudes actuelles, et a déjà provoqué quelques émois dans les couloirs de la « rue Dutoit », qui abrite la plupart des services de la direction générale des enseignements supérieurs. La première proposition vise précisément à supprimer cette direction générale, « dont l'existence était le symbole même de l'isolement de la rue Dutoit », précise la note du ministère. Ce constat n'est pas inexistant. Mais il faudra bien, alors, désigner une autre instance d'arbitrage entre les différents services chargés de l'enseignement supérieur. Le conseiller spécial du ministre qui suit les problèmes du supérieur, M. Claude Allègre, sera-t-il chargé de ce pilotage direct ?

Deuxième coup : la suppression de la direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique (DBMIST), qui, selon la même note, « a trop grossi, tout en restant isolée », et serait ramenée au rang de sous-direction. L'enjeu est de taille : au moment où le rapport Miquel, remis au ministre de l'éducation en novembre dernier, préconise avec beaucoup de vigueur un effort considérable et « une politique globale » en faveur des bibliothèques universitaires, le démantèlement de la DBMIST risque fort d'être ressenti comme le symbole d'une désaffection du ministère à l'égard des

bibliothèques universitaires, au moment même où un indéfectible effort budgétaire avait redonné espoir aux bibliothécaires.

À côté de ces dégraissages, plusieurs innovations visent à redonner plus de vigueur à l'administration centrale. Une nouvelle et importante « direction de la programmation et du développement universitaire » serait créée. Elle serait le principal maître d'œuvre de la politique contractuelle et aurait pour mission « de faire entrer dans les mœurs les notions de contrats de planification de carte universitaire globale et, d'autre part, d'intéresser les collectivités locales et régionales au développement d'une politique régionale de l'enseignement supérieur ». C'est à cette vaste direction de moyens que serait dévolue la politique de constructions universitaires et de rénovation des campus, mais aussi la gestion des établissements et celle des bibliothèques.

#### Les troisièmes cycles avec la recherche

La direction de la recherche serait également renforcée. Elle s'occuperait désormais des études doctorales et de leur développement, vital pour la reconstitution d'un vivier de jeunes enseignants-chercheurs. Le directeur de la recherche serait épaulé par sept directions scientifiques thématiques — un peu à l'image du CNRS — et par un conseil scientifique composé pour moitié d'universitaires européens. La direction du personnel, s'occupant également des personnels des bibliothèques et serait chargée de réfléchir à un système « plus efficace » de recrutement et d'évaluation des universitaires. « La question du comité national des universités, de son

fonctionnement, de son rôle est posée », précise la note du ministre.

Reste l'actuelle direction des enseignements supérieurs. Déchargée de la gestion des établissements et des troisièmes cycles, elle est invitée à se consacrer essentiellement à la pédagogie et à la vie des étudiants. Mais surtout, elle se voit confier la tâche des classes préparatoires aux grandes écoles. C'est là, sans doute, l'innovation la plus spectaculaire du projet du ministère et celle qui risque de faire le plus de bruit dans le Landerneau de l'éducation nationale.

Actuellement, en effet, les « prépas » bénéficient d'un statut particulier : même si elles constituent, à l'évidence, un premier cycle d'enseignement supérieur, elles sont installées dans les lycées et couvées par leur proviseur, encadrées par des agrégés de secondaire et placées sous la houlette de l'inspection générale. Les places sous la tutelle de la direction de l'enseignement supérieur, et en profiter, comme le précise la note du ministre, pour « aborder la réflexion sur l'utilisation des agrégés dans l'enseignement supérieur », ne manquera pas de bousculer l'un des secteurs les mieux protégés — et le plus prestigieux — du système éducatif français. Même si le ministère entend procéder très graduellement, cela soulèvera des problèmes complexes d'implantation, de mode de recrutement des enseignants, de pilotage des programmes et des concours des grandes écoles. Certains, enfin, pourraient craindre, sous un habillage plus habile, la résurgence des projets des années 62-63 qui visaient à diluer les « prépas » dans le vaste ensemble universitaire.

GÉRARD COURTOIS.

## SCIENCES

Le 28<sup>e</sup> tir de la fusée européenne

### Nouveau succès pour Ariane

Pour son vingt-huitième tir, la fusée européenne Ariane n'a pas failli à sa mission et placé sur orbite, vendredi 27 janvier à 2 h 21 (heure française), le satellite de télécommunications internationales Intelsat-5, dont elle était porteuse (1). Mais, comme toute grande vedette, Ariane a ménagé le suspense en interrompant le compte à rebours dix-huit secondes seulement avant la mise à feu. Motif : le mauvais fonctionnement d'un clapet du circuit de pressurisation de l'hydrogène dans la troisième étage de la fusée, coincé par le froid (2).

Dans ces conditions, il n'était pas question de tirer. Comme le faisait remarquer M. Frédéric d'Allest, PDG de la société Arianeespace, chargée de la promotion du lanceur, « nous avons beaucoup appris de nos échecs, et, à la première alerte, nous n'hésitons pas à faire des essais complémentaires. Ainsi, nous sommes particulièrement sévères sur les problèmes d'étanchéité d'hydrogène ». Aussi, le tir, initialement prévu pour 1 h 28, fut-il reporté à 2 h 21 du matin, heure de l'ouverture de la seconde fenêtre de lancement. Ensuite, tout se déroula sans autre incident et la fusée, une Ariane-2, s'éleva dans le ciel de Guyane.

Avec ce nouveau tir, la fusée européenne européenne son dixième succès consécutif depuis la reprise, en septembre 1987, des vols interrompus pendant seize mois à la suite de modifications profondes entreprises sur son troisième étage. L'année 1989 commence donc en fanfare. Une année délicate pour Arianeespace qui, bientôt, ne va plus lancer que des exemplaires de sa fusée lourde Ariane-4 dont le premier tir a eu lieu avec succès le 15 juin 1988. Il ne reste plus, en effet, à tirer que deux lanceurs de la précédente génération : une Ariane-2, qui devrait emporter le satellite

suédois Telex-X au cours du prochain tir, et une Ariane-3 réservée pour le satellite de télécommunications expérimentales européen, Olympus.

Au terme de ces deux tirs, les Ariane-2 et 3 auront volé en tout moins d'une quinzaine de fois depuis 1984. Ce qui est beaucoup pour une fusée débutante, mais bien peu lorsque l'on veut, comme Arianeespace, faire du lancement de satellites en série. C'est la raison du choix d'Ariane-4, lanceur lourd capable d'embarquer des charges utiles de 2,5 à 4,2 tonnes, dont soixante-dix exemplaires seront construits en dix ans. Arianeespace vient d'ailleurs de lancer une commande de 18 milliards de francs aux industriels pour la construction des cinquante premiers modèles de vol (le Monde du 26 janvier), témoignant ainsi du succès de la société européenne qui affichait en 1988 un bénéfice de 100 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 3,6 milliards de francs.

Une situation enviable et qui, au grand dam des Américains, concurrents de toujours de l'Europe, ne devrait pas se démentir au cours des trois prochaines années : le carnet de commandes est plein. Mais, au-delà, il sera difficile à Arianeespace de maintenir sa place et d'assurer la moitié des lancements des satellites occidentaux du fait du retour en force des Américains sur le marché et de l'arrivée de nouveaux concurrents chinois et soviétiques. La fiabilité démontrée du lanceur européen sera un argument de poids dans les négociations avec la clientèle.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Lors de sa mise à poste définitive, il sera placé au-dessus de Poéan indien.  
(2) La température de l'hydrogène liquéfié injecté dans cet étage ne dépasse pas -250 degrés.

## JUSTICE

Aux assises des Yvelines

### Le vicair et les marginaux

Qui a provoqué la mort de Philippe Rohaut, il y a maintenant dix ans, dans un pavillon du Vésinet ? La cour d'assises des Yvelines, vendredi 27 janvier, de répondre à cette question, mais dès jeudi, avant la fin de la première journée des débats, les jurés savent déjà que ce crime sordide est le résultat d'un amoncellement de misère morale, l'addition de la détresse de quatre hommes fuyant leur désespoir.

Le 22 décembre 1978, Philippe Rohaut était découvert étendu dans sa cuisine, le crâne fracassé. Il avait cinquante-trois ans. Entré au séminaire en 1950, il avait été vicair au Vésinet jusqu'en 1964, date à laquelle il avait abandonné son ministère. En 1975, il épousa une infirmière qui allait l'aider à surmonter momentanément un état dépressif et subvenir à ses besoins.

Le dernier année, il souffrait de violentes maux de tête et d'une fatigue intense. Il se sentait inutile, a expliqué M<sup>r</sup> Rohaut avant d'ajouter : « Il ne trouvait pas le sommeil. Il s'absentait souvent le soir. » Elle

suppose que ces absences doivent trouver une explication dans l'aide que son mari apportait aux marginaux. Une aide mettant en péril les finances du ménage à un point tel qu'elle allait lui renvoyer sa procuration sur son compte bancaire.

Le président, Philippe Alain Dubreuil, exerce sa fonction comme on pratique un art. Avec tact, il l'invite à se retirer afin qu'elle n'entende pas ce dont il faut pourtant bien parler maintenant et qu'un policier a affirmé en ces termes : « Nous avions pu établir depuis un an que Philippe Rohaut rencontrait des jeunes gens dans les quartiers chauds de Paris pour avoir des rapports sexuels avec eux », déclare un policier.

#### Plus de manches courtes

L'enquête n'a pas permis d'aboutir. Seul un jeune homme fut inculpé. Le policier ne cache pas qu'il y avait de « sérieux soupçons ». Mais le doute commandait qu'on n'aille pas plus loin.

Une erreur judiciaire fut ainsi évitée car, alors que le dossier avait été

classé après une ordonnance de non-lieu rendue le 22 mars 1983, un homme se présentait spontanément à la police le 4 avril 1985. Philippe Van Nguyen déclarait qu'en 1978 il s'était rendu avec deux amis au Vésinet pour commettre un parricide et que le lendemain, il avait assisté à la mort de Philippe Rohaut. Depuis, il n'a pas cessé de fréquenter les hôpitaux psychiatriques de Paris. « Je ne peux plus porter de manchettes courtes », murmure Nguyen qui s'est ouvert les veines à trente reprises. Aujourd'hui, âgé de trente-cinq ans, il affirme : « Je n'ai pas tué, j'ai juste conduit la voiture. »

La police a pu retrouver ses deux amis, Marc Cifelli, trente-huit ans, et Daniel Nicodème, quarante et un ans. Assommé par les neuroleptiques, Nicodème est une élocution difficile et se borne le plus souvent à répondre « oui » ou « non ». Cifelli est différent. Apparemment calme, il s'exprime avec une richesse de vocabulaire « étonnante ». Toxicomane depuis l'âge de quatorze ans, il examine sa vie avec une rigueur tranquille. Pourtant, il a été le plus loin qu'il soit possible d'aller dans la drogue. Pour obtenir ses deux ou trois

grammes d'héroïne par jour, il a volé. Il s'est prostitué, et Philippe Rohaut était l'un de ses clients. Cifelli a passé sept ans de sa vie en prison où il est actuellement bibliothécaire, tout en étant l'animateur de la radio de l'établissement pénitentiaire. Il s'est marié en 1969, son épouse est morte d'une overdose de cocaïne en 1972. Il ne cherche aucune excuse : « J'ai eu une enfance très bonne, j'ai été choyé dans ma famille, mes parents m'ont toujours donné l'exemple d'une vie honnête. Je n'ai jamais manqué de rien. » Il avait cessé de se droguer et vivait en Dordogne avec une femme qui avait deux jeunes enfants lorsque la police est venue l'arrêter. « Je reconnais avoir frappé la victime et dérobé une somme d'argent. Le reste, ce n'est pas moi », affirme Cifelli, apparemment convaincu qu'il n'a pas tué Philippe Rohaut.

L'expert psychiatre a longuement évoqué « la trajectoire » de ces trois hommes, qui a rejoint celle, tout aussi étrange, de Rohaut, ancien vicair au Vésinet.

MAURICE PEYROT.

## A Perpignan

### L'assassinat d'un retraité maquillé en affaire terroriste

PERPIGNAN de notre correspondant

Interpellé jeudi 26 janvier au Vigan (Gard), René Greze, soixante-sept ans, a avoué être l'auteur, mardi 24 janvier à Perpignan, de l'assassinat d'un septuagénaire, Georges Lascar, locataire d'un appartement appartenant à l'auteur présumé du crime. René Greze a également admis avoir tenté de maquiller ce crime en une affaire terroriste.

Après avoir tué Georges Lascar d'un coup de fusil de chasse à canon scié tiré à bout portant, René Greze avait posté le jour même à l'adresse du quotidien l'Indépendant une lettre préablement écrite, lettre dans laquelle l'auteur revendiquait ce meurtre au nom des Frères musulmans pour « punir les complices des odieux assassinats perpétrés contre le peuple palestinien ». Cette lettre, qui devait provoquer une vive émotion dans la communauté israélienne de Perpignan dont faisait partie Georges Lascar, et où trois autres personnes étaient désignées comme futures victimes de la confrérie des Frères musulmans, fut

vite reconnue comme une piste non sérieuse par les policiers.

En réalité, l'origine du drame tenait à un différend d'ordre privé entre les deux hommes. Invité à quitter le logement de René Greze qu'il occupait, Georges Lascar avait intenté et gagné un premier procès contre son propriétaire, jugement confirmé ensuite par la cour d'appel de Montpellier. Décidant de se venger, le propriétaire a admis avoir échafaudé toute cette mise en scène autour d'un assassinat, si l'on ose dire, ordinaire.

● Le téléphérique de l'Alpe d'Huez. — La société des remontées mécaniques de la station de ski de l'Alpe d'Huez (Isère) où, le veille d'un Mirage-2000 de l'armée de l'air avait frôlé le câble d'un téléphérique, a déposé plainte, mercredi 25 janvier, contre le ministère de la défense. L'avion, qui volait à près de 700 km/h, a endommagé les fils tendus autour du câble porteur. Après la réparation en cours, seule une benne fonctionnera à pleine charge cette saison.

## Un détenu interviewé aux Baumettes

### Les avocats de la partie civile saisissent le garde des sceaux

Les avocats de la famille de Céline Jourdan, sept ans, violée et tuée au mois de juillet dernier, ont adressé, jeudi, une lettre au garde des sceaux pour demander une « enquête approfondie » après l'interview à la prison des Baumettes, à Marseille, d'un détenu inculpé de cet assassinat, interview publiée mercredi dans le quotidien le Méditerranéen.

« En tant qu'avocats de M. Gilbert Jourdan, père de la fillette, et de sa famille, nous vous demandons de déterminer comment l'auteur présumé de ce crime abominable a pu être en la presse ses états d'âme et sa version contournée des faits, alors surtout qu'il est censé être au secret », écrivent M<sup>rs</sup> Pesenti, du barreau de Marseille, François Massot, de Paris, et Yves-Eric Massiani, de Toulon.

« La prison des Baumettes est-elle devenue une salle de rédaction ? », interrogent les conseils de la partie civile. Richard Roman, vingt-neuf ans, dit « l'Indien », inculpé d'assassinat, séquestration, viol aggravé avec torture et actes de barbarie, en compagnie de Didier Gentil, vingt-cinq ans, dit « le Tatué », avait reconnu les faits avant de revenir sur ses aveux.

Roman, interrogé par le journaliste du Méditerranéen à la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille, où il est détenu au quartier d'isolement, avait affirmé : « J'ai avoué au terme d'un interrogatoire infernal. A force d'être accusé comme ça, j'ai perdu la raison. J'attendais avec impatience les résultats des expertises génétiques qui me désculpèrent, qui prouveront que je n'étais pas sur les lieux du crime. Je n'ai pas vu Didier Gentil ce soir-là. Je suis seulement coupable de l'avoir accueilli et hébergé. »

Après la démarche des avocats de la partie civile, le journaliste Denis Trospero, a expliqué à l'AFP les conditions dans lesquelles il a été amené à rencontrer Roman : « J'ai obtenu une autorisation pénitentiaire de reporter pour effectuer une série de reportages aux Baumettes. Aucune restriction ne m'a été imposée. Des surveillants m'ont fait visiter le quartier d'isolement. Un homme seul se trouvait dans une cour. Je lui ai demandé les faits justifiant son incarcération. Il s'est expliqué, m'a dit son nom et a accepté de me parler. »

A la direction de l'établissement, on précise que le journaliste du Méditerranéen n'a pas été fidèle à ses engagements. Les conditions dans lesquelles cet entretien a pu être réalisé devraient faire l'objet d'une enquête administrative.

## MÉDECINE

### Distributeurs de préservatifs hors la loi à Montpellier

MONTPELLIER de notre correspondant

Tous grinçants en action, la police municipale de Montpellier a saisi des murs de la ville, jeudi 26 janvier, les distributeurs de préservatifs — une dizaine — qui s'y trouvaient scellés aux abords des officines.

Deux pharmaciens ont porté plainte pour vol. Ils reprochent notamment aux autorités municipales d'avoir agi brutalement sans le moindre avertissement.

Les services de la mairie, qui avaient été saisis de plaintes de particuliers et d'associations contre l'établissement public de cette « marchandise », font remarquer que tout empêchement sur le trottoir, comme pour les enseignes ou les terrasses de cafés, est soumis à autorisation. De plus, ajoutent-ils, certains de ces distributeurs ne portaient aucun nom de propriétaire et avaient été installés sans avis préalable du maître des murs.

Le président de l'ordre régional des pharmaciens du Languedoc-Roussillon, M. Jacques Giret, maire (PR) de Palavas, adversaire politique du maire (PS) de Montpellier, M. Georges Frêche, s'est montré réservé sur les moyens employés mais estime que le distributeur automatique extérieur n'est pas digne du rôle dévolu au pharmacien.

La mairie doit restituer les appareils enlevés, qui pourraient dès lors retrouver une place, la même ou à côté, moins apparente peut-être, en toute légalité.

R. B.

## SIDA

### Les héroïnomanes menacés à Bangkok

Plus de la moitié des cent mille héroïnomanes de Bangkok pourraient être séropositifs. S'exprimant au cours d'une conférence sur le SIDA en Asie, M. Kachit Choonpaya, un responsable des services de santé de la capitale thaïlandaise a indiqué que, selon des études faites en septembre sur des toxicomanes de Bangkok, plus de 40 % d'entre eux avaient contracté le virus du SIDA. Selon lui, le nombre de toxicomanes contaminés augmente au rythme de 4 % par mois.

D'autre part, selon une étude publiée par le British Medical Journal (daté 27 janvier), il apparaît que les homosexuels de Londres et d'Amsterdam ont réduit leur risque d'exposition au virus du SIDA en modifiant leur comportement sexuel. Le nombre de cas de contamination aurait diminué.



## Société

### RELIGIONS

**En Allemagne, en Suisse, aux Pays-Bas et en Autriche**  
**Cent soixante-trois théologiens catholiques**  
**dénoncent la « mise sous tutelle » de l'Eglise**

Un groupe de cent soixante-trois théologiens catholiques, prêtres, religieux, laïcs, professeurs pour la plupart, d'Allemagne fédérale, des Pays-Bas, de Suisse et d'Autriche, ont rendu public, jeudi 26 janvier, une déclaration très critique à l'égard du pape et de l'exercice de l'autorité dans l'Eglise (1).

« Nous sommes convaincus que nous ne pouvons plus nous taire, écrivent les auteurs de cette déclaration intitulée « Contre une mise sous tutelle et pour une catholicité ouverte ». A propos de récentes nominations épiscopales contestées en Allemagne fédérale, en Suisse et en Autriche, ils écrivent que les Eglises locales risquent d'être « mises au pas (...). La collégialité entre le pape et les évêques est étouffée par le nouveau centralisme romain ».

Les nominations d'évêques (surtout dans les pays germaniques où l'Eglise et les autorités locales ont un droit d'intervention reconnu dans les concordats) ne sont pas l'affaire privée du pape, disent les signataires. Le rôle des conciles apostoliques, qualifiés de « services de renseignements », est violemment mis en cause. « Nous tenons pour scandaleuse la modification des règles de l'élection qui est intervenue dans la récente désignation du nouvel archevêque de Cologne », notent encore les théologiens.

A propos de l'enseignement du pape sur la régulation des naissances (*Humanae vitae*), les auteurs écrivent qu'il s'agit d'une doctrine très spéciale qui ne peut être fondée ni sur l'Ecriture sainte ni sur la tradition de l'Eglise, alors que le pape

parle à ce sujet de vérité fondamentale et de révélation divine. Ils réclament le respect de la « liberté de conscience ».

A propos de la permission d'enseigner des théologiens, celle-ci doit être « réservée aux évêques du lieu. Une intervention romaine dans l'exercice ou dans le refus d'une permission d'enseigner risque d'entraîner le déclin des compétences coutumières et éprouvées », affirme encore la déclaration de Cologne, qui poursuit : « L'arbitraire dans ce domaine remet en question l'existence des facultés de théologie dans les universités d'Etat ».

A peine publié, ce texte a été dénoncé par la conférence des évêques allemands, dont le président, Mgr Karl Lehman, a déclaré : « Les évêques allemands rejettent les arguments de ces théologiens et estiment qu'une telle généralisation ne correspond pas à la réalité et hypothèque le dialogue à l'intérieur de l'Eglise ». « C'est une affaire locale », a estimé, pour sa part, le directeur de la salle de presse du Vatican, M. Navarro-Valls.

1) A l'origine de ce texte, on trouve le doyen de l'université catholique de Tübingen, Norbert Greinacher, et son adjoint, Dittmar Mieth. Parmi les signataires, on note aussi les noms de Jean-Baptiste Metz, disciple de Karl Rahner à la faculté catholique de Münster, Albert Keller, jésuite, professeur de philosophie à Munich, Bernard Häring, rédemptoriste, célèbre moraliste, une douzaine de professeurs de la faculté catholique de Fribourg (Suisse), Edward Schillebeeckx, (Ninègue) et Catherine Halke, théologienne féministe de Tübingen.

### PARIS

**Des automobilistes vont tester**  
**un radioguidage individuel**

Bientôt, les automobilistes parisiens pourront disposer d'un radioguidage individuel. Le maire de Paris a décidé de tester, puis de mettre en place expérimentalement avant un an, un système qui permettra à chaque conducteur de recevoir sur son autoradio des informations relatives à l'encombrement des voies qu'il aura projeté d'emprunter.

Eviter la formation des bouchons plutôt que s'inscrire à la dissolution quand ils sont là et figent le trafic, c'est le rêve. Un rêve entravé récemment par Jacques Chirac lorsqu'il s'est rendu à Berlin-Ouest pour voir fonctionner le système Alcotest : le conducteur dispose d'un clavier et d'un écran. Sur le clavier, il indique sa destination. Dès lors, sur l'écran apparaît à chacun des carrefours une flèche indiquant qu'il doit tourner ou aller tout droit. Le système fonctionne à l'essai dans la métropole allemande. Il est d'ores et déjà très performant.

Mais la formule présente au moins deux inconvénients : elle pourrait irriter les conducteurs par son côté autoritaire, et son coût pour l'usager devrait avoisiner 5 000 francs, ce qui sélectionnerait les utilisateurs.

Le maire de Paris a donc choisi une voie moins ambitieuse qui a l'intérêt d'être aménagée assez rapidement et de préparer l'avenir. Pour un coût d'installation inférieur à 1 000 francs sur son véhicule, l'automobiliste

indiquera quelques données avant de démarrer : son point de départ, sa destination et ses principaux points de passage. Dès lors, dans son autoradio, au milieu des programmes de musique ou d'information, il entendra une voix synthétique lui donner des indications sur l'état des rues et sur les parkings disponibles.

Un groupement industriel piloté par une filiale d'Alcatel, la Compagnie générale d'automatisme — et composé de Siemens, de la Compagnie générale des eaux et de l'association Urba 2000, — est chargé de tester et de mettre au point ce système, dans un délai d'un an.

La collecte des données sur le trafic se fera par des équipements infrarouges embarqués sur une flotte de véhicules-témoins et par des balises de dimension modeste (30 centimètres) fixées sur des poteaux de feux tricolores. Entre ces capteurs et l'automobiliste récepteur s'intercalera un centre d'information qui n'empêchera pas l'intervention des responsables de la circulation pour conseiller et prévenir. Mais cette intervention éventuelle ne devrait pas ralentir la vitesse de transmission et de traitement des données. La rapidité constitue en effet l'un des atouts de ce système par rapport au radioguidage « passe-partout », souvent trop décalé et réalisé depuis longtemps par des stations de radio.

CHARLES VIAL

### REPÈRES

#### Anesthésie

Les médecins  
de Jean-Pierre Adams  
condamnés

Plus de sept ans après l'accident d'anesthésie qui plongea le footballeur international Jean-Pierre Adams dans le coma, deux anesthésistes lyonnais, les docteurs Marie-Claire Brun et Jacques Guimart, ont été condamnés, jeudi 25 janvier, à un mois de prison avec sursis par la septième chambre correctionnelle du tribunal de Lyon. S'agissant d'un hôpital public, le tribunal s'est déclaré incompétent pour fixer le montant de l'indemnisation réclamée par la femme et les deux enfants du footballeur. Le tribunal administratif fixera, à une date restant à déterminer, le montant de l'indemnité.

#### Nucléaire

URSS : 25 réacteurs  
arrêtés

Selon le vice-président du comité d'Etat pour l'utilisation de l'énergie atomique, M. Boris Samionov, cité par l'envoyé spécial de *Liberation*, ce sont quelque 25 réacteurs en service, en construction ou en projet qui ont été arrêtés en Union soviétique depuis le mois de septembre 1988. Le vice-président de l'Académie des sciences, M. Evgueni Velikov, a, d'autre part, confirmé deux accidents majeurs survenus dans le passé : la catastrophe de Kychym, dans l'Oural, en 1957 (*le Monde* du 8 décembre 1988), et l'accident de la centrale de Beloyarsk, près de Sverdlovsk, également dans l'Oural, survenu en 1978 (*le Monde* daté 23-24 octobre 1988).

### CORRESPONDANCE

**Une lettre de M<sup>me</sup> Véronique Neiertz**

Après la publication dans le *Monde* du 19 janvier de l'article intitulé « Le rêve écroulé d'une maison à la campagne », racontant l'endettement irrémédiable d'un couple de Bondy, nous avons reçu de M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, maire adjoint de cette ville, ancien député (PS), secrétaire d'Etat chargé de la consommation, une lettre dans laquelle elle nous donne les précisions suivantes :

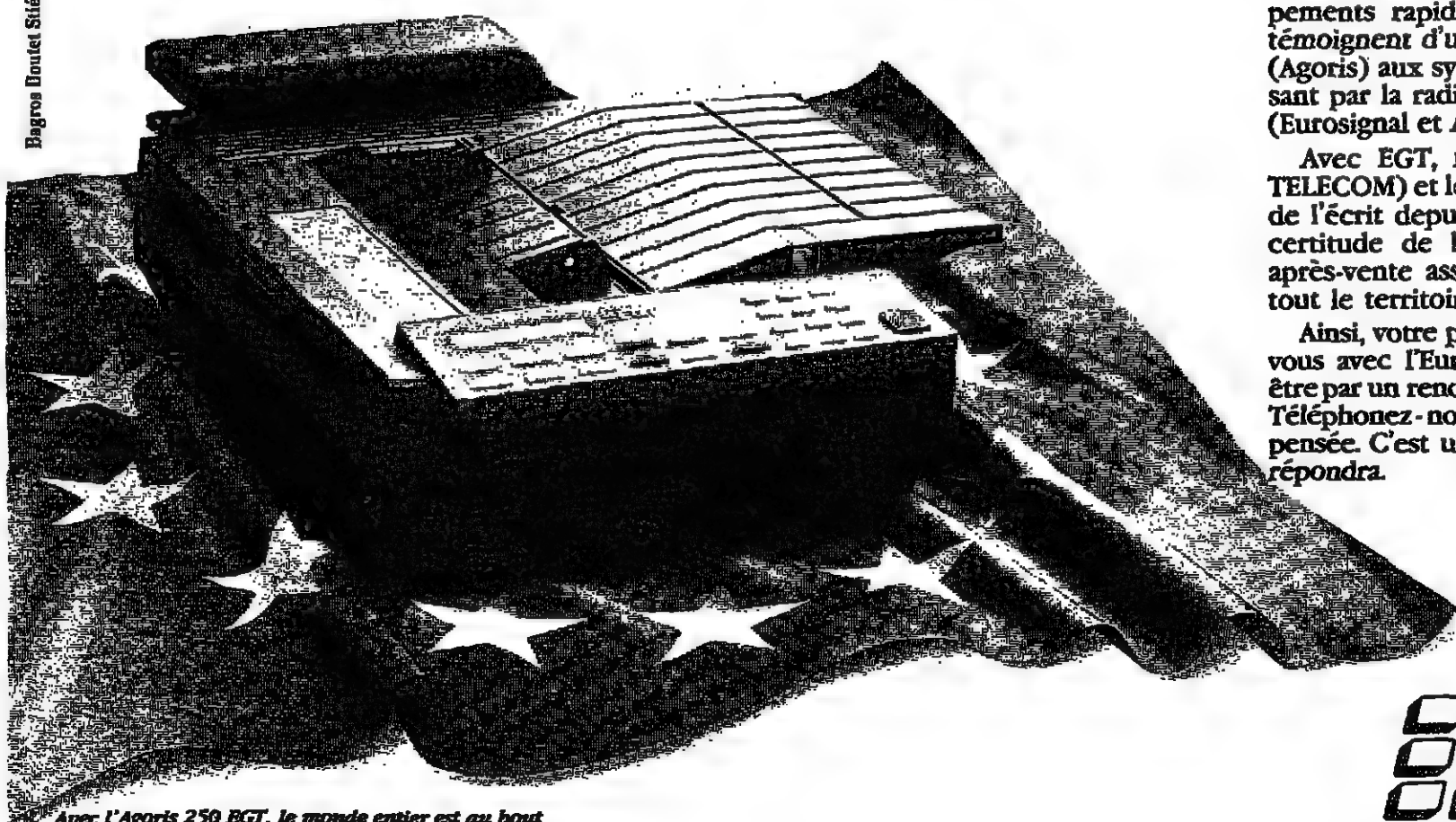
« Le problème de surendettement de M. et M<sup>me</sup> Lallier est bien connu de la municipalité de Bondy et de moi-même comme député. Nous sommes intervenus pour leur obtenir des dégrèvements d'impôts en 1986 et 1987, pour prendre en charge les

frais hospitaliers de M. Lallier en 1986 et 1987, et ceux de son fils Philippe. Nous avons cherché à les aider par des aides alimentaires, des colts, la fourniture de tickets-restaurant, et par l'obtention d'une aide à l'enfance de 1 500 F en février 1986. La dette de loyer a été compensée par un prêt de la commission d'aide au paiement des loyers qui a abouti à l'annulation de la moitié de la dette (...). J'étudie en ce moment les procédures qui pourraient permettre aux personnes surendettées de sortir de ce mécanisme inexorable d'exclusion, afin de pouvoir les proposer au gouvernement le plus rapidement possible. »

# Plus de 100 000 entreprises françaises ne sont pas encore équipées d'un télécopieur EGT

## -Vous avez dit Europe?

Bagros Bonet Stübel



Avec l'Agoris 250 EGT, le monde entier est au bout de vos doigts... en 18 secondes seulement ! Infatigable et ultra-simple à utiliser, il reproduit tous vos documents avec une sensibilité de photocopie. Enfin, ses dimensions réduites en font le télécopieur le plus compact de sa catégorie.

L'Europe de 93, une chance pour la France ? Oui, bien sûr, mais à la seule condition que toutes nos entreprises se dotent sans tarder des moyens de leurs ambitions, en particulier dans le domaine très spécifique de la communication.

Pour ces entreprises, EGT a mis au point des équipements rapides, performants et rentables qui, tous, témoignent d'une technologie avancée : de la télécopie (Agoris) aux systèmes point de vente (Alliance), en passant par la radiotéléphonie (Lisa) et la radiomessagerie (Eurosinal et Alphasignal).

Avec EGT, filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM) et leader de la communication de la parole et de l'écrit depuis plus de 15 ans, vous avez, en plus, la certitude de bénéficier de conseils et d'un service après-vente assurés par 20 établissements répartis sur tout le territoire.

Ainsi, votre premier rendez-vous avec l'Europe passe peut-être par un rendez-vous avec EGT. Téléphonez-nous sans arrière-pensée. C'est un expert qui vous répondra.

**GRATUIT**  
 Pour tout achat d'un télécopieur Agoris 250 avant le 31.3.89, nous vous équipons d'un répondeur enregistreur EGT.

**N° VERT 05 13 05 13**  
 (appel gratuit)

# EGT

Les clés de la communication

هكذا من الامم



# Communication

Gaumont vend Ramsay à Régine Deforges

## Une suite de... « la Bicyclette bleue »

La société Gaumont a vendu aux Editions Régine Deforges les Editions Ramsay qu'elle avait rachetées à leur fondateur, M. Jean-Pierre Ramsay en 1981 (nos dernières éditions du 27 janvier). M. Franck Spengler, le fils de M. Régine Deforges, devient PDG de Ramsay, en remplacement de M. Paul Fournel.

Qu'une maison d'édition en rachète une autre, c'est banal ; qu'un groupe multimédia comme Gaumont, lui-même propriétaire de M. Nicolas Seydoux, cède l'une de ses participations, c'est dans la logique du monopole des affaires. Pourtant, le rachat de Ramsay par Régine Deforges est une histoire étrange, très étrange.

Elle commence, il y a longtemps, à l'époque où M. Jean-Pierre Ramsay dirigeait encore la maison qu'il avait fondée en 1976. L'éditeur, dont les affaires ne marchent pas très fort, a une belle idée : faire récrire, en les modernisant, quelques-uns des best-sellers anciens de la littérature mondiale. Premier titre choisi : *Autant en emporte le vent*, dont le « remake » actualisé est confié à Régine Deforges, connue surtout alors comme éditrice et comme auteur de livres érotiques. L'action se situe pendant la guerre. Le premier volume sort en

1981. Son titre : *la Bicyclette bleue*. C'est un énorme succès de librairie qui fait gagner à son auteur et à son éditeur beaucoup, beaucoup d'argent.

Tellement d'argent que les difficultés financières des Editions Ramsay s'évanouissent et que Régine Deforges peut rouvrir sa propre maison d'édition dont elle avait interrompu les activités faute de moyens en 1976. D'autant que le roman *la Bicyclette bleue* est suivi de deux volumes, *101, Avenue Henri-Martin* et *Le diable rit encore*, qui connaissent un succès égal au public.

Tout va pour le mieux jusqu'en 1987. Sous la direction d'un écrivain, M. Paul Fournel, les Editions Ramsay tournent bien tout en publiant aussi des auteurs plus rares qui donnent à la maison une image littéraire de qualité. C'est alors que les héritiers américains de Margaret Mitchell qui ont l'intention de gagner de l'argent en faisant écrire une suite d'*Autant en emporte le vent*, décident d'attaquer Régine Deforges et les Editions Ramsay en justice.

Une énorme bataille juridique-financière s'engage. Les héritiers Mitchell déposent une plainte dans chacun des Etats des Etats-Unis, multipliant ainsi les procédures. Avant même qu'aucun jugement soit intervenu, Ramsay doit cesser

10 % de son chiffre d'affaires aux seuls frais juridiques engagés outre-Atlantique. C'est trop pour Gaumont, qui décide de se débarrasser de l'affaire.

Le plus étonnant est qu'il la revende aujourd'hui à Régine Deforges. Étonnant parce que la romancière avait interrompu l'an dernier son activité éditoriale autonome, faute d'avoir réussi à imposer ses auteurs. Étonnant aussi parce que M. Paul Fournel, qui avait attiré chez Ramsay nombre d'auteurs de talent qui lui sont personnellement attachés, semblait posséder de sérieux atouts pour pouvoir continuer, sous l'étiquette Ramsay ou sous une autre, le travail accompli depuis huit ans.

La décision de Gaumont brise cet espoir et va probablement pousser au départ bon nombre des auteurs de la maison. Étonnant enfin de voir un auteur racheter la maison d'édition qu'il a fait sa fortune et dont elle a fait la fortune avant que de provoquer, bien involontairement, sa perte.

Reste maintenant à savoir comment la romancière éditrice compte faire face aux procès américains qui lui sont faits et aux dépenses qu'ils représentent. Il lui faudra sans doute découvrir et publier chez Ramsay de nouvelles Régine Deforges.

PIERRE LÉPAGE

Remboursement de ses dettes et prise de contrôle d'Intermonde

## L'AFP va présenter un bilan assaini

L'Agence France Presse (AFP) est quasiment sortie du rouge. Son PDG, M. Jean-Louis Guillaud, a reçu mardi 24 janvier l'accord du conseil d'administration de l'agence qui l'autorise à rembourser les 100 millions de francs de prêts participatifs qui lui avaient été attribués pour son plan de développement de 1984. Ce remboursement permettra à l'AFP de présenter un bilan assaini.

L'agence avait connu une crise grave fin 1986 - elle enregistrait alors un déficit de 63,7 millions de francs - qui faillit mettre son existence en péril et avait abouti, début 1987, au remplacement de son PDG, M. Henri Pigeat, par M. Jean-Louis Guillaud.

Sous l'égide de celui-ci, l'AFP a incité au départ volontaire une centaine de personnes, ce qui a allégé la masse salariale. Elle a aussi procédé à une augmentation de ses tarifs d'abonnement et investi dans différents secteurs (photos par satellite, rachat des archives Keystone, lancement de la chaîne d'informations vidéo-graphiques Canal Info, ouverture de nouveaux bureaux à l'étranger et en province, etc.), ce qui a facilité son redressement.

Un groupe international d'investisseurs est candidat

## « La Cote Desfossés » va être vendue

Le quotidien boursier et financier *la Cote Desfossés*, dont le PDG et actionnaire majoritaire, M. Jean Chamboulive, ne cache pas depuis plusieurs mois sa volonté de le céder (*le Monde* du 17 juin), est sur le point d'être racheté pour 250 millions de francs par un groupe d'investisseurs français et étrangers.

Rassemblés dans la société Desfossés Internationale menée par une filiale de la banque Indosuez, ces investisseurs regroupent, du côté français, les assurances la Mondiale, la Société financière internationale de participation (EIF-Aquitaine) et l'Unidiv (le Crédit agricole) et, du côté étranger, les assurances britanniques Prudential, la compagnie ouest-allemande d'assurances Hanover et l'International Bankers France, qui dirige l'ancien président du Crédit lyonnais, M. Jean-Maxime Lévy.

Les investisseurs étrangers seraient disposés à acquiescer un tiers du capital de la *Cote Desfossés*, dont la diffusion, selon l'éditeur, a progressé de 5 % en 1988 (28700 exemplaires) et dont le chiffre d'affaires - 100 millions de francs - a dégagé une marge bénéficiaire de 26,5 millions de francs. Le PDG de la *Cote*, M. Chamboulive, devrait rester à son poste pendant cinq ans. La vente du quotidien, à laquelle plusieurs groupes de presse (Expansion, Hachette, etc.) s'étaient intéressés, devrait être officialisée le 6 février, après que les autorités aient donné leur feu vert.

Sept syndicats refusent de discuter avec M. Michaud

## Le PDG de RFO à nouveau mis en cause

Le PDG de Radio-France outre-mer (RFO), M. Jean-Claude Michaud, a été à nouveau violemment mis en cause par une grande partie des représentants du personnel. Sept sections syndicales de RFO et sept élus au comité central d'entreprise (SURT-CFDT, CGT, CGC, Confédération des travailleurs de Martinique, Union des travailleurs de Guadeloupe, Union syndicale représentant les formations de l'outre-mer, représentant des cadres) ont publié une lettre ouverte.

Refusant de siéger au comité d'entreprise, ils expliquent « ne pas vouloir discuter de l'avenir de leur société avec son fossoyeur » et affirment que « rien n'a changé dans la façon de M. Michaud de gérer la société ». Enfin, ils mettent en cause un document directeur intitulé « Un souffle nouveau » qui rappelle, selon eux, le programme d'une formation politique d'extrême droite et accusent M. Michaud de se prévaloir d'un « succès » qu'il est « le seul à s'attribuer », alors qu'après « deux ans de gestion, il laisse la société dans un état de discrédit et d'anarchie ».

La direction a rétorqué que, malgré l'absence des représentants, « le comité extraordinaire d'entreprise s'était tenu », « que des décisions importantes » y ont été annoncées, et a indiqué que « l'absence des élus à la réunion » représentait « un délit d'entrave » auquel « des suites seront données ».

« Le Point » va augmenter son capital

Le Point a besoin de 40 millions de francs pour résorber son endettement. Une récente réunion du conseil d'administration de l'hebdomadaire, lundi 23 janvier, a donc décidé une augmentation de capital qui devrait être réalisée d'ici au mois de juin.

Les principaux actionnaires du Point, Cinépar (contrôlé par M. Nicolas Seydoux, PDG de Gaumont), qui possède 51 % du capital, et Ringier-France (20 %), seraient prêts à souscrire à la future augmentation de capital. Mais le second est empêché par la loi sur la presse de 1986, qui limite à 20 % la participation d'une filiale de société étrangère. Les autres actionnaires, *Midi Libre*, *Sud-Ouest* et le *Republican* (l'ancien *Libre*), à chacun - et les cadres du journal - qui détiennent 9,5 %, ne souhaitent pas y participer. Il reste à connaître la position du groupe de presse économique *les Echos*, contrôlé par le conglomérat britannique Pearson. Détenteur de 8 % du Point, le groupe les Echos a le choix entre participer à l'augmentation de capital ou se retirer, son refus réduisant sa part à un pourcentage symbolique. Mais, du fait de la récente démission de M. Beytout, PDG des Echos, aucun représentant de ce groupe n'était présent lors du conseil d'administration du Point.

Y.-M. L.

## M. Gérard Ganser directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Catherine Tasca

M. Gérard Ganser, conseiller référendaire à la Cour des comptes qui assurait depuis le départ de M. Roger Lesgards à la Cité des sciences de La Villette la direction du cabinet de M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, a été confirmé dans cette fonction. M. Bertrand Delors, conseiller technique, est nommé directeur adjoint du cabinet de M<sup>me</sup> Tasca.

[M. Gérard Ganser, trente-neuf ans, ancien élève de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) et de l'ENEA, a été nommé en 1976 auditeur à la Cour des comptes. Chargé de mission à la mission interministérielle de la mer de 1978 à 1981, il s'occupe ensuite de l'expansion économique à l'ambassade de France à Mexico. Chargé de mission puis directeur technique, est nommé directeur adjoint du cabinet de M<sup>me</sup> Tasca.]

● PRECISION. - Bernard Brochand, qui a récemment démissionné d'Eurocom, a été nommé, mercredi 25 janvier, président de DDB Needham International. Mais la filiale française de ce groupe publicitaire américain, DDB Needham France, est dirigée par Hervé Brochand.

# Le Carnet du Monde

## Décès

- Henri Avrillard, son épouse, Dominique Avrillard, Philippe et Kathleen Avrillard, Yves Avrillard, ses enfants Julien et Emmanuelle, ses petits-enfants, et toute la famille, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Jeanne AVRILLAUD, née Baudouin, survenue le 25 janvier 1989, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 30 janvier, à 13 h 45, en l'église Sainte-Rosalie, 50, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière parisien d'Ivry, dans le caveau de famille.

36, rue Abel-Hovelleque, 75013 Paris.

- M<sup>me</sup> Hélène G. Libkind, son épouse, sa famille, et ses amis, font part du décès de

M. Georges LIBKIND, survenu le 24 janvier 1989.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

- Simone Daynas, sa compagne, Pierre, Jean, André Pépin, ses frères et leurs épouses, ses neveux et nièces, Michel Haguenet, France Woinant, Patrick Le Coz, ses collègues et amis, Jacqueline Pencilé, sa surveillante, Toute l'équipe soignante de son service, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Bernard PÉPIN, professeur de neurologie, médecin de l'hôpital Lariboisière.

La levée du corps aura lieu le lundi 6 février, à 7 h 45, à l'hôpital Lariboisière. L'incinération, à 8 h 45, au monument crématoire du Père-Lachaise, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'association « Bernard Pépin », pour la maladie de Wilson (hôpital Lariboisière).

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M<sup>me</sup> René Pic, M. et M<sup>me</sup> Denis Roy, M<sup>me</sup> Charlotte et Estelle Roy, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Charles ROY, née Marguerite Angerot, survenue le 19 janvier 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Saint-Jean-de-Luz.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Avenue Trepoey, 9, rue des Perrets, 64000 Pau, 38, rue Boileau, 75016 Paris.

- Gilles Bertrand, président de l'université de Bourgogne, Les membres du conseil d'administration, Les membres du bureau de l'université, Le directeur de l'UFR sciences et techniques, Le laboratoire de recherche sur la réactivité des solides UA 23 CNRS, ont le regret de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Ginette WATELLE, professeur émérite de chimie, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, prix L. La Caze et médaille Berthelot de l'Académie des sciences de l'Institut de France en 1980, survenue le 20 janvier 1989.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

BERTEIL SOLDES

3, PLACE SAINT-AUGUSTIN 75008 PARIS

## Remerciements

- M<sup>me</sup> Gabriel Taux, Ses enfants et petits-enfants, profondément touchés des marques de sympathie que vous leur avez manifestées lors du décès de

M. Gabriel TAUX, commandeur de la Légion d'honneur, président de l'APAVE du Sud-Ouest, vous expriment leurs remerciements les plus sincères.

[Né à Couderbs (Mayenne) le 9 juillet 1902, Gabriel Taux a pris le titre de l'APAVE du Sud-Ouest, après avoir été membre du Conseil départemental et social, il est l'auteur de plusieurs livres : *La faiblesse de la vieillesse est-elle pour elle-même ?* (1934), *La plan Mars est-elle une réussite ?* (1953), *Les portes de l'enfer atomique* (1958), *Aux portes de l'enfer atomique* (1973), et *M. Mitterrand, vous n'êtes pas socialistes*].

## Anniversaires

- Pour le troisième anniversaire de la disparition, à l'âge de vingt-deux ans, de

Isabelle BONNET,

une affectueuse pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir.

- Le 27 janvier 1987,

Lamart FREAUD, avocat à la cour d'appel de Paris, nous quitte.

Ceux qui l'ont aimé pensent à lui.

- En ce quatrième anniversaire de la mort de

Icek KORN,

Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

« Tant que ceux que nous aimons restent présents dans nos mémoires, il n'y a pas de mort. La mort c'est l'oubli. »

- Il y a quatre ans, le 28 janvier 1985

Jean-Pierre RASSAM

nous a quittés subitement.

Que ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

## Communications diverses

- Cercle Bernard-Lazare, dimanche 29, à 17 heures, régal champagne, piano Raymond Voyer, ténor, et Elodie Neumark, piano ; R. Schumann, C. Loewe, Max Brod, G. Mahler, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 42-71-68-19.

- Lycée français de La Marsa, le proviseur vous informe que les anciens élèves se réuniront au lycée (Tunis), le vendredi 3 février, à 18 h 15, pour fonder une association amicale.

- Le vieillissement, une charge ou un atout pour la vie locale ?

Peut-on considérer le vieillissement dans une dynamique nouvelle, faisant ressortir, tout autant que les charges qu'il implique, les atouts qu'il représente pour la vie locale ? Cette question fera l'objet du colloque qui se tiendra les 4 et 5 février 1989, à l'initiative de la ville et du centre communal d'action sociale de Montreuil (93), en collaboration avec l'ISERES.

Seront abordés : le vieillissement des travailleurs actifs, les politiques d'équipements, l'articulation des aides et des services, et l'aspect financier : retraites et budget sociaux.

Parmi les intervenants : Anne-Marie Guillemin, professeur de sociologie à l'université de Paris-4 ; Paul Paillet, démographe, auteur de *Le Vieillessement de la France* ; Michel Philibert, philosophe, rédacteur en chef de la revue *Gérontologie*.

Vendredi 3 février, de 19 heures à 22 heures.

Samedi 4 février, de 9 h 30 à 17 h 30. Bourse du Travail de Montreuil, place Benoît-Fracon (métro Mairie de Montreuil).

Secrétariat du colloque : Marie-Thérèse Epoux, CCAS, Hôtel de ville de Montreuil, tél. : 48-70-63-08.

## Soutenances de thèses

- Université Paris-I. - Le samedi 28 janvier, à 14 heures, salle L.-Liard (Sorbonne), M. Jean-Claude Wagnon :

« Le système des finances toscanes sous les derniers Médicis (vers 1670-vers 1750). Recherches sur la stabilité des institutions dans les anciens Etats italiens ».

- Université Paris-II. - Le samedi 28 janvier, à 14 h 30, salle des conseils, M. Olivier Beaud : « Souveraineté et Etat. Eléments pour une théorie de l'Etat ».

- Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne). - Le samedi 28 janvier, à 9 h 30, salle 308, entrée 1, rue V.-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier 1, M. Francis Freundlich : « Le monde du jeu à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle ».

- Université Paris-V (René-Descartes). - Le mercredi 1<sup>er</sup> février, à 9 h 30, salle 224, galerie Cl.-Bernard, escalier P, 1<sup>er</sup> étage, 1, rue V.-Cousin, M. Pascal Delor : « La ville souterraine : ou une approche du miroir de la ville de Paris ».

- Université de Paris-Sorbonne (Paris-IV). - Le samedi 4 février, à 14 heures, salle L.-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Jean-Paul Ponceau : « L'histoire du Saint-Grat-Edmond, critique et étude littéraire ».

- Université Paris-V. - Le lundi 6 février, à 9 h 30, salle 308, entrée 1, rue V.-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier 1, (Sorbonne), M. Christian Veyssière : « Les implications morales de la notion d'existence chez Heidegger et Sartre ».

- Université Paris-VII. - Le vendredi 10 février, à 9 heures, salle des thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M. Dominique Canbet, épouse Caron : « Grammaire d'une variété d'arabe marocain (la région de Fès) ».

- Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne). - Le lundi 13 février, à 10 heures, salle des thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M. Fidèle Joseph Audrainsolo : « Interprétations fonctionnelles et combinatoires des problèmes de phonologie malgache ».

- Université Paris-IV. - Le lundi 13 février, à 10 heures, salle des thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M. Ghannem El Bouchra : « La France face aux événements du Liban (1975-1976) (points de vue français, libanais, arabes et américains) ».

- Université Paris-IV. - Le lundi 16 février, à 14 heures, salle L.-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Jean-Denis Berger : « *l'Esprit en Occident latin* (de l'Antiquité tardive (du III<sup>e</sup> au VII<sup>e</sup> siècle) ».

- Université Paris-IV. - Le lundi 23 février, à 10 heures, salle Catalane, Institut d'art et d'archéologie, 3, rue Michelet, M. Gérard Denizéas : « L'œuvre peinte de Jean Lurçat ».

- Université Paris-IV (Paris-Sorbonne). - Le samedi 4 mars, à 14 heures, salle L.-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Michel Lafon : « Recherches sur l'œuvre de Jorge Luis Borges, Écrivain et écrivain ».

- Université Paris-IV. - Le lundi 9 mars, à 15 heures, Institut d'art, 3, rue Michelet, M<sup>me</sup> Malterre Nathalie, née Nicolsky : « Société et vie parisienne dans l'œuvre de Manet ».

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 25 janvier 1989 :

### DES DÉCRETS

● N° 89-34 du 24 janvier 1989 modifiant le décret n° 68-23 du 3 janvier 1968 portant organisation administrative et financière de la Commission des opérations de Bourse.

● N° 89-35 du 24 janvier 1989 pris pour l'application des articles 27 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant, pour certains services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite, le régime applicable à la publicité ainsi que le régime de diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Est publié au Journal officiel du jeudi 26 janvier 1989 :

### UN DÉCRET

● N° 89-36 du 25 janvier 1989 relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 27 janvier 1989 :

### DES DÉCRETS

● N° 89-37 du 24 janvier 1989 portant publication du protocole n° 7 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg le 22 novembre 1984, ainsi que des déclarations et réserves accompagnant l'instrument français de ratification et de la déclaration française du 1<sup>er</sup> novembre 1988.

● N° 89-38 du 24 janvier 1989 portant publication du règlement sanitaire international (1969) adopté par la vingt-deuxième Assemblée mondiale de la santé en 1969 et modifié par la vingt-sixième Assemblée mondiale de la santé en 1973 et par la trente-quatrième Assemblée mondiale de la santé en 1981 (ensemble quatre appendices et quatre annexes).

● N° 89-41 du 26 janvier 1989 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française du 6 septembre au 15 octobre 1988.

### UN ARRÊTÉ

● Du 17 novembre 1988 relatif à la protection et au contrôle des matières nucléaires transportées par voie maritime.



# Le Monde SANS VISA

## Carnets berlinois

par Jean-Claude  
Charles

**U**N soir, au Robben Gatter, Grunewaldstrasse, près de Bayerische Platz, un homme au teint cuivré, petit, ventru, en manches de chemise et pantalon retenu par des bretelles, s'installe à côté de moi et se met à raconter sa vie. Il parle espagnol. Ce qu'il raconte tient tout à fait debout. Il est Mexicain, à Berlin depuis vingt ans, etc. Il débute son récit. Il ne pose pas une seule question. Il repart en disant : « J'espère que je ne vous ai pas dérangé ».

Un autre jour, il pleuvait. Sous ma fenêtre, Helmstedterstrasse, un bonhomme agite une cloche et crie dans un mégaphone quelque chose que je finis par comprendre : « Pommes de terre ! Pommes de terre ! » Je vais voir. C'est un agriculteur d'Allemagne de l'Ouest qui a traversé l'Allemagne de l'Est avec un camion rempli de pommes de terre. C'est donné. Il décampe sans avoir rien vendu. Il s'était trompé de quartier. « Il faudrait qu'il aille à Kreuzberg ou à Wedding », suggère quelqu'un.

D'où vient que les micro-événements prennent à Berlin une dimension particulière ? C'est parfois cocasse : à un croisement, Kurfürstenstrasse, non loin du café Einstein, trois Mercedes flambant neuves s'arrangent, Dieu sait comment, pour entrer en collision ; un type descend de son vélo, se plante sans vergogne devant les bagnoles et se tape les cuisses de contentement ; il rit fort et longtemps, tandis que les autres s'énervent entre eux, gueulent, gesticulent.

C'est parfois à vous donner le blues. Un dimanche après-midi, longue file d'attente à la gare centrale, devant une boutique de journaux : crise du logement oblige, les gens attendent la livraison d'une publication d'annonces de particulier à particulier ; pendant ce temps, leurs amis font la queue devant les cabines téléphoniques afin d'être parmi les premiers à appeler. Dans le hall de la gare, un groupe d'étudiants africains, debout devant des cartons de matériel hi-fi, attendent le train de Moscou ou de Varsovie, je ne sais plus. Derrière des palissades s'élève un vacarme de mar-tiaux pneumatiques.

Berlin est une ville-théâtre. Les estrades d'observation pour touristes dressées le long du mur, à l'Ouest, face aux miradors de l'Est, ne font que pousser la chose à son terme logique mais dérisoire. Une invitation presque obscène à s'abîmer dans un spectacle nul : dans les jumelles, l'image n'est jamais que celle d'un type qui vous regarde à l'aide d'autres jumelles. Tu parles d'un programme ! De vie, point. A part, de temps en temps, un lapin farceur qui déclenche une alarme électronique. On comprend la folie de cet homme (les fous de Berlin sont les fous du village) qui se balade toujours avec une paire de jumelles en sautoir et un lourd dossier dans la main.

Le vrai spectacle est ailleurs. Dans les rues, les cafés, n'importe où. Pour moi, il commence là où, depuis bientôt deux siècles, la



décès allée de la Victoire conduit son attelage de quatre chevaux : la porte de Brandebourg. Avec l'une des plus énigmatiques et des plus belles inscriptions bombées sur le mur de Berlin : « Fat drunk turtle's first nervous breakdown » (« Première dépression nerveuse de la grosse tortue ivre »). Les autres paraissent moins convaincantes. Anticomunisme primaire : « Sauve qui peut les Soviétiques ». Ou secondaire : « La peur domine des ailes, la lâcheté, une truie ».

### Professionnels et touristes du graffiti

Ne parlons pas du sentimental qui a dessiné un cœur transpercé par une flèche : « I love Denise ». Menteur ! Ni de l'autre : « Ich liebe dich ». Encore moins du dragueur qui ne recule pas devant les fautes d'orthographe pour sauver la réputation de virilité des Français : « Qu'est-ce que tu fais (sic) le weekend (sic) prochain ? ». Quant aux graffiteurs triomphants, on saisit mal de quoi : « We did it McCoy ». Et puis après ? Même si telle référence est une valeur sûre : « We can be heroes... in Berlin (Bowie) ».

L'aimé encore : « The wall is an illusion ». Vu par Jacques Teboul (1), il y a quelques années, « écrit à la bombe, en rose sur le blanc du mur », probablement entre la porte de Brandebourg et le Reichstag. On découvre la même inscription aujourd'hui, à quelques mètres du Martin-Gropius-Bau, l'imposante bâtisse historique située à deux pas des ruines de l'ancien siège de la Gestapo, bombée en noir sur une surface grise et saturée, quasiment au niveau du sol, éclipsée par tant d'autres graffitis, plus frais - couleurs primaires, vagues de bleu, jungle verte... Des silhouettes humaines, animales, d'oiseaux...

« Constamment on recommande, corrige, efface, rajoute », raconte Peter Feinauer, photogra-

phe attentif aux transformations des messages et à l'évolution graphique du mur. « Il y a, outre les touristes et les amateurs de passage, de véritables professionnels qui fréquentent régulièrement le terrain... ». Peter plante son trépied derrière la barricade métallique qui délimite les secteurs, c'est-à-dire à Berlin-Est, et se tient debout de l'autre côté, c'est-à-dire à Berlin-Ouest. L'objectif (« Vise un peu là, en face ») mitraille « The Color Shop », création récente, agressive explosion de rouge. Son auteur, probablement sourd aux ricaneurs du marché de l'art face à cet entêtement de graffiteur, démodé maintenant, voire ringard, doit vivre... où ? « Somewhere on the scene », dit Peter... (« Quelque part sur la scène »).

Die Scene. Voilà le mot lâché. Mot-clé, aussi usé qu'irremplaçable, dans ce Berlin de tous les bouillonnements, y compris les meilleurs, et de la poudre aux yeux ! Peter Feinauer connaît la « scène » en question. Il la photographie inlassablement depuis plusieurs années. Des photos dont le relief et le mouvement viennent d'une technique simple : sujet rapidement éclairé au flash sur fond longuement exposé. Cet Américain, grand, brun, fraîchement grisonnant, gentillesse de nouille, né à Providence, Rhode-Island, d'une mère berlinoise qui a voulu, voici une trentaine d'années (le fils sortait de la « high school »), retourner dans sa ville d'origine, parle de Berlin à travers cette grille de lecture un peu spéciale.

Cette « scène » berlinoise semble plus extensible que la jungle parisienne des « branchés », mais est néanmoins codifiée. Le café Einstein, viennois en diable, appartient à la « scène » ; pas le Robben Gatter, où l'on peut rencontrer des sosies de Nina Hagen ou de Woody Allen devant un œuf à la coque et des tartines. Andy Warhol à Berlin passa dans la « scène » ; pas M. Bérégovoy, lors de la récente conférence de la

**Berlin n'est pas  
une ville où l'on  
peut être joyeux,  
ce qui s'appelle  
joyeux, même  
quand tout le monde  
a l'air heureux.**

**Il y a toujours  
du blues dans l'air,  
dit Jean-Claude Charles,  
et l'on sait à quel poids  
d'histoire cela tient.**

**Mais ce n'est  
pas sinistre,  
et il est bien  
qu'il existe des lieux  
qui nous ramènent  
à la mémoire  
du monde**

Banque mondiale, parlant de... la prise en compte par la communauté financière internationale de la dette du tiers-monde ! En revanche, tel contestataire venu taquiner le flic chargé de la protection des participants à ladite conférence appartient à la « scène ».

J'avais entendu raconter (bande dessinée, avec de grosses bulles) la journée-type d'un personnage de la « scène ». « Il commence en fin d'après-midi, au café Einstein, devant un café crème et des gâteaux. Après, il assiste à une présentation de mode dans le loft de Claudia Skoda, styliste branchée. Plus tard, on le retrouve à une performance à Kreuzberg, le quartier des Turcs et des étudiants, dans une galerie-théâtre néo-dada. Ensuite, il boit un pot (bière à base de blé avec une rondelle de citron dedans) au Savigny, avant de grignoter (steack, pommes dauphine et bière) au Paris Bar. Il finit la soirée sur la piste de danse du Dschungel, en compagnie d'une punkette qui a un rat perché sur l'épaule, qu'elle caresse amoureuxment, et de deux rappeurs (noirs, bien sûr) égarés du contingent américain. En fond sonore, on entend les Rita Mitsouko... »

### Une étiquette en mouvement

Mais le portrait est trop chargé. La « scène » change. Et l'entomologiste qui n'a pas compris que les gens ne sont pas des insectes est condamné à mourir de rire. Attention aux déplacements d'étiquettes. « X... », dit Peter, faisait des choses chouettes quand elle ne gagnait pas encore des millions. Maintenant, pour trouver des créateurs intéressants, il faut aller dans des petits endroits, chez les fauchés. » Et de conclure, se référant à W. C. Fields : « N'oublie pas, que tu sois riche ou pauvre, c'est toujours plus chouette d'avoir du fric. » Rires.

Steinplatz, su Filmbühne Café. Sous la verrière où nous sommes assis, l'après-midi est lumineux. J'ai mis un temps avant d'entendre la serveuse me demander ce que je voulais. Je regardais distraitement, derrière le bar, les portraits en pied, grandeur nature, de Marlene Dietrich, Charlie Chaplin, Marilyn Monroe et Buster Keaton. J'ai commandé un café (sans crème). La serveuse est repartie en sautillant. Elle revient au moment où Rita m'assure que « Berlin est la ville allemande où il y a le plus de flics ».

Rita Kantemir, quarante-huit ans, ancienne députée des Verts (liste alternative pour la démocratie et l'environnement), est une petite brune, cheveux frisés, pantalon et veste de jean, qu'on peut rencontrer ici et là dans la ville, quand ça bouge à gauche de la galaxie gauche. C'est-à-dire pratiquement tout le temps. Rita travaille maintenant dans un cabinet d'avocats. Spécialité : aide aux étrangers en difficulté. Elle parlait donc de Berlin. Elle s'interrompt soudain d'un éclat de rire, qu'elle accompagne d'un sonore baiser dans sa paume, qu'elle lance à des gens, vers la rue, dans mon dos, en s'agitant comme une gamine sur un siège à ressorts. Je me retourne : trois ou quatre cars de police tournent sur la place. Elle me dit : « Tu veux les chiffres exacts ? »

Un samedi, vers 21 heures, dans une salle de projection de l'école de cinéma de Berlin, avec Raoul Peck, trente-cinq ans, berlinois d'origine haïtienne, ancien étudiant de l'école. Il me montre un petit film étrange et beau qu'il a réalisé sur Berlin voici quatre ans, ça s'appelle *Merry Christmas Deutschland*. Sur l'écran, plongée sur le Ku'dam, le célèbre boulevard, mélange de Champs-Élysées, de Fifth Avenue et de Broadway, sandwich de verre et de béton éclaboussé de ketchup.

Dans la vie, Peck est gentil comme un Berlinoise. Dans son œuvre, il est féroce. Il a son point de vue sur Berlin : « Imaginons une ville. Grande, cosmopolite, partie intégrante de l'Europe développée. Plus grande que Genève, plus petite que Paris, elle les reflète partiellement. Une ville qu'on puisse aimer jusqu'à ne plus vouloir la quitter, qu'on puisse haïr jusqu'à ne plus vouloir y revenir lorsqu'on a réussi à la quitter... » Ce n'est pas dans le film, mais dans les notes de travail du cinéaste.

*Merry Christmas Deutschland* livre la même vision ambivalente. Ou l'art de vivre et de créer à Berlin en s'adossant à la mémoire de la terreur. « Une vision que les Berlinois doivent avoir du mal à appréhender », me dit Peck. Pas sûr. Même s'ils n'avaient pas encore vu, diffusé plus tard sur la ZDF, le deuxième chaîne de télévision allemande, le long métrage de Peck, *Haitian Corner*, salué par la critique. Un film qui n'a rien à voir avec Berlin, si l'on s'en tient à la lettre : une histoire haïtienne tournée à New-York. Qui a tout à voir avec Berlin, si l'on veut bien en capter l'esprit : l'histoire de la confrontation entre une victime et son bourreau...

Au Paris Bar, Kantstrasse, passé minuit. Dans le maquis des définitions de Berlin et de ses habitants, il y a à boire et à manger. Mais surtout à boire, pensé-je. Que Schultheiss nous bénisse ! Réfléchir gravement à ce qu'on appelle la « désespérance berlinoise » en ajustant la vue vers le fond de l'air mauve. On notera le mot (apocryphe ou pas) de l'un des deux patrons du Paris Bar : « Un Berlinoise n'est jamais choqué par rien, sauf quand il lui arrive quelque chose de bien. »

(Lire la suite page 17.)

(1) Jacques Teboul : « Berlin, capitale du monde ». Dans : « Berlin, le ciel partagé », numéro 1 de la revue *Autrement*, série « Monde », Paris, 1983.

## LISBONNE



OFFRE SPECIALE  
POUR LES AMOUREUX  
DU TAGE

à partir de **1.995 F**

Ce prix comprend le transport A/R par avion, le séjour en chambre double (pour un week-end dans un Hôtel de 3\*) avec petit déjeuner et les transferts aéroport/hôtel/aéroport.

Consultez votre Agence de Voyages,

**109 AIR PORTUGAL** ou le  
Centro de Turismo de Portugal em França  
Tél: (1) 47 42 55 57

Inoubliable LISBOA

صكنا من الامم



# JEUX

## échecs

N° 1317

### UN SACRIFICE DE DAME PEU COMMUN

(XV<sup>e</sup> Open de Séville, 1988)

Blancs : Kamienov (Yougoslavie)  
Noirs : Diakyan (Argentine)  
Gambit-D accepté.

1. d4 d5 2. Cc3 Cc6 3. d5 Cc6 4. f3 Cc6 5. Cc3 Cc6 6. d4 d5 7. d5 Cc6 8. d4 d5 9. d4 d5 10. d4 d5 11. d4 d5 12. d4 d5 13. d4 d5 14. d4 d5 15. d4 d5 16. d4 d5 17. d4 d5 18. d4 d5 19. d4 d5 20. d4 d5

#### NOTES

a) On poursuit généralement par 3. Cc3, empêchant la libération 3... d5. Après 3. Cc3, d5; 4. d5, a6; 5. d4, b5 les Noirs ont un bon jeu (Golombek-Alekchine, Margate, 1935). Belavsky joue

volontiers 3... d5 sans craindre les répliques 3... d5 ou 3... c5.

b) 3... d5 était attendu : 4. f3, d4; 5. d4, f4; 6. Cc3, Cc6; 7. Cc3, Cc6; 8. Cc3, Cc6; 9. f3, f4; 10. f3, f4; 11. f3, f4; 12. f3, f4; 13. f3, f4; 14. f3, f4; 15. f3, f4; 16. f3, f4; 17. f3, f4; 18. f3, f4; 19. f3, f4; 20. f3, f4

c) Retour, par intervention de coups, à la variante principale du Gambit-D accepté.

d) Ou 10... Cc5 comme dans la partie Geller-Korchnoi (Moscou, 1984) : 11. Cc3, Cc6; 12. Cc5, Cc6; 13. Cc6, Cc6; 14. Ta3, f6; 15. a5, Cc6; 16. Cc6, Cc5; 17. Tg3 et la pression des Blancs sur l'aile-R est gênante.

e) Un affaiblissement qui ne semble pas nécessaire.

f) Une imprécision sérieuse qui permet à la D blanche de se

rendre sur l'aile-R sans perdre de temps. 17... Cc3; 18. bxc3, Fc4 était sans aucun doute préférable.

g) Menace déjà 19. Fxh6.

h) Menace encore 20. Fxh6 (toujours cet affaiblissement inutile du troisième coup).

i) Si 19... Dxd4; 20. Cxc6 suivi de 21. Fxh6. La défense du pion h6 par le C-R en g8 donne aux Blancs l'occasion d'un sacrifice de D peu commun.

j) Avec deux T + un pion pour la D, les Blancs conservent un avantage de position décisif.

k) Visant la case e5.

l) Menace 30. Fxh4, Dxf4; 31. Cg6 + avec gain de la D.

m) Une erreur mais la position des Noirs est bien difficile à défendre.

n) Le R est prisonnier  
o) Si 38... Cd7; 39. T77.  
p) Suivi du mat.

#### SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1316  
D. GURGENIDZE  
et V. NEIDZE, 1984

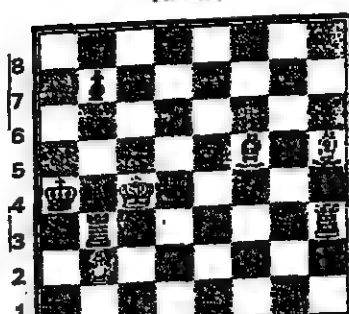
(Blancs : Ra1, Tf7, Fa3 et d5.  
Noirs : Rg5, Th4 et b6, Pa2.)

1. Fc7+, Rg5; 2. Tg7+, Rb3; 3. Fg2+, Rb2; 4. Fxh4, Tb1+; 5. Rxa2, Tg1; 6. Ff2 A) 6... Tg2; 7. Th7 mat. B) 6... Ta1+; 7. Rb3, Ta3+; 8. Rb4, Ta2; 9. Fg1+, Rg1; 10. Fd5+ avec gain (ou 8... Th3+; 9. Rf4, Tb2; 10. Fg3+; 11. Fc5+ avec gain). Si 1... Rb5; 2. Th7+. Si 7. Rb2+, Ta2+ mat. Si 8. Rf4+, Ta2 mat.

CLAUDE LEMOINE.

#### ÉTUDE N° 1317

A. HILDEBRAND  
(1988)



BLANCS (4) : Rf4, Tb3, Fb5, Pb2.  
NOIRS (4) : Ra4, Tb3, Ff5, Pb7.  
Les Blancs jouent et gagnent.

## bridge

N° 1315

### PROTECTION CONTRE UNE COUPE

Parmi les coups techniques dont le maniement n'est pas encore familier à de nombreux bridgeurs il faut citer le lob. Mais encore fallait-il comprendre pourquoi il était indispensable de... passer au-dessus de celui qui pouvait couper.

654  
7 642  
8 4  
9 2  
10 3  
11 5  
12 6  
13 7  
14 8  
15 9  
16 10  
17 11  
18 12  
19 13  
20 14  
21 15  
22 16  
23 17  
24 18  
25 19  
26 20  
27 21  
28 22  
29 23  
30 24  
31 25  
32 26  
33 27  
34 28  
35 29  
36 30  
37 31  
38 32  
39 33  
40 34  
41 35  
42 36  
43 37  
44 38  
45 39  
46 40  
47 41  
48 42  
49 43  
50 44

Ann : O. don. N.S. vuln.

Ouest Nord Est Sud  
3 0 passe 4 0  
passe 5 0 passe 5 0  
passe 5 0 passe 6 0  
passe 6 0 passe 6 0

Quest ayant entamé le Roi de Cœur, comment Sud aurait-il dû jouer pour gagner le PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

#### RÉPONSE

Si les atouts sont 2-2, il n'y a pas de problème. Après avoir pris avec l'As de Cœur, le déclarant doit donner deux coups d'atout, mais hélas ! Ouest ne fournit plus au second tour.

Les spécialistes de squeeze vont alors chercher à faire un squeeze sur Est qui risque de ne pas fonctionner alors que Forquet propose une ligne de jeu bien meilleure : après l'As de Cœur et As Roi de Pique, Sud tire l'As de Carreau, monte au mort par l'As de Trèfle et rejoue le 5 de Carreau. Si Est préfère couper avec son dernier atout, le déclarant se servira du Roi de Carreau pour défaire le 2 de Trèfle du mort et, après avoir tiré le Roi de Trèfle, il coupera son troisième Trèfle avec le 6 de Pique.

Est a donc intérêt à ne pas couper « dans le vide » quand le déclarant joue le 5 de Carreau du mort, et le Roi de Carreau fait la levée; mais il reste un Carreau perdant (puisque Est peut surcouper le mort) et un

Trèfle perdant. Comment éviter de perdre ces deux levées ? Tout bonnement par un jeu de perdante sur perdante.

Ici, le déclarant doit jouer son troisième Carreau, le 8, sur lequel il défausse le troisième Trèfle du mort. Il pourra ainsi couper son troisième Trèfle au lieu du Carreau sans risquer d'être surcoupé, et il réussira son chelem...

### D'un extrême à l'autre

Entre une simplification excessive des enchères et une sophistication excessive, il y a un juste milieu. Ainsi, dans cette donne d'un championnat en Angleterre, des enchères normales doivent aboutir à un chelem qui est gagnable si Ouest a bien voulu montrer une main longue à Carreau et probablement un singleton à Cœur.

442  
642  
AV6  
RV84  
RV9  
V98  
V98  
S  
854  
10653  
D10865  
VAR10753  
10  
A

Quest ayant entamé le Roi de Carreau, comment Sud doit-il jouer pour gagner le PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

#### NOTE SUR LES ENCHÈRES

N. don. N.S. vuln.

Première table  
Quest Nord Est Sud  
B. Raia Sheehan G. Raia Rose  
1 SA passe 2 0  
contre 2 V passe 3 0  
contre 3 SA passe 4 0  
passe 4 0 passe 4 0

La majorité des Anglais joue l'ouverture de « 1 SA » faible. La

réponse de « 2 Carreaux » était un Texas qui garantissait au moins cinq Cœurs. Le « contre » d'Ouest était de pénalité, et l'enchère libre de « 2 Cœurs » promettait trois cartes à Cœur. Le rebid de « 3 Carreaux » était sans doute un cas bid, et « 3 SA » garantissait une tenue à Carreau. Ensuite les enchères sont devenues de plus en plus obscures pour Nord qui était certainement incapable d'imaginer la main de Sud...

Bref, ces enchères trop « intellectuelles » ont manqué un chelem qui aurait été bon si les atouts avaient été 2-2.

Deuxième table  
Quest Nord Est Sud  
Dixon White Silvers Ball  
1 SA passe 3 0  
passe 4 V passe 6 V

Bravo de n'avoir pas fait de Texas avec une main qui doit rester cachée pour ne pas dévoiler la distribution si on obtient tout de suite un fit à Cœur. Cependant, Sud aurait pu vérifier (grâce à SW) qu'il n'y avait pas deux As dehors car Nord pouvait avoir 14 points avec quatre cartes à Cœur et pas d'As.

PHILIPPE BRUGNON.

## dames

N° 346

### LA GUÊPIÈRE DE KISLOWODSK

Tournoi international de Kislowodsk, août 1987.

Blancs : G. VALNERIS  
Noirs : P. PALUCH.  
Ouverture : Rozensburg.  
Début : Keller.

1. 33-29 17-21 20. 33-29 18-14  
2. 39-33 11-17 21. 38-32 (g) 21-27  
3. 44-39 6-11 (a) 22. 22-21 16-27  
4. 50-44 1-4 23. 47-42 11-16  
5. 31-26 16-21 24. 42-38 27-31 (h)  
6. 32-28 19-23 25. 38-27 17-21  
7. 28-19 14-23 26. 26-21 (f) 12-32  
8. 35-30 16-14 27. 48-42 (i) 2-7  
9. 30-34 23-28 (b) 28. 11-16 7-12  
10. 46-35 (c) 29-25 29. 36-31 12-7  
11. 24-20 15-24 30. 43-38 (j) 17-21 (k)  
12. 23-20 14-19 31. 26-21 22-11  
13. 28-15 11-16 (d) 32. 38-27 11-17 (l)  
14. 44-40 6-10 33. 34-30 (m) 25-24 (n)  
15. 34-29 9-14 34. 39-30 (o) 23-35  
16. 37-31 7-11 35. 31-24 (p) 20-29  
17. 40-34 (e) 3-9 36. 26-21 (q) 17-26  
18. 42-37 19-23 37. 37-31 26-37  
19. 29-34 (f) 14-20 38. 41-35 (r) Absolu

#### NOTES

a) Ou, toujours dans le début KELLER, 3... (7-11); 4. 50-44 (7-7); 5. 31-26 (16-21); 6. 32-28 (19-23); 7. 28-19 (14-23); 8. 35-30 (10-14); 9. 30-34 (23-28); 10. 40-35 (20-25); 11. 24-20 (15-24); 12. 29-20 (14-19); 13. 20-15 (11-16); 14. 44-40 (7-11) dans la variante la plus en vogue; etc. (LITH-OTTEN, championnat du monde féminin, août 1987, Minsk).

b) On quitte parfois le système KELLER en optant pour la variante active 9... (11-16); 10. 38-32 (21-27); 11. 32-21 (16-27); 12. 37-31 (7-11); 13. 42-37 (14-19); 14. 40-35 (19-30); 15. 34-14 (23-34); 16. 39-30 (9-20); 17. 46-39 (20-23); 18. 47-42 (23-14); 19. 39-30 (15-20); 20. 43-39 (18-23); 21. 49-43 (13-19); 22. 42-38 (20-24); 23. 37-32 (11-16); 24. 32-21 (16-27), etc. [WIERING-RUBELE, tournoi international « Côte d'Or », août 1987].

Une autre variante principale entrant dans le schéma du début KELLER est 9... (5-10) [les Noirs diffèrent l'avant-côté à la case 28]; 10. 37-31 (20-25); 11. 24-20 (15-24); 12. 29-20 (14-19); 13. 20-15 (10-14); 14. 42-37 (11-16); 15. 40-35 (7-11); 16. 33-29 (2-7); 17. 44-40 (22-27); 18. 31-22 (17-28) [l'avant-poste à 28], etc. [GANTWARG-BASTIAANNET, tournoi international de KISLOWODSK, août 1987].

c) Nous entrons alors dans la variante BOOM étudiée dans la partie ERMAKOW-TSIZJOW consacrée au début KELLER (le Monde du 18 juin 1988).

d) Ou, autre sous-variante de la variante BOOM : 13... (5-10); 14. 37-31 (10-14); 15. 34-29 (21-27); 16. 42-37 (19-23); 17. 44-40 (23-34); 18. 40-29 (11-16); 19. 45-40 (13-19); 20. 40-34 (9-13); 21. 37-32 (28-37); 22. 41-21 (16-27), etc. [BOOM-BALJAKIN, match Pays-Bas-URSS, 1980].

e) Dans le système KELLER les Blancs se fixent comme principal objectif l'affaiblissement de l'aile gauche des Noirs.

f) Cette nouvelle avancée est typique de cette stratégie.

g) Toujours le coup juste, que seuls les semi-professionnels de la théorie moderne, au demeurant petits dormeurs, savent déceler. Bien sûr 21. 38-33 est mauvais car 21. (25-30); 22. 34-25 (23-34); 23. 39-30 (20-38); 24. 43-32 puis (22-27) ou (21-27).

h) Mouvement dynamique pour occuper le terrain et atténuer les effets de l'enclassement par l'aile gauche des Noirs.

i) Nouveau danger, prévu par les Noirs, qui ont opté pour la qualité de

préférence à l'égalité numérique pour les cas où les Blancs envisageraient une stratégie de gain de pion !

j) Le gain de pion.

k) Songez sans doute toujours à la qualité.

l) Mais tombent dans un piège alors que les Blancs possèdent deux structures principales formant à elles deux comme une gaine étroite : une guêpière. Une guêpière au pouvoir de donner des siles aux Blancs.

m) L'annonce d'une très jolie combinaison à variantes.

n) Si 33... (23-34); 34. 31-26 (20-29); 35. 27-21 (16-27); 36. 37-32 (27-38, n); 37. 43-31 (dame) (34-43); 38. 49-38, etc., B+.

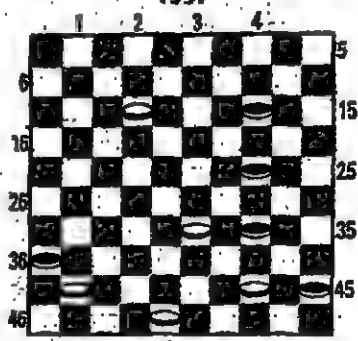
o) Création d'un temps de repos.

p) L'une des pointes de la combinaison.

q) Ou 36. 27-21.

r) L'envoie à dame sur une rafle de quatre pions.

#### PROBLÈME VENEMA 1987



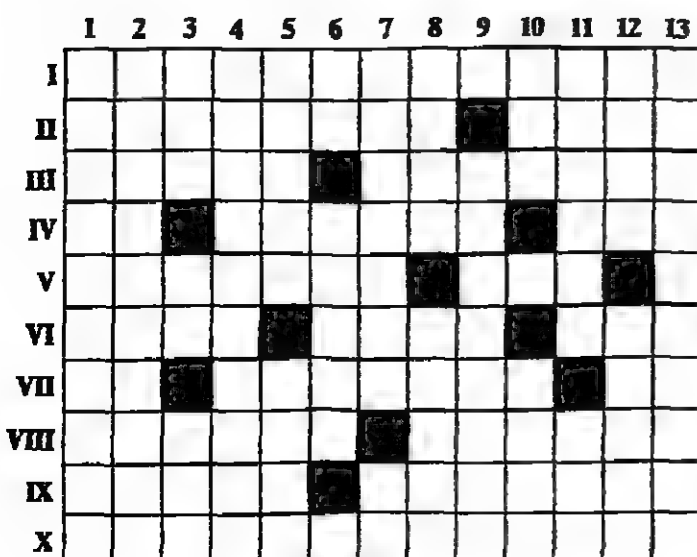
Cinq pions noirs. Cinq pions blancs. Les Blancs jouent et gagnent en cinq temps.

Très dépeuplé, ce mécanisme étonne à la fois par sa (relative) simplicité et par sa désarmante subtilité.  
Solution : 12-11 (36-47), 7-11 (47-29), 44-39 (34-43), 1x40 (1x40) [exquis point] (45-34), 48-10 (1x40) [exquis point]. Signature de cet ancien grand compositeur néerlandais : le docteur VENEMA.

JEAN CHAZE.

## mots croisés

N° 545



Horizontalement  
I. Poisson-chat. - II. C'est au cœur qu'il est atteint. Elle est moins atteinte. - III. C'est la casse. C'est là qu'on va voir ce dont elles sont capables. - IV. Ils sont assez nombreux dans cette bande. Très utiles pour se grandir, au propre et au figuré. Tourne bien. - V. Ne laisse que le bon grain. N'est pas sans mystères. - VI. Fis disparaître. Allez-mande. Direction. - VII. Saint. Pour vêtir ceux qui sont nus. Dans l'alternative. - VIII. Sympa en deux mots mais en un seul, quelle

verticalité  
1. Ruminant africain. - 2. Boum, crac, hue ! - 3. Dans son bon sens on le redoute. Petit mot capricieux. Doublié, fait un gentil bourdonnement. - 4. N'a pas le ferme propos. - 5. Possessif. Se laisse boire de bas en haut. - 6. Il va bouger. A son aise. - 7. Brandis. Personnel. - 8. C'est mal tré. On en vient. - 9. Calmera. - 10. Monnaie. C'est un bon soutien. - 11. Elles ont eu des déceptions. Fit de bas en haut ce qu'on fait d'avant en arrière. - 12. C'est la foule. On l'enfonce ou il est interrogé, selon l'accent. - 13. Elles sont condamnées.

#### SOLUTION DU N° 544

Horizontalement  
I. Personnalités. - II. Apeurées. Sape. - III. Répits. Egare. - IV. Ironie. Usurier. - V. Sorties. EDF. - VI. Intellect. Est. - VII. ÉNA. Sûre. Essai. - VIII. Nage. Dates. - IX. Nielle. Ta. Anc. - X. Essuie-membles.

Verticalité  
1. Parisienne. - 2. Eperonnais. - 3. Reportages. - 4. Sainte. Élu. - 5. Orteil. LI. - 6. Née. Érudite. - 7. Ne. User. - 8. Assez. Caut. - 9. Guet. Eau. - 10. Issai. Éa. - 11. Tarifs. AL. - 12. Épée. Saine. - 13. Serratuiles.

FRANÇOIS DORLET.

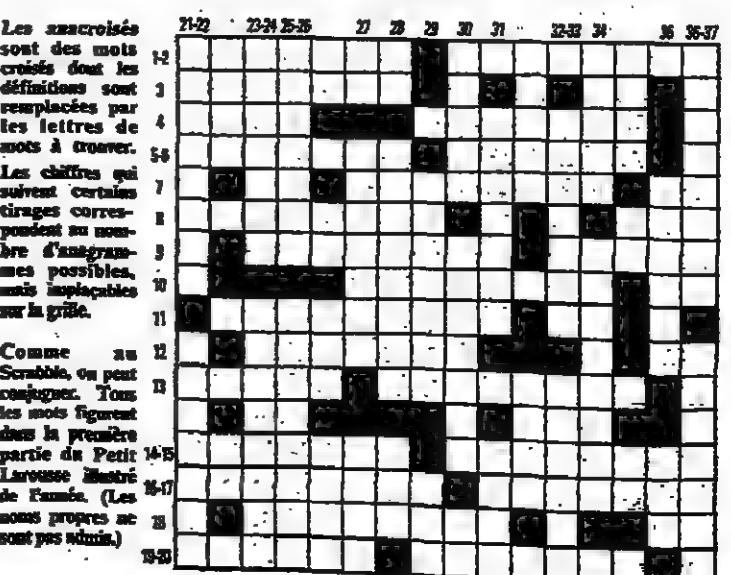
## anacroisés

N° 546

Horizontalement  
1. CEEHIMS. - 2. ABDILOOS. - 3. EGNOSOS. - 4. ACCCEIM. - 5. BEELOST. - 6. CEHNOR. - 7. AILNOSY. - 8. EGIKKNR. - 9. AEIMOSS. - 10. EEEIMNIV. - 11. AEGIMOTUY. - 12. IMRSSU. - 13. AEILTUX. - 14. AENSTY (+ 1). - 15. ABEILMNR. - 16. CILNRST. - 17. AEIMRSU (+ 6). - 18. AEEINRRRT (+ 7). - 19. AAEISS. - 20. EENRRRT.

Verticalité  
1. ABCFMOT. - 2. AEILSSV. (+ 3). - 3. AEEGLS. - 4. CEEOSTITY. - 5. IKMOOST. - 6. CEEGNRSU. - 7. EEEILMS. - 8. EMINNOSY. - 9. AGIOUVX. - 10. EELNSSU. - 11. CENNOTT. - 12. CHILMOS. - 13. ABEIRU. - 14. EEFINRU. - 15. GILOR. - 16. ACEFRSSU. - 17. CEORRSU (+ 1).

SOLUTION DU N° 545  
1. ATAVISME - 2. MIDRASH, méthode d'exégèse rabbinique



(DIRHAMS). - 3. PETIOLEE. - 4. INALPAGE, ascension des troupeaux aux alpages. - 5. REPUGNE. - 6. URETRITE (TRITUREE). - 7. AERICOLE, épiphyte. - 8. ASSEAU. - 9. SIXAINS. - 10. CARTOON. - 11. SPECULAL. - 12. ORIENTAL (ENROLAT, etc.). - 13. ORANAIS. - 14. ZÉLOTES. - 15. ETATISAT (ATTESTAI SALETAT). - 16. DEREELS. - 17. ISLAMISE (ASSIMILE). - 18. LISTERA (ALTTERS LISERAT LITERAS RESALIT). - 19. REANIMÉE (REMANIÉE MANIÉE). - 20. ACIDULAT.

21. COTIDAL. - 22. SEPARADE. - 23. AGACEES. - 24. IRISERAS. - 25. VOILETTES. - 26. ONZIEME. - 27. SPATIAUX. - 28. MEGOTE. - 29. ANNALES (ANNELAS). - 30. ETETAL. - 31. MORDICUS. - 32. POETISE. - 33. PERSIFLA (PARFILES). - 34. DEPOILLUE. - 35. REUNITE (RUINEE URINEE). - 36. ALASTRIM, variété (TRAMAILS). - 37. SONORISE (EROSIONS OSERIONS). - 38. HUE-RENT (RUTHENE). - 39. DISCUTEE.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

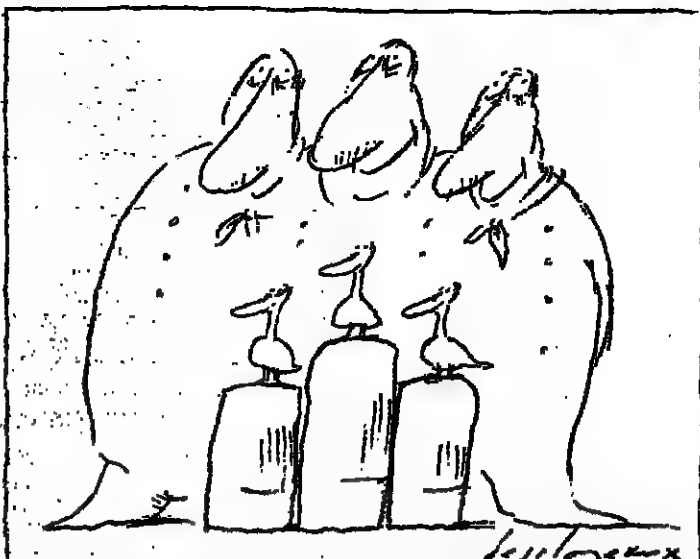


# LA TABLE

## Canettes baroques

**L**e troisième trophée national Coq Saint-Hippolyte a été décerné l'autre mois. Il s'agissait cette fois de recettes non plus de poulets ou de pintades de Loué mais de canettes du même terroir sarthois, où les volailles sont, en général, bien élevées. Un premier « tri » avait désigné pour la finale (à l'Hôtel Nikko de Paris) huit concurrents.

Je dois dire que ces huit recettes étaient quant au principal, c'est-à-dire les canettes, généralement excellentes. Oh ! je tiens un peu quant à moi, c'est à propos des « garnitures ». Ah ! que de crimes en ton nom, nouvelle cuisine ! Ainsi le lauréat, Patrick Jubel (de l'Hôtel Méridien Montparnasse) nous fit-il savourer sa canette fermière de Loué aux figues fraîches. Ces figues constituant une première garniture,



pourquoi nous en imposons alors une seconde, un grain de pommes

fruits et céleri rave (et des goda-goda qui plus est) ?

Le second, avec sa canette aux épices et giroles, nous imposait un chou farci aux abats de ladite canette. Soit ! Mais aussi des petits palets de légumes panés (pommes de terre, artichaut et céleri-rave). Et ainsi de suite avec, par exemple, des clochettes d'artichauts poivrées aux blettes, fenouil et tomates...

J'ai mieux aimé personnellement le civet de canette au sauternes de Philippe Gardette (du restaurant Les Princes, de l'Hôtel George-V), noté avec plaisir le quatrième prix de Gérard Duc (Hôtel Warwick) pour sa canette garnie d'un soufflé de marrons en céleri et de poires au vin rouge, mais, surtout, encore qu'il n'ait point été retenu par mes cama-

rades, la canette au sel marin d'Alain Bernard, chef de cuisine à l'Hôtel Campanile du Kremlin-Bicêtre.

Il faudrait bien que ce genre de manifestation conduise les chefs — et leurs patrons plus encore peut-être — à mettre ces tendres et savoureuses canettes plus souvent à leur carte. Je les ai cherchées en vain, sauf la fameuse canette aux grains de café du Procope (13, rue de l'Ancienne-Comédie, 75006 Paris, tél. 43-26-99-20) signée du chef Rémy Boez. Il eût pu concourir, certes, mais Jean Delaveyne, conseiller culinaire de la maison, est aussi président du jury, et, avec élégance, cette canette au café a été proclamée hors concours.

Mais je voudrais citer pourtant la canette de barbarie au vinaigre de cidre et miel (en deux assiettes, les cuisses confites en salade) de Gérard Vié (Les Trois Marches, 3, rue Colbert, à Versailles, tél. 39-50-13-21), la canette rôtie aux figues et ses cuisses grillées de L'Outreau de Baumanière (tél. 90-55-33-07), aux Baux-de-Provence, la canette rôtie sauce aigre-douce du Ranquet (à Tournay, 30140 Anduze, tél. 66-77-51-63).

Et puis, de canette à caneton, la différence (gustative) n'est pas grande. Et je citerais alors le caneton au miel de lavande et citron de La Bonne Etape de Pierre et Jany Gleize à Châteauneuf (tél. 92-64-00-09) et le caneton parfumé au coriandre de Jean-Claude Dray (La Renaissance à Magny-Cours, tél. 86-58-10-40).

Allez et régaliez-vous...

LA REYNIERE.

### Le trophée Christian Guy

Le souvenir de Christian Guy, notre confrère de l'Aurore du temps de Robert Lazurick, se devait d'être perpétué. Porthos de la gastronomie, Christian ne fut pas seulement l'auteur d'une petite Histoire de la cuisine française, de la Vie quotidienne de la société gourmande au dix-neuvième siècle, d'un Almanach historique de la gastronomie, etc., mais un solide compagnon de fourchette et un défenseur de la vraie cuisine de chez nous.

A l'initiative d'Albert Chazal, du Train Bleu, dont il était un fidèle et de quelques autres restaurateurs, dont le cher Paul Chêne (de la rue Lauriston), a donc été créé le Trophée Chris-

tian Guy, décerné chaque année à un restaurateur de métier, cuisinier de talent et représentant la tradition d'une sage et vraie cuisine, dans un cadre de qualité et lui aussi de tradition.

J'ai plaisir ici à signaler que ce premier Trophée Christian Guy l'eût enchanté puisqu'il a couronné Michel Comby, alors chef de Lucas-Carton et dont il aimait le grand talent. Aujourd'hui chez lui, on le sait, Michel Comby (116, boulevard Péreire, 75017 Paris, tél. 43-80-88-68) se classe parmi les meilleurs amphitryons de Paris.

COURTINE.

## VOYAGE Carnets berlinois

(Suite de la page 15.)

J'écris sur mon pense-bête, en m'appliquant, qu'il faudra demander à l'auteur présumé de la citation d'authentifier ou de démentir. Je fais un nœud à mon Kleenex et, pourtant, j'oublie.

Un autre jour. Knesbeckstrasse, passé 15 heures. Regardez. Je marche vers le petit café d'où sort une musique, ça me rappelle vaguement quelque chose. Je m'arrête, lève la tête : le lieu s'appelle Istanbul. Ah Berlin ! Après Ankara et Istanbul, la plus grande ville turque du monde. Allons, pressons ! Dans l'entrée, derrière un rideau de cordelettes multicolores, des silhouettes en mouvement trahissent une ambiance joyeuse à l'intérieur.

Dans le rideau, j'aménage une ouverture discrète. Sur une grande table autour de laquelle quelques hommes ont pris place (l'un d'eux fume un énorme cigare), une femme en costume de circonstance exécute une danse du ventre endiablée. Je reste là un moment. Au fond du café, entre deux tables, une gamine tente d'imiter la danseuse sous le regard amusé d'un couple qui semble être ses parents. L'un de ceux-ci, l'homme, m'aperçoit. Il se lève. C'est un bonhomme trapu, qui se dirige vers moi en tantant comme sur des amortisseurs déréglés. Il me demande poliment : « Pour boire ou pour manger ? » Je balbutie que non, je passais par là comme ça.

Le lendemain. C'était la fin de l'automne. Temps doux, sec, enso-

leillé. Prendre le métro (U-Bahn), puis le chemin de fer urbain (S-Bahn), descendre à la station Anhalter, marcher jusqu'au Martin-Gropius-Bau, qui abrite entre autres la Berlinische Galerie. Considérer, une fois de plus, l'espace alentour. Où sont les collectives boursofflées d'ego ? Les fausses grandeurs ? Les vraies blessures ? Affaire de cadrage, de choix, d'agencements.

On voit. On voit même trop, c'est le plus fort à Berlin. Tout est là. Des mondes de ruines. Terrains rendus vagues par la chaîne d'événements allant des bombardements jusqu'aux initiatives d'effacement par les bulldozers des traces de cette lourde histoire. « On a rasé l'ancien siège de la Gestapo afin d'aider les Allemands à oublier », dit, avec une pointe d'ironie dans la voix, Juliana Schaart, la trentenaire, chargée d'expositions à la Berlinische Galerie. La plupart des visiteurs qui tournent autour des ruines, des façades criblées d'impacts de balles, avec cet air à mi-chemin entre l'ahurissement et l'hébété, la nervosité et l'iner-tie, qui escaladent les monticules de débris garnis d'herbe sauvage, la plupart d'entre eux, les plus jeunes surtout, sont des Allemands.

### La mémoire de la honte et du courage

Je feuillette un livre que Juliana vient de m'offrir : des photographies de Berlin réalisées entre 1860 et 1982. De Dieter Appelt, né trois ans avant la Nuit de cristal, à Bernd Zimmer, né trois ans après l'encerclement de Berlin, la ville donne à voir un visage quotidien et ses transformations dans le temps, choses banales, gens plus ou moins ordinaires (2). La vie comme elle va. Des images proches, en amont, de Murnau ; en aval, de Wenders. Des choses que nous aimons.

Non loin, il y a les autres images. Murs blancs du tout petit musée aménagé il n'y a pas très longtemps. On lit : « Dokumenta-tion ». En dessous : « Topogra-

phie de la terreur ». La mémoire de la honte et du courage, dans des locaux qui ne furent pas autre chose qu'un lieu d'enfermement et de torture, la prison de la Gestapo, qu'on avait voulu détruire aussi, qu'on a dû garder face aux protestations. La visite débute dans un décor simple : sur des panneaux suspendus, photographies accompagnées d'explications, de commentaires, de schémas. Elle se termine, en sous-sol, sur la scène des horreurs dont la nudité même du lieu permet une représentation glaçante.

On sort de là en avalant un grand bol d'air. Heureux de ce début d'hiver. A l'aube de la grande Europe, tout ça est heureusement différent de l'Autisme allemand évoqué par le romancier suédois Stig Dagerman (3). Entrons dans l'hiver berlinois avec ces lapins rigolos qui batifolent encore dans l'herbe.

Et il y a même un lac à Wannsee. Un lac et une forêt. Je pourrais rester longtemps ainsi, à regarder les arbres se balancer doucement sur le ciel. A penser, en souriant, à l'ultime élégance de Kleist. Juste avant son suicide (automne 1811), aux abords de ce lac, Kleist s'avise qu'il a oublié de régler son barbier. « Je vous prie, demandez-le à un ami, de lui donner la pièce que vous trouvez emballée dans la valise de M<sup>lle</sup> Vogel. Je vous demande enfin d'offrir ma petite valise en cuir noir, à l'exception des affaires qui serviront à m'ensevelir, à mon logeur, le maréchal des logis Müller, pour le remercier de son accueil. »

Sur le mur, les mains anonymes continuent de lutter contre la grisaille par un joyeux feu d'artifice de mots et de couleurs. Que la grosse torse ivre fasse encore plein de dépressions nerveuses !

JEAN-CLAUDE CHARLES.

(2) Berlinfoto-graphisch - Photographie in Berlin, 1860-1982. Berlinische Galerie, Berlin, 1982.

(3) Stig Dagerman : Autisme allemand, Actes Sud, Le Pasadour, 1981.

### Exclusif : ils disent tous "Je" !

- Xavier Beguin-Billecocq : "J'ai découvert Praslén l'île des cocottes"
- Patrick Charles-Messance : "J'ai vécu avec les pirates de Malaisie"
- XXX : "J'ai essayé Air Europe sur Paris-Londres"
- Alain Bocquet : "J'ai visité les Golfs-soleil dans 5 continents"
- Eric Pasquier : "J'ai rencontré le futur roi de Malaisie"
- Frédéric Berthe : "J'ai vu un Staline de 8 ans en Equateur"
- Albert Ducrocq : "On peut déceler une bombe dans l'avion"
- Et la météo, des échos des infos, des fiches techniques, etc., dans

**BANCS D'ESSAIS DU TOURISME**  
120 pages en couleurs, en vente chez votre marchand de journaux.  
Parution le 25 janvier

### LA CÔTE D'AZUR EN PROMOTION AVEC FRANTOUR VOYAGES

Sur la Côte d'Azur, arpentant le Cap Ferrat, BEAULIEU-SUR-MER offre, dans un site grandiose, ses ruelles typiques, son marché provençal, sa chapelle romane Santa-Maria-de-Olivo. FRANTOUR VOYAGES y a ouvert depuis le 15 janvier 1989 l'hôtel \*\* FRANTOUR VICTORIA et vous propose de bénéficier jusqu'au 15 avril des formules promotionnelles en pension complète ou en demi-pension.

**RENSSEIGNEZ-VOUS**  
— à votre agence de voyages FRANTOUR  
— par téléphone : SOPHIE au 45-63-03-14  
— par correspondance : FRANTOUR VOYAGES, BP 82-08, 75382 Paris Cedex 08

## GASTRONOMIE

**NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3<sup>H</sup> DU MATIN.**

**LA CHAMPAGNE**  
La grande tradition de la mer  
Vins de renommée et de renommée  
10 bis, place de Cléry  
Paris 9<sup>e</sup>  
Réservation : 48 74 44 78

**CHEZ HANSI**  
La grande tradition  
3, place du 15-Juin-1940  
Paris 9<sup>e</sup>  
Angle Montparnasse  
Rue de Rennes  
Réservation : 45 46 56 42

**GAGNEZ 10% SUR VOTRE CROISIERE EPIROTIKI EN 1989**

**INSCRIVEZ-VOUS AVANT LE 28 FEVRIER**

**SAISON INAUGURALE DE L'ODYSSEUS**

**CROISIERE DES 7 MERS**  
14 JOURS, DU 20 MAI AU 23 OCTOBRE  
vers la MER NOIRE - TURQUIE - GRECE - ITALIE  
à partir de 11.340 F par personne  
pré-acheminement inclus de France

**EPIROTIKI**  
c'est également des croisières de 3, 4 et 7 jours au départ du Pirée.

**Allez vite chez votre agent de voyages !**

**EPIROTIKI**  
Agent général MONDOCRUISES  
5, bd des Capucines - 75002 PARIS  
Tél. (1) 42 65 49 67

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

Côte d'Azur	Italie
<p><b>NICE</b></p> <p><b>HOTEL LA MALMAISON</b> Best Western *** NN Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES TV COULEUR PAR SATELLITES Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-87-62-56 - Téléc. 670 416. Télécopie 93-16-17-99.</p> <p><b>Montagne</b></p> <p><b>05350 SAINT-VÉRAN</b> (Hautes-Alpes, Queyras) Parc rég. Site classé. Stal. village. Piste, fond. Plus hte. comm. d'Europe, 2040 m. <b>LE VILLARD</b>, tél. 92-45-82-08 GRILL ET CHAMBRES-STUDIO Appart. Depuis 650 F pers./semaine. <b>BEAUREGARD</b>, tél. 92-45-82-62 1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem. Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.</p> <p><b>Provence</b></p> <p><b>83240 CAVALAIRE</b></p> <p><b>HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE ***</b> « Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Piscine, tennis, télévision. 1/2 pers. de 440 à 470 F/jour et par personne. Tél. 94-64-44-27. Téléc. 400 293 F CALANQUE Spécialités : POISSONS.</p> <p><b>ROUSSILLON 84220 GORDES</b></p> <p><b>Vacances d'hiver au MAS DE GARRIGON ***</b> (TGV et aéroport d'Avignon) Séjours détente à prix doux dans le PETIT HOTEL DU LUBERON. Stages de cuisine. Stages d'équitation. Espace gourmande. Renseignements et réservation : 90-85-43-22</p> <p><b>Grande-Bretagne</b></p> <p><b>68 - QUEENSGATE</b></p> <p><b>EDEN PLAZA HOTEL</b> 68 QUEENSGATE. SOUTH KENSINGTON, LONDRES W7 Tél. 19-44-1-370-6111. Téléc. 916 228. Télécopie 19-44-1-370-6570. Hôtel moderne et accueillant. Prix de Knightsbridge, Harrods, Hyde Park, musées.</p>	<p><b>VENISE</b></p> <p><b>HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ***</b> (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation : 41-52-32-333 VENISE. Téléc. 411150 FENICE I. Directeur, Dante Apollonio. Télécopie 041-520-37-21.</p> <p><b>Suisse</b></p> <p><b>CH-1938 CHAMPEX-LAC</b> Vacances blanches en Valais. Hôtel familial, détente, bien-être où les enfants sont les bienvenus. Paradis du ski de fond, ski alpin, promenades. Forfait 7 jours P.C. 420 FF (env. 1695 FF), en mars dès 350 FF (env. 1415 FF).</p> <p><b>HOTEL SPLENDEUR</b> Tél. 1941/26/41145.</p> <p><b>VALAIS-SKI-SOLEIL</b> (alt. 1480 m - 2200 m) Un hôtel-club où vous êtes reçus en amis. Station-village l'un de la région des villes. Ski alpin, fond. 7 j. pers./compl. 1830-2340 FF, réduc. enf. Garder. grat. dès 1 an. Animation. Rem. méca. offertes aux enf. &amp; jeunes. Enf. limités à 4 semaines.</p> <p><b>SUNWAYS ***</b> CH-1938 Champey. Tél. 1941/26/41122.</p> <p><b>TOURISME</b></p> <p><b>LOCATION DE HOUSE BOAT SUR LE CANAL DU MIDI ET LA CHARENTE</b> Catalogue gratuit. SAINTONGE RIVIERES, B.P. 55 17413 SAINT-JEAN-D'ANGELY Cedex Tél. (16) 46-32-00-16.</p> <p><b>SKI DE FOND HAUT-JURA</b></p> <p><b>3 HEURES DE PARIS PAR TGV</b> Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max.) dans ferme du XVIII<sup>e</sup> s. confortablement rénovée, chamb. av. s. de bains, w.c., table d'hôtes, cuis. muniée et légère, pain maison cuit au feu de bois. Ambiance sympathique. De 2050 F à 2590 F par pers. et sem. (t compris, pension complète + vin, matériel et matériel de ski). Tél. (16) 81-38-12-51 ou écrire : <b>LE CRET-L'AGNEAU</b> 25050 MONTBENOIT</p>

سكننا من الامم



# Sports

## TENNIS : les Internationaux d'Australie

### Lendl contre Mecir en finale

Les Tchécoslovaques Ivan Lendl et Miloslav Mecir, qui s'étaient déjà rencontrés en finale d'un tournoi du grand chelem tennistique à Flushing Meadows en 1986, se retrouveront dimanche 29 janvier sur le central de Flinders Park, titre australien en jeu.

Une victoire permettrait à Lendl de reprendre la première place du classement mondial, qu'il avait laissée au Suédois Mats Wilander en perdant le titre des Internationaux des Etats-Unis 1988. Cette fois, la chaleur sera son premier adversaire.

MELBOURNE  
correspondance

**I**VAN Lendl met une serviette trempée dans de l'eau glacée autour de son cou et pousse un profond soupir de soulagement. Il contemple son sac à main, s'apprête à le soulever puis y renonce. Il appelle un ramasseur de balles et lui demande de porter ses affaires jusqu'aux vestiaires. Démarche lourde et tête baissée, il regagne l'ombre, vainqueur vacillant, champion au ralenti. L'essentiel est fait car il a gagné. L'essentiel reste à faire car un dernier match l'attend.

Après sa défaite contre Wilander en 1983, le voilà finaliste de l'Open d'Australie pour la deuxième fois de sa carrière. Il aura donc dimanche contre le Tchécoslovaque Miloslav Mecir, vainqueur facile du Suédois Gunnarsson, l'occasion de remporter l'un des deux titres majeurs - avec celui de Wimbledon - qui manquent encore à son palmarès. Si la chaleur continue à peser d'un poids cruel sur le central de Flinders Park comme elle l'a fait lors des demi-finales masculines vendredi, il aura encore l'occasion de souffrir.

Car si, au bout de trois heures suffocantes sur un court où la température au sol était de 55,8 degrés centigrades, l'Autrichien Tomas Muster commençait à ressentir les premières douleurs de la fatigue, Ivan Lendl, depuis trois quarts d'heure déjà, ne tenait debout que grâce à son service.

Rien ne laissait présager une fin de match disputée. Aucune incertitude n'avait pesé sur le début de la rencontre. Tomas Muster est un gaucher au lift rageur, capable d'accélération à plat brutales mais mal maîtrisées. Il s'agit d'un coureur de fond avec un cœur aussi gros que les pou-

mons. La lucidité, en revanche, n'est pas sa qualité première.

Muster avait atteint, grâce à sa ténacité, son endurance et une dose considérable de chance, sa première demi-finale d'un tournoi du grand chelem. Il n'avait pas pour autant, pensait-on, la moindre arme pour atteindre Ivan Lendl. En seizième de finale, il avait sauvé une balle de match contre le Sud-Africain Visser avant d'arracher la victoire au bout de quatre heures trente-neuf minutes de jeu, record de durée, à deux minutes près, des championnats.

En quart de finale, il avait bénéficié du forfait sur blessure du Suédois Edberg. Aucune tête de série ne s'était trouvée sur son chemin. Comment pourrait-il troubler la marche en avant d'Ivan Lendl ?

Deux sets durant il n'y pouvait rien, sauf prolonger au maximum les échanges, les rendre aussi durs, aussi éprouvants que possible. Au début du troisième set, Lendl fléchissait. Celui qui se plait à souligner ses qualités de « souffleur » cherchait sa respiration au fond de l'ombre qui recouvre une extrémité du court. Il semblait en ressortir à contre-cœur pour reprendre le match.

Dans l'échange, Lendl arrivait avec un certain retard sur la balle et commettait quelques erreurs grossières. Apparemment frais comme un gardon, débordant d'énergie, étonnant de combativité, l'Autrichien prit le troisième set et relança ainsi le match.

#### Des conditions étouffantes

Au quatrième jeu du quatrième set, Lendl dut sauver deux balles de break. Muster en fit autant trois jeux plus tard. Soudain, la précipitation de la situation du Tchécoslovaque devint flagrante. Dans l'échange, il ne jouait que par saccades, poussait faiblement ses revers, s'approchait du point de rupture. A moins d'un cadeau de Muster, de sa force un brin aveugle, Lendl aurait pu se voir entraîner sur ses jambes flagellantes dans un cinquième set, c'est-à-dire vers ce qui aurait probablement été la sortie.

Muster n'avait jamais dépassé le stade des seizièmes de finale d'un tournoi important. D'où peut-être une erreur de jugement qui lui fut fatale. Se sentant sans doute plus fort que le numéro deux mondial, il voulait souligner chaque occasion de point facile avec éclat. A cinq jeux partout au quatrième set et 40-30 sur son service, un tout petit lob

dérisoire près du filet s'offrait à lui. Muster s'y mit et s'assura de toutes ses forces. Et la balle se ficha dans les mailles du filet. Il avait voulu marquer un coup, il n'avait même pas marqué le point. Une erreur de revers et une double faute dans la foulée offraient à Lendl le break tant désiré. Le Tchécoslovaque l'accepta.

« Il s'agit du match le plus long de ma carrière joué par une telle chaleur », avoua Lendl après la rencontre. « Le seul défaut de ce magnifique stade, c'est que, sur le central, l'air ne circule pas. »

Lendl a prétendu que son adversaire terminait le match plus éprouvé que lui, preuve que l'on peut traverser des conditions étouffantes sans pour autant manquer d'air dans ses propos d'après match. « Dimanche en finale, je ne céderai pas un pouce de terrain », conclut-il. On peut le croire sur parole. Si près du but, Lendl jettera tous ses efforts dans la bataille. Seront-ils suffisants si la chaleur de l'été persiste ?

MARC BALLADE.

#### RÉSULTATS SIMPLES MESSIEURS

Demi-finales  
Ivan Lendl (TCH, n° 2) b. Tomas Muster (AUT, n° 11) 6-2, 6-4, 5-7, 7-5 ;  
Miloslav Mecir (TCH, n° 9) b. Jan Gunnarsson (SUE) 7-5, 6-2, 6-2.

## PARAPENTE : les premiers Internationaux

### Les nouveaux papillons de montagne

Les premiers Internationaux de parapente se sont déroulés à Courchevel (Savoie) les 21 et 22 janvier. Pratiqué hiver comme été, ce sport, après des débuts difficiles, connaît depuis trois ans un succès grandissant. Principale bénéficiaire de cette nouvelle pratique : la montagne.

COURCHEVEL  
de notre envoyé spécial

**L**e sommet de la Vézelle est englué dans une mer de nuages. Face au vide, sur la paroi ouest de la crête, des hommes attendent, immobiles. Ces statues éphémères guettent l'éclaircie.

« Altiport en vue ! », crie enfin un juge. Aussitôt, deux parachutes de type aile se dressent comme des étendards au-dessus des troupes qui s'affairaient à la préparation du décollage des autres concurrents. Un bref instant immobiles, les parachutes plongent avec leurs pilotes dans la pente abrupte. Deux papillons géants et multicolores. Ils slaloment lentement entre des restes vaporeux de nuages, avant de se poser devant un public ébahi par tant de légèreté. Les premiers Internationaux de parapente battent leur plein. Ils seront remportés par José Couttet, un enfant du pays. Les parapentes font partie intégrante du décor alpin, avec les téléphériques ou les bœufs de laine. Découvert en France il y a dix ans par trois parachutistes sportifs traditionnels, la technique de décollage en aile à partir de sommet ou de pente a fait des milliers d'adeptes.

#### Trainée de poudre

Le parapente a végété jusqu'en 1986. Les deux dernières années, les structures d'accueil et de formation se sont multipliées. Dans un même temps, les voiles devenaient de plus en plus performantes.

De 2800 licenciés en 1983, ce nouveau sport est passé en l'espace de trois ans à 12000. Les spécialistes s'accroissent pour annoncer qu'il y aurait entre 15000 et 18000 pratiquants. Né dans les Alpes françaises, le parapente s'est propagé en Angleterre, en Norvège et en Espagne. Son essor a été aussi surprenant qu'en France. La trainée de poudre a atteint le Japon et le Canada. Pour des problèmes de réglementation, les Etats-Unis sont restés en partie à l'abri du phénomène.

Jusqu'en 1983, les voiles utilisées provenaient exclusivement des constructeurs de parachutes traditionnels. Ne soupçonnant pas l'ampleur du phénomène, donc le nombre d'acheteurs potentiels, ils se désintéressèrent de ce nouveau marché. Ils ne concourent aucune voile adaptée à cette pratique. Ils allaient s'en rendre compte.

Il existe actuellement vingt-cinq fabricants en Europe et au Japon. Ils produisent tous des ailes spécialement et exclusivement conçues pour le parapente. La majorité, ont commencé par une production artisanale. Beaucoup aujourd'hui sont amenés à sous-traiter une grande partie de leur production, principalement à Taiwan ou en Corée du Sud, mais également dans les pays du Maghreb et en Israël. Certains, comme la société ITV, qui avait une activité de voilerie, ont trouvé leur salut dans le parapente.

Après avoir subi de plein fouet la crise de la planche à voile, cette société décida en 1986 de se repositionner sur le marché du parapente. Son chiffre d'affaires a dépassé les 20 millions de francs l'année dernière et 50 % de sa production est destinée à l'exportation. La planche à voile représente moins de 20 % de son activité.

Avec ces nouveaux parachutistes, les voiles ont considérablement évolué. Les matériaux, le profil et la fabrication ont été redessinés. La « finesse » a ainsi été plus que doublée, pour approcher de la finesse 7, c'est dire qu'en sautant de 1000 mètres d'altitude il est possible d'atterrir 7000 mètres plus loin que le point de départ. Le record du monde de durée en vol dépasse les dix-sept heures.

« En trois ans, le parapente est passé de l'âge de pierre à l'âge d'or », affirme Michel Le Blanc, directeur de la société ITV.

Aujourd'hui nos voiles sont réalisées grâce à la conception et à la fabrication assistées par ordinateur. La découpe se fait au laser. Nous disposons également d'études sur l'aérodynamisme effectuées par de grandes sociétés françaises. Si le parapente a un tel succès, c'est parce que les pratiquants ont réellement l'impression de réaliser leurs rêves : voler.

Le parapente est longtemps resté cantonné dans quelques sites. Progrès techniques et engouement ont permis son utilisation dans tout le milieu de la montagne. Beaucoup de stations ont répertorié et classé par catégories de difficulté leurs sites de décollage. Les clubs et les écoles se sont multipliés. Pour Denis Gankine, compétiteur et collaborateur d'une revue spécialisée, « le parapente, au même titre que la randonnée, l'alpinisme ou le ski, est devenu une activité à part entière de l'économie de montagne ».

#### Activité complémentaire

Il n'y a pas que les compagnies de remontées mécaniques ou les commerces d'articles spécialisés qui bénéficient de cette manne du ciel. Nombre de guides, de moniteurs de ski ou d'accompagnateurs de moyenne montagne ont trouvé dans le parapente une activité professionnelle complémentaire. Le Syndicat national des moniteurs de ski propose à ses membres des stages d'initiation et de perfectionnement.

Jean-Claude Betsemps, directeur d'une des écoles les plus réputées, insiste sur la nécessité « absolue » d'une formation réalisée par des personnes connaissant bien l'écologie en montagne : « En alpinisme, il faut apprendre à connaître la neige et le rocher. En parapente, c'est l'air qu'il faut connaître. On se laisse facilement entraîner par l'écologie des massifs montagneux n'est pas sans danger. Il est important, avec l'apparition de voiles de plus en plus perfectionnées, de bien connaître tous les éléments extérieurs. Cet apprentissage n'est pas très difficile. Si le parapente a autant de succès, c'est parce qu'il correspond exactement à la mentalité des années 80. Il est d'une pratique facile mais procure tout de suite un plaisir intense. Le danger peut être présent mais toujours contrôlé. »

PIERRE-YVES GRAVIER.

#### LES HEURES DU STADE

##### Athlétisme

Championnats de France scolaires et universitaires. — Samedi 28 et dimanche 29 janvier à l'INSEP de Paris.

Réunion internationale de Liévin. — Samedi 28 janvier.

##### Basket-ball

Championnat de France. — Samedi 28 janvier.

##### Bobslleigh

Championnats d'Europe. — Du vendredi 27 au dimanche 29 janvier à Saint-Jean-de-Sixt.

##### Cyclo-cross

Championnats du monde. — Samedi 28 et dimanche 29 janvier à Fontchâteau, Loire-Atlantique (FR), le 28 à 14 h 50.

##### Escrime

Challenge Martini. — Samedi 28 et dimanche 29 janvier au stade de Courbetin à Paris.

##### Rugby

Championnat de France. — Dimanche 29 janvier.

##### Ski alpin

Championnats du monde. — Du dimanche 29 janvier au dimanche 12 février à Vail, Colorado (A2, descente combinée dames, le jeudi 2 février, de 19 heures à 19 h 35).

##### Tennis

Championnats internationaux d'Australie. — Jusqu'au dimanche 29 janvier à Melbourne (La 5, le samedi 28, de 0 h 30 à midi et le 29, de 8 h 30 à 12 h 30 pour la finale messieurs au différé).

## FOOTBALL : la tournée de l'équipe palestinienne

### La quête d'une reconnaissance internationale

Invitée par la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), la sélection nationale de football palestinienne arrive d'Italie, après avoir suivi un stage en Tunisie, a disputé un tournoi en salle jeudi 26 février au gymnase Léo-Lagrange de Champigny avant de rencontrer samedi 26 janvier une sélection FSGT à Aubervilliers. Cette compétition est l'occasion pour la FSGT de renouveler son appui au sport palestinien et à celui-ci de rappeler son existence.

**L**e sport palestinien est né officiellement dans les années 30. Une Union palestinienne de football régénait ce sport, et l'équipe palestinienne a même participé à la Coupe du monde de football en 1936. D'ailleurs, la pratique sportive était, dit-on, plus développée en Palestine que dans les autres pays arabes limitrophes.

Après une longue éclipse, le sport s'est à nouveau structuré. En 1964, un Conseil supérieur de la jeunesse et des sports de l'OLP était constitué, et, quatre ans plus tard, c'était au tour d'un Comité olympique de la Palestine. Dix-sept fédérations sportives se sont créées et développées au sein du Conseil supérieur de la jeunesse et des sports du Comité olympique de la Palestine. Actuellement, dix fédérations (l'athlétisme, le basket-ball, la boxe, la gymnasti-

que, l'haltérophilie, le handball, le judo, la lutte, le tennis de table, le volley-ball) sont reconnues par les fédérations internationales. Elles pratiquent leurs activités à partir de clubs implantés dans les divers pays arabes qui accueillent des Palestiniens. De plus, deux lignes de clubs sportifs, l'une en Cisjordanie, l'autre dans la bande de Gaza, subsistent dans des conditions difficiles.

Les liens entre la FSGT et le sport palestinien ont été officialisés en 1981. Le 22 octobre de cette année, la FSGT reconnaissait officiellement « le conseil supérieur de la jeunesse et des sports de l'Organisation de libération de la Palestine comme représentant qualifié des sportifs palestiniens », et elle décidait, dans la foulée, d'établir avec lui des relations sportives d'amitié et de solidarité. A partir de ce moment, les échanges et les rencontres se sont multipliés.

#### Un obstacle majeur

Une première sélection nationale de football est venue disputer une rencontre à Arcueil en 1982. Des délégations françaises se sont rendues dans les territoires occupés. Des responsables du sport palestinien ont été accueillis en France, ainsi que des équipes. Le processus de jumelage et de parrainage entre les clubs FSGT

et des clubs palestiniens a même été engagé. C'est ainsi que le COSM Arcueil est jumelé depuis 1982, avec le club de la salle à Jérusalem.

Aujourd'hui, la FSGT prête main-forte au Comité olympique de Palestine qui, depuis 1982, demande sa reconnaissance par le Comité international olympique. Elle se fait l'interprète du sport palestinien auprès des présidents du CNOSF, M. Nelson Pailhou, et du CIO, M. Juan Antonio Samaranch.

Toutefois, cette reconnaissance bute contre un obstacle majeur : les Palestiniens ont un Etat, mais

#### Israël dénonce une « manœuvre éhontée »

« C'est une manœuvre éhontée que d'utiliser le sport à des fins politiques », dit-on à l'ambassade d'Israël de Paris en commentant la tournée de l'équipe de football palestinienne. En Italie, où cette équipe avait été reçue par le Comité national olympique (CONI), le premier diplomate en poste à Rome avait été plus brutal : « Les Palestiniens veulent être reconnus par le CIO, mais l'OLP a, me semble-t-il, déjà envoyé une équipe aux Jeux de Munich en 1972 », a-t-il déclaré, faisant allusion au massacre de la délégation israélienne.

pas de territoire. Or les textes olympiques prévoient que « seuls les nationaux d'un pays ou d'une région géographique dans les limites desquelles un comité national olympique reconnu par le Comité international olympique fonctionne sont qualifiés pour représenter les couleurs de ce pays ou de cette région géographique aux Jeux olympiques ». Face à ce règlement la FSGT renvoie le ballon en déclarant : « Un des principes essentiels de l'olympisme est la lutte contre la discrimination raciale, politique ou religieuse dans le sport. »

L'accueil de la sélection nationale de Palestine dépasse donc le seul cadre d'une simple rencontre amicale, et ses membres sont tout autant les ambassadeurs d'une cause que des footballeurs. « Jusqu'en décembre 1987, un Palestinien était, pour l'Occident, un homme qui tenait une kalachnikov à la main. Depuis le début de l'intifada, on nous le présente lançant des pierres. C'est déjà mieux. Peut-être que le sport permettra de nous banaliser », a déclaré Ahmad Abdelrahman Afifi, le numéro deux de l'équipe palestinienne en France. Il n'y a pas de secret : pour avoir une identité il faut être reconnu par cinq ou six grandes organisations mondiales : l'ONU, l'UNESCO, l'OMS, la CEE le CIO et la FIFA.

FRANCIS GOUGE.



## THÉÂTRE

### « Prométhée enchaîné » à Créteil La fascination d'Eschyle

Après plus de deux millénaires, le théâtre d'Eschyle continue à nous fasciner par sa charge affective et l'expression claire d'une conscience « moderne ».

« Zeus régent, il décide de tout, sans rendre de comptes à personne... »

« Il avait pris la décision d'arrêter le race humaine, tout entière, pour en faire naître une nouvelle. Moi seul m'y suis opposé... »

À Créteil, un jeune acteur, Jean-Quentin Châtelain, lié à un rocher, profère, traduite en français, les paroles de Prométhée enchaîné d'Eschyle à deux millénaires et demi. Et le public écoute, n'en perd pas un mot, comme hypnotisé. Et c'est toujours ainsi, de nos jours, quand des acteurs capables nous font passer à la fois le théâtre grec. C'est phénoménal.

Elles nous sont cependant lointaines, les choses que nous dit ce Prométhée enchaîné. Son Dieu n'est pas comme le nôtre, infini. Son Zeus n'est devenu le roi des dieux que par la ruse et la violence. Il a tué pour cela son père, Kronos. Et lui-même sera débauché, à son heure.

C'est grâce à l'appui de Prométhée que Zeus a pris le pouvoir. Conséquence inéluctable : Zeus neutralise Prométhée, l'enchaîne à l'autre bout du monde.

À ses visiteurs, Prométhée explique qu'il a sauvé le race humaine. À l'entendre, c'est lui qui a tout inventé, tout donné, aux « éphémères » : la construction des maisons, la culture du blé, la fabri-

cation des barques, et tous les arts... »

Il faut imaginer le public d'Athènes, qui écoute cela. Ils sont quatorze mille spectateurs, dans ce théâtre. C'est la fin de mars, ou le fin de janvier, les deux périodes de fêtes où sont jouées les tragédies. Jusqu'à Eschyle, un seul acteur donnait le texte, sur la scène. Mais Eschyle a porté le nombre des acteurs à deux.

Elle est nouvelle, pour nombre de spectateurs, cette « démolition de Zeus ». Le poète Hésiode, jusque-là, célébrait Zeus sans réserve.

Grand fait d'éclat de Prométhée : il a apporté aux hommes le feu, que les dieux se gardaient jalousement. Bien sûr, Prométhée a l'oreille de tous les Athéniens qui emploient le feu, en particulier les habitants du quartier de Céramique, qui culent l'argile pour faire des coupes, des vases.

Mais nous autres ? Nous autres Français, aujourd'hui, à la veille de l'an 2000 ? Comment se fait-il que nous écoutions Eschyle, médusés, que nous n'en perdions pas une miette, que ces paroles semblent quelque chose, en nous ?

Il y a la charge affective, la charge spirituelle, de ce texte, qui nous magnétise immédiatement. L'empire de l'acte poétique, « Un texte quel oraculaire, avec des sous-entendus d'une obscurité sacrée, plein de ruines et de trous, avec des épithètes, des régimes suspendus dans le vide », dit Claudel, qui a beaucoup traduit Eschyle.

Mais il y a aussi, étrangement, chez Eschyle, dans des actions dramatiques dont tous les protagonistes sont des dieux, l'expression claire, et constante, d'une conscience « moderne », qui enjambe, si l'on veut, le judéo-



Jean-Quentin Châtelain

christianisme. Ce Prométhée ne « joue » pas avec le mal, avec la culpabilité. Le mal ne compose pas. La justice peut être pragmatique. Nous entendons une droiture foncière, en Eschyle, il n'arrondit pas les angles. « Tous les métiers sont contrariants, dit-il, sauf celui du roi des dieux, parce que lui seul est libre. » Sensation très étrange : nous entendons une voix simple, sage, qui hors de nos ombres « humaines » examine lentement, à fond, nos difficultés justement « humaines ». Comme si, à force de gratter les enduits religieux, culturels, politiques, nous touchions un noyau vital, qui serait physique, mais qui serait l'esprit, la liberté de l'esprit. La philosophie Alain disait : « Ce qui est inhumain dans le monde est seul raisonnable. » Mais que signifie « raisonnable », ici ?

#### Mort d'un acteur

La présentation de Prométhée enchaîné à Créteil est belle. Les premières minutes, le décor et les costumes — fumées, masques à gaz — sont un peu chochottes, mais ensuite tout va de soi, la bonne traduction et la mise en scène simple de Adel Hakim, la diction et le jeu très responsables de Gérard Touratier (Okéanos), Véronique Bellegarde, Alison Homus et Géraldine Schwenin (les trois Océanides), Elisabeth Chaillet (Io), et avant tout de Jean-Quentin Châtelain (Prométhée), Châtelain qui a eu l'imagination créatrice d'une voix à la fois hors du temps et dans le droit fil du temps, sensible et insensé, glisse et feu, voix vraiment porteuse d'une parole inviolable.

Extravagance de cette soirée, criante : le déséquilibre entre la durée de l'art du poète, l'art d'Eschyle, qui fonde les siècles

comme une flèche, et la durée de l'art de cet homme, Jean-Quentin Châtelain. L'art de l'acteur, qui ne dure qu'un souffle, la vie de l'acteur, un rien. Nous venions d'apprendre la mort de Pierre Messem.

Messem, l'un de nos vrais acteurs. Né à Rennes, et devenu pharmacien dans le village des Loges, tout près d'Étretat. Pierre Messem, en plus des remèdes et des autres secours, a une passion : le théâtre.

Quand sa pratique le laisse souffler, il court au Havre. Il y cède à sa passion, mêlé à deux troupes d'amateurs : le Manteau d'Arlequin et le Tableau gris. En 1968, le Tableau gris devient une équipe professionnelle, le Théâtre de la Salamandre, et c'est alors que Pierre Messem devient acteur professionnel aussi, dans cette entreprise dirigée par Gilles Bourdier : Messem a juste quarante ans.

Pierre Messem était un acteur « habité ». Son jeu était calme, et même « doux », comme on dit « acier doux ». Il savait donner les voix de tous les silences du texte.

Il savait, depuis des mois, à quelques jours près, la date de sa mort. Il avait en conséquence résilié les contrats de ses deux derniers rôles : la reprise de « On ne badine pas », de Musset chez Vincent, et le film de Michel Soutter, Condorcet.

« J'ai mis fin aux tensions que la mort cause aux mortels », dit le Prométhée d'Eschyle.

« Et quel remède as-tu trouvé à ce mal ? », lui demandent les Océanides.

Prométhée répond : « J'ai su mettre en eux d'aveugles espérances. »

MICHEL COURNOT.

\* Prométhée enchaîné. Maison des arts, Créteil, 20 h 30, dimanche 15 h 30, relâche lundi et jeudi. Tél. : 48-99-18-88.

Jean-Luc Boutté met en scène « Britannicus »

### L'alexandrin, ce monstre

Jean-Luc Boutté a interprété Shakespeare et tous les classiques français. Il a monté Molière, Marivaux, Ionesco et à présent Britannicus.

Jean-Luc Boutté met en scène Britannicus à la Comédie-Française (première représentation le 4 février). Pourquoi ? Parce que, naïvement, il s'était mis dans la tête que c'était la pièce la plus facile, la moins piégée de Racine, elle a cette réputation. Mais pourquoi Racine ? Pour explorer les secrets de l'alexandrin. Comment le dire, comment le jouer ? En le respectant, en le cassant, en le chantant ?...

« Je me suis trouvé en tant que comédien engagé dans des options très différentes de mise en scène, dit Jean-Luc Boutté. J'ai voulu passer de l'autre côté de la rampe, je trouvais intéressant de me confronter à l'alexandrin, ce monstre. Si on fait un rappel historique, cette forme d'écriture n'est pas arrivée par hasard. Il fallait mettre de l'ordre dans la société, et ça passait par le langage. En réaction aux bourgeois barbares, on a édicté la règle des trois unités et, d'autre part, il était impensable d'écrire une tragédie qui ne soit pas en alexandrin. »

« On ne peut pas l'oublier quand on commence, aujourd'hui, à travailler ces textes. La première réplique de la première scène de l'acte 1 est un vers de douze pieds, et ainsi de suite sans discontinuer jusqu'à la fin.

Les princes, les confidentes, tous parlent en vers de douze pieds.

« Les contraintes sont là, évidentes, inévitables. Si un vers est mal dit, c'est-à-dire si on n'en respecte pas le rythme, on ne peut pas lui donner sa signification. Quelque chose ne va pas. Or, convaincre les acteurs d'une telle nécessité n'est pas si simple. Je peux en témoigner, personne ne nous enseigne comment le faire correctement. Personnellement, j'ai appris un peu en me heurtant aux difficultés de la tragédie, et en cherchant des solutions. »

« On a peu de renseignements sur la façon dont jouaient les comédiens à la création. On a des gravures, on a un texte du fils de Racine rapportant les indications de son père, mais il l'a écrit après la mort de celui-ci, et on ne sait pas s'il est fidèle. En tout cas, traiter une pièce en vers comme une partition musicale est indispensable. C'est la seule manière de faire naître l'émotion d'un discours « bien dit », dont toutes les lois sont respectées, sans fioritures, sans pathos, mais en mettant à jour la violence des passions. »

« Britannicus est une pièce politique, c'est vrai. Quand j'ai joué Néron dans la mise en scène de Jean-Pierre Miquel, nous étions en costumes modernes, car il fallait mettre en avant, de façon intemporelle, les mécanismes d'une prise de pouvoir. En fait, ce côté-là est clairement écrit. Le surjouer n'est peut-être pas nécessaire. En revanche, en travaillant, on voit à quel point les personnages sont dominés par leurs passions. Chez Corneille, ils sont plus calculateurs. Ici, on entre dans leur intimité. »

« Les personnages de Racine fascinent les comédiens, parce qu'ils sont avalés, broyés par leurs passions. Foudroyés. Elles leur confèrent quelque chose d'irréductible. Ils sont écorchés, déshabillés, dévorés d'inquiétudes, d'interrogations, alors qu'ils s'adressent aux dieux, à un ciel qui ne leur répond rien. »

« Nous sommes fascinés, car ces personnages sont écrits au plus pur. Ils ne s'encombrent de rien d'autre que de leur destin. Ils nous ramènent à des préoccupations morales, métaphysiques, existentielles, que le monde moderne s'emploie à occulter. C'est pour les retrouver que nous éprouvons encore aujourd'hui le besoin de monter des tragédies qui datent de trois siècles. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

\* Comédie-Française, salle Richelieu, à partir du 4 février

« Mobie Diq », de Marie Redonnet

### Qui a tué la baleine blanche ?

Deuxième pièce de Marie Redonnet qui, avec Tir et Lir, nous avait passionnés. Deux très bons comédiens, un très beau décor, pour un texte trop dur, glacé.

Redonnet, théâtre, deuxième épisode. — Tout l'art de l'écrivain est là, semblable, comme décalqué de sa première pièce, Tir et Lir, ces mots qui reviennent, les mêmes, toujours, comme autant de miroirs d'un semainier dément qui en compterait une infinité. Glissement progressif du dire, comme Robbe-Grillet et son plaisir, du plus banal, en l'occurrence une croisière, au plus particulier, essentiel, la mort, pudiquement voilée du mot fin.

Les mêmes obsessions, toujours. De même que Mob, le vieil homme de Tir et Lir, côtoyait le ventre en décomposition de Mab, Diq, après le naufrage du Tongo, peuplé de tout, est, avec son épouse Mobie, l'unique survivant, croise sur des eaux troubles une baleine patifiée. De même qu'il était question d'improbables enfants dans la première pièce, et donc d'improbable descendance, d'improbable fertilité, Mobie, pour l'acteur, elle le tient là comme dans Tir et Lir, entièrement à sa main, lui laissant peu de place, peu d'espace, le liant par un texte écrit tellement serré qu'il a du mal à respirer, le clouant dans sa première pièce à un lit et dans la seconde à une barque. Que personne ne bouge.

Mais Marie Redonnet les retient. Mab, Mob, Mobie et Diq. Jusqu'à cette nuit « inoubliable » qui les guette, qui nous guette tous. La nuit du théâtre d'abord, pour peu qu'on l'aime autant que cet écrivain singulier qui n'en cesse pourtant pas encore le mystère à plus fort : l'acteur. Elle le tient là comme dans Tir et Lir, entièrement à sa main, lui laissant peu de place, peu d'espace, le liant par un texte écrit tellement serré qu'il a du mal à respirer, le clouant dans sa première pièce à un lit et dans la seconde à une barque. Que personne ne bouge.

Au fond, Marie Redonnet n'aime pas les acteurs. Elle préfère les diseurs. Mais les grands acteurs ne sont jamais aussi bons que scient-martyrisés. Comme Isabelle Sadoyan et Jean Boutie avaient trouvé en eux la force de libérer Mab et Mob du carcan de l'écriture pour le vêtement plus aisé de la parole, Francine Bergé (Mobie) et Jean-Claude Jay (Diq) s'emparent de la phrase Redonnet et la font leur. Au point que, une seconde fois, le lecteur, fasciné et doutant que de tels textes puissent être portés à la scène, assiste grâce à eux à un moment de théâtre.

Mobie Diq laisse le spectateur incertain. Peut-être impressionnée par la découverte d'un nouveau continent, Marie Redonnet, avec sa première pièce, nous a un peu du trop-plein d'égocentrisme ou plutôt de « féminisme-centrisme » qui éclate abruptement dans la deuxième. Mobie Diq est une pièce écrite par une femme psychanalyste qui présenterait, très joliment, sa thèse de doctorat à de prestigieux confrères. D'une manière extraordinairement précise, clinique, comme ce passage où il est question d'un caillot de sang, brouille pour le spécialiste, révélation pour le spectateur.

Dans Tir et Lir, celui-ci riait volontiers, joyeux métaphysicien. Dans Mobie Diq, le rire se glace dans la gorge.

Alors que, d'une certaine façon, Tir et Lir pouvait se lire comme une lettre d'amour brillamment désinvolte à Samuel Beckett, Mobie Diq,

malgré une fin lyrique dans le ventre de la baleine blanche, ne s'échappe que rarement de la contre-analyse au scalpel du « complexe de Jonas », cette peur de la femme qui l'empêche de délivrer son enfant. Marie Redonnet, elle, expose sa pièce presque sans prévenir. Méchamment. Avait-elle vraiment besoin de nous ?

Alain Françon a pris le parti de répondre oui. Sa mise en scène, une nouvelle fois discrète, s'inscrit dans un décor absolument magnifique de Yannis Kokkos. De cette introspection archi-systématique, ils ont fait une odyssée dans le bleu, le grand bleu, un océan de poésie. Mais le texte a la peau dure. Trop dure.

OLIVIER SCHMITT.

\* Théâtre de la Bastille. A 21 heures, du mardi au samedi. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Jusqu'au 12 février. Le texte a paru aux Éditions de Minuit, 96 p., 49 F.

**Revenez Vous** **CRÉTEIL**  
Haut des Arts  
Jusqu'au 15 février  
GRANDE SALLE  
**MOLIERE / MARCEL MARECHAL**  
**L'ECOLE DES FEMMES**  
UN SPECTACLE DU THEATRE NATIONAL DE MARSEILLE  
PETITE SALLE  
**ESCHYLE / THEATRE DE LA BALANCE**  
**PROMETHEE ENCHAINE** CREATION  
48.99.18.88

**Scooter et ZAZA**  
**BRADERIE**  
du 27 janvier au 31 janvier 1989  
10, rue de Turbigo, 75001 Paris 45-08-89-31  
29, bd Raspail, 75007 Paris 45-48-24-37

**Je pars au Brésil jeudi !**  
**UNE SEMAINE**  
**5990 F**  
**TOUT COMPRIS !**  
8 nuits hôtel 5 étoiles  
au bord de la mer. (Chambre + Petit déjeuner)  
Avion : Aller/Retour - Direct  
Paris / Fortaleza / Paris - Départ tous les jeudis.  
Allô !  
**47 30 47 40**  
7 jours sur 7 - 24 h / 24  
**EL CONDOR**

صكنا من الامم



هكذا من الأصل

## Culture

### CINÉMA

« L'Année du soleil calme », de Krzysztof Zanussi

## La rédemption par le sacrifice

La Pologne de 1946. Une veuve de guerre, un soldat américain, l'amour et la délectation du sacrifice.

Cela avait été une surprise au festival de Venise 1984 (où le jury lui décerna le Lion d'or) plutôt qu'à l'Amour à mort, d'Alain Resnais) : Zanussi, cinéaste polonais, philosophe, passionné de mathématiques qui mettait en scène, à travers des fables sociales sur la Pologne, des idées et de principes moraux, s'était laissé aller au lyrisme d'une histoire d'amour émouvante et simplement humaine. Des problèmes de droits avaient empêché, jusqu'ici, la sortie de ce film. Le voilà, enfin, à Paris, dans une salle qui présente aussi, jusqu'au 1<sup>er</sup> mars, une rétrospective complète de Zanussi (1).

En 1946, au milieu des ruines de la guerre, des Polonais reviennent dans les territoires de l'Ouest, qui avaient été annexés par l'Allemagne. Emilia, veuve de guerre (Maja Komorowska), s'installe, avec sa mère à demi-invalides, dans un taudis. Elle rencontre un soldat américain, Norman, qui fait partie d'une commission d'enquête sur les crimes de guerre (Scott Wilson). Il devient amoureux d'elle, tente de l'aider, de gagner sa confiance. C'est un

homme taciturne, traumatisé. Emilia, blessée par la vie, vieillie avant l'âge, résignée, tolérante à l'égard des fautes de ses compatriotes, se laisse peu à peu gagner par l'amour de Norman et l'espoir de recommencer quelque chose, ailleurs. Mais il lui faudra faire un choix.

Traité d'une façon « expressionniste », les couleurs traduisent l'étouffement, l'angoisse, d'un pays couronné, où se devine l'occupation russe, où le passé pèse sur certains êtres et condamnés — ainsi, la voisine d'Emilia, qui a survécu à la déportation en se prostituant aux SS. L'atmosphère de l'époque est sans doute admirablement recréée, et le rêve d'amour rebûche au bord d'une fosse d'où l'on exhume des cadavres d'aviateurs.

Zanussi est un cinéaste chrétien, mystique même, et son film exalte ouvertement la rédemption par le sacrifice. L'Amérique de Norman, fausse terre promise, reste le mythe du western. La mort est un passage vers l'infini. A peine si l'on trouve, ici, des allusions politiques. Tout se joue dans les âmes et du côté de Dieu.

JACQUES SICLER.

(1) Accatone, 20, rue Cujas, 75005. Tél. 46-33-86-86.

### MUSIQUES

Au New Morning

## Tony Williams soliste renversant

On a l'impression d'un centenaire parce qu'il a accompagné, derrière sa batterie à fûts jaunes vifs, toute la planète du jazz. Toute la planète ? Oui, vraiment : Jackie McLean, Miles Davis, Eric Dolphy, Cecil Taylor, John Coltrane, McLaughlin, Stan Getz, Chick Corea, Gil Evans, Weather Report, Herbie Hancock, etc.

Pourtant il est né à Chicago en 1945 : un gamin. Mais il a commencé à huit ans dans le groupe de son père. A douze ans, Art Blakey et Max Roach lui ont donné leurs baguettes pour l'entendre jouer derrière leurs propres orchestres.

Indépendance totale des quatre membres, polyrythmie éclatante, soliste renversant, Tony Williams est un des plus beaux batteurs à voir jouer. Autour de lui quatre individus qui pourraient remplir le New Morning sous leur seul nom : Scofield et Marcus Miller tous deux passés par Miles Davis, NHOOP et Lew Soloff. Promesse d'un concert de « jazz-jazz » et spectacle dans la salle.

FRANCIS MARMADE.

\* Dimanche 29 janvier, deux concerts à 19 heures et 22 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Cinq semaines au Bataclan

## Le retour de Maxime Le Forestier

Dans les années 70, il était le champion des ados.

A l'âge de la maturité, Maxime Le Forestier revient en force.

Maxime Le Forestier vient de réussir un renversement de situation presque sans précédent. Après une éclipse de cinq ans qui l'a amené à donner des concerts dans toutes les Alliances françaises du monde, accompagné par le guitariste Jean-Félix Lalanne, le voici qui retrouve les sentiers du succès avec une chanson, *Né quelque part*. (Est-ce que les gens naissent égaux en droits. A l'endroit où ils naissent). Une deuxième chanson (*Ambalaba*) consolide ce retournement de courant : en un peu plus d'un mois, le dernier album de Maxime Le Forestier s'est vendu à 170 000 exemplaires, et ses producteurs ont déjà prolongé de trois semaines le spectacle qui a commencé au Bataclan, à Paris, mardi 24 janvier.

Pendant deux heures, heureux et épanoui, seul avec sa guitare acoustique ou accompagné par un groupe de musiciens et par Aura, sa belle choriste sud-africaine, Le Forestier fait alterner ses hal-lades de facture classique avec celles mises aux couleurs du rock, du jazz ou de l'Afrique noire, ses textes d'une écriture précise et ses mélodies faciles à retenir, un salut discret à Brassens et des chansons signées par d'autres et qui « traitent dans les mémoires » comme les Amants, de Jacques Brel.

Il y a comme une griserie de fête dans ce spectacle du Bataclan où s'affirme, à nouveau, sur un ton personnel et avec des moments de pureté — presque magiques — un chanteur de folk-song. Le public renouvelé, jeune, de Maxime Le Forestier, manifeste son bonheur évident d'être là, pour un soir, en chantant d'un bout à l'autre une chanson, en « première voix ».

CLAUDE FLÉOUTER.

\* Le Bataclan, 20 h 30.  
\* Album et CD Polydor.

## La mort de Matelot Ferret

Le guitariste manouche Matelot Ferret, figure légendaire du jazz et de la musique tzigane est mort mardi après-midi à Paris. Il était âgé de soixante-dix ans.

Né le 1<sup>er</sup> décembre 1918 à Rouen, cadet d'une famille de giants, Pierre Ferret, dit Matelot, a commencé comme banjoïste dans les dancing. A Paris, pendant la mode des musiques tziganes, il remplace Gusti Malha dans l'orchestre de Emile Vacher. Plus tard, à la Bourse à Matelot, il entre dans l'orchestre Guérin, puis se met à la guitare.

A treize ans, il rencontre Ionel Bajac, violoniste tzigane dans l'orchestre du Casanova et accompagne les meilleurs violonistes de l'époque, comme Gulesco, le musicien du tsar.

Il est recherché pour sa souplesse, sa musicalité, sa connaissance de la musique slave et d'Europe centrale. A la grande époque, il traverse Paris la nuit, allant de cabarets russes en ambiances slaves. Mais en même temps on le voit au Harlem ou au Jimmy's Club où il joue avec les meilleurs jazzmen : Django Reinhardt, Gus Viseur, Grappelli, Tony Murena, Beni Carlier, Michel Warlop, etc.

Matelot représentait un style et une façon d'être musicien qui sont en voie de disparition. Ses fils assurent sa succession dans le jazz. Mais cette grâce, ce sens de la tendresse et de la nostalgie, la capacité d'émotion légère dans toute la musique populaire n'étaient que de lui.

\* Discographie : Matelot Ferret Vintage Guitars au club Record HRCF 46.

### ARCHITECTURE

« Mort de Nicolas Esquirol, l'ingénieur du CNIT. — Nicolas Esquirol, ingénieur des arts et métiers et concepteur du palais des Expositions du Centre national des industries et techniques (CNIT) à la Défense, est décédé, samedi, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Il avait également participé à la construction du hangar double de l'aéroport de Marseille-Marseille (1951) et du stade olympique de glace à Grenoble (1967).

THEATRE DE LA CITE UNIVERSITAIRE LA RESSERRE Loc. : 45 89 32 89  
du 3 JANVIER au 18 FEVRIER  
John Gabriel BORKMAN  
de Henrik IBSEN  
C'est hallucinant... quelque chose d'unique au théâtre. M. COURNOT, LE MONDE. Jean Borkman sait miraculeusement rendre compte de cette violence enfouie. P. MARCABRU, LE FIGARO. C'est un très beau spectacle. FRANCE CULTURE.

### Pérou cinématographies

L'Union latine, organisation internationale qui tend à promouvoir l'identité culturelle des pays latins, présente à Paris, du 25 janvier au 28 février, un panorama du cinéma péruvien des cinq dernières années, sous le titre *Pérou cinématographies*. Le plus récent de ces films est *La Goca del Lobo* (la Gueule du loup) réalisé en 1988, par Francisco J. Lombardi sur l'opposition des forces armées et d'une guérilla dans la sierra péruvienne. Au programme, *La Ciudad y los Perros* (1985), également de Francisco J. Lombardi, des œuvres d'Alberto Durán, Mariana Eydé, José Carlos Huayhuaca, Rafael Zalvidea, Grupo Chaski, Jorge Reyes, et cinq courts métrages.

\* La Laina, 20, rue du Temple, 75004 Paris. Tél. : 42-78-47-86.

## Les prix de la Fondation Gan pour le cinéma

Les cinq prix de la Fondation Gan pour le cinéma (aide au deuxième film pour 1988, 150 000 F chacun), avec la participation d'Agia Cevatan, Renault et Télérama, ont été attribués à partir de scénarios choisis sur une cinquantaine à *Après, après demain*, de Gérard Frot-Comtat, la *Comédie d'un jour*, d'Arthur Joffe, *Je suis le seigneur du château*, de Régis Wariolier, la *Légende*, de Jérôme Diamant-Berger, et *Yacoba*, d'Elissa Ouedraogo. Ce film vient d'être réalisé au Burkina-Faso, et celui de Régis Wariolier sortira le 22 février. Les autres seront tournés prochainement.

La Fondation GAN maintient l'aide au deuxième film pour 1989 et va définir le montant d'une aide à la promotion pour les films qu'elle a soutenus.

### MUSIQUE A L'ANCIENNE

18 H 30



## CONCERTO KÖLN

ORCHESTRE DE CHAMBRE BAROQUE

VEN. 27 JANV.

HAENDL - J.S. BACH

W.F. BACH

SAM. 28 JANV.

GOSSEC - J.C.F. BACH

BOCCHERINI

PRIX 55 F - Loc. 42.74.22.77

2 PL. DU CHATELET 4\*

LE LIVRE DE L'INTRANQUILLITÉ de Fernando PESSOA avec Philippe LAUDENBACH  
Spectacle très rare, très original. Un chant d'amour. C'est très beau. FRANCE CULTURE.

### THEATRE DE L'ATHENEE

DERNIERE LE 4 FEVRIER

Mademoiselle Julie

AUGUST STRINDBERG

MATTHIAS LANGHOFF

DERNIERE LE 11 FEVRIER

Le Terrier

KAFKA

47.42.67.27 18 H 30 20 H 30

CARTE SPECTATEUR PERMANENT

PREMIERES 60 F 4 SPECTACLES 250 F

MOYENNES 100 F 100 F 100 F

LOCATIONS AVANTAGES MONTREES DU QUARTIER

JARDIN D'HIVER 42 62 59 49

THEATRE DE LA CITE UNIVERSITAIRE LA RESSERRE Loc. : 45 89 32 89

du 3 JANVIER au 18 FEVRIER

John Gabriel BORKMAN

de Henrik IBSEN

C'est hallucinant... quelque chose d'unique au théâtre. M. COURNOT, LE MONDE. Jean Borkman sait miraculeusement rendre compte de cette violence enfouie. P. MARCABRU, LE FIGARO. C'est un très beau spectacle. FRANCE CULTURE.

### D'AUTRES MUSIQUES

18 H 30



MAR. 31 JANV.

DAVID KYKES

AVEC CHEMIRANI

MER. 1<sup>er</sup> FEV.

ALAN LLOYD

MICHAEL GALASSO

VEN. 3 FEV.

GAVIN BRYARS

MICHAEL NYMAN

JOHN LURIE

LADISLAV KUPKOVIC

SAM. 4 FEV.

DM. 5 FEV. 20 H 30

ARVO PART

PRIX 55 F - Loc. 42.74.22.77

2 PL. DU CHATELET 4\*

6 et 7  
FEVRIER 89  
(20h15)

POLETTI



A L'OLYMPIA  
BRUNO COQUATRIX  
NUGGETS/PAR TELEPHONE : 47-42-25-49  
MINITEL : 3615 + COM 21

NOUVEL ALBUM  
re di petra  
roi de pierre











# Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 27 janvier à 0 heure et le dimanche 29 janvier à 24 heures.

Entre deux anticyclones, une perturbation a réussi à se glisser. Elle apportera un peu de pluie près de la Manche samedi mais elle ne parviendra pas à pénétrer davantage sur notre pays. Dimanche, les conditions anticycloniques prédomineront encore.

Samedi : pluie le matin sur l'extrême ouest, soleil ailleurs.

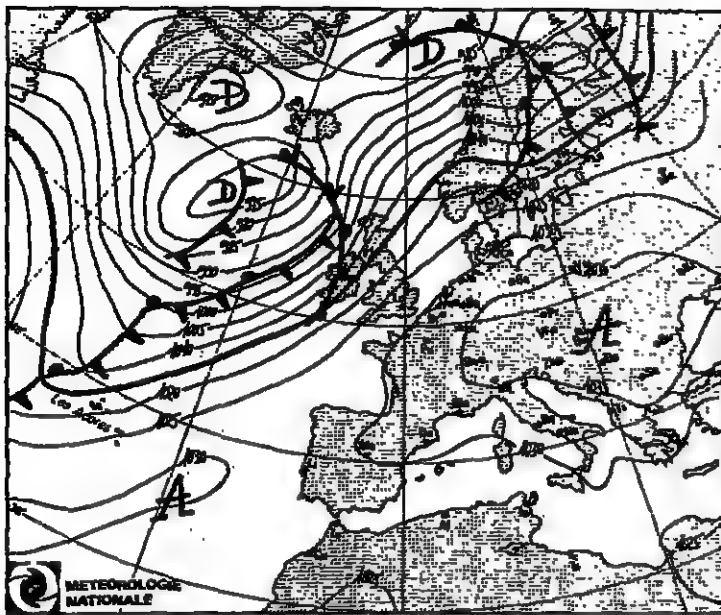
En Bretagne et dans le Cotentin, la journée débutera sous un ciel couvert avec déjà un peu de bruine. Il pleuvra le matin et le vent de sud-ouest sera modéré. L'après-midi, même si le temps restera très nuageux, la pluie aura cessé. Les éclaircies réapparaîtront en fin de journée sur la Flandre. Des Pays de Loire au Nord et à la Normandie, la

journée sera plus agréable car nuages et éclaircies se partageront le ciel. Sur le littoral méditerranéen, quelques bancs de nuages bas viendront de temps en temps cacher le soleil, surtout le matin. Sur le reste du pays, le soleil sera généreux. La journée sera bien agréable. Le soleil chassera rapidement les brumes et brouillards du début de matinée. Il faudra encore prendre garde car ils seront parfois givrants.

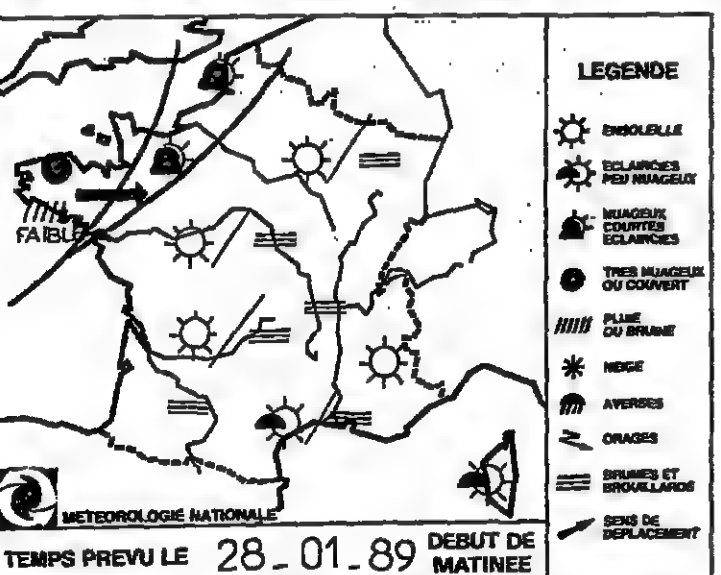
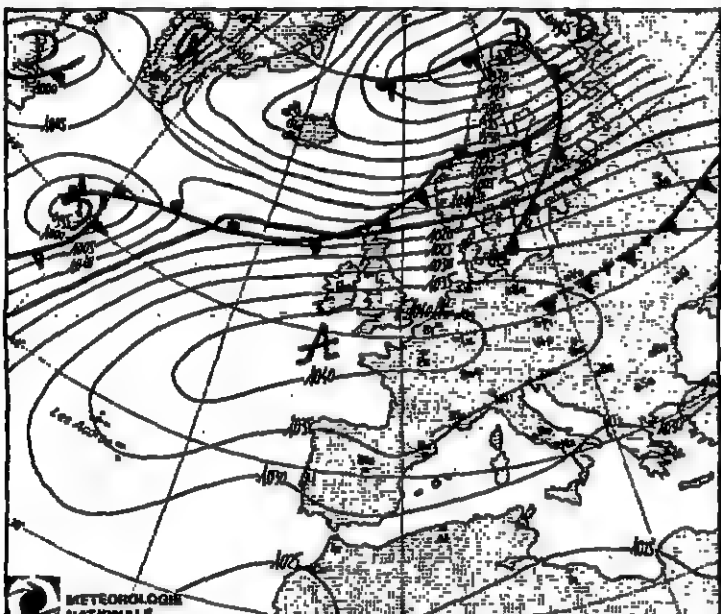
Dimanche : souvent bien ensoleillé.

On pourra voir le soleil en toutes régions. Il sera moins vaillant au nord de la Loire où nuages et éclaircies alterneront, particulièrement le matin. Le temps brumeux du matin, chassé par le soleil, revêtera vite en fin de journée dans les vallées. Sur la moitié sud, les bancs de brouillards ne résisteront pas bien longtemps.

SITUATION LE 27 JANVIER 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 29 JANVIER 1989 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES										maxima - minima et temps observé										
le 26-1-1989 à 6 heures TU										le 27-1-1989 à 6 heures TU										
FRANCE										ÉTRANGER										
ALGER	14	2	D							ALGER	18	4	N			LOS ANGELES	23	4	D	
BARCELONE	16	2	D							AMSTERDAM	11	-7	C			LUXEMBOURG	5	-4	D	
BORDEAUX	14	-3	D							ATHÈNES	11	7	C			MADRID	11	-2	D	
BREIST	10	-2	D							BANGKOK	31	23	C			MARSAKCHI	17	4	D	
CADIX	10	1	D							BARCELONE	14	2	D			MEXICO	25	9	B	
CHERBOURG	9	5	D							BELGRADE	1	-1	C			MILAN	2	-5	B	
CLERMONT-FERRAND	13	-2	D							BERLIN	2	-4	D			MONTREAL	0	-15	D	
DIJON	7	-4	D							BREITENBURG	18	9	C			MOSCOW	1	0	C	
GRENOBLE	5	-4	D							COPENHAGUE	1	-2	B			NADIR	25	14	C	
LILLE	6	-1	D							DAKAR	25	20	D			NEW-YORK	9	2	P	
LIMOGES	11	1	D							DELHI	24	6	D			OSLO	4	-3	N	
LYON	10	-3	D							DESKA	15	8	N			PALMA-DE-MAJOR	16	2	D	
MARSEILLE-MAR.	14	1	D							GENÈVE	1	-1	C			PEKIN	1	-8	D	
NANCY	6	-6	D							HONGKONG	16	11	P			RIO-DE-JANEIRO	13	0	D	
NANTES	12	2	D							ISTANBUL	6	5	C			ROME	32	23	C	
NICE	15	5	D							JERUSALEM	11	2	D			SINGAPOUR	27	1	C	
PARIS-MONTS.	10	0	D							LISBONNE	12	6	D			STOCKHOLM	2	-1	C	
PAU	16	-1	D							LONDRES	11	4	N			SYDNEY	25	21	C	
PERPIGNAN	14	3	D													TOKYO	6	4	C	
RENNES	11	1	D													TUNIS	16	3	D	
STRASBOURG	12	-4	D													VALENCIE	8	-7	B	
TOLOUSE	12	-2	D													VIENNE	10	-3	D	
	2	-3	B															1	-3	C
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T	U
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige												

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PHILATÉLIE

### Deux timbres en ECU pour le Conseil de l'Europe

La Poste mettra en vente générale, le lundi 6 février, deux timbres de service du Conseil de l'Europe, qui célèbrent le quarantième anniversaire de cette institution. Rappelons que ces timbres, à 2,20 F et 3,60 F (à noter que le tarif lettre ordinaire à 2 F traditionnel n'est pas remplacé), ne peuvent affranchir que les objets



de correspondance déposés dans les boîtes aux lettres du bureau de poste du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Apparaît sur ces deux timbres leur contre-valeur en ECU, soit 0,31 et 0,50 ECU. Après l'initiative de Gérard Longuet, à l'origine de la surcharge du timbre courant Liberté en ECU le 18 avril 1988, Paul Quilès renouvelle ce geste européen symbolique (le Monde du 16 avril 1988).

Les timbres, au format horizontal 40 x 26 mm, dessinés et gravés par Eve Luquet, sont imprimés en taille-douce, sur fond offset, en feuilles de cinquante.

\* Vente anticipée à Strasbourg (Bas-Rhin), les 4 et 5 février, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, au bureau de poste « premier jour » ouvert au Palais de l'Europe (hall d'entrée) ; le 4 février, de 8 heures à 12 heures, aux guichets philatéliques de la recette principale de l'Agence.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes. 24, rue Chauchat, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

## En filigrane

Le Monde des philatélistes de février. — Le Monde des philatélistes de février conduit ses lecteurs dans les îles, sous le soleil de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie avec l'historique illustré par du courrier, du premier vol Paris-Nouméa, en 1932, à bord d'un trimoteur Coudert, le recensement des philatélistes de poste aérienne de Polynésie et une thématique très documentée sur les huitres perlées. Également : l'école Estienne fête son centenaire avec un timbre ; Pierre Ferret évoque son penchant pour la philatélie ; des experts vous mettent en garde contre des faux d'Andorre et du Liechtenstein. (Le Monde des philatélistes, en vente en kiosque, 15 F.)

Claudine Bérché et René Quilès dédicacent. — Les créateurs de timbres Claudine Bérché (n° Yvert 395 Nouvelle-Calédonie, c'est elle) et René Quilès (de nombreux timbres pour la France, et, dernièrement, le 1,70 F Plongée autonome en Terre Adélie pour les TAAF, le 1er janvier 1989) signent leurs œuvres dans les locaux du Monde des philatélistes, le samedi 4 février, de 14 heures à 17 h 30, (Le Monde des philatélistes, 24, rue Chauchat, 75009 Paris. Métros : Le Pelletier ou Richelieu-Drouot).

Vive la France. — Le Kenya a émis une série de timbres pour célébrer l'indépendance dont une des valeurs reproduit un Airbus A 310-300. La Finlande s'apprête à rendre hommage à Daguerre et à Niépce avec l'émission, le 6 février, d'un timbre pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de la photographie : c'est le 19 août 1839 que fut présentée leur invention aux membres de l'Académie des sciences à Paris.

Deux nouvelles télécartes postales. — Thomson a commandé à France Télécom trois millions de cartes illustrées de l'ordinateur à l'écran et Alain Marouk présente ses vœux sur 400 000

télécartes (ventes dans les bureaux de poste, agences France Télécom et débits de tabac).

Expos-bourses. — Montfermeil (Seine-Saint-Denis) accueille dans sa salle des fêtes, des Marguerites, les samedi 4 et dimanche 5 février, sa cinquième bourse cartes postales toutes collections. Entrée 10 francs, donnant droit à une carte postale inédite.

L'Association philatélique villeurbannaise met en service un



cachet temporaire à l'occasion de l'inauguration du nouveau gymnase des Gratte-ciel le 4 février. (Renseignements : Association philatélique villeurbannaise, Centre culturel de Villeurbanne, 234, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne.)

Le Cercle philatélique et cartophile Crouzet de Valence (Drôme) organise une exposition, les 4 et 5 février, au foyer du Théâtre de Valence avec bourse, le 5 uniquement. (Renseignements : Crouzet, Cercle philatélique et cartophile, 25, rue Jules Védriers, 26027 Valence Cedex.)

## LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Nouveau Drouot : samedi 28 janvier, 14 heures : tapis d'Orient, fourrures.

ILE-DE-FRANCE  
Samedi 28 janvier  
Compiègne, 14 heures : art africain, archéologie.

Dimanche 29 janvier  
Chartres, 14 heures : estampes japonaises, tableaux modernes, Fontainebleau, 14 heures : mobilier, objets d'art. L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux modernes. Verrières-le-Buisson, 10 h 30 : bijoux. Versailles-Chévre-Légers, 10 heures et 14 heures : bijoux.

LOTTO									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

montres : 14 heures : meubles, objets d'art. La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Vernon, 14 h 30 : vins.

PLUS LOIN  
Samedi 28 janvier  
Périgueux, 14 heures : affiches, cartes postales. Semur-en-Auxois, 14 h 30 : vins. Vézère-sur-Saône, 15 heures : tableaux, mobilier.

Dimanche 29 janvier  
Cahors, 14 h 30 : arts d'Asie. Grandville, 14 h 30 : tableaux, bijoux, mobilier. Honfleur, 14 h 30 : collection de cannes. Issoudun, 11 heures et 14 heures : bibliographie. Lille, 14 heures : arts nouveaux, arts déco. Limoges, 14 h 30 : tableaux modernes. Mantes-la-Jolie, 14 h 30 : archéologie. Extrême-Orient. Montfort-sur-Risle, 14 heures : objets d'art, argenterie, mobilier. Pont-Audemer, 14 h 30 : tableaux, mobilier, verrerie. Rochefort, 14 h 30 : tableaux, mobilier. Rouen, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Troyes, 14 heures : mobilier, objets d'art. Vézère, 14 h 30 : horlogerie, mobilier. Saint-Cast, 10 heures et 14 h 30 : objets d'art, mobilier.

LES FOIRES ET SALONS  
Paris, square Koulouf : Bordeaux-Lausanne ; Rennes : Grenoble ; Paris II : Pontoise ; Reims : La Châtre.

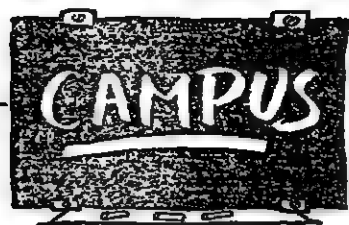
## EN BREF

COLLOQUE. — Ces nouveaux mouvements sociaux qui transforment le paysage est-européen. — Tel sera le thème du prochain colloque du centre culturel Les Fontaines du 10 février (20 h 30) au 11 février (17 h). L'intérêt pour les changements qui se produisent en ce moment en URSS et dans certains pays est-européens ne doit pas se limiter aux données politiques et économiques. Les sociétés sont elles-mêmes traversées par de puissants mouvements de fond. Européens de l'Ouest, ces nouveaux mouvements nous intéressent-ils ? Deux spécialistes de ces pays, MM. B. Dreano et B. Karlsky, nous invitent à partager leur conviction : ce qui se passe dans « l'autre Europe » doit nous amener à

revoir l'avenir de ce que nous appelons l'Europe.

\* Renseignements et inscriptions : Les Fontaines, BP 205, 69501 Châtigny cedex. Tél. : (1) 44-57-24-60.

SÉMINAIRE SUR LA DÉREGLEMENTATION. — Les enjeux des processus de déréglementation, notamment pour les marchés publics, tel sera le thème du séminaire organisé par le CEFRI et le CRC, avec le concours de Prométhée, le jeudi 2 février, de 9 heures à 18 heures, au Foyer international d'accueil de Paris, 30, rue Canalis, 75014 Paris, salle n° 5, premier étage. \* Pour tout renseignement : CEFRI. Tél. : 45-65-25-06.



### La restauration italienne se porte bien

Le marché de la restauration des œuvres d'art ou des objets, tableaux, meubles, semble très bien marcher en Italie. C'est, entre autres, ce qu'indique le vingt-deuxième rapport sur la situation sociale du pays, préparé comme chaque année par un grand institut de recherches : le Censis. Entre 1980 et 1988, l'Italie a vu un accroissement régulier du nombre des restaurateurs, qui sont passés de 1 327 à 2 665 et les prévisions ne sont pas moins optimistes. Cette poussée touche tout le pays, même si c'est au nord qu'il y a le plus grand nombre de restaurateurs.

La demande s'organise autour de deux pôles : l'Etat, avec son ministère des biens culturels et de l'environnement, et le privé. Deux voies conduisent à cette spécialité : la première passe par des instituts professionnels hautement qualifiés, comme « l'istituto central per il restauro », de Rome ; la deuxième, par l'atelier « La Bottega », un apprentissage qui se fait chez un maître restaurateur. Celle-ci reste la plus fréquente, mais on commence à voir se former de véritables sociétés de restauration, recrutant des diplômés de haut niveau. Ces sociétés opèrent surtout dans le secteur public et travaillent dans les domaines les plus variés : peinture, fresques, papiers, monuments d'archéologie...

FRANCO RIZZI.

### Etudes au Mexique

Le Centre mexicain de recherche et d'enseignement sur l'économie (CIDE) de Mexico accueille des étudiants français, à partir de la maîtrise, pour la préparation en deux ans du diplôme de maîtrise (DEA) dans les domaines de l'économie de l'administration publique, de l'économie et de la politique internationales, de la planification économique.

Quelques bourses peuvent être attribuées. Début des cours : le 14 août. Connaissance de l'espagnol et de l'anglais requises. Un examen d'admission en espagnol aura lieu à l'ambassade du Mexique le 13 février.

(Information et dépôt des candidatures : ambassade du Mexique, Service académique, 9, rue de Longchamp, 75016 Paris. Tél. : 45-53-78-43.)

### Comptabilité et gestion

Le Greta Top Formation du lycée Jean-Baptiste Say offre une préparation au brevet de technicien supérieur « comptabilité et gestion » pour les salariés et les demandeurs d'emploi. Début de la formation : 17 avril.

(Greta Top Formation, Antenne d'Auteuil, Lycée Jean-Baptiste Say, 11 rue, rue d'Auteuil, 75016 Paris. Tél. : 42-88-84-20.)

ADMISSIONS PARABOLIS  
SUP-CO REIMS  
VOTRE DIFFÉRENCE NOUS INTERESSE  
Titulaire d'un diplôme français ou étranger de type :  
BAC + 2 licenciés jusqu'à 28/2/89  
BAC + 4 licenciés jusqu'à 24/3/89  
GROUPE ESC REIMS - 59, rue Pierre Taittinger  
B.P. 302 - 51061 REIMS CEDEX - Tél. 26 06 06 04

Fin de 6<sup>e</sup> a terminale  
STAGES INTENSIFS d'anglais ou d'allemand  
En Angleterre ou en Allemagne.  
En février, à Pâques ou à l'été.  
En famille ou en collège, (ateliers de 10 élèves maximum) : le programme est à haut rendement, 36 h de cours (matin et après-midi) + une grande excursion.  
Encore plus intensifs... les stages Bac Oral, Bac Écrit, les stages d'anglais + maths, les stages "Prépa" (30 h en février).  
G.B. IRLANDE ALLEMAGNE ESPAGNE U.S.A. AUSTRALIE  
EUROLANGUES  
53, rue de Rivoli, 75001 Paris  
Tél. (1) 40.28.00.65  
Demandez vite la documentation gratuite (52 pages).  
Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
C.P. \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_ Classe \_\_\_\_\_

حكايا من الازل



## LE SALON DES LANGUES VIVANTES



# Économie

## ÉTRANGER

### Les tentatives de réformes économiques

## Lenteurs, pagaille, découragement en URSS

Le président du comité des statistiques, M. Mikhail Korolev, a tenu, jeudi 26 janvier, de tempérer les propos « alarmistes » qui se multiplient sur la situation économique en URSS (le Monde du 27 janvier). Mais, devant la confusion croissante provoquée par de multiples tentatives de réformes, le découragement gagne les Soviétiques.

« Cherche intermédiaire, désespérément », dit-il. Nombre d'industriels occidentaux pourraient reprendre à leur compte ce bilan, à peine résumé, envoyé à la Chambre de commerce franco-soviétique par un dirigeant d'entreprise pourtant habitué à l'URSS. Les plus vieux routiers des relations Est-Ouest le reconnaissent : « Travailler avec l'Union soviétique n'a jamais été simple. Cela tourne au casse-tête, voire à un nouveau type de roulette russe ».

Avec l'éclatement du monopole d'Etat sur le commerce extérieur, se sont multipliés les partenaires potentiels. Fini le temps où une affaire se traitait avec une centrale, toujours à Moscou. Il faut désormais découvrir, de Tbilissi à Alma-Ata, une filière d'autant plus complexe que les ministères, dirigeants locaux, entreprises, coopératives et associations, désormais libres de commercer avec l'Occident, n'ont qu'une connaissance floue de leurs nouvelles prérogatives et, surtout, de la gestion même des échanges. Une situation à l'image de la perestroïka, où les réformes de réformes se succèdent, créant un sentiment de malaise et de confusion : les vieilles règles du jeu sont remises en cause sans que les nouvelles puissent toujours entrer dans les faits.

Un phénomène naturel, propre à toutes les périodes de transition ? Les réformateurs soviétiques comme leurs partisans occidentaux aimeraient pouvoir l'affirmer. Mais au fil des mois, des ouvertures, des aménagements ou des marches arrière, l'inquiétude pousse à la mesure d'un constat désabusé : au pays de la planification, la perestroïka manque cruellement de plan cohérent et ses promoteurs, une poignée d'économistes d'autant plus célèbres qu'ils sont rares, n'ont qu'une voix consultative auprès des instances dirigeantes. La discussion sur la meilleure façon de parvenir à un socialisme rénové par l'introduction des règles du marché y gagne sans doute en liberté, tournant à la polémique ouverte entre modérés, radicaux et nostalgiques de l'ordre passé. Mais l'efficacité n'y trouve guère son compte.

Les idées des relations extérieures sont exemplaires des contradictions et de la pagaille née d'une volonté pragmatique de décentraliser et de promouvoir l'initiative, pour mieux faire craquer de vieux et pesants carcans administratifs. Les économistes occidentaux se souviennent, avec déjà une pointe de nostalgie, des premiers décrets d'août 1986, qui ont permis à des entreprises de la réelle volonté de réforme de Mikhail Gorbatchev. En filigrane, de nouvelles règles du commerce extérieur apparaissent, une prise de conscience, celle de la situation humiliante d'un pays dont l'indépendance était mise à mal par la chute des recettes à l'exportation — essentiellement tirées de l'énergie — et par l'abandonnement des importations de céréales, reflet trop fidèle de l'échec agricole.

La structure des échanges de l'URSS, digne d'un pays en développement vendant des matières premières pour importer des biens d'équipement, finissent par paraître indignes d'une superpuissance cap-

ble de conquérir l'espace. Pour tenter de rattraper le temps perdu, les tentatives se sont multipliées et affaiblies. L'appel à la création d'entreprises mixtes pour introduire des méthodes de gestion inconnues et bénéficier d'apports technologiques a provoqué un intérêt à éclipse. En offrant, depuis décembre dernier, la possibilité d'une participation nationale et la présidence éventuelle de telles sociétés aux étrangers, Moscou a relancé le débat. Mais l'ambiguïté fondamentale demeure, quelle que soit l'amélioration probable de la législation. Comme le rappelle un industriel français : « Nous cherchons avant tout à pénétrer un marché potentiel fantastique. Les Soviétiques cherchent les moyens de produire des biens présentables à l'exportation ».

« La liberté de commerce ne se décrète pas », réchiffre un économiste. Comme ne s'impose pas, par la loi, l'autonomie de gestion à des entreprises solides et assoupies dans le ronron du centralisme planifié. En théorie, les sociétés pourraient dès cette année s'affranchir de la tutelle de l'Etat pour passer directement entre elles des commandes. Cette ouverture risque fort de se traduire, dans les faits, par « un recours frileux à de nouveaux marchés interministériels, tellement plus rassurants », estime un expert.

Comment, dans ces conditions, moderniser un tissu industriel largement obsolète ? Près de 55 % des machines à usiner le métal ont, par exemple, plus de dix ans (1). Comment insufler un sens nouveau des responsabilités à des chefs d'entreprise accoutumés aux sureffectifs et à la faible productivité, indifférents aux besoins du consommateur ? Comment, au bout du compte, lutter contre les déficits planifiés de plus de vingt-quatre mille entreprises, selon les chiffres officiels, notamment dans l'agro-alimentaire, la chimie ou la transformation du bois, contraignant l'Etat à boucher les trous sous forme de subventions partiellement alimentées par des prélèvements sur les sociétés rentables ? Une part des réponses à de telles questions reste largement taboue : l'idée même de faillite est pour le moment exclue ; celle du chômage se diffuse mieux, peut-être parce que la population ne se sent pas encore vraiment menacée.

### Tiraillements idéologiques

L'un des proches conseillers de Mikhail Gorbatchev avait de sérieuses raisons de reconnaître, mercredi 25 janvier, que la perestroïka restait un exercice « idéologique ». « Si l'on passe de la parole aux premiers actes législatifs, Gorbatchev doit encore franchir le dernier cercle, redoutable, de l'épreuve des réalités », souligne, rêveur, un banquier européen. Car la boîte de Pandore est ouverte, nul ne l'ignore. Il ne suffit pas de se gargariser de théories néoclassiques, même si un haut fonctionnaire international plaide, attendri : « Chaque fois que je rencontre un économiste soviétique, il me fait un cours de keynésisme ». Il faudra bien trouver les moyens d'articuler une rude et longue période de transition en tenant compte de deux objectifs majeurs : l'instauration d'un véritable système des prix à l'intérieur et, pour parvenir à l'insertion de l'URSS sur la scène économique et les organismes internationaux, la mise en place d'un rouble convertible s'appuyant sur un véritable système bancaire et financier.

En ces domaines, le flou le plus complet masque mal les tiraillements idéologiques et les préoccupations croissantes nées des implications sociales et politiques de ce qui

constituerait vraiment la « seconde révolution » promise par le secrétaire général du parti. Quelques petits pas ont été annoncés, fin 1988. Refonte des multiples parités pour unifier le rouble sur le plan interne, promesse encore ambiguë d'une plus juste valeur de la monnaie à l'horizon de 1990, ont agité la curiosité à l'Ouest. Parler de réelle dévaluation de la devise soviétique paraît pourtant excessif. Si les spécialistes estiment entre 65 % et 90 % la surévaluation d'un rouble fantomatique vis-à-vis du dollar, le but sera, dans un premier temps, plus modeste : accoutumer les Soviétiques à établir un lien moins théorique entre le cours du rouble et les prix mondiaux.

Un long, très long processus commence, créant des situations inconfortables. « La polémique entre la Banque des relations extérieures et les banques sectorielles autonomes récemment créées n'est pas près de s'éteindre. Nous sommes obligés de maintenir le contact de toute part pour ne pas être pris de court par l'évolution des esprits ou des hommes aux commandes », indique, à titre d'exemple, un banquier français. L'apprentissage de la réalité des prix s'annonce autrement redoutable. Les Soviétiques ont de bonnes raisons de se plaindre amèrement des pénuries et de la mauvaise qualité des produits. « Pour trouver une vie, mieux vaut se procurer un char », lançait un autre économiste de premier plan, M. Aganbegian. Mais lorsqu'on est habitué à payer le ticket de métro au prix instauré lors de la création de la première ligne, en 1925, lorsque le loyer des rares et mauvais logements sont maintenus artificiellement, depuis 1928, à 13,2 kopecks le mètre carré, seul un véritable saut qualitatif peut faire accepter les relevements de tarifs. On en est loin.

Ce ne sont pas les « coopératives », ces entreprises privées encouragées un temps avant de voir leur champ d'action limité arbitrairement en décembre 1988, qui permettront de remédier aux insuffisances du secteur d'Etat. Nul ne rêve plus de les voir assurer 15 à 18 % de la production nationale à l'horizon 2005, une proportion correspondant aux premières estimations du poids du marché noir dans

l'économie. En butte à la méfiance d'une part de la population, aux entraves de l'administration, voire au racket de « protecteurs » dignes de la Mafia, les coopératives ont du mal à trouver leur place.

« Le cercle devient parfaitement vicieux », souligne un économiste. Le lourd déficit budgétaire, de l'ordre de 100 milliards de roubles soit 11 % du PNB, recouvre notamment des subventions trop accrues dans les traditions pour être brutalement abandonnées et des « largesses assurées de bons revenus... non productifs ». De tels revenus nourrissent une épargne forcée, faite de produits à acheter, et un bas de laine masqué qui représenterait, au total, quelque 300 milliards de roubles, selon les Occidentaux. Jouer l'austérité budgétaire quand les magasins sont vides tendrait au suicide politique. Recourir au traitement de choc du retour à la vérité des prix aussi. Effrayé, l'équipe au pouvoir a décidé de temporiser et de remettre à plus tard une réforme pourtant fondamentale.

La perestroïka serait-elle un simple écran de fumée ? Rares sont ceux, en Occident, qui l'affirment aujourd'hui. Mais une fois retombée l'euphorie de la glasnost, un découragement perce devant l'immensité de la tâche, la déception naît de réformes discréditées avant même d'être appliquées. Une campagne électorale inhabituelle ne constituera qu'une diversion temporaire. La fierté recouvrée face à un chef d'Etat sacré super-star par les Occidentaux ne durera pas éternellement. Mais le sentiment prévaut que le vent de réformes ne peut plus retomber, même s'il fléchit par moment. Les plus pessimistes l'affirment : il n'existe pas d'autre solution, si l'URSS ne veut pas être ravalée au rang de pays sous-développé. L'humour noir gardant ses droits, le mot de la fin pourrait revenir à l'écrivain et éditeur Fazyl Iskender : « Les Soviétiques vivent la conjonction d'un régime de dictature éclairée et de pénurie, d'éclairage », ironisait-il récemment.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Le Courrier des pays de l'Est, novembre 1988.

## Perestroïka franco-russe

« Moins de discours, de langue de bois, de papiers, plus de propositions concrètes. C'est avec cette devise inaccoutumée que Français et Soviétiques ont décidé d'entreprendre une opération de dépoussièrement de la grande commission qui, une fois l'an, permet le bilan de leurs relations économiques, dans l'espoir toujours renouvelé, souvent déçu, de les relancer.

A la demande de Paris, le niveau même de la co-présidence a été relevé. Retrouvant la tradition interrompue depuis le passage de Michel Jobert à la tête du ministère du commerce extérieur, ce sera Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, qui dirigera la délégation française lors de la réunion de la commission qui se tiendra à Paris du 15 au 17 février. Réponse courtoise des Soviétiques, le premier vice-premier

ministre Vorodine assumera la co-présidence pour l'URSS.

Cette perestroïka franco-russe ne s'arrêtera pas à ces questions protocolaires. Au nom de l'efficacité, le nombre des fonctionnaires sera ramené, pour chaque partie, de 40 à environ 12 personnes. Pas de discours-floues, les débats seront enrichis par une rencontre parallèle entre une dizaine de chefs d'entreprise français et soviétiques appelés à rendre compte à la commission de leurs conclusions ou de leurs idées pratiques. Les annexes techniques ou des projets et initiatives s'enlèvent depuis parfois dix ans, seront jetées au oubliettes. Seule rencontre institutionnelle puisque les petites commissions préparatoires sont abolies, la grande commission se voit ainsi offrir une chance de perdre les vertus opportunistes voire kafkaïennes, selon ses habitudes, de « grand-messes » sans lendemain.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### LVMH

#### MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire du groupe LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton a atteint 16 milliards +45 millions de francs, en progression de 24 % par rapport au chiffre d'affaires de 1987.

L'évolution dans les différentes branches d'activité a été la suivante :

En millions F.F.	31 Déc. 1988	Variations %
Champagne et vins	4.878	+ 9,6
Cognac et spiritueux	4.080	+ 37,6
Bagages, maroquinerie et accessoires	3.530	+ 50,5
Parfums et produits de beauté	3.739	+ 16,6
Horticulture	218	NS
TOTAL	16.445	+ 24,1

Le Directoire de LVMH réuni le 20 janvier 1989, a décidé de mettre en paiement le 1<sup>er</sup> février 1989 un acompte sur dividende de 12 F., auquel s'ajoute un avoir fiscal de 6 F., soit une progression de 33 % par rapport à l'acompte versé l'année précédente.

### BONS RÉSULTATS 1988 POUR LE CRÉDIT MUNICIPAL DE PARIS

Les premiers résultats de l'exercice 1988 du Crédit municipal de Paris font apparaître une hausse de plus de 50 % de son produit net bancaire, qui devrait être de 140 millions de francs (contre 90 en 1987). Quant au résultat brut d'exploitation, il est estimé à 17 millions de francs, contre 14,2 en 1987.

Le Crédit Municipal de Paris semble donc en passe de réussir pleinement sa mutation bancaire.

## IMS

### INTERNATIONAL METAL SERVICE PERSPECTIVES 1989 TRÈS FAVORABLES

L'évolution du chiffre d'affaires et des résultats consolidés du groupe IMS se présente de la manière suivante :

(en millions de francs)	1987	1988*	%
Chiffre d'affaires	1 730	2 241	+ 28
Résultat net	39	83	+ 118

\* Estimé.

Société internationale de distribution de produits métallurgiques spéciaux, IMS a poursuivi son objectif prioritaire de croissance de ses résultats tout en appliquant activement sa stratégie de développement.

Le bénéfice consolidé provisoire de l'exercice 1988 : 85 MF (+ 118 %) illustre le résultat de cette politique.

La conjoncture soutenue constatée actuellement dans les principaux pays européens où est implanté IMS permet d'anticiper une nouvelle progression de l'activité. Compte tenu de cette situation et de la poursuite de la politique d'amélioration de sa rentabilité, les perspectives de l'exercice 1989 se présentent très favorablement pour IMS.

### CODETEL

Dans une lettre datée du 18 janvier 1989, M. Eric Dufoux, PDG, informe les actionnaires de Codetel des nouvelles conditions de fonctionnement des Sociétés de financement des télécommunications - SFT - à la suite du vote de la loi de finances pour 1989, qui modifie la loi d'origine de 1969 :

France Télécom continuera à faire appel aux SFT pour le financement d'équipements de télécommunication jusqu'en 1992 inclus. Après cette date, les contrats signés antérieurement continueront à produire leur plein effet sans modification juridique ou fiscale, et ceci jusqu'à leur échéance vers les années 2002-2003.

Les SFT pourront continuer à exercer une activité SICOMI - crédit-bail immobilier et location simple - comme la loi de 1969 les y autorise.

Pour faciliter leur reconversion, les SFT ont la possibilité de développer toute autre activité financière, commerciale ou de service à la seule condition d'avoir préalablement filialisé leur activité SICOMI, et ceci dans des conditions favorables de fiscalité des dividendes qui versera cette filiale à sa maison mère.

Les perspectives offertes par la nouvelle législation permettent ainsi à Codetel de maintenir son activité Télécommunications pendant au moins une

quinzaine d'années, dont quatre de production nouvelle.

Le développement de l'activité SICOMI entreprise depuis plusieurs années se poursuivra ; les engagements cumulés approchent 1,3 milliard de francs, dont près de 470 millions de francs de crédit-bail et 820 millions de francs de patrimoine local, soit un montant supérieur au capital de la société. En 1988, les engagements nouveaux se sont élevés à 363 millions de francs, dont 264 millions de francs pour le crédit-bail et 99 millions de francs en location simple.

Le conseil d'administration de la société se prononcera dans les prochaines semaines sur les nouvelles possibilités offertes à Codetel pour le rinvestissement des sommes progressivement rendues disponibles par la décroissance attendue du volume des engagements au profit de France Télécom. Le conseil examinera notamment les opportunités qui pourraient se présenter dans les domaines de l'immobilier et de la communication entendue au sens large.

En raison de l'effort d'investissement immobilier entrepris depuis trois ans et de l'arrivée à échéance de contrats PTT antérieurs financés par fonds propres, le résultat de l'exercice 1988 devrait être légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent sans que soit remise en cause, a priori, la politique de distribution de ces derniers années.

AGENT DE DEMOCO

**ODOUL**

*Garde-meubles*

42 08 10 30

16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## REPÈRES

### Biens durables

#### Vive hausse des commandes en 1988 aux Etats-Unis

Les commandes de biens durables ont progressé de 6,4 % aux Etats-Unis, en décembre, leur plus forte hausse depuis juin, indique, jeudi 26 janvier, le département du commerce. Pour l'ensemble de 1988, ce type de commandes a augmenté de 10,8 % pour représenter 1 430 milliards de dollars (8 580 milliards de francs).

Cette progression annuelle, la plus forte depuis 1984, confirme la bonne santé de l'industrie américaine, dopée par le recul du dollar et une forte demande à l'exportation. Elle reflète surtout une croissance toujours soutenue, même si le bond de décembre tient, partiellement, une poussée de 21,1 % des commandes de matériel militaire, toujours volatils.

### Inflation

#### La Bundesbank va durcir sa politique monétaire

Les chiffres provisoires des prix à la consommation en RFA, en hausse de 1 % en janvier, selon l'Office fédéral des statistiques, sont venus renforcer la détermination du président de la Bundesbank à lutter contre l'inflation. Par rapport à janvier 1987, l'augmentation s'établit à 2,5 % contre 1,6 % en décembre, comme en novembre 1988, le plus mauvais résultat depuis quatre ans. Le gouvernement table sur une pression inflationniste située entre 2 et 2,5 % en 1989. Intervenant devant des hommes d'affaires, le président de l'institut d'émission, Karl-Otto Poehl, a déclaré qu'il entendait « durcir » sa politique monétaire pour « contrer tout danger potentiel d'inflation ». La Bundesbank s'est fixée comme objectif de limiter l'expansion de la masse monétaire à 5 % cette année, contre 6,7 % en 1988, et continue de contraindre toute nouvelle dépréciation du mark vis-à-vis du dollar.

6<sup>e</sup> terminale

**L'ANGLAIS ou L'ALLEMAND**

En Angleterre ou en Allemagne : tennis, équitation, voile ou planche à voile +canoë, golf. A Pâques ou l'été : accueil dans une famille soigneusement sélectionnée. Un seul hôte français par famille. Cours quotidiens ou enseignement programmé à domicile. Activités, excursions. Stages Théâtre, Musique, Euroreporters : une autre façon d'apprendre l'anglais.

G.B. IRLANDE ALLEMAGNE ESPAGNE U.S.A. AUSTRALIE

**EUROLANGUES**

53, rue de Rivoli, 75001 Paris

Tél. (1) 40.28.00.65

Demandez vite la documentation gratuite (52 pages).

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

C.P. \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_ Classe \_\_\_\_\_

IMS 1

سكن في الامم







# Économie

## AFFAIRES

L'application des « plans de compétitivité » dans les ports

### Le départ de chaque docker coûte 638 000 F

Le Conseil national des communautés portuaires, que préside M. Jacques Dupuydauby, va prendre connaissance du rapport que le ministre de la mer, M. Jacques Mellick, avait demandé à l'autonomie à son administration dans le but d'appré-

hender la compétitivité des grands ports français. Ce document d'une trentaine de pages, dont l'auteur est M. Christian Brossier, ingénieur général des Ponts et Chaussées, directeur des ports et de la navigation maritime, a pour objectif de

dresser un bilan des plans sociaux mis officiellement en œuvre depuis deux ans de Dunkerque à Marseille pour permettre à ces grandes places portuaires de soutenir la comparaison avec Rotterdam, Anvers, Gènes ou Barcelone.

Les ports français ont vis-à-vis de leurs clients une réputation médiocre due à un climat social délétère et à des coûts de transit élevés. C'est pour tenter de redresser leur image que, depuis deux ans, ont été lancés des plans de productivité et de reconquête des trafics commerciaux. Le but primordial consistait à réduire le nombre de dockers jugés pléthoriques.

Déjà, avant 1986, une importante chute des effectifs avait pu être constatée. Mais, malgré cela, le taux d'emploi des dockers, c'est-à-dire l'indicateur de chômage dans cette profession, avait très sensiblement augmenté, passant de 23 % en 1982 à 33 % en 1986 : des chiffres qui illustrent une inadéquation entre le volume total et les caractéristiques des trafics de marchandises, d'une part, et, d'autre part, les effectifs de la main-d'œuvre de manutention. On avait tout simplement oublié les

conséquences des progrès techniques.

Les mesures mises en œuvre de 1982 à 1986, faisant appel essentiellement à la préretraite à cinq-vingt ans, permirent le départ de quelque 3 000 dockers, mais ce que M. Brossier appelle « la seule poursuite des errements antérieurs » ne pouvait permettre d'éviter l'augmentation du chômage dans la profession. Il était donc indispensable de trouver, à partir de 1986, une formule plus ambitieuse, mais aussi plus onéreuse encore. Depuis deux ans, neuf plans sociaux ont été mis en œuvre pour faciliter le départ des dockers, en échange de quoi ceux-ci acceptaient une meilleure productivité du travail et les entreprises offraient aux armateurs et aux chargeurs (c'est-à-dire les industriels ou les négociants) des baisses de tarif. Ces plans se sont traduits par le

départ au 31 décembre dernier de 2256 dockers, dont 581 au Havre et 575 dans les bassins est de Marseille. Une évolution, notons-le, comparable à celle qui a eu lieu en Grande-Bretagne ou à Rotterdam.

#### Plus que dans la sidérurgie

Substantiels en termes de réduction d'effectifs, ces plans ont été encore davantage quand on examine leur coût. Au total, 1 469 milliards de francs ont été dépensés, dont 515 millions par les ASSÉDIC et 204 millions au titre du FNE. Les entreprises, pour leur part, n'auront versé que 368 millions dont 300 millions au Havre. Le coût moyen par docker atteint le chiffre impressionnant de 638 000 francs. Et même, au Havre, 823 000 francs. Ni dans la sidérurgie, ni dans la construction navale (des secteurs où, pourtant,

de gros efforts financiers ont été consentis dans le passé pour faciliter le départ de salariés en surnombre) on n'avait atteint de telles sommes.

De plus, ces enveloppes financières n'ont pas toujours eu le résultat escompté. Car, si au Havre ou à Dunkerque le taux de chômage des dockers a sensiblement régressé, il a, en revanche, augmenté à Rouen ou à Dieppe.

D'un point de vue économique, le rapport évalué de 5 % à 11 % les gains enregistrés sur les coûts de manutention qui résultent de l'application des plans sociaux, notamment au Havre pour le transbordement d'un conteneur (600 francs à la fin de 1986 et 450 francs à la mi-1988). A Marseille, où la compétitivité était la moins bonne, les tarifs ont baissé en moyenne de 17 %.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Marquant un point en Europe

### L'américain ATT ferait son entrée sur le marché italien des télécommunications

Au lendemain de l'annonce des premières pertes de son histoire (3 milliards de dollars, soit 19 milliards de francs, au quatrième trimestre), le numéro un mondial des télécommunications, l'américain ATT, devait être choisi vendredi 27 janvier pour s'allier à l'italien Italtel. Une nouvelle qui tombe à pic alors que les États-Unis reprochent aux Européens d'être trop protectionnistes en matière de télécommunications.

être critiquée a priori ou alors il ne faut pas se lamenter quand on accuse l'Europe de se transformer en forteresse. « Voilà ce qui s'appelle préparer les esprits... » Italtel, a ajouté le premier des managers publics italiens, doit chercher l'allié qui lui garantira la meilleure position possible sur le marché international, voilà tout !

On ignore encore le détail de l'offre américaine, basée à la fois sur une prise de participation croisée et sur la constitution d'une filiale commune. Mais, outre la mission d'assurer le transfert de la technologie ATT vers l'Italie, celle-ci pourrait aussi servir de cadre à la production et à l'exportation de nouveaux matériels. Les Américains auraient notamment accepté que des systèmes de transmission soient fabriqués avec leur technologie, mais commercialisés par une filiale propre à Italtel seule. Au surplus, les centraux UT déjà fabriqués par la société italienne bénéficieraient de l'ouverture du marché américain. Tout cela reste évidemment à préciser, et devrait être annoncé incessamment.

ROME  
de notre correspondant

La nouvelle devait être annoncée officiellement vendredi 27 janvier à l'issue d'un conseil des ministres : c'est à l'américain ATT que la société d'équipement téléphonique Italtel (filiale du holding public IRI) a choisi de fier son destin. Dans la lutte sans merci que se livrent sur l'échiquier mondial les géants des télécommunications, le numéro un mondial devait coiffer au poteau la CGE française, maison mère d'Alcatel, et l'allemand Siemens.

Le groupe américain pourra donc bénéficier des investissements colossaux que l'Etat italien s'apprête à débloquer pour amener ses télécommunications à parité avec l'Europe du Nord. 160 milliards de francs seront dépensés sur cinq ans pour rénover les réseaux, mettre en place de nouveaux centraux et, d'abord, satisfaire les quelque 650 000 foyers italiens en attente d'un raccordement. Il faut à présent cinq mois de patience en moyenne pour obtenir une ligne, d'où la faiblesse de la densité téléphonique en Italie : trente-trois appareils pour cent habitants.

Pour des raisons politiques essentiellement, « il est encore possible », espère-t-on du côté français, « qu'une petite place » soit réservée à Alcatel sur le marché local, ne serait-ce que pour préserver les quelques milliers d'emplois actuellement assurés par la filiale italienne de la société française (Alcatel-Face). Idem pour Siemens, autre concurrent vaincu de cette bataille d'Italie. En effet, contrairement à ATT, qui fait ainsi une entrée triomphale sur le marché européen et y disposera avant 1993 d'une vraie tête de pont, les deux grands groupes européens, le français et l'allemand, ont déjà une longue présence dans la péninsule. La défaite n'en sera certainement que plus amère, mais, selon les spécialistes, « eu égard aux rivalités entre les deux », il était « impensable » de les voir s'allier pour battre l'américain, numéro un mondial.

« Allons... », a déclaré, mardi 24 janvier à Bruxelles le président de l'IRI italien, M. Romano Prodi, notre éventuelle décision ne doit pas

#### Un aspect politique

La presse transalpine s'est cependant faite aussi l'écho de l'aspect non seulement technologique, mais également politique de cette affaire, pour provoquer quelques interrogations. Selon les journaux, le parti socialiste italien, et d'abord son chef, M. Bettino Craxi, était depuis longtemps en faveur de l'option américaine. Ainsi qu'une partie de la démocratie chrétienne, avec laquelle les socialistes partagent actuellement le pouvoir. On a parlé notamment, lors du récent voyage officiel de M. De Mita, chef du gouvernement italien aux États-Unis, d'une rencontre impromptue avec le président d'ATT, le très dynamique Robert Allen. Depuis plus d'un an que durent les négociations, celui-ci est également venu à Rome. On n'y a pas vu, en revanche, M. Pierre Suard, le patron de la CGE, et c'est la filiale italienne d'Alcatel qui, pour l'essentiel, a été chargée de la négociation.

L'interview donnée par M. Suard à Paris même, en septembre dernier, pour « dénoncer la désinformation » et évoquer « les interventions politiques », a fait beaucoup jaser dans le Landerneau romain. La très récente intervention de M. Michel Rocard en personne auprès du gouvernement italien pour essayer de « sauver les meubles » n'aura sans doute permis... que cela. « Finalement, jugeait un expert italien, on peut se demander si la CGE avait vraiment envie de se marier avec nous. »

PATRICE CLAUDE.

(Publicité)

### PRIX 2000 SG DE LA CRÉATIVITÉ INDUSTRIELLE. LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RÉCOMPENSE LE TALENT.



Parce que l'industrie est l'un des domaines où le talent aujourd'hui s'exerce le plus brillamment, la Société Générale a fondé le Prix 2 000 SG qui récompense chaque année les créations industrielles les plus originales, performantes, riches d'avenir. Ces prix sont décernés à des PME et PMI qui ont su transformer un véritable projet d'innovation technologique en réalisation concrète, et apporter ainsi une réponse à l'évolution des besoins du marché.

Le 12 janvier 1989, Marc Viénot, Président-Directeur Général de la Société Générale et le Professeur Jacques-Louis Lions, Président du CNES, membre de l'Académie des Sciences ont remis les quatre prix 1988 d'un montant total de 750 000 F.

Le Grand Prix de 300 000 F a été attribué dans le secteur mise en valeur du patrimoine culturel à la Société T.A.M.I. pour un procédé de marquage invisible et indestructible des œuvres d'art et détectable à distance en cas de perte ou de vol.

Les autres prix ont été attribués à :

- la Société ISTAR pour un logiciel permettant la production d'images du relief de la surface terrestre à partir des photos du satellite SPOT.
- la Société MÉTROVISION pour une gamme d'appareils de mesure informatique des mouvements oculaires.
- la Société ENCORE DEVELOPPEMENT pour un logiciel d'animation, en temps réels, en deux dimensions sur Macintosh II.

Favoriser la créativité industrielle, l'encourager, c'est pour nous l'une des façons de mettre notre talent au service du vôtre.

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
CONJUGUONS NOS TALENTS.

de 14 à 18 ans

L'ANNÉE SCOLAIRE

aux U.S.A.

Vivre et étudier "à l'américaine", pendant un semestre ou une année. Accueil en famille. Cours quotidiens dans une "High School".  
Prix année scolaire : 18 800 F + voyage.

G.B. IRLANDE ALLEMAGNE  ESPAGNE U.S.A. AUSTRALIE

**EUROLANGUES**  
53, rue de Rivoli, 75001 Paris  
Tél. (1) 40.28.00.65

Demandez vite la documentation gratuite.  
Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
C.P. \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_ Classe \_\_\_\_\_

مكتبة من الامم



## Marchés financiers

OPA américaine  
sur le numéro deux canadien du papier

La restructuration de l'industrie canadienne a commencé avec l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier de l'accord de libre-échange signé entre les États-Unis et le Canada.

MONTREAL  
de notre correspondante

L'important secteur des pâtes et papiers, dont les entreprises tournent à plein rendement depuis plus de deux ans, a été le dernier touché par ce mouvement. La société américaine Stone Container, plus gros producteur mondial de papier d'emballage et de papier kraft, a lancé, jeudi 26 janvier, une OPA sur la totalité des actions de Consolidated Bathurst (deuxième plus importante entreprise papetière du Canada) évaluée à 2,6 milliards de dollars canadiens (1).

Les trois principaux actionnaires de Consolidated Bathurst, parmi lesquels le groupe canadien Power Corporation ont déjà accepté la proposition alléchant du géant américain. Stone Container offre 25 dollars canadiens pour chaque action qui n'en valait que 16 à sa dernière cotation. On s'attend que l'Agence canadienne chargée du contrôle des investissements approuve ce rachat dans le cadre des nouvelles règles fixées par le traité de libre-échange.

Huit jours plus tôt, les Canadiens, gros consommateurs de bière, avaient appris que les numéros deux et trois de ce secteur, les compagnies Molson et Carling O'Keefe (filiale

du géant australien Elders depuis 1987) avaient décidé de fusionner pour détrôner ensemble John Labatt, leur concurrent sur le marché national.

A long terme le nouveau groupe se prépare surtout à affronter la concurrence américaine. Selon ses dirigeants l'industrie de la bière ne devrait pas rester longtemps exclue du traité américano-canadien de libre-échange.

Turbulences  
dans l'aviation

Le secteur de l'aviation civile connaît, lui aussi, quelques turbulences dues cette fois à la guerre des prix que se livrent les trois principales compagnies canadiennes depuis la déreglementation des tarifs aériens. A cours de liquidités Wardair, le spécialiste des vols charter a été racheté pour 248 millions de dollars par Pacific Western Airlines déjà propriétaire de Canadian International. Dorénavant PWA et Air Canada se partageront à part presque égale le marché intérieur.

Les auteurs d'une étude de l'organisme officiel Statistique Canada estiment que la concentration des entreprises ira en s'accroissant. D'après le dernier relevé effectué pour l'année 1986 les vingt-cinq plus gros holdings du Canada contrôlaient déjà 35 % des actifs du pays.

MARTINE JACOT.

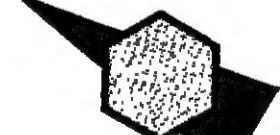
(1) Un dollar canadien vaut environ 5,3 FF.

Le rachat de Souriau coûtera environ  
1,4 milliard de francs à Framatome

« Nous ne faisons pas un coup financier. Notre ambition est d'acquiescer un chiffre d'affaires cohérent et significatif dans de nouveaux métiers », a déclaré M. Jean-Claude Leno, président de Framatome, jeudi 26 janvier, en annonçant la prise de contrôle par son groupe de Souriau, numéro un français de la connectique.

Comme prévu (le Monde du 26 janvier), Framatome, le constructeur de chaudières nucléaires qui avait déjà acquis 40 % du capital de Souriau, s'est entendu avec les familles propriétaires pour acheter les 53 % du capital qu'elles détenaient encore. Framatome proposera d'acquiescer le reste, soit environ 7 % des actions toujours détenues par le public, dès la reprise de la cotation du titre, lundi 30 janvier, au prix de 1 080 F.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Groupe  
Docks de France

Les recettes consolidées provisoires, toutes taxes comprises, du groupe Docks de France, se sont élevées à 25 677 millions de francs en 1988.

Le taux de progression sur 1987, calculé à partir des chiffres en monnaie nationale pour les filiales étrangères, s'établit à 3,2 %.

Cette offre sera maintenue pendant quinze séances de Bourse, selon la procédure dite du maintien des cours. Au total, le rachat de Souriau devrait coûter à Framatome, selon son président, de 1,3 à 1,5 milliard de francs.

Avec Souriau, ajouté à Burndy, la société américaine reprise par Framatome au début du mois, et à Jupiter, racheté pendant l'été dernier, l'ensemble connectique constitué au sein de Framatome représentera environ 3,5 milliards de chiffre d'affaires et des effectifs de sept mille quatre cents personnes. Précisant que Framatome poursuivait, après ces acquisitions, « des disponibilités financières importantes », M. Leno a assuré que ses objectifs consistaient à aider la croissance de ces entreprises, en renforçant leurs fonds propres et en acquérant au besoin d'autres firmes. « Si Burndy, ou Souriau, ont besoin d'une nouvelle acquisition, ils nous trouveront derrière eux », a-t-il déclaré, ajoutant que les trois entreprises conserveraient leur spécificité, leur nom, tout en coordonnant leurs stratégies afin de « cultiver les complémentarités et de faire naître des synergies intelligentes ».

Souriau emploie trois mille deux cent cinquante personnes et possède onze usines, dont sept en France, notamment dans la Sarthe. La société, après une année 1987 difficile, devrait réaliser en 1988 un bénéfice d'exploitation d'une soixantaine de millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,560 milliard de francs, a précisé son président, M. Pierre David.

## Lt Simco

Le montant des loyers émis par la société au cours des quatre trimestres de l'année 1988 est le suivant comparé à celui de 1987 :

	1987	1988
1 <sup>er</sup> trimestre	70 497 534 F	87 651 239 F
2 <sup>e</sup> trimestre	67 828 693 F	85 749 848 F
3 <sup>e</sup> trimestre	68 460 487 F	89 590 884 F
4 <sup>e</sup> trimestre	71 998 456 F	96 329 942 F
	278 784 990 F	359 321 913 F (1)

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

(1) Le chiffre d'affaires de l'exercice 1988 tient compte de la fusion avec IMMINDO SA, réalisée avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1988. Il est rappelé qu'au titre de l'exercice 1987 le chiffre d'affaires de la Société IMMINDO SA s'élevait à 38 961 931 F, celui de SIMCO-Union pour l'habitation à 278 784 990 F, soit un total de 317 746 921 F.



Premier Groupe Privé français d'Assurances  
ouvre au public  
sa première SCPI

## COLISÉE PIERRE 1

qui investira dans l'immobilier d'Entreprise  
essentiellement à Paris et en Région parisienne

Les statuts et la note d'information de COLISÉE PIERRE 1 (visa COB N° 88-75) sont disponibles au siège de la Société - 40, rue de Colisée, 75008 Paris (40-75-57-46) et chez AXA BANQUE - 53, rue La Boétie, 75008 PARIS (40-75-58-20).

## NEW-YORK, 27 janvier ↑

## L'avance s'accélère

Ralentie vingt-quatre heures, la hausse des cours a repris de plus belle, jeudi, à Wall Street. D'abord incertaine sur la conduite à adopter, le marché s'est progressivement raffermi. En clôture, l'indice des industriels s'établissait à 2 291,07 soit à 25,18 points au-dessus de son niveau précédent.

Le bilan général de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 1 978 valeurs traitées, 958 ont monté, 513 ont baissé et 507 n'ont pas varié.

Phénomène symptomatique de l'excellent climat qui règne en bourse : l'activité a été fortement accrue avec 213,08 millions de titres échangés contre 183,61 millions la veille. C'est le plus fort volume de transactions enregistré depuis le 7 octobre 1988 (216,39 millions de titres). La reprise avait cependant bien tourné court après l'annonce d'une très forte augmentation (+ 6,4 %) des commandes biens durables en décembre.

Malgré finalement, tout est resté dans l'ordre. Le sentiment, exprimé par un « broker », est que la Réserve fédérale a la situation bien en main, quitte, comme son président, M. Alan Greenspan, l'avait souligné au début de semaine, à intervenir pour éviter tout dérapage.

VALEURS	Cours du 26 jan.	Cours du 27 jan.
Alcoa	81 1/4	81 5/8
A.T.T.	30 7/8	31
Bell	30 3/4	31
Chemical Bank	31 3/4	31 1/2
Du Pont de Nemours	88 3/8	100 1/4
Eastman Kodak	87 3/8	87 3/4
Exxon	48	45 5/8
Ford	51 7/8	51 1/2
General Motors	48 3/4	48 3/4
General Motors	88 7/8	89 5/8
Goodyear	48 1/4	48 7/8
IBM	122 1/2	122 1/2
I.T.T.	54 1/4	54 3/8
Johnson & Johnson	47 1/4	47 7/8
Pfizer	57 1/2	57 1/2
Schering	34 5/8	34 5/8
Tesoro	54 7/8	54 3/8
U.S. Corp. de l'Alaska	112 3/8	112 3/8
Union Carbide	27 1/2	27 1/2
U.S.X.	30 7/8	30 7/8
Westinghouse	54 1/4	54 1/4
Wm. Corp.	80 3/4	81 1/4

## LONDRES, 26 janvier ↑

## Hausse sensible

Après une journée de consolidation, le mouvement de hausse a repris dès jeudi, l'indice Footsie des cent valeurs cotées en progrès de 20,8 points à 1 959,08. Le volume des transactions, tout en restant appréciable, était certes moins élevé que la veille. 624,5 millions de titres étaient échangés contre 924,7 millions mercredi. L'ouverture faible de Wall Street a pesé sur la tendance en cours de séance mais vite le marché s'est repris. La plupart des secteurs se sont améliorés, notamment les industriels (Bovater), les bancaires (Natwest), les miniers (Great Universal Stores), les électroniques (Amstrad) et les internationaux (ICI). Le groupe alimentaire Cadbury a bondi dans l'espoir d'une éventuelle OPA de General Electric. BAT a également progressé sous l'effet d'une bonne demande spéculative. La compagnie industrielle Rank Organisation et le conglomérat Lomax se sont également améliorés à la suite de publications de résultats en amélioration. Le groupe minier Lomax a enregistré un bénéfice impossible de 25 millions de livres (2,3 millions de francs) en hausse de 12 %. La firme a indiqué que le premier dividende allait être triplé et qu'une opération de recapitalisation aurait lieu en avril.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Nestlé : chiffre d'affaires en hausse de 15 %.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe alimentaire suisse Nestlé s'est monté en 1988 à 40,6 milliards de francs suisses (163 milliards de francs), en progression de plus de 15 % par rapport à l'exercice 1987. A annoncé, le 26 janvier, cette société. Les bénéfices nets consolidés de Nestlé devaient, souligne le groupe, être supérieurs à ceux de l'exercice précédent. En novembre, M. Helmut Maucher, directeur de Nestlé avait précisé que les bénéfices pour 1988 devaient se situer entre 1,9 et 2 milliards de francs suisses contre 1,827 milliard en 1987. L'évolution favorable du groupe en 1988 est due notamment aux acquisitions du groupe italien Buitoni et de Rovatone, société britannique de confiserie et de chocolat, dont les chiffres d'affaires ont été consolidés à partir du 1<sup>er</sup> juillet.

● British Steel est pompier pour reprendre Kloeckner et Co. - British Steel est en pourparlers avec la Deutsche Bank pour lui acheter la maison de négoce Kloeckner et Co. C'est le patron du groupe sidérurgique Kloeckner Werke AG qui l'a annoncé, précisant qu'il était contre cette opération. Reprise en octobre dernier par la Deutsche Bank, la suite de pertes énormes sur des transactions pétrolières, Kloeckner et Co. a épuisé la majeure partie de la production d'acier de Kloeckner Werke. Il est également

## PARIS, 27 janvier ↑

## Léger raffermissement

Après la timide consolidation de jeudi (- 0,69 %), la Bourse a repris sa progression en s'apprêtant, dès l'ouverture, de 0,18 %. Ce mouvement, certes timide, s'est confirmé durant la séance, l'indice instantané gagnant 0,52 %. Petit à petit, l'indice CAC s'approche de son plus haut niveau historique de 460,4, atteint le 26 mars 1987. Mais, à mesure qu'il s'en rapproche, les boursiers sont de plus en plus nombreux à aspirer à une pause avant de mieux repartir. La semaine sera la sixième consécutive de hausse, le mouvement ayant débuté le 16 décembre dernier. Toutefois, quelques rugissements apparaissent à l'horizon, en raison des tensions sociales qui s'aggravent au palais Brongniart. La veille, les organisations syndicales ont quitté la table de négociations, les discussions butant sur le paiement des licenciements. L'AFSS (Association française des sociétés de Bourse) a tenu à rappeler qu'elle n'entendait pas remettre en cause la convention collective et qu'elle était prête à reprendre les discussions. De leur côté, les organisations syndicales ont appelé à une assemblée générale de l'ensemble du personnel lundi prochain dès 12 heures et à un arrêt de travail dès 12 h 30. L'intersyndicale devrait alors proposer différentes actions et, vraisemblablement, une manifestation à l'extérieur. En attendant, la grève perdure à laquelle ont procédé mercredi soir des salariés des services informatiques d'une part et de la cotation des valeurs supports. Celle-ci ne fut donc que vers 13 heures.

Ainsi que le mystère qui plane sur les « affaires » est encore loin d'être levé, Pechiney s'envoieit subitement, s'apprêtant à un mouvement de plus de 10 % avec 100 000 titres de changés. Il semble que les propos de M. Jean Gendols, le président du groupe nationalisé, aient été bien entendus. La veille sur Europe 1, il avait tenu à préciser que Pechiney n'était ni en rien à toutes les « magouilles ». Ces propos étaient appuyés quelques temps plus tard par ceux de M. Pierre Bédigoyon. On notait également parmi les plus fortes hausses Luchaire et Médiaeurop. En baisse figuraient la Géophysique, les Sika Rosignol et Pêchebrom.

## TOKYO, 27 janvier ↑

## Nouveau record

Après une journée de pause, le marché tokiyote a repris son ascension, vendredi. Et, pour la troisième fois de la semaine, il a battu un record d'altitude. A la clôture, l'indice Nikkei s'inscrivait à 31 644,3, soit un gain de 134,32 points (+ 0,43 %).

Wall Street a progressé et cet est plus important psychologiquement pour la Bourse que la fermeté du dollar, affirmait M. Tadaaki Uehara, directeur général adjoint de Wako Securities.

Les investisseurs institutionnels ont été partie prenante. Ils ont concentré leur attention sur les électriques, la construction automobile et les valeurs d'entreprises travaillant l'exportation.

Une forte activité a régné et les échanges ont porté sur plus de 1,3 milliard de titres contre 970 millions la veille.

VALEURS	Cours du 26 jan.	Cours du 27 jan.
Alstom	1 400	1 420
Banque	1 400	1 420
Canon	1 480	1 500
Fuji Bank	3 780	3 780
Honda Motor	1 100	1 120
Mitsubishi Bank	2 480	2 480
Mitsubishi Heavy	1 780	1 780
Sony Corp.	7 140	7 240
Toshiba Motors	2 530	2 600

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amal & Associés	512	512	La Commande Electra	300	300
Amal	282	280	La p. l. de la p. l.	270 20	270 20
B.A.C.	330	338	Local investissement	185	185
B. Dames & Moore	560	540	Local	152	152
B.L.M.	482	482	Metallurg. Miniers	620	620
B.L.P.	711	711	Métrologie Interact.	175	175
Bolton	510	515	Métrologie	175	175
Bolton Technologies	922	914	M.J.M.M.	236	231
Bolton	1080	1080	Monnaie	845	845
Citibank de Lyon	1680	1680	Monnaie-Lyon	181 80	181 80
Citibank	800	800	Mon. Gen. Fin.	350 10	350 10
Compt.	850	860	Préval	415	421
C.A.I.-de-R. (C.C.I.)	370	370	P.F.A. S.A.	408	408
C.A.T.C.	138 50	138 50	Préval	100	100
C.A.M.E.	1270	1310	Préval	448	440
C. B. B. B.	352	348	Préval	621	621
C.E.S.I.O.	858	858	Préval	760	760
C.E.R.E.P.	221	221	Préval	350 70	350 70
C.E.P.-Communication	1760	1760	Préval	1722	1722
C.E.I. Informatique	1238	1245	Préval	216	216
Classement d'Objet	625	625	Préval	311	311
C.N.M.	464	464	Préval	408	408
Comp.	287	281	Préval	108	108
Confinement	868	868	Préval	1380	1380
Croix	431	431	Préval	431 60	431 60
Dalton	1368	1368	Préval	337	337
Dowling	1045	1050	Préval	700	700
Ducloux	589	590	Préval	245	245
Editions Hachette	105	105	Préval	390	390
Editions Investissements	25	25	Préval	211	211
Financ.	231	235	Préval	480	484
Gr. Financier (G.F.F.)	240	240			
Gaumont	206	206			
L.C.	221	221			
L.F.	271	280			
L.F.	96	96			
M2	258	258			
Int. Metal Services	709	709			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

Marché des options négociables  
le 26 janvier 1989

Nombre de contrats : 10 000

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	Juin dernier	Mars dernier	Juin dernier
Accor	680	48	64	8	14
CCE	440	9,90	23,50	31,50	48
Elf-Aquitaine	400	48	57,50	3	-
Elf-Lorraine	1550	45	95	45,50	-
Michelin	182	18,50	24	2,50	6,50
Midl	1550	280	-	-	48
Paribas	480	30	47,50	13	20
Pengat	1400	70	118	32	47
Saint-Gobain	600	41	63,50	18,50	18
Société générale	520	25,50	25	30	38
Thomson-CSF	280	41	48,50	1,50	2,50

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 janv. 1989

Nombre de contrats : 56 573.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 89	Juin 89	Sept. 89
Dernier	107,96	107,38	107,38
Précédent	108,40	107,82	107,80

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 89	Juin 89	Mars 89	Juin 89
106	2,09	2,02	0,10	0,59

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 6,30 F ↑

Résumé des quelques heures auparavant, la reprise du dollar s'est poursuivie en s'accroissant, vendredi, sur toutes les places financières internationales. Le billet vert est ainsi remonté à 6,2975 F (contre 6,28 F la veille). Les opérateurs s'attendent à une forte hausse du FNB américain pour le quatrième trimestre publiable ce jour. La fourchette des prévisions est large : 1,7 % à 2,5 %, voire 3 %.

FRANCFORT 26 janv. 27 janv.  
Dollar (en DM) .. 1,8491 1,8528

TOKYO 26 janv. 27 janv.  
Dollar (en yen) .. 127,52 128,45

MARCHÉ MONÉTAIRE  
(effets privés)

Paris (27 janv.) .. 17/643/65  
New-York (26 janv.) .. 93/649/45

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-88)

Valeurs françaises .. 108,1  
Valeurs étrangères .. 107,6  
(INSEE, base 100 : 31-12-81)  
Indice général CAC .. NC  
(INSEE, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 .. 1 679,72 1 667,42  
(OMF, base 100 : 31-12-81)  
Indice OMF 50 .. 467,39 462,49

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles .. 2 281,87  
LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles .. 1 681,3  
Mines d'or .. 173,2  
Fonds d'Etat .. 84,39

TOKYO 26 janv. 27 janv.  
Nikkei Dow Jones .. 31 644,3 31 646,13  
Indice général .. 2 438,09 2 420,45

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
S.E.U.	6,3025	6,3045	- 38	- 23	- 70	- 45
S. can.	5,3829	5,3891	- 117	- 86	- 228	- 189
Yen (100)	4,2959	4,2928	+ 150	+ 177	+ 333	+ 372
DM	3,4931	3,4949	+ 68	+ 85	+ 152	+ 176
Florin	3,6012	3,6045	+ 52	+ 63	+ 116	+ 132
FB (100)	16,2477	16,2613	+ 89	+ 105	+ 218	+ 278
FS	4,8441	4,8479	+ 88	+ 105	+ 218	+ 278
L (1 000)	4,6513	4,6533	- 129	- 92	- 284	- 214
E	11,1271	11,1349	- 395	- 343	- 797	- 714

## TAUX DES EUROMONNAIES

S.E.U.	9	9 1/4	9 1/8	9
--------	---	-------	-------	---



## BOURSE DU 27 JANVIER

**Cours relevés  
à 15 h 03**

VALEURS						Règlement mensuel						VALEURS					
Cotation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Cotation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Cotation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3880	C.A.E. 3% s.r.	3722	3722	3721	+ 0.24	198	Chass. Mich.	198	200	200.20	+ 1.11	198	Chass. Mich.	198	200	200.20	+ 1.11
1005	B.A.P.F. 1% s.r.	1080	1080	1080	0	1005	Echo des Bains	97.30	97.95	97.95	+ 0.67	1005	Echo des Bains	97.30	97.95	97.95	+ 0.67
1107	Ed. Decaux s.r.	1130	1130	1130	+ 0.08	1107	Deutsche Bank	1850	1844	1868	+ 0.97	1107	Deutsche Bank	1850	1844	1868	+ 0.97
1109	Ed. Lyon, T.P.	1135	1135	1135	0	1109	Oreocher Bank	1045	1050	1040	- 0.48	1109	Oreocher Bank	1045	1050	1040	- 0.48
1120	Renault T.P.	1720	1718	1712	- 0.17	1120	Deutsche Bank	1045	1050	1040	- 0.48	1120	Deutsche Bank	1045	1050	1040	- 0.48
1765	Industrie-Fin. T.P.	1776	1776	1776	0	1765	Deutsche Bank	1045	1050	1040	- 0.48	1765	Deutsche Bank	1045	1050	1040	- 0.48
1310	Ed. Decaux s.r.	1310	1310	1310	+ 0.16	1310	Deutsche Bank	1045	1050	1040	- 0.48	1310	Deutsche Bank	1045	1050	1040	- 0.48
1318	Thomson T.P.	1323	1323	1323	+ 0.45	1318	Deutsche Bank	1045	1050	1040	- 0.48	1318	Deutsche Bank	1045	1050	1040	- 0.48
630	Accor	632	630	628	+ 0.78	630	Accor	632	630	628	+ 0.78	630	Accor	632	630	628	+ 0.78
620	Al. Ulysse	634	634	636	+ 0.31	620	Al. Ulysse	634	634	636	+ 0.31	620	Al. Ulysse	634	634	636	+ 0.31
2020	Al. Ulysse	2020	2020	2020	+ 1.14	2020	Al. Ulysse	2020	2020	2020	+ 1.14	2020	Al. Ulysse	2020	2020	2020	+ 1.14
355	A.L.S.P. 1%	363	367	364	+ 0.28	355	A.L.S.P. 1%	363	367	364	+ 0.28	355	A.L.S.P. 1%	363	367	364	+ 0.28
465	Alchemie s.r.	468	468	465	- 0.21	465	Alchemie s.r.	468	468	465	- 0.21	465	Alchemie s.r.	468	468	465	- 0.21
2510	Al. Ulysse	2510	2510	2510	0	2510	Al. Ulysse	2510	2510	2510	0	2510	Al. Ulysse	2510	2510	2510	0
610	Alchemie-Heyl	612	612	612	0	610	Alchemie-Heyl	612	612	612	0	610	Alchemie-Heyl	612	612	612	0
975	Am. Export s.r.	975	975	968	- 0.72	975	Am. Export s.r.	975	975	968	- 0.72	975	Am. Export s.r.	975	975	968	- 0.72
505	Am. Export s.r.	505	505	505	0	505	Am. Export s.r.	505	505	505	0	505	Am. Export s.r.	505	505	505	0
305	Am. Export s.r.	305	305	305	0	305	Am. Export s.r.	305	305	305	0	305	Am. Export s.r.	305	305	305	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0
300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0	300	Am. Export s.r.	300	300	300	0
640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0	640	Am. Export s.r.	640	640	640	0
555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0	555	Am. Export s.r.	555	555	555	0
100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am. Export s.r.	100	100	100	0	100	Am.				

## Comptant (sélection)

**SICAV** (sélection)

26/1

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	
Obligations																					
Emp. 5,00 % 77	125 10	9 003	C.I.C. (Fram. de)	.....	210 20	Michelson Ind.	.....	105	Vulpeix	.....	1320	A.A.A.	1014 24	985 50	Fincoy Paris	101 58	98 83	Pharm. Placements	.....	251 15	259 85
8,00 % 80/81	102 58	5 343	Chemin de Fer	.....	736	Magnifique Ind.	.....	149 80	Vitru	.....	148	Action	1204 72	235 22	Fincoy Région	120 58	139 17	Pharm. Investiss.	.....	727 07	894 10
10,00 % 79/80	106	4 280	Chemin de Fer	.....	741	Magnifique Ind.	.....	422	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
12,25 % 79/80	105 45	8 601	Chemin de Fer	.....	1318	Magnifique Ind.	.....	407	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
16,20 % 82/80	108 95	9 021	Chemin de Fer	.....	342 20	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
18 % jan 82	109 10	10 670	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
14,00 % fév. 83	111 11	10 303	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
12,20 % oct. 83	111 21	1 719	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
11 % fév. 85	115 15	10 248	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,25 % oct. 85	108 15	8 023	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
OPT 12,75 % 83	2020 50	.....	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 712	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74
10,00 % 10/2000	108 16	8 721	Chemin de Fer	.....	361	Magnifique Ind.	.....	158 20	Wander	.....	1475	Action France	530 27	511 10	Fincoy Associations	28 41	28 41	Pharm. A.S.	.....	1106 74	1106 74</

## Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**



# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Pologne : reprise des discussions entre le gouvernement et la Solidarité. 4 L'ombre des Khmers rouges dans la campagne cambodgienne. 5 M. Bush se rendra en Chine après les obsèques de Hirohito.	7 La polémique sur les « affaires » après l'audition de M. Bérégovoy par la commission des finances. 8-9 La préparation des élections municipales. 10 Avant le congrès extraordinaire du RPR. 11 Bicentenaire.	12 Education : la réorganisation des classes préparatoires. - Sciences : nouveau succès pour Ariane. 13 Religions : 163 théologiens critiquent le Vatican. 18 Sports : Lendl et McEnroe en finale des Internationaux de tennis d'Australie.	19 Prométhée enchaîné, d'Eschyle, à Créteil : Jean-Luc Boutté met en scène Britannicus à la Comédie-Française. 20 Cinéma : « L'Année du soleil calme », de Zanussi. 14 Communication : Régine Deforges rachète Ramsay.	24 Hausse du chômage en décembre 1988. 25 Les réformes économiques en URSS. 26 La télévision haute définition à l'heure du marketing. 27 L'américain ATT fait son entrée sur le marché italien des télécommunications. 28-29 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 26 Campus ..... 23 Carnet ..... 14 Météorologie ..... 23 Jeux ..... 16 Philatélie ..... 23 Radio-télévision ..... 22	• Tout savoir sur les « affaires » ..... JOUR • Un ciel sur la cote, l'autre sur votre portefeuille ..... SOURCE • Abonnez-vous au Monde par minitel ..... ABO • Jouez avec le Monde ..... JEUX 3615 rtpaz LERONDE

## L'Etat demande à EDF de geler ses tarifs

Le gouvernement a demandé à EDF de geler les tarifs de l'électricité pendant quatre ans dans le cadre des négociations menées depuis des mois pour la signature d'un nouveau contrat d'objectif. En outre selon la CFT, qui dénonce l'attitude des pouvoirs publics, il serait demandé à l'établissement de réduire son endettement de 10 milliards de francs pendant la même période, ce qui impliquerait des économies de 10 milliards sur les frais d'exploitation, de 11 milliards sur les investissements et de 2 milliards sur les frais de personnel.

En contrepartie, l'Etat s'engageait à favoriser le développement des ventes d'environ 10 % au cours de la période. Jusqu'ici aucun accord n'a pu être dégagé entre le gouvernement et EDF, qui réclame en vain une liberté de gestion accrue tant en matière de tarifs, que d'investissements.

## Bolloré prend le contrôle du loueur de voitures Mattei

Le groupe Bolloré, qui a pris 10 % du capital de SEPA-Mattei au mois d'août dernier, vient de porter sa participation à 51 % en reprenant les parts de la famille Mattei. La firme emploie 180 personnes et réalise un chiffre d'affaires de près de 100 millions de francs. Elle dispose de 1 300 véhicules, de garages, et de parkings à Marseille, Nice et Paris.

Conformément à la législation boursière, une procédure de maintien de cours est décidée sur le titre SEPA-Mattei holding du groupe, à 2 200 francs et sur sa filiale à 53 % Mattei-Automobile, à 1 880 francs. Selon les titres amenés lors de ces opérations, l'investissement de Bolloré oscille entre 60 et 100 millions de francs.

Le numéro du « Monde » daté 27 janvier 1989 a été tiré à 559 610 exemplaires.

(Publicité)  
**CENTRE RACHI**  
FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS  
JUIVES DE FRANCE  
COLLOQUE  
« MÉMOIRE PRÉSENTE »  
28 et 29 janvier 1989  
SAMEDI 28 JANVIER 1989 à 20 h 30  
Ouverture solennelle  
avec Messieurs  
S. WISSENTHAL, A. FINKELKRAUT  
P.A.F.  
Centre Rachi, 30, bd de Port-Royal, 75003 PARIS

(Publicité)  
aux Entrepôts du Marais  
**on baisse le pantalon 159 F, en flanelle**  
doublé, un prix imbattable, comme le blazer pure laine à 339 F ; les vestes cachemire et laine ou Harris-tweed à 699 F ; en pure laine peignée, le costume à 895 F ou le manteau à 1 297 F ; chemises, cravates. Parce que, aux Entrepôts du Marais, on vend en direct les créations Guy d'Ambert, vous avez prix et qualité. Rayon spécial grands et forts jusqu'à 62. M<sup>r</sup> St-Sébastien-Froissart, 3, rue du Pont-aux-Choux (9<sup>e</sup>), de 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

**cobbler**  
SOLDES  
TOUTE SA COLLECTION EN COUSU NORVÉGIEN



SEMELLE GOMME 700 F - SEMELLE CUIR 750 F  
11, rue Monsieur-le-Prince, 75006 14, avenue Mozart, 75016  
40, rue Saint-Honoré, 75001 rue du Bac, 75007  
30, rue de Miromesnil, 75008 5, place des Terres, 75017  
Printemps Haussmann - Parly 2 - Vélizy 2 - Galeries Lafayette  
BOWEN, 6, rue des Arts, Toulouse  
BOWEN, 4, rue du Commandant-Pilot, Neuilly

## M. Arafat est reçu à Madrid avec tous les honneurs

La date et le lieu d'une rencontre entre M. François Mitterrand et M. Yasser Arafat ne sont « pas déterminés » et, si rien ne s'oppose au « principe » d'une telle réunion, sa « mise en œuvre se discute », a lui-même indiqué, jeudi

MADRID  
de notre correspondant

Un dîner avec le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, une rencontre avec les ministres des affaires étrangères d'Espagne, de France et de Grèce, actuels membres de la « troïka » communautaire chargée des contacts au Proche-Orient, une audience avec le roi Juan Carlos : c'est avec un agenda chargé que le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a entamé sa visite de vingt-quatre heures à Madrid, où il est arrivé jeudi 26 janvier en début de soirée.

Il s'agit là des véritables « débuts » du leader palestinien sur la scène communautaire, et sans doute n'est-ce pas un hasard s'ils ont précisément lieu à Madrid. Parmi les Douze, l'Espagne, qui a toujours maintenu des relations privilégiées avec le monde arabe, est en effet l'un des pays qui a manifesté le plus clairement sa sympathie pour la cause palestinienne — sans toutefois se détacher, comme la Grèce, de ses partenaires.

## EN BREF

● M. Rakowski à Paris en février. — Le premier ministre polonais, M. Mieczyslaw Rakowski, effectuera le 14 février prochain une visite privée de plusieurs jours en France, a annoncé jeudi 26 janvier à Varsovie le porte-parole du ministère polonais des affaires étrangères. Celui-ci a d'autre part confirmé que le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, était attendu à Varsovie en avril. Il devrait notamment préparer la visite officielle en Pologne de M. Mitterrand, qui, a-t-il dit, doit se situer dans le courant du premier semestre de cette année, avant le 14 juillet certainement. — (AFP).

● La succession de Marguerite Yourcenar à l'Académie française. MM. Robert Mallet, soixante-trois ans, essayiste et écrivain, ancien recteur de l'Académie de Paris, et Jean-François Deniau, soixante ans, ancien ministre et écrivain, se sont portés candidats, jeudi 26 janvier, au fauteuil de Marguerite Yourcenar (morte le 17 décembre 1987). L'élection aura lieu le 9 mars.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
TOURISME-GASTRONOMIE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4344

26 janvier, le président de la République. Cette déclaration — à Radio-J — confirme les propos qu'avait tenus la veille le chef de l'O.L.P. (le Monde du 27 janvier) sur l'existence de contacts franco-palestiniens à ce sujet.

Depuis qu'elle a assumé, le 1<sup>er</sup> janvier dernier, la présidence de la Communauté, elle a d'ailleurs montré qu'elle entendait faire de la coopération politique entre les Douze, à propos du problème du Proche-Orient, l'un de ses principaux chevaux de bataille. Le 14 janvier, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Fernandez Ordóñez, avait déjà visité Israël.

Les diplomates espagnols considèrent que le moment est venu d'agir : d'une part parce que les dernières initiatives de M. Arafat ont ouvert la voie, de l'autre parce que la « troïka » représente trois pays bien décidés à élaborer une politique commune au Proche-Orient qui prendrait en considération l'O.L.P. Quelle politique ? On considère à Madrid que la « troïka » peut surtout jouer un rôle de « bons offices », en transmettant à chacun de ses interlocuteurs les concessions auxquelles sont apparemment disposés les autres. Il s'agit de rechercher ainsi un terrain d'entente afin de faciliter la convocation d'une future conférence internationale.

On n'oublie pas toutefois à Madrid que la règle du plus petit

THIERRY MALINIAC.

## Les enseignants grévistes défilent à Paris

L'appel à la grève de plusieurs syndicats d'enseignants (SNES, SNEP, SNALC) semblait assez largement suivi dans les collèges et les lycées, vendredi 27 janvier. Des manifestants devaient se rendre devant le ministère de l'Éducation nationale pour protester contre les projets gouvernementaux.

Vendredi, 8 h 15, devant le lycée Lamartine à Paris. La grève sera un échec : en croire ces escouades de seconde : « Un seul prof absent dans ma classe », s'indigne-t-il en rigolant. Ses copains corrigent cette première statistique : « Chez nous, la moitié environ ». Ils sont au courant parce qu'ils ont interrogé leurs professeurs la veille sur leurs intentions de grève.

Dans le hall d'entrée, M<sup>me</sup> le proviseur tire des plans sur la comète : « Hier, j'ai été informée d'une quinzaine de grévistes. Il y en aura vraisemblablement trente, soit la moitié des services. » Pour en avoir le cœur net, elle pointe discrètement sur un papier le nom des professeurs qui, un à un, poussent la porte et défilent devant la loge du concierge. Un coup d'œil vers le ciel la rassure ; il fera beau, les petits pourront rester dans la cour. Les jours de grève, l'intendance doit suivre.

Dans la matinée, le proviseur du lycée Colbert comptabilisait 50 % de grévistes. A Lavoisier, les grévistes atteignent 58 %, tant au collège qu'au lycée. Cette tendance se confirme dans la plupart des établissements parisiens interrogés, mais les services du rectorat n'étaient pas en mesure de fournir une statistique globale avant la fin de l'après-midi.

En province, la situation était variée. Dans l'académie de Lyon, la participation d'échelon de 2<sup>e</sup> dans les LEP de la Loire à 45 % dans les lycées de l'Ain avec une moyenne de 20 à 30 %. Ici, les enseignants grévistes n'ont pas mis les pieds à l'école. Là, ils ont organisé des assemblées générales ou des débats.

Dans certaines villes, ils ont décidé de manifester leur mécontentement dans la rue : à Paris, par exemple, un cortège devait se rendre, dans l'après-midi de vendredi, de la place du Châtelet au ministère de l'Éducation nationale. Aux côtés des enseignants mobilisés par le SNES, le SNEP (éducation physi-

## Sur le vif

### Petits boulots

Ce qu'elle est mignonne, Nicole de Buron ! Trop, entre nous, c'est la reine des pommes. D'ailleurs, il y a qu'à la regarder avec son joli sourire, ses yeux de bébé, tendres et confiants, pour savoir que, bon, on peut lui demander n'importe quoi, on risque pas de se faire jeter. C'était déjà un peu comme ça dans Qui c'est, ce garçon ? Mais, alors, avec C'est quoi, ce petit boulot ? ça dépasse l'imagination.

Moi, j'étais écroulée de rire à la voir se coltiner les jobs insensés collectionnés par ses deux filles : vendeuse de frites sur une plage bretonne, caissière, dactylo à domicile, représentante en crèmes de beauté, conciergerie de boîtes de nuit... Ça veut mille, je vous jure.

En plus, elle croit qu'elle a trouvé un truc génial en parlant d'elle-même à la troisième personne du pluriel : Vous voilà devenue la secrétaire de votre brocanteuse de fille. Ça vous empêche de travailler. Vous vous plaignez à votre chiffonnière-chef... Une vraie trouvaille, parce qu'on se sent toutes concernées. Ouais, ben pas moi, je vais te dire. Moi, dès que mon aînée a eu seize ans, je l'ai engagée comme fille au pair pour s'occu-

per de ses petits frères. Trois petits frères, 300 francs par mois. J'ai jamais été aussi bien servie, et pour moins cher.

Mes fils, à peine mineurs, à la fois qu'ils bossent à droite, à gauche, pour me verser l'argent de leur pension. Garçons de courses, garçons de restaurants, ils portaient mes paquets et ils soignaient mes commodes quand j'allais bouffer dans leur bistrot. Ils avaient intérêt. Saou, j'aurais distillé dans l'oreille du patron un poison à les faire virer sur-le-champ.

Quant au petit dernier, l'éclatant, lui, il est proposé à la relecture de mes papiers. Son argent de poche est calculé en décibels. Ça monte et ça descend en fonction de l'intensité de ses cris d'admiration. Étais calculé, pardon ! C'est du passé. Cet article, il me l'a rendu avec une appréciation très sèche griffonnée en marge : maladroite, malvenu et, par comparaison avec la débordante, l'indigence généralisée du livre en question, lourd de conséquences pour l'auteur de ce billet.

Bravo, Nicole. Et merci !

CLAUDE SARRAUTE.

École, le SGEN-CFDT ne se satisfait pas des propositions pour la revalorisation, qui se sont « en aucun cas de nature à redonner espoir à une profession largement déshabillée et à provoquer une dynamique de transformation ». Pour ce syndicat, la journée de vendredi constituait le temps fort d'une semaine d'action : les enseignants étaient appelés à se réunir en assemblées générales, ce qui, parfois, pouvait signifier ne pas donner de cours.

Les organisations syndicales sont d'accord pour considérer que cette journée de grève n'est que le début d'une action plus longue et plus dure. D'autres rendez-vous sont déjà pris. Le SNI-PEGC, qui réclame la parité entre instituteurs et professeurs de collège et lycée pour le recrutement et les rémunérations, organise, par exemple, une manifestation nationale à Paris mercredi 1<sup>er</sup> février, à laquelle le SGEN-CFDT a également appelé.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

du 1<sup>er</sup> au 31 janvier  
**Votre 405 Break GR, GL**  
**Un Break "griffé" cuir**  
en livraison immédiate,  
sans supplément de prix.

- les avantages d'un break
- le raffinement du cuir



la griffe du lion  
**NEUBAUER**  
PEUGEOT

\* en fonction des options et conditions de crédit disponibles.  
\* l'équipement offert concerne uniquement les versions GR et GL.

227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34